



L'ÉPOQUE - SUPPLÉMENT

LE NOUVEAU SOUFFLE DE L'ACCORDÉON

Grèves SNCF : vers une semaine tendue sur les rails

► Plusieurs arrêts de travail des agents de l'entreprise publique perturberont le trafic ferroviaire à partir du lundi 5 mai et jusqu'au dimanche 11 mai

► Deux organisations syndicales ont déposé des préavis de grève, réclamant des hausses de salaire et un aménagement des plannings de travail

► La direction de l'entreprise se dit «plutôt confiante» sur le nombre de trains en circulation, et espère notamment que le trafic TGV sera peu touché

► La mobilisation des contrôleurs, réunis au sein d'un collectif et déjà à l'origine de grèves perturbatrices en 2022 et 2024, sera déterminante

► Autocars, compagnies aériennes et sociétés de covoiturage enregistrent une hausse importante de leurs réservations

PAGE 14

L'INCONFORtable ENTRE-DEUX DU RN

► L'affirmation de Jordan Bardella face à Marine Le Pen sème le trouble au sein du parti d'extrême droite

► Les cadres du mouvement divergent sur la stratégie à tenir d'ici au jugement en appel de leur cheffe de file

PAGE 7



Meeting de Marine Le Pen et de Jordan Bardella, à l'Arena de Narbonne (Aude), le 1^{er} mai. OLIVIER MONGE/MYOP POUR « LE MONDE »

Spectacle Lorraine de Sagazan réinvente le théâtre du réel



A la Villa Médicis, à Rome, en 2023. DANIELE MOLAJOLI

JEUNE DRAMATURGE de 38 ans, Lorraine de Sagazan présente au théâtre de l'Odéon-Ateliers Berthier un nouveau spectacle appelé «Léviathan». Consacré aux audiences en comparaison immédiate, il poursuit le travail sur le réel engagé depuis plusieurs années par l'artiste, qui envisage le théâtre comme une «expérience vécue» plutôt qu'une «représentation du réel». Une création qui l'impose comme une des metteuses en scène les plus passionnantes de sa génération.

PAGE 22

Société Assassinat d'Aboubakar Cissé : «une envie de tuer»

ALORS que la polémique est montée toute la semaine à la suite de l'assassinat au couteau d'Aboubakar Cissé à la mosquée de La Grand-Combe (Gard), le 25 avril, la procureure de Nîmes a expliqué, vendredi 2 mai, pourquoi la qualification terroriste des faits n'a pas été retenue. Le meurtrier, détenu en Italie, a «agi dans un contexte isolé, sans revendication idéologique», a indiqué Cécile Gensac, évoquant «une envie ob-

sessionnelle de tuer» du suspect. Une information judiciaire pour «meurtre aggravé par préméditation et à raison de la race ou de la religion» a été ouverte le 28 avril.

P. 9

ÉDITORIAL
ISLAM : LE DANGER DU «DEUX POIDS, DEUX MESURES»

P. 30

Criminalité
Le narcotrafic derrière les attaques de prisons

Vingt et un suspects venus du crime organisé, et notamment de la nébuleuse DZ Mafia, ont été mis en examen vendredi

PAGE 10

Collectivités locales
L'entretien des ponts, un casse-tête financier

PAGE 8

Energie
Les chantiers qui attendent Bernard Fontana à EDF

PAGE 15

EspaceTopper
Maison familiale à Paris depuis 1926 99 ans

Offres

ANNIVERSAIRE

Tables et chaises de repas : conditions exceptionnelles sur une large sélection



LE PLUS GRAND ESPACE TABLES ET CHAISES DE REPAS À PARIS

Paris 15 • 7j/7 • M° Charles Michels
145-147 rue St-Charles, 01 45 75 02 81
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40

Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr



Des militaires indiens patrouillent à Srinagar, au Cachemire, le 1^{er} mai.
DAR YASIN/AP

L'Inde et le Pakistan sur le pied de guerre

Après l'attentat qui a fait 26 victimes au Cachemire, la zone frontalière est menacée d'une riposte de New Delhi

NEW DELHI - correspondante

La riposte militaire est attendue, annoncée, mais personne n'en connaît ni la date, ni l'ampleur. L'Inde a prévenu qu'elle ne laisserait pas impuni l'attentat terroriste perpétré le 22 avril à Pahalgam, au Cachemire indien, contre des touristes. Vingt-six personnes ont été tuées par des hommes armés surgissant des forêts denrées de cette région himalayenne, la plus grave attaque contre des civils depuis les attentats de Bombay en 2008 qui avaient fait 175 morts. Le mode opératoire des assaillants, dont l'origine exacte reste indéterminée en l'absence de revendication, a suscité une grande émotion en Inde. Les survivants ont raconté que les terroristes leur avaient demandé de décliner leur religion, exigeant qu'ils récitent les *kalimas* (prières islamiques des musulmans d'Asie du Sud), avant d'abattre froidement d'une balle dans la tête les hommes hindous.

Dix jours après le drame, la tension entre les deux puissances nucléaires continue de s'accroître. Malgré les appels à la retenue de la communauté internationale, des tirs sont échangés chaque nuit le long de la ligne de contrôle départageant le Cachemire indien du Cachemire pakistanais, région revendiquée par les deux pays rivaux.

Par crainte de représailles, Islamabad a commencé à faire évacuer des écoles coraniques proches de la frontière et cibles potentielles de l'armée indienne, et appelle les habitants de la région à stocker de la nourriture «pour deux mois». L'Inde, après une série

de mesures diplomatiques – avec la suspension d'accords-clés, comme le traité sur le partage des eaux de l'Indus, l'annulation de visas, le renvoi des diplomates –, a décidé à son tour de fermer son espace aérien à son ennemi, comme le Pakistan l'avait fait.

Les rivaux, qui se sont déjà livrés trois guerres depuis la partition de 1947 et la création du Pakistan, se préparent à l'affrontement dans une atmosphère de nationalisme exacerbé. Mardi 29 avril, Narendra Modi,

à l'issue d'une réunion de sécurité très médiatisée, a donné son feu vert à une opération militaire, laissant à l'armée «la liberté de décider des cibles, du moment et du mode de la riposte». Le premier ministre indien a rappelé la détermination de l'Inde «à porter un coup fatal au terrorisme» transfrontalier. Comment? Tous les analystes militaires sérieux rappellent que les frappes chirurgicales n'ont jamais atteint cet objectif et que l'Inde devra combiner d'autres moyens, militaires, économiques et diplomatiques pour affaiblir le Pakistan.

Action décisive En 2019, lors du dernier affrontement entre les deux Etats, après un attentat-suicide contre un convoi militaire indien qui avait fait 40 morts, l'armée de l'air indienne avait attendu douze jours avant de lancer un raid aérien contre des bases du Jaish-e-Mohammed dans la région de Balakot, à 50 kilomètres de la ligne de contrôle, où le groupe islamiste, qui avait revendiqué l'attentat, disposait d'écoles coraniques et de centres d'entraînement. Il s'agissait des premières incursions aériennes aussi loin en territoire pakistanais depuis la guerre de 1971. Pendant deux ans, les deux ennemis s'étaient échangé des tirs le long de la ligne de contrôle, jusqu'à ce qu'ils parviennent à un accord en février 2021.

Cette fois, à la différence de 2019, l'attaque n'a officiellement pas été revendiquée. L'Inde accuse Islamabad d'être derrière les meurtriers du Cachemire, mais n'a fourni aucune preuve de l'implication du Pakistan. Une organisation peu connue appelée «Front de résistance», liée au Lashkar-e-Toiba, a initialement revendiqué la responsabilité de l'attaque,

Pour les experts indiens, l'ombre du général pakistanais Asim Munir plane sur l'attaque de Pahalgam

avant d'expliquer que son site Web avait été piraté, soupçonnant les autorités indiennes d'avoir monté toute l'affaire. Le premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, estime aussi que l'Inde cherche l'*escalade*.

«Il serait risible, si ce n'était pas aussi tragique, de penser qu'une poignée d'hommes armés aient pu mener à bien une telle opération, seuls, malgré les mesures de sécurité renforcées. Les services de renseignement indiquent que des commanditaires se trouvent de l'autre côté de la frontière», assure, dans une tribune publiée par *Hindustan Times*, Syed Zafar Islam, un des porte-parole du parti de Narendra Modi, le Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien). Il appelle à une réponse «plus dure qu'en 2019», invoquant le contexte mondial «propice à une action décisive»: «Pahalgam ne peut pas devenir une date de plus pour des veillées à la bougie. Ce doit être un tournant.»

Pour les experts indiens, l'ombre du général pakistanais Asim Munir plane sur l'attaque de Pahalgam. Le plus haut gradé, l'homme le plus puissant du Pakistan avait, juste avant l'attaque, prononcé un discours belliqueux, le 15 avril, devant des Pakistanais expatriés.

«Notre position, la position du gouvernement sur le Cachemire, est absolument claire. C'était notre veine jugulaire, et nous ne l'oublierons pas. Nous n'abandonnerons pas nos frères cachemiris dans leur lutte héroïque contre l'occupation indienne», avait-il assuré. Puis il avait poursuivi en soulignant la différence culturelle et idéologique entre les hindous et les musulmans, défendant la théorie des deux nations, qui a justifié la séparation des deux pays.

Ses propos sont désormais considérés comme prémonitoires. Le chef des armées pakistanaises, en difficulté sur le plan intérieur, complètement dépassé sur son territoire par les attaques des talibans pakistanais et des indépendantistes baloutches, aurait tout intérêt à un conflit militaire pour regagner du crédit.

Capacités aériennes renforcées

Le général Munir prépare son pays au combat. Il s'est rendu, le 1^{er} mai, sur un champ de tir, à Jhelum, pour assister à l'un des trois exercices d'entraînement en cours près de la Loc et dans la mer d'Oman. «Que cela soit clair: toute aventure militaire de l'Inde sera accueillie par une réponse rapide, résolue et renforcée. Si le Pakistan reste attaché à la paix régionale, notre préparation et notre détermination à sauvegarder nos intérêts nationaux sont absolues», a-t-il déclaré. Vendredi 2 mai, il a réuni les hauts responsables de l'armée.

Compte tenu du niveau de menaces proférées, il est peu probable que le scénario de 2019 se répète. Poussé par les Etats Unis, Imran Khan, qui dirigeait alors le Pakistan, avait joué l'apaisement. Après avoir abattu un avion in-

dien, lors d'un affrontement aérien, l'armée pakistanaise avait réussi à capturer son pilote. Mais le premier ministre avait décidé de libérer le militaire «dans un geste de paix», ce qui avait permis de dé-escalader le conflit. Cette fois, Islamabad a prévenu qu'il «ne frapperas pas le premier mais n'hésitera pas à répliquer avec force».

«Avec des tensions si vives et des relations diplomatiques au point mort, les chances que chaque partie recoure au dialogue pour désamorcer la crise dans un avenir proche sont pratiquement nulles», juge Michael Kugelman dans sa chronique de *Foreign Policy*.

En six ans les deux belligérants ont considérablement renforcé leur capacité aérienne. L'Inde s'est dotée des avions de combat Rafale, équipés de missile Scalp de 400 kilomètres de portée qui lui permettront d'attaquer des cibles sans pénétrer en territoire ennemi. Le Pakistan a acquis, quant à lui, des chasseurs chinois, les J-10CE, pour remplacer les Mirage de Dassault.

Les conséquences de l'attentat sont déjà palpables. Au Cachemire indien, seule région à majorité musulmane où le tourisme est vital et avait repris ces derniers mois, les visiteurs ont fui, les hôtels sont vides. Les forces de sécurité ont arrêté et interrogé des centaines de citoyens et ont démolie les maisons d'au moins dix personnes accusées d'être impliquées dans l'attaque. Les

15 millions de Cachemiris qui vivent des deux côtés de cette région, dont l'histoire est jalonnée de sang et de souffrances, seront les premières victimes en cas d'opération militaire. ■

SOPHIE LANDRIN



Andrea Riccardi : « François était l'anti-Trump »

Le fondateur du mouvement catholique Sant'Egidio se dit « pessimiste » quant à l'héritage du pape argentin

ROME - correspondant
et envoyée spéciale

Rome attend au soleil de changer d'époque. Le pape François est mort. Son successeur sur le trône de Pierre doit être désigné à l'issue d'un conclave qui se tiendra à partir du mercredi 7 mai. Quelle que soit son identité et quoi qu'il fasse de l'héritage de Jorge Mario Bergoglio, l'un des cardinaux qui se sont déjà retrouvés au Vatican règnera sur l'Eglise catholique dans un monde qui n'est déjà plus celui où le défunt pape avait imposé sa marque. Le début du deuxième mandat de Donald Trump à la Maison Blanche a ouvert une nouvelle ère fondée sur le rapport de force, ouvrant la voie à une droite dure et triomphante.

Alors, dans son quartier général installé depuis 1973 entre les murs d'un ancien couvent carmélite du Trastevere, sur une place aux façades pastel parcourue par des grappes de touristes et gardée par un véhicule militaire, Andrea Riccardi, 75 ans, se montre soucieux. Fondateur de l'influente mouvement catholique international Sant'Egidio, historien de l'Eglise, ancien ministre, présenté par le centre gauche au moment de l'élection du président de la République italienne, en 2022, comme ayant le « profil idéal » pour recevoir la charge suprême, celui qu'on appelle « le professeur » fut aussi un proche de François.

Personnage-clé des pouvoirs ecclésiaux et séculiers de Rome, la capitale aux deux Etats, il avait accompagné la politique étrangère du pape défunt. Se déclarant « pessimiste », il s'inquiète désormais pour l'héritage de Bergoglio face à un avenir dont il résume sa vision en un mot : une « guerre » faite de confrontations militaires entre Etats et de luttes religieuses



Le fondateur du mouvement catholique Sant'Egidio, Andrea Riccardi, et le pape François, à Rome, le 11 mars 2018. MAX ROSSI/REUTERS

au sein du christianisme global. « François, du point de vue culturel, moral, religieux, était l'anti-Trump », résume Andrea Riccardi. Son catholicisme était celui des pauvres. La vision du vice-président [américain] J. D. Vance et des néo-pentecôtistes qui soutiennent le président des Etats-Unis est celle d'une religion capitaliste, fondée sur l'égocentrisme et le nationalisme. »

Dialogue interreligieux

Ayant rejoint de fraîche date l'Eglise romaine, le numéro deux de l'administration américaine qui, signe du changement d'ère en cours, a rencontré François le 20 avril à Rome, la veille de sa mort, s'était opposé à lui en brandissant le principe d'*ordo amoris* (« ordre de la charité ») de saint Augustin. J. D. Vance l'avait décrit comme une compassion bien ordonnée, centrée sur la famille et la patrie avant de s'adresser à l'humanité. François l'avait corrigé dans une lettre aux évêques américains justifiant sa défense des

migrants, persécutés par la nouvelle administration.

Le problème cependant, n'est pas seulement transatlantique. « L'Eglise est en difficulté. Elle perd ses fidèles et ses vocations. Mais ce qui est particulièrement préoccupant, ce sont les défis qui se présentent pour son caractère universel. Beaucoup de jeunes prêtres sont pris dans l'idée rassurante d'un catholicisme identitaire », juge le fondateur de la communauté Sant'Egidio.

Créé au sortir de l'adolescence par Andrea Riccardi et une poignée de lycéens romains à la suite du concile Vatican II (1962-1965) et dans l'effervescence de 1968, le mouvement charismatique s'est d'abord tourné vers les banlieues populaires de Rome avant de développer son action humanitaire et son influence au sein du monde catholique.

Dans les décennies suivantes, la communauté Sant'Egidio a couplé ses actions charitables à des activités de dialogue interreligieux, de diplomatie parallèle

et de médiation dans des conflits armés. Elle revendique 70 000 membres dans 74 pays. La proximité construite par Andrea Riccardi avec Emmanuel Macron est par ailleurs connue, au point d'alimenter à Rome des rumeurs d'ingérence française dans la désignation du futur pape. Au cours du pontificat de François, la vision du monde portée par les membres de Sant'Egidio est entrée en résonance avec celle du pape, dont Andrea Riccardi a d'ailleurs facilité les rencontres avec des responsables religieux musulmans, comme le recteur de la mosquée Al-Azhar, Ahmed Al-Tayeb, en 2019. « J'espère que le successeur de François ne négligera pas le travail qui a été fait par lui sur les rapports avec l'islam », confie-t-il.

En plus de la construction de relations avec d'autres leaders religieux, le discours porté par François sur une Eglise vouée aux périphéries sociales et géographiques du monde convergeait avec les priorités du mouvement. Il en allait de même de certains aspects

du positionnement du pape défunt sur le dossier ukrainien, la communauté étant porteuse d'une conception pacifiste selon laquelle aucune guerre, même défensive, ne mériterait d'être menée.

Disciples « en ordre dispersé »

Ces orientations pourraient cependant ne pas avoir suffi à construire un héritage solide et cohérent, à même d'être transmis. « De son propre aveu, François était un impulsif. Il a troublé le fonctionnement de l'institution. Mais ce n'est rien par rapport à ce que l'on a vu à ses funérailles. Le peuple était là, les pratiquants et les non-pratiquants. Il faut que le prochain pape soit lui aussi charismatique mais qu'il ait un plan, qu'il allie ce charisme à l'art de gouverner, pas seulement à la capacité de commander », juge Andrea Riccardi.

Le fondateur de Sant'Egidio invite cependant à ne pas se méprendre sur un souverain pontife défunt qui fut selon lui loin d'être « un progressiste » au sens où on

Andrea Riccardi invite à ne pas se méprendre sur le pape défunt, qui fut loin d'être « progressiste » au sens où on l'entend dans le monde séculier

l'entend dans le monde séculier, rappelant une sortie homophobe récente malgré d'autres ouvertures aux personnes LGBT+, ainsi que ses propos sur l'avortement. « *À la fin de sa vie, François était seul mais amer devant l'ampleur des réformes inaccomplies* », confie l'historien qui raconte avoir entendu le pape dire, lors d'un tête à tête avec lui, que « *le capitalisme devait s'effondrer comme le mur de Berlin avant lui* ».

Au-delà du combat entre le catholicisme qu'il défend et la « religion de la prospérité » qui gagne une partie des puissants et des riches catholiques américains et leurs alliés évangéliques à travers le monde, Andrea Riccardi déplore non les divisions de l'Eglise, mais son morcellement. « *Le conclave qui va se réunir est composé de cardinaux qui, pour certains, ne se sont jamais rencontrés bien qu'ils aient été nommés par François. Ceux qui veulent totalement liquider son héritage et cherchent l'affrontement forment un groupe minoritaire mais les disciples de François sont partis en ordre dispersé* », semble-t-il regretter.

Certes, le mouvement Sant'Egidio compte un de ses membres les plus éminents parmi les « papabili », ou papes potentiels, selon l'expression italienne consacrée. Archevêque de Bologne, président de la conférence épiscopale italienne, notamment apprécié à gauche, le cardinal Matteo Zuppi comptait d'ailleurs parmi les prélatés les plus proches de François. « *En Italie, les gens de la rue qui ont aimé François voudraient un pape pour continuer son œuvre. Mais ce n'est pas ainsi que cela va se décliner* », conclut Andrea Riccardi. Un pontificat ne survit jamais à son pape et, à Rome comme ailleurs, les temps ont changé. ■

SARAH BELOUEZZANE
ET ALLAN KAVAL

Il faut que le prochain pape soit, lui aussi, charismatique mais qu'il allie ce charisme à l'art de gouverner»

ANDREA RICCARDI

Pour les Italiens, l'ultime espoir d'un pape issu de la Péninsule

Alors que le conclave s'ouvre le 7 mai, les catholiques italiens croient dans les chances de trois de leurs cardinaux pour succéder à François

ROME - correspondant
et envoyée spéciale

Depuis la mort du pape François, le 21 avril, la presse italienne est prise d'une fièvre qui n'a pas son équivalent ailleurs dans le monde. En Italie, le rapport à la papauté est intime, bien qu'il soit le fruit d'une histoire conflictuelle, l'unification du pays ayant triomphé en arrachant aux souverains pontifes leurs derniers territoires et leur capitale en 1871.

Des 266 papes de l'Eglise universelle, 213 furent Italiens. La période de transition menant vers le conclave, qui doit débuter mercredi 7 mai, a sur l'opinion de la péninsule un effet grisant tandis que l'actualité politique italienne, habituellement riche en rebondissements et polémiques, végète.

Il ne passe pas un jour sans que les principaux journaux ne rendent compte dans des pages spé-

Aucun Italien n'a occupé le trône de Pierre depuis l'élection d'Albino Luciani (Jean Paul I^e), en 1978

De l'avis de nombreux observateurs avisés ou simples citoyens, cette élection est perçue comme représentant peut-être la dernière chance pour le pays de donner un pape à l'Eglise. Aucun Italien n'a occupé le trône de Pierre depuis l'élection d'Albino Luciani (Jean Paul I^e), en 1978. Son pontificat n'aura duré que trente-trois jours.

« Cette remarque sur la dernière chance, je l'ai entendue moi-même de la bouche d'un membre de l'establishment du pays », confirme Iacopo Scaramuzzi, qui occupe le poste prestigieux (et pro-

pre à la presse italienne) de vaticaniste à *La Repubblica*, grand quotidien national édité à Rome. « *A Rome, on a le Vatican à la maison, c'est un lien culturel bien plus que religieux*, note-t-il, mais ce serait se tromper de croire que l'Italie a un poids aussi énorme qu'avant. » A cela s'ajoutent les options des milieux catholiques traditionalistes qui gravitent dans l'orbite de la présidente du conseil d'extrême droite, Giorgia Meloni, devenue célèbre en proclamant devant une foule de partisans en 2019 : « *Je suis Giorgia, je suis une femme, je suis une mère, je suis italienne, je suis chrétienne. Vous ne m'enlèverez pas cela !* »

L'influence réelle de l'Italie dans les instances du Vatican n'a cessé de baisser ces dernières années, à mesure que l'Eglise se décentre de son axe européen et occidental et que les religieux d'Asie et d'Afrique s'y font leur place. Longtemps dominants dans le collège, les cardinaux italiens demeurent certes

encore plus nombreux que les Français ou les Espagnols, mais ne représentent plus qu'une minorité à l'échelle globale. Ils seront 19 sur 133 à entrer en conclave mercredi. En 2013, lors de l'élection de Jorge Mario Bergoglio, ils étaient 28 sur 115.

« *En 1903, pour l'élection de Pie X, on compte 38 Italiens sur 60 cardinaux électeurs, soit plus de 60 % !* », relève Iacopo Scaramuzzi.

« **Une vraie possibilité** »

Cette fois, trois cardinaux italiens émergent dans les discussions : Pietro Parolin, le patriarche de Jérusalem, Pierbattista Pizzaballa, et le président de la conférence épiscopale de la péninsule, Matteo Zuppi. A ces noms-là, certains ajoutent celui de Fernando Filoni. Pour M. Scaramuzzi, « *ils ont des chances d'être élus indépendamment de leur nationalité, on peut considérer, toutes précautions prises bien sûr, qu'il y a une vraie possibilité* ». ■

Une situation qui rend les Italiens encore plus attentifs à l'élection que d'habitude.

« *Le Saint-Siège n'est pas un acteur externe de l'histoire italienne. Il est indissociable du fait de son lien avec Rome, devenue capitale de l'Italie. C'est à la fois le résultat d'une histoire conflictuelle et du fait qu'en Italie, contrairement à ce qui est vrai pour la France, quand on n'est pas catholique, dans l'écrasante majorité des cas, c'est qu'on est un ex-catholique. Toute la société est traversée par un substrat lié à l'Eglise* », relève l'historien de l'Eglise Alberto Melloni.

Reste à savoir si le collège cardinalice y sera sensible. Amusé, un cardinal européen raconte comment il a été approché par un vieux prélat italien : « *Ce serait bien que le prochain pape soit italien non ?* » Représentant d'une Eglise universelle, le religieux ne l'entendait pas forcément de cette oreille. ■

S. B. ET A. KA.

Percée de l'extrême droite au Royaume-Uni

Le parti de Nigel Farage, Reform UK, a conquis une circonscription législative détenue par les travaillistes

LONDRES - correspondante

Le sourire carnassier de Nigel Farage était encore plus large que d'habitude, vendredi 2 mai au matin : le dépouillement des votes aux élections locales du 1^{er} mai était toujours en cours en Angleterre, mais le chef de file de Reform UK a déjà remporté la victoire qu'il espérait. Sarah Pochin, la candidate de son parti d'extrême droite, antimigrants et antineutralité carbone, venait de remporter, avec seulement 6 voix d'avance, la circonscription de Runcorn et Helsby, dans le nord-ouest de l'Angleterre, devant sa concurrente travailliste. Le parti au pouvoir s'était pourtant confortablement attribué la circonscription aux élections générales de juillet 2024, avec 14 000 voix d'avance, mais le poste a été remis en jeu après que le député travailliste, Mike Amesbury, a dû démissionner à la suite d'une altercation avec un de ses administrés, lui ayant valu plusieurs semaines de prison.

«*Ici et partout dans le pays, on assiste à des retournements de situation en notre faveur, contre les travaillistes au nord ou les conservateurs dans les Midlands ou le sud du pays. C'est fascinant !*», s'est félicité Nigel Farage. «*C'est un très grand moment pour le parti, nous sommes désormais la vraie opposition [au Labour]*», a ajouté celui que les médias britanniques qualifient souvent de «M. Brexit» pour avoir été le premier dirigeant britannique à faire campagne pour la sortie de l'Union européenne, il y a vingt ans.

Que peut bien signifier la victoire sur le fil à une élection partielle, à l'échelle d'un pays de 650 circonscriptions ? Les extrapolations sont toujours hasardeuses, mais en remportant une circonscription mi-rurale mi-urbaine, constituée d'une population aux revenus modestes, jusqu'alors considérée comme acquise au Parti travailliste, Reform UK fait la preuve qu'il peut virtuellement gagner partout. Dans le



Nigel Farage et Sarah Pochin, candidate locale de Reform UK, à Widnes (Royaume-Uni), le 2 mai. PHIL NOBLE/REUTERS

des allocations familiales pour les familles de plus de deux enfants).

Le pouvoir d'achat reste la préoccupation numéro un des électeurs, les prestations des services publics ne se sont pas radicalement améliorées et le gouvernement n'a pas trouvé la recette pour arrêter les arrivées de migrants. A la fin d'avril, près de 10 000 personnes avaient traversé la Manche depuis le début de l'année, en hausse de 40 % par rapport à 2024.

Le programme de Reform UK reste succinct, appelant au renvoi des migrants en France ou à les loger «*dans des tentes plutôt que des hôtels*», comme le suggère Andrea Jenkyns, ex-députée conservatrice passée à Reform UK et élue maire

Ce revers électoral pour les travaillistes suscite déjà des appels à changer radicalement d'approche

du Greater Lincolnshire. L'ambition de neutralité carbone du pays d'ici à 2050 est, par ailleurs, jugée «*folle*» par Nigel Farage, qui place la critique de la transition énergétique au cœur de ses diatribes. Pour l'instant, il ne pâtit pas de sa

proximité revendiquée avec Donald Trump, très peu apprécié au Royaume-Uni. «*Je suis son ami, j'admirer ce qu'il a fait à la frontière [mexicaine], j'admirer ce qu'il a fait dans la guerre contre le "wokisme"*, mais je m'interroge sur certains aspects de sa politique étrangère [ses revendications territoriales au Canada]», a-t-il confié le 30 avril.

«*Les élections partielles sont toujours difficiles pour le parti au pouvoir*» et «*les électeurs sont toujours en colère contre l'état du pays après quatorze années d'échec [du Parti conservateur]*», réagissait, vendredi matin, un porte-parole du Labour. Ce revers électoral pour les travaillistes suscite déjà des appels à changer radicalement d'ap-

proche. «*En poursuivant l'austérité, en étant complaisant avec l'extrême droite et en s'abstenant d'apporter un véritable changement, la direction du Parti travailliste risque de livrer le pays à Nigel Farage. Il est temps que les députés, les conseillers municipaux, les militants du parti (...) exigent du gouvernement un changement de cap*», estime, sur le site du *Guardian*, Sasha Das Gupta, soutien de Jeremy Corbyn, le prédécesseur de Keir Starmer à la tête du Labour. En ligne de mire : le prochain vote à la Chambre des communes sur les coupes dans les aides aux handicapés, qui pourrait susciter une rébellion dans les rangs travaillistes. ■

CECILE DUCOURTIEUX

En Allemagne, l'AfD officiellement classée comme un parti « extrémiste confirmé »

Le diagnostic du service du renseignement intérieur ouvre la voie à une surveillance accrue

Berlin, correspondante

Mis en sourdine pendant la campagne électorale, le débat sur l'interdiction du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) devrait repartir de plus belle en Allemagne. L'Office de protection de la Constitution, agence chargée du renseignement intérieur, a en effet classé vendredi 2 mai, le mouvement comme « extrémiste de droite confirmé », indiquant que les « indices selon lesquels l'AfD aurait des aspirations contre l'ordre fondamental libéral et démocratique » sont devenus à ses yeux des « certitudes ».

L'agence enquêtait depuis environ trois ans sur la qualification du parti, arrivé deuxième aux élections du 23 février avec près de 21 % des voix. Elle avait initialement prévu de révéler le fruit de ses investigations fin 2024 avant d'y renoncer, craignant d'interférer avec la campagne qui démarrait du fait de la tenue de ce scrutin anticipé. Peut-être pour les mêmes raisons, elle a finalement publié sa décision à un moment de quasi-vacance du pouvoir à Berlin : la coalition sortante d'Olaf Scholz est sur le départ et le gou-

vernement du futur chancelier, Friedrich Merz, doit être formellement intronisé mardi 6 mai au Bundestag. L'AfD a néanmoins dénoncé, vendredi, une décision « manifestement motivée par des raisons politiques » et un « coup dur pour la démocratie allemande », rappelant qu'elle demeure en tête des sondages.

L'Office de protection de la Constitution précise avoir examiné le programme et les déclarations du parti et de ses dirigeants, ainsi que ses liens avec des acteurs et des groupes d'extrême droite. L'agence estime, en particulier, que « la conception du peuple basée sur l'ethnie et l'origine qui prévaut au sein du parti n'est pas compatible avec l'ordre fondamental libéral et démocratique ». « L'AfD ne considère pas les citoyens allemands issus de l'immigration de pays à majorité musulmane comme des membres équivalents du peuple allemand défini par le parti en termes ethniques », poursuit-elle, pointant « une agitation continue contre certaines personnes ou groupes de personnes ».

Cette décision pourrait changer la donne pour la formation d'Alice Weidel, qui a reçu le soutien de l'administration Trump pendant

la campagne. « L'Ouest a fait tomber le mur de Berlin. Et il est reconstruit - pas par les Soviets ou les Russes mais par l'establishment allemand », a d'ailleurs réagi le vice-président JD Vance sur le réseau social X vendredi soir, après que le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a accusé Berlin de «tyrannie».

« C'est la démocratie, a répondu le ministère des affaires étrangères allemand. Notre histoire nous a appris que l'extrémisme de droite doit être stoppé ». ■

Cordon sanitaire

Jusqu'à présent, seules les fédérations de Thuringe, de Saxe et de Saxe-Anhalt avaient fait l'objet de cette classification, tandis que l'organisation fédérale était considérée comme un « cas suspect ». Concrètement, les services fédéraux pourront surveiller plus facilement l'organisation, avec des moyens étendus, procédant à des écoutes et recrutant des informateurs. Surtout, cette décision pourrait permettre de fonder juridiquement des demandes d'interdiction de l'AfD auprès de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Le chancelier sortant, Olaf Scholz, a mis en garde vendredi, selon le quotidien *Bild*, contre « une déci-

sion précipitée », les juges suprêmes ayant déjà rejeté toutes les demandes récentes d'interdiction.

Le débat resurgit alors même que le Parti chrétien-démocrate (CDU), qui s'apprête à gouverner, est lui-même divisé quant à l'attitude à adopter face à l'AfD, un mouvement qui occupe désormais un quart des sièges au Bundestag, deux fois plus qu'au cours de la législature précédente. Jens Spahn, le futur responsable du groupe parlementaire de la CDU au Bundestag, défend une normalisation des relations plutôt que le maintien strict du « cordon sanitaire » qui prévaut en Allemagne depuis l'après-guerre.

« Il y a une querelle au sein de la CDU entre les fédérations régionales, confirme Ursula Munch, directrice de l'Académie de formation politique de Tutzing, près de Munich. En Saxe, par exemple, les dirigeants sont plus disposés à collaborer avec l'AfD. » L'experte estime néanmoins que l'interdiction serait « un pari risqué ». « Il serait plus intelligent de combattre l'AfD politiquement, car il est difficile d'essayer de faire interdire un parti qui est élu partant de gens, au risque de le renforcer », juge-t-elle. ■

ELSA CONESA

Le Monde PRÉSENTE

LA NUIT DE LA GÉOPOLITIQUE

AVEC ALAIN FRACHON, SYLVIE KAUFFMANN, FRÉDÉRIC LEMAÎTRE, DELPHINE PAPIN ET GILLES PARIS

18 JUIN 2025
AUDITORIUM DE LA BnF
PARIS 13 ET À DISTANCE - DE 19H À 22H

RÉSERVATIONS ET INFORMATIONS
ATELIERS.LEMONDE.FR

UN ÉVÉNEMENT Le Monde | Ateliers

A Istanbul, le « Kanal » de la discorde

Le président Erdogan veut doubler la voie du Bosphore et fait fi des oppositions

SAZLIBOSNA (TURQUIE) -
envoyé spécial

Situé à l'ouest d'Istanbul, encerclé par les villes nouvelles, le village de Sazlibosna, avec son barrage artificiel, ses cigognes, ses champs de blé et de colza, forme un écrin de verdure. Autour du hameau, des pancartes rappellent que « la zone est un bassin d'eau potable – aucune construction n'y est autorisée ». Pourtant, de hautes grues sont visibles à quelques centaines de mètres à peine. Sur place, un immense chantier s'étend sur des dizaines d'hectares. Plusieurs pelleuses sont à l'œuvre, les premières dalles de béton sont tout juste coulées. « On est en phase de préparation pour les travaux à venir », explique un des chefs de chantier qui taira son nom. *Dès que les autorités se seront mises d'accord, 4000 ouvriers vont débarquer et construire 24 000 logements qui s'inscriront dans ce grand projet de Kanal Istanbul.*»

Le mot est lâché. Depuis l'arrestation, le 19 mars, du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal adversaire du président Recep Tayyip Erdogan, ce projet pharaonique et controversé, destiné à doubler la voie maritime du Bosphore, est au cœur du conflit entre la municipalité de la mégapole et le pouvoir turc. Farouche opposant à ce Kanal Istanbul annoncé à maintes reprises depuis plusieurs années par le chef de l'Etat, l'édi a, dès son incarcération, affirmé que ce projet était en partie la cause de sa mise sous écrou.

C'est lui qui a signalé, sur son compte X, l'accélération soudaine des travaux à Sazlibosna peu après l'opération ayant entraîné son arrestation et celle de ses principaux collaborateurs. Des travaux commencés à la fin mars et confirmés par plusieurs ouvriers interrogés sur place.

Revenus substantiels attendus

Encore samedi 26 avril, une cinquantaine de personnes liées à la mairie d'Istanbul ont été arrêtées dans le cadre d'une enquête pour corruption. Parmi elles figurent le directeur général d'ISKI, l'administration de l'eau et des égouts de la mégapole, Safak Basa. Ce dernier venait de demander l'arrêt du chantier et d'exiger son démantèlement avant le 23 mai, sous peine de démolition.

Lancé durant la campagne électorale des législatives de 2011 par Recep Tayyip Erdogan, alors premier ministre, ce projet, décrit par le leader turc lui-même comme « *fou et magnifique* », consiste à percer un canal artificiel long de 45 kilomètres qui reliera la mer Noire au nord et la mer de Marmara au sud. Il suivrait le tracé du lac de Sazlibosna, fine coulée d'eau d'une douzaine de kilomètres quasi parallèle au Bosphore.

Conçue pour assurer le passage quotidien de 160 navires de gros tonnages, cette nouvelle route maritime « *éclipsera les canaux de Suez et de Panama* », avait promis le chef de l'Etat, par l'intensité de son trafic. Toutefois, le Kanal permettrait de contourner la convention de Montreux de 1936, qui garantit la libre circulation des navires sur le Bosphore, et générera des revenus substantiels de la part des compagnies maritimes.

Ce « deuxième Bosphore », qui devait être livré en 2023, est décrit de toutes parts depuis sa présentation

Ce projet pharaonique est au cœur du conflit entre la municipalité d'Istanbul et le pouvoir turc

La convention empêche la Turquie de facturer le passage des navires civils, en échange de son contrôle sur les navires militaires.

Estimé à 10,5 milliards d'euros par le gouvernement, plus de 65 milliards par l'opposition, ce « deuxième Bosphore », qui devait initialement être livré en 2023 pour le centenaire de la République, est décrié de toutes parts depuis sa présentation. Le chef de l'opposition d'alors, Kemal Kılıçdaroğlu, avait eu tout fait de dénoncer un projet « qui permettra surtout d'enrichir ceux qui soutiennent l'AKP [le parti au pouvoir] ». Les derniers plans d'aménagement des rives du canal prévoient la construction de logements pour 500 000 personnes.

Risques sismiques supérieurs
Les rapports environnementaux se sont multipliés pour dénoncer un projet extrêmement lourd de conséquences pour l'écosystème. Selon les études, les travaux d'excavation nécessiteraient le déplacement de 168 millions de mètres cubes de terre, entraînant une diminution drastique de la surface forestière, déjà réduite à la portion congrue. La pollution de la mer de Marmara, dont l'état est jugé plus que préoccupant, augmenterait à des niveaux alarmants. Et l'utilisation de l'eau potable du barrage par le réseau hydraulique d'Istanbul serait, elle, réduite à néant.

En outre, le creusement du canal exposerait encore davantage la région aux risques sismiques, ont rappelé ces derniers jours plusieurs experts, arguant de la proximité d'une faille active. Le professeur de géologie Naci Görür a ainsi souligné que l'embouchure du canal prévu dans la mer de Marmara serait proche de l'épicentre présumé d'un futur grand tremblement de terre qui toucherait Istanbul. Les modifications de la surface terrestre, induites par la construction du canal, augmenteraient les risques. Toutefois, précise le spécialiste, si les travaux s'accompagnent de dynamitage massif. Le tremblement de terre (6,2 sur l'échelle de Richter) qui a secoué Istanbul, le 26 avril, et dont l'épicentre était sur cette faille de Marmara, n'a fait qu'attiser encore un peu plus les tensions.

Depuis sa cellule, Ekrem Imamoglu a demandé que les milliards du projet soient investis dans la rénovation du bâti. Environ 70 % des immeubles de la mégapole sont considérés comme non résistants aux tremblements de terre, soit près de 500 000 structures à risque immédiat. D'après l'agence de planification de la ville, pas moins de 90 000 bâtiments doivent être rasés de toute urgence.

Le gouvernement a affirmé que le chantier de Sazlibosna est un ouvrage de logements sociaux qui s'inscrit dans le cadre d'un plan d'aménagement de cette partie européenne d'Istanbul. « *On n'a pas oublié les images à la télévision de la vente de parcelles de terrains, ici, le long du tracé du canal, à la famille de l'émir du Qatar*, dénonce Emel, institutrice à la retraite, qui comme tant d'autres, à Sazlibosna, est opposée au projet. Si c'était du social, croyez-vous vraiment que le président aurait tant investi ? » ■

NICOLAS BOURCIER



Le site archéologique de Sebastia, en Cisjordanie, le 10 avril. SANDRA MEHL POUR « LE MONDE »

Le site archéologique de Sebastia sous la coupe des Israéliens

La mainmise sur les ruines antiques illustre l'expansion de la présence des colons et de l'armée israélienne en Cisjordanie occupée

REPORTAGE

SEBASTIA (CISJORDANIE) -

envoyée spéciale

Pour leur malheur, les villageois de Sebastia sont assis sur un trésor. Comme tous les citoyens de Cisjordanie, les 4000 habitants de cette commune du gouvernorat de Naplouse souffrent au quotidien de l'occupation israélienne et de la présence des colons, presque à leur porte. Mais cette agglomération, dressée sur un promontoire, est aussi victime des convoitises suscitées, chez ses voisins israéliens, par la présence d'un site archéologique de « *haute importance* », selon l'archéologue de renom Israël Finkelstein.

Le sous-sol du bourg et de ses environs contient, en effet, les vestiges de constructions dont certaines datent du IX^e siècle avant notre ère. Aujourd'hui, les lieux sont presque entièrement déserts. A l'exception des excursions pilotées par les colons, sous la protection de l'armée israélienne, les touristes ne fréquentent plus l'antique acropole.

Le bourg lui-même, situé dans le prolongement du site archéologique, est encore moins bien loti. Autrefois fréquenté par quantité de curieux, il n'attire plus aucun visiteur extérieur depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas, il y a dix-neuf mois.

La situation est difficilement tenable pour les Palestiniens, mais le village pâtit depuis longtemps de sa proximité avec le site et des visées israéliennes sur les vestiges : le bourg est artificiellement coupé de l'acropole. Rien de perceptible à l'œil nu, mais, en Cisjordanie, des frontières plus ou moins visibles zèbrent la totalité du territoire. « *Vous voyez les colonnes, au bout de l'esplanade ?* » Shadi Shaer, propriétaire palestinien d'une maison d'hôte, désigne l'extrémité de l'ancien forum romain, transformé en place du village. « *Derrière, il y a les ruines du palais d'Hérode. C'est là que commence la zone C.* »

La dénomination, vieille de trente ans, date des accords dits

« d'Oslo II », en 1995. Cette année-là, en vertu d'une entente négociée entre les Israéliens et l'Organisation de libération de la Palestine, la Cisjordanie subit un découpage en trois secteurs. L'agglomération proprement dite se retrouve alors en zone B (sous contrôle de l'Autorité palestinienne, saufla gestion de la sécurité, attribuée à Israël) tandis que l'essentiel des restes antiques est défini comme zone C, donc entièrement sous contrôle israélien. L'acropole est placée sous l'autorité d'une administration civile rattachée au ministère de la défense israélien.

« Patrimoine juif »

A partir de ce moment, les relations se tendent avec les colons qui, de plus en plus nombreux, revendent ces richesses en clamant qu'elles sont constitutives de l'identité juive. Les Palestiniens, de leur côté, tentent d'affirmer leurs droits sur les lieux. En 2012, l'Autorité palestinienne inscrit Sebastia sur la liste des sites candidats à un classement au Patrimoine mondial de l'Unesco. Durant cette période, cependant, un semblant de modus vivendi s'instaure. Les habitants de Sebastia font visiter l'acropole, en plus des bâtiments situés dans leur zone. La route d'accès au site archéologique passe par leur agglomération et le tourisme devient leur première source de revenus.

En 2016, pourtant, la situation s'envenime, lorsque l'acropole est vandalisée par des coupables qui ne seront jamais retrouvés. Ces actes sont exploités par des organisations de colons qui entendent transformer l'endroit en espace touristique et identitaire. C'est le début de ce que l'ONG israélienne Emek Shaveh, créée par des archéologues pour dénoncer l'instrumentalisation des sites anciens dans le conflit israélo-palestinien, décrit comme une « *campagne fallacieuse, affirmant qu'il existe un effort délibéré des Palestiniens pour détruire les antiquités juives* ». La place aménagée sur l'ancien forum devient ainsi l'objet de toutes les critiques des colons. Sans parler du drapeau

Israël a autorisé l'administration chargée de l'archéologie à intervenir dans toute la Cisjordanie

palestinien hissé, en 2020, face aux ruines du palais d'Hérode.

Directeur d'un centre d'études et de tourisme bâti dans la colonie de Shomron, tout près de là, Yair Elmakias se dit convaincu que les « *locaux* », comme il les appelle, ne sont pas à la hauteur : « *L'endroit a été endommagé plusieurs fois. Ils refusent de protéger le patrimoine juif.* » Ce colon omet de préciser que les vestiges, effectivement mal entretenus, relèvent de la responsabilité des Israéliens. Les Palestiniens, eux, n'ont pas le droit d'y toucher.

Aujourd'hui, Sebastia tourne au ralenti. La plupart des hôtels et des restaurants sont fermés, même les cafés ne font pas le plein. « *Le gouvernement israélien a répandu l'idée que la zone est dangereuse* », affirme Ashraf Shaer, adjoint au tourisme du maire de Sebastia. « *Ils cherchent à nous affaiblir économiquement. Nous ne sommes plus desservis par aucun bus, alors que jamais aucun touriste n'a été blessé ici.* » D'après l'élu, l'armée israélienne accuse les Palestiniens de jeter des pierres contre les cars de colons.

En réalité, les « *opérations de sécurité* » menées par l'armée israélienne dans Sebastia sont bien plus dissuasives que n'importe quel jet de pierre. Plusieurs fois par semaine, les militaires de la base installée à l'entrée du bourg intiment l'ordre aux habitants de rentrer chez eux et de fermer leurs boutiques. Les contrevenants risquent des coups de feu (des façades portent des traces de balles) et la destruction de leurs marchandises. Ayman, un épicer de 59 ans, a récemment fait les frais de ces incursions violentes. Il montre la vitrine brisée de son magasin :

« *Voyant la porte mal fermée, les soldats ont jeté une grenade lacrymogène à l'intérieur* », explique-t-il. Le 19 janvier, un adolescent de 14 ans a été tué par un sniper israélien dans une rue de Sebastia.

Littéralement encerclés, sans travail, les villageois tentent de survivre. C'est le cas d'un vieil homme monté sur un âne, qui s'est transformé en marchand ambulant depuis que son stand d'huile d'olive a été brûlé, juste au-dessus du théâtre antique. Par qui ? « *Je ne sais pas* », répond-il laconiquement. Surtout, les Palestiniens de Sebastia voient croître les ambitions des Israéliens, qui menacent de créer une nouvelle route, afin de relier le site aux colonies sans passer par le village. Une forme d'annexion de nouveaux pans du territoire palestinien, encouragée par le gouvernement de Benyamin Nétanyahou, tenu par une coalition de partisans de la colonisation.

Poste d'observation

En mai 2023, le premier ministre israélien a débloqué 32 millions de shekels (7,6 millions d'euros) pour la « *restauration et le développement touristique du tell [village] de Sebastia* ». Un an plus tard, une décision gouvernementale a autorisé l'administration chargée de l'archéologie à intervenir, non plus uniquement en zone C, mais dans toute la Cisjordanie.

En cours d'examen, un projet de loi prévoit la création d'une autorité archéologique rattachée non plus au ministère de la défense mais à celui du patrimoine, une manière d'étendre l'emprise civile sur la zone. De son côté, l'armée a acquis 1800 mètres carrés de terrain sur le point le plus élevé du site, afin d'y construire un poste d'observation. « *Or, il est interdit de militariser un site archéologique* », rappelle Talya Ezrahi, membre de l'ONG Emek Shaveh, qui a porté plainte contre cette opération. Jusqu'à présent, aucun archéologue israélien n'a voulu se prêter à de nouvelles fouilles : toutes seraient contraires aux règles internationales portant sur l'archéologie en territoire occupé. ■

RAPHAËLLE RÉROLLE

De Beaucaire à Fos, un débat public sous tension

Une concertation se tient sur la décarbonation de la zone industrielle impliquant une ligne électrique contestée

REPORTAGE

BEAUCAIRE (GARD), FOS-SUR-MER (BOUCHES-DU-RHÔNE) - envoyés spéciaux

Entrez la ligne, zéro pylône dans le Gard comme ailleurs! Sur les ronds-points, dans les champs... Dans le Gard comme dans l'est des Bouches-du-Rhône, la lutte menée depuis un an contre l'installation d'une ligne à très haute tension (THT) de 400 000 volts, qui doit s'étendre sur une soixantaine de kilomètres jusqu'à Fos-sur-Mer, persiste. Et elle a déjà obtenu une victoire: la mise en place d'un vaste débat citoyen.

Cette consultation, ouverte le 2 avril et qui doit durer jusqu'au 13 juillet, ne concerne pas que la ligne THT. L'Etat, qui a saisi la commission nationale du débat public (CNDP), a souhaité en faire un débat global sur la «décarbonation et la réindustrialisation» de la zone industriello-portuaire (ZIP) de Fos-sur-Mer et de l'étang de Berre. Le but? Informer la population et mener des discussions sur l'avenir de ce territoire de 300 000 habitants, mais aussi sur 34 projets industriels de grande envergure, dans la sidérurgie, l'hydrogène ou le photovoltaïque, et la création d'infrastructures dans trois départements: Gard, Alpes-de-Haute-Provence et Bouches-du-Rhône.

La ZIP de Fos-sur-Mer est responsable d'un quart des émissions de CO₂ de l'industrie française et ne peut penser son avenir sans décarbonation. Elle emploie 50 000 salariés et vise - si les meilleures projections se concrétisent - 10 000 à 12 000 nouveaux postes. Au total, près de 20 milliards d'euros de financements pourraient se déverser sur son territoire, mais sans horizon temporel clair.

«Pas de caractère obligatoire»

Pour la CNDP, l'organisation d'un «débat global», autorisé par la loi industrie verte d'octobre 2023, est inédite. «C'est la première fois que nous organisons un débat portant sur autant de projets et sur leurs effets cumulés», explique la présidente de cette consultation, Audrey Richard-Ferroudji. En tout, 15 réunions publiques sont programmées, dont le coût (1,3 million d'euros) est financé par les six porteurs de projets, RTE et l'Etat.

A Fos, lors de la session d'ouverture du 2 avril, le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Georges-François Leclerc, a rappelé que cette consultation n'avait «pas de caractère obligatoire». Arrivé à Marseille en janvier, il ne cache pas que la réalisation de la THT fait



partie de ses priorités. C'est lui, pourtant, qui a insisté pour que la CNDP organise les rencontres à Saint-Martin-de-Crau, Arles et Beaucaire, hauts lieux d'opposition à la ligne.

Mercredi 30 avril, dans cette dernière commune, il affronte lui-même cette grogne. Dans un casino municipal comble (300 personnes), sifflé par les opposants, il répète qu'il n'est «pas là pour opposer les territoires. L'enjeu, c'est la souveraineté. Il y a des grandes entreprises qui doivent rester sur le territoire, mais elles ne resteront pas s'il n'y a pas de sécurisation de l'alimentation en électricité».

Dans le Gard, et dans l'est du département voisin, à Arles, dans la plaine de la Crau et en Camargue, territoires remarquables pour leur biodiversité, des collectifs refusent de voir ériger des pylônes de 25 mètres. «Nous demandons que soit étudiée une option d'enfouissement», rappelle Jean-Laurent Lucchesi, du collectif THT 13/30. Estimant que la vocation industrielle ne doit pas primer sur l'agriculture ou sur le tourisme, il insiste: «A un territoire exceptionnel, solution exceptionnelle! Nous avons des études qui montrent qu'on peut limiter l'impact visuel, il faut vous en saisir!»

Réponse de RTE: «Pour cette puissance et sur cette longueur, il n'y a pas de réponse qui puisse satisfaire la demande dans le délai imparti. Et cela coûterait 10 % à 12 % de plus.» Bronca dans la salle, où des élus prennent la parole. Fabien Ripoll, conseiller municipal à Saint-Martin-de-Crau (sans étiquette), dénonce «le marchandage à l'emploi du préfet. Nous serions les méchants qui veulent privier Fos d'emplois!». Et le maire de Beaucaire (RN), Nelson Chaudon, rappelle: «On a lancé une pétition et nous allons mener tous les recours possibles pour faire tomber le projet.» Il compte organiser «une votation citoyenne» dans sa mairie le 15 juin.



A Beaucaire (Gard), protestation contre le projet d'une ligne à très haute tension, le 5 juin 2024. VALÉRIE FARINE/MAXPPP

Hormis le Gard et l'est des Bouches-du-Rhône, partout ailleurs, les principales collectivités, le Grand Port maritime de Marseille (GPMM) et les industriels affichent un front uni. «La THT est indispensable pour que la décarbonation se fasse», assure le maire (sans étiquette) de Fos, René Raimondi, lui aussi largement hué à Beaucaire. Martine Vassal, présidente (divers droite) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, évoque de son côté un «tournant» historique. «Si on sort de ce débat en disant "on arrête tout", notre territoire est foutu», prophétise-t-elle. Quant au président du GPMM, Christophe Castaner, il parle d'un «enjeu majeur lié à la souveraineté de la France».

Tous ont participé à l'élaboration de la feuille de route 2025-2030 pour le développement industriel du golfe de Fos-Etang de Berre, signée le 6 mars par le président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier (Renaissance), Martine Vassal et par Marc Ferracci, ministre de l'industrie, pour faire de la ZIP de Fos «le premier pôle industriello-portuaire décarboné» du pourtour méditerranéen.

Associations de défense de l'environnement et collectifs d'habitants se demandent si «les jeux ne sont pas faits». «Nous avons la certitude que ce débat est fait pour noyer le poisson», souffle Daniel Moutet. Au sein de l'Association de défense et de protection du littoral du golfe de Fos-sur-Mer, ce retraité a mené un long combat qui a débouché sur la mise en examen, le 19 mai, du géant de la sidérurgie ArcelorMittal pour «mise en danger de la vie d'autrui» et «atteintes à l'environnement» en raison de ses rejets. Comme d'autres, il voit la concertation globale comme une manière d'éteindre d'un coup toute contestation: légalement, les projets intégrés seront dispensés de débat ou de concertation préalable pendant huit ans.

«Cache sexe démocratique»
«Ce débat public est une chose nécessaire, mais il se transforme en cache sexe démocratique. Le préfet joue le jeu de la pseudo-écoute des citoyens et ne voit pas qu'une A69 électrique se prépare sur le territoire», estime l'Arlesien Jean-Luc Moya, également membre du collectif THT 13/30. Sa structure, qui a modifié son nom - à l'origine Stop

Associations de défense de l'environnement et collectifs d'habitants se demandent si «les jeux ne sont pas faits»

THT 13/30 - pour marquer qu'elle n'était opposée «ni à la décarbonation ni à la réindustrialisation», a adressé un courrier mi-avril au préfet Leclerc pour demander les études promises par son prédécesseur, Christophe Mirmand.

Une analyse indépendante sur les réels besoins en électricité des projets prévus sur la zone de Fos et une étude sur les effets cumulés des implantations industrielles qui devaient être révélées fin 2024 et n'étaient pas, le 30 avril, encore versées au débat. «On aurait pu les attendre, mais nous sommes contraints par le temps», explique de son côté Audrey Richard-Ferroudji. La CNDP doit livrer ses conclusions avant le 13 septembre pour

ne pas percuter la campagne des municipales 2026.

«Livrer ces études après le début du débat, ce n'est pas sérieux», déplore Jean-Luc Moya, qui s'interroge aussi sur l'indépendance de ces travaux, confiés à des chercheurs de Supélec, «une école qui dépend des subventions de l'Etat et dont RTE est partenaire». Dans son avis du 27 mars sur le cadrage du grand débat, l'Autorité environnementale remarque, elle, que «le choix de ne retenir que des hypothèses optimistes dans la réalisation du programme industriel conduit à majorer les besoins».

Interrogée, le 30 avril à Beaucaire par une habitante, sur la sincérité de la consultation, Audrey Richard-Ferroudji a répondu que la CNDP n'avait «aucun pouvoir d'imposer quoi que ce soit sur la décision finale», mais a promis d'assurer «le droit à l'information». De bonnes intentions qui n'ont pas suffi à convaincre, après trois heures d'échanges tendus. Pour les opposants à la THT, rendez-vous est pris le 20 mai à Saint-Martin-de-Crau. D'ici là, promettent-ils, leur mobilisation ne faiblira pas. ■

AGATHE BEAUDOUIN
ET GILLES ROF

La reconnaissance d'un cas d'«électrosensibilité» annulée en appel

Installé illégalement dans une forêt, Philippe Tribaudeau s'était vu reconnaître le droit d'y rester pour échapper aux ondes électromagnétiques

Pour tous les électrohypersensibles, ces personnes affirmant ne pas pouvoir vivre là où passent des ondes électromagnétiques, la décision avait été historique. Le 22 février 2024, le tribunal judiciaire de Digne-les-Bains avait accordé à l'un d'entre eux, Philippe Tribaudeau, 64 ans, le droit de rester sur le terrain qu'il occupait illégalement dans la forêt de Vanson (Alpes-de-Haute-Provence) contre la volonté de l'Office national des forêts (ONF), qui avait demandé son expulsion.

Pour la première fois, une décision de justice reconnaissait, même implicitement, la réalité de symptômes dont la majorité du milieu médical, sans les nier, estime que rien ne prouve leur lien avec les ondes. La victoire n'aura duré que quelques mois. La cour

d'appel d'Aix-en-Provence a cassé le 29 avril ce jugement, affirmant que «le risque sanitaire encouru par M. Tribaudeau du fait de son déplacement ne saurait justifier de laisser perdurer une atteinte aussi caractérisée au droit de propriété de l'Etat». Elle s'appuie sur un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de mars 2018, qui écrit «qu'aucune preuve expérimentale solide ne permet d'établir un lien de causalité entre l'exposition aux champs électromagnétiques et les symptômes décrits par les personnes se déclarant EHS [électrohypersensibles]». «C'est une grosse déception, regrette Marie-Noëlle Bollinger, cheffe de projet d'Association zones blanches. Ce refus de reconnaître officiellement leur

«Mes conditions de vie, déjà difficiles, se sont dégradées, et je dois regagner mon ancien campement»

PHILIPPE TRIBAUDEAU
électrohypersensible

maladie empêche beaucoup d'électrohypersensibles d'en parler. Il faut pourtant qu'ils se montrent et rendent visible l'invisible.»

Le coup est rude pour Philippe Tribaudeau, cet ancien professeur de technologie à la fois électrosensible et chimicosensible, réfugié

depuis 2015 dans une «zone blanche» appartenant à l'ONF et dont la situation sur le terrain devient ubuesque. Son installation a longtemps bloqué l'ouverture d'un groupe d'antennes téléphoniques desservant la commune proche de Vilhosc. Le 13 septembre 2024, une antenne téléphonique était finalement mise en circulation, l'obligeant à se réinstaller un kilomètre et demi plus loin, toujours dans la forêt de Vanson, près de l'habitation de sympathisants qui sont avec lui, affirme-t-il, «d'une gentillesse absolue», acceptant de dîner à la bougie plutôt que d'allumer leur groupe électrogène, par exemple... La préfecture, qui n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde*, a alors accédé, le 10 octobre 2024, à sa demande de réorientation de deux des trois an-

tennes du pylône, lui permettant de réintégrer son campement.

Pas pour longtemps: le 22 novembre 2024 démarre une coupe de bois que l'ONF avait, là aussi en raison de sa présence, repoussée plusieurs fois. Les molécules de la résine de pin lui sont insupportables. Il repart près de chez ses amis. «Je ne veux pas pénaliser ces gens plus longtemps», dit-il désormais. La coupe finie, il compétait réintégrer son campement, mais un arbre abattu en blocue désormais l'accès.

A l'ONF, qui refuse de commenter la situation, on signale que le nouvel emplacement occupé par M. Tribaudeau n'est plus sur le domaine public, information que *Le Monde* a apprise à l'intéressé. Cela ne satisfait cependant pas Philippe Tribaudeau. «Mes condi-

tions de vie, déjà difficiles, se sont dégradées, et je dois regagner mon ancien campement.» Un campement d'où il pourrait maintenant être expulsé, si le préfet le décide. Le fera-t-il? Son attitude, comme celle de ses prédécesseurs, a toujours été conciliante. «Je crois que l'Etat est dans une contradiction intenable, poursuit Philippe Tribaudeau. Il reconnaît sur le terrain la douleur des électrosensibles, mais refuse de le faire officiellement.»

Si l'aide financière des associations qui le soutiennent le permet, lui-même n'ayant plus les moyens de faire face seul, M. Tribaudeau envisage de poursuivre son combat devant les tribunaux: recours en cassation et, en cas d'échec, requête devant la Cour européenne des droits de l'homme. ■

HUBERT PROLONGEAU

Le RN en plein dilemme stratégique

Jordan Bardella s'affirme un peu plus comme un recours à l'empêchement de Marine Le Pen, créant un trouble

La pavlova aux fruits exotiques, avec son émulsion à la vanille, vient d'être servie dans la salle de réception du Cercle Interallié, à Paris, quand la question d'un invité adressée à Jordan Bardella tire l'assemblée de costumes-cravates de sa torpeur. «Comment pouvez-vous être candidat à l'élection présidentielle, sans être vraiment candidat, mais tout de même un petit peu?», lui demande un importun, qui a déboursé 97 euros pour participer à ce déjeuner-débat organisé, lundi 28 avril, par l'association Ethic entre le président du Rassemblement national (RN) et des chefs d'entreprise. Un murmure d'excitation se répand alors sous les dorures, rapidement doublé par l'organisatrice de la réception, Sophie de Menthon. «Ce n'est pas une question économique», expédie-t-elle, sous le regard approuveur du dauphin de Marine Le Pen, invité à reprendre son petit précis pro-business.

Plus qu'un an, environ – le jugement du procès en appel dans l'affaire des assistants parlementaires européens du Front national (FN, ancêtre du RN) est attendu à l'été 2026 –, à slalomer entre les questions et à éviter les pièges à loups, à garder la tête froide face aux sondages et aux micros-trottoirs qui montrent qu'une bonne partie des militants du RN pousse désormais le presque trentenaire à incarner l'extrême droite à l'élection présidentielle de 2027.

Ce 1^{er} mai, Marine Le Pen et Jordan Bardella n'ont pas tenu leur habituelle rencontre informelle avec la presse, un numéro de duettiste pourtant maîtrisé, mais qui n'a jamais été aussi piégeux. Ces dernières semaines, les propos à des journalistes de l'une, puis de l'autre, ont semé le trouble dans un parti qui, pendant au moins un an, ne saura à quel saint se vouer.

Passage de relais

D'abord, une confidence faite par Marine Le Pen lors d'un déjeuner avec des journalistes du *Figaro*, à qui elle livre un revirement stratégique majeur: pour la première fois, elle confie qu'elle ne se présenterait pas en cas de peine d'inéligibilité ferme en appel à l'été 2026, même si elle n'est pas assurée d'une exécution provisoire.

Ensuite, un entretien de Jordan Bardella au *Parisien*, le 27 avril, dans lequel il assume pour la première fois de se préparer à l'élection présidentielle, dans l'hypothèse où Marine Le Pen serait empê-



Jordan Bardella, à son arrivée au meeting au Narbonne Arena, à Narbonne (Aude), le 1^{er} mai. OLIVIER MONGE/MYOP POUR « LE MONDE »

chée: «Ce qu'on attend d'un potentiel premier ministre comme d'un candidat à l'élection présidentielle, ce sont des qualités qui sont peu ou prou similaires.» Ce dont Marine Le Pen n'est pourtant pas convaincue.

Enfin, le lendemain, face à quelques journalistes, le président du parti confirmait qu'en cas d'élections législatives anticipées, auxquelles Marine Le Pen serait empêchée de concourir, il briguerait une place à l'Assemblée nationale, probablement dans une circonscription du Sud-Est. Manière pour lui d'appuyer sa volonté de se présenter comme le recours ? «La situation est très dure pour Jordan, compatit le député (RN) de la Somme Jean-Philippe Tangy. Tout ce qu'il fait ou dit va être retourné contre lui. C'était le cas avant, mais c'est encore plus difficile désormais.»

«Ils préparent l'opinion et l'appareil au plan B»

HERVÉ MARSEILLE
président du groupe Union centriste au Sénat

Ces déclarations ont, de fait, accrédié l'hypothèse d'un passage de relais, et précipité un calendrier que les plus marinistes auraient souhaité rallentir. Certains, en interne, n'ont pas caché leur trouble quant à ces déclarations. «L'article dans Le Parisien desserte la cause: il ne faut pas parler de plan B», s'agace un cadre, persuadé que seule Marine Le Pen détient les clés de l'Elysée. Dans les deux cas, la réponse de la pré-

sidente du groupe RN à l'Assemblée nationale a été d'incriminer les journalistes, signe d'une certaine intranquillité.

Pour les proches de Marine Le Pen, le mouvement vit sur un fil: il est à la fois nécessaire de continuer à légitimer la candidature de la cheffe de file, pour ne pas sembler accepter sa défaite judiciaire, tout en commençant à faire vivre une candidature de secours. «Ils préparent l'opinion et l'appareil au plan B, observe Hervé Marseille, président du groupe centriste au Sénat. Ils ont la chance d'avoir un électorat solide: les études sont toutes les mêmes, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. La situation n'est pas si inconfortable pour Jordan Bardella.»

Lors des discours du 1^{er}-Mai, chacun aura trouvé des raisons d'espérer, marinistes comme bardelistes, tant la cheffe de file de l'ex-

trême droite a livré un discours combatif, tandis que le président du parti semblait faire comme si le contexte était parfaitement normal. Les députés qui attendaient de ce rendez-vous une remise en bon ordre du «ticket» – elle à l'Elysée, lui à Matignon – et un gage de «fidélité» de la part de Jordan Bardella en auront été pour leurs frais.

Nouveaux conseils juridiques

Pour sortir de cette séquence brinquebalante, plusieurs conseillers de Marine Le Pen poussent en faveur d'un retour à un discours offensif, y compris au moyen de déplacements sur le terrain susceptibles de prouver une affection intacte des électeurs envers l'incarnation de l'extrême droite depuis quinze ans. Les fidèles espèrent aussi convaincre qu'il est urgent d'attendre avant de graver dans le marbre un passage de re-

lais en cas d'inéligibilité prononcée en appel.

Mme Le Pen, qui revoit sa ligne de défense et reçoit le concours de nouveaux conseils juridiques, se satisferait d'un délibéré le plus tardif possible, par exemple en septembre 2026: dans ce scénario, si la députée du Pas-de-Calais forme un pourvoir, la Cour de cassation aurait plus de difficultés à se prononcer avant la présidentielle, et sa candidature pourrait être maintenue si la peine n'est pas assortie d'une exécution provisoire.

Le calendrier judiciaire s'entremerle plus que jamais au calendrier politique, alors qu'un congrès du RN aura lieu en septembre 2026 pour élire la direction du parti. Rien, dans les statuts, n'oblige à désigner le candidat à l'Elysée à cette occasion. ■

ROBIN D'ANGELO
ET CLÉMENT GUILLOU

En Nouvelle-Calédonie, la prudence de Valls face à une société fracturée

Alors que les négociations sur l'avenir de l'archipel doivent reprendre lundi, le ministre des outre-mer s'est rendu à une fête traditionnelle

NOUMÉA - correspondante

La cérémonie d'ouverture de la 27^e Fête du cerf et de la crevette de Bouloparis, à une heure de Nouméa, est un joyeux syncrétisme néo-calédonien. Ukulélé et couronne de fleurs sur la tête, le groupe polynésien Taratoni joue des valses tahitiennes et reprend des classiques caldoches. Sur la natte en fibres de pandanus disposée par terre pour la coutume de bonjour, geste qui consiste dans la tradition kanak à se présenter aux responsables coutumiers «gardiens de l'endroit», les représentants du Sénat coutumier et de l'aire coutumière Xârâcùu (nom en langue vernaculaire de la région dont dépend Bouloparis) ont déposé une igname, tubercule sacré, et une monnaie kanak, objet parti-

culièrement précieux, signe de l'importance accordée à la visite de Manuel Valls, le ministre des outre-mer. Ce dernier effectue sa troisième visite en Nouvelle-Calédonie: les négociations sur l'avenir de l'archipel doivent reprendre lundi 5 mai.

Juste à côté, en plus des habituels étoffes qui symbolisent le lien qui s'établit entre les visiteurs et leurs hôtes, les éleveurs de la région ont placé des fers à marquer le bétail, que tout Néo-Calédonien d'origine européenne né sur une station d'élevage possède, au même titre que le chapeau et le foulard. Les fers ont été forgés en forme de «M» et de «V», les initiales de Manuel Valls.

Paradoxe de l'archipel où les communautés se heurtent sur le choix de l'indépendance ou du maintien dans la France, le geste

de bonjour a été assimilé par ces descendants d'Européens, qui se présentent toujours en donnant le nombre de générations qui les ont précédés sur une terre qu'ils ont toujours peur de perdre. «On est là depuis cinq générations, et on est toujours dans l'inquiétude», regrette Karlheinz Creugnet, l'éleveur qui a forgé les fers offerts au ministre et qui, au «vivre-ensemble» que Manuel Valls appelle de ses vœux, oppose un vivre «côte à côte» cordial.

Fort ressentiment

En apparence, l'atmosphère est pourtant à la fête. Il faut peu de temps pour que le ministre, embarqué pour un tour des stands de cette foire qui célèbre le saucisson (de cerf), le miel (au piment) et la crevette (bleue), ne se voit offrir un chapeau de stockman, le

pendant australien du cow-boy américain, et passer un collier de fleurs autour du cou. Un mélange de cultures océanienne et européenne, on ne peut plus néo-calédonien, qui est une bouffée d'air pour le ministre, arrivé mardi soir pour un troisième round de discussions sur l'avenir politique de l'archipel. Négociations qui, pour le moment, patientent.

Vendredi matin, la délégation des Loyalistes, la branche la plus radicale des non-indépendantistes, opposée à tout statut, même hybride, qui ne maintient pas le territoire au sein de la République, a menacé de quitter la salle. La faute à une nouvelle proposition de projet d'accord jugée «inacceptable». «Ce qui a été présenté, c'est quasiment l'indépendance», s'étrangle un proche de la délégation. La réunion plénière a

été ajournée au profit de rendez-vous en bilatérales et, dès lundi, les négociations seront délocalisées loin de Nouméa.

Le Haut-Commissariat, en plein centre-ville, est jugé peu propice à l'esprit de conclave dont on a besoin pour la sévérité des échanges», selon l'entourage du ministre. C'est donc, selon des informations du *Monde*, au Sheraton de Deva, hôtel de luxe situé dans une région touristique mais isolée du centre, à deux heures de route de la capitale, qu'indépendantistes et non-indépendantistes vont se réunir à huis clos avec Manuel Valls pour une durée encore indéterminée, le ministre étant prêt à rester jusqu'au 8 mai dans l'espoir de décrocher un accord, ou, au minimum, de s'en approcher.

Un accord que les Néo-Calédoniens, épuisés par des mois de

violences et une crise économique sans précédent, appellent de leurs vœux, tout en affichant des positions peu compatibles avec un consensus. «On est français, on veut rester français, point barre», s'insurge Suzanne Mazurier, charcutière venue de Bourail, tout en demandant au ministre de trouver une solution. Depuis l'explosion de violence du 13 mai 2024, la Néo-Calédonienne de «sept générations» nourrit un fort ressentiment.

«Ça me fait mal, mais moi, quand je vois un Kanak qui fait du stop, avant je le prenais, aujourd'hui, je ne le prends plus. Je me suis fait traiter de tous les noms et les paroles, ça reste, raconte-t-elle. On a dû quitter Houaïlou [sur la côte est] à l'époque des événements en 1984. Quarante ans plus tard, on en est où?» ■

CHARLOTTE MANNEVY

A Bonny-sur-Loire, un pont vétuste et des collectivités démunies

La réfection du pont, dans un état critique, est estimée à au moins 25 millions d'euros. Dans l'Hexagone, 25 % des ouvrages d'art se retrouvent dans la même situation

REPORTAGE

BEAULIEU-SUR-LOIRE
ET BONNY-SUR-LOIRE (LOIRET) -
envoyée spéciale

Au milieu des saules et des peupliers, le pont suspendu émerge soudain au bout de la route départementale. Avec ses longs haubans en acier rouillé et ses immenses pylônes en béton gris vieillissants, l'ouvrage donne à la scène des airs rétrofuturistes, un peu comme les paysages urbains recouverts de végétation de la série *The Last of Us*. En s'approchant au milieu du flot de voitures qui circulent, la fatigue de la structure saute aux yeux : câbles corrodés, fissures dans la masse d'ancre, tiges d'acier oxydées apparentes sous le tablier...

Ce franchissement long de 360 mètres, qui surplombe les deux bras de la Loire en reliant deux petites communes (Bonny-sur-Loire et Beaulieu-sur-Loire, dans le Loiret), a été reconstruit après la seconde guerre mondiale. Depuis, il n'a bénéficié d'aucune rénovation et fait partie des 30 000 ouvrages considérés en « mauvais état structurel » par les autorités.

Dans cette portion de 50 kilomètres du fleuve, quatre structures suspendues sont de la même signature architecturale des années 1950 – « remarquables », comme le label qui les distingue, mais anciennes et fragiles.

Edifiées dans la période du béton et de l'acier triomphants, elles ont subi l'usure du temps comme les intempéries, de plus en plus fréquentes avec le changement climatique. « En 2017, le Centre public d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement [Cerema] nous a alertés sur la mauvaise qualité des aciers des ponts de Châtillon-sur-Loire et de Bonny-sur-Loire. On a accru la surveillance de celui de Bonny », explique Sylvain Déjardin, responsable du service études et travaux de la direction des infrastructures du département.

En 2021 pourtant, nouvelle alerte du Cerema sur l'état de la structure : des câbles se sont brisés. Un dispositif acoustique pour repérer les ruptures des fils d'acier est installé en urgence et la circulation interdite aux poids lourds.

Une étude de faisabilité pour la rénovation totale du viaduc est préconisée, mais le département – qui a lancé la réfection du pont suspendu de Châtillon – met du temps à commencer les travaux. Dans l'attente, des panneaux et portiques sont installés, pour pré-

venir les quelque 200 camions et gros véhicules agricoles qui empruntent quotidiennement cet axe Vierzon-Auxerre qu'ils doivent désormais bifurquer sur une voie de détournement. Le flux ne se tarit pourtant pas : l'interdiction n'est pas respectée, fragilisant un peu plus le pont. Pis, les portiques de limitation ont été arrachés à trois reprises par des véhicules forçant le passage.

La population des deux bourgs se désole, craignant une dégradation plus grande de l'infrastructure. Beaucoup se souviennent de l'affondrement du pont suspendu de Sully-sur-Loire, un matin de janvier 1985. « Ils ont mis des panneaux partout et les camions étrangers continuent de passer. Il faudrait mettre des policiers et des caméras pour contrôler », remarque Lionel Delville, serveur dans l'unique petit restaurant de Bonny, village de 1 850 habitants situé à une encablure de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire. Même constat pour Frédéric, un agent de santé bonnychon (il n'a pas souhaité donner son nom). « Cela nous inquiète car les gens empruntent ce viaduc en permanence, souligne le quinquagénaire. En 2021, ils ont dû refaire celui de Châtillon car une pile avait bougé. »

« Plan Marshall »

Aux travaux de structure sont venues en effet s'ajouter des inquiétudes sur les fondations de l'équipement : après deux années de très fortes montées des eaux fluviales, le bras principal de la Loire a creusé un coude dans la berge, qui avance d'année en année. A terme, si rien n'est fait, c'est le pilier est qui est menacé et, avec lui, tout l'ouvrage qui risque d'être emporté. « Les eaux ont avalé notre forage d'eau potable, qui était situé à 80 mètres du rivage il y a à peine quarante ans. Et cet hiver, le fleuve a grignoté la rive encore plus vite avec les fortes pluies », s'inquiète Michel Chaillou, le maire de Bonny.

Le Cerema a été missionné par le département pour modéliser l'évolution du méandre sauvage. Dans l'attente des résultats, tous les travaux sont repoussés. Le conseil départemental, dirigé par la droite, qui doit se débattre avec des finances mises à mal par les coupes budgétaires de l'Etat, ne peut pas pourvoir faire face à toutes les dépenses : « On estime le coût de la consolidation de la berge à plus de 4 millions d'euros et la réfection du pont de Bonny entre 25 millions et 45 millions d'euros, c'est trop important pour notre collectivité », remarque Hervé Gaurat, vice-président (divers droite) chargé des mobilités. Si tout va bien, on ne pourra pas entamer les travaux du pont avant 2028, compte tenu des difficultés financières que nous rencontrons. L'Etat ne peut nous laisser seuls. »

L'exemple des ponts du Loiret illustre le cas de ces collectivités locales laissées seules face à un véritable péril architectural généralisé. L'affondrement du viaduc Morandi, à Gênes (Italie), en 2018, avait pourtant agi comme un déclencheur. Le gouvernement français

s'était alors rendu compte que ses services n'avaient aucun état des lieux des ouvrages d'art. Le Programme national ponts a donc été lancé en 2020, pour recenser les équipements et leur solidité. Entre-temps, une commission sénatoriale avait sonné l'alarme, en estimant à plus de 25 000 le nombre de structures en mauvais état. Deux ans plus tard, la même commission estime que la situation s'est aggravée, avec 30 000 à 35 000 ouvrages défectueux (toutes structures confondues, qu'elles relèvent d'une route nationale, départementale ou communale).

De son côté, le Cerema a aussi étudié 63 000 ponts communaux et évalue à 25 % la proportion des structures en mauvais état ou fragilisées, nécessitant des travaux d'urgence. Les chiffres donnent le tournis, et les sommes nécessaires encore plus : il faudrait entre 130 et 140 millions d'euros par an sur vingt ans pour

la remise en état de ce patrimoine, estime le Sénat, quand le Cerema évalue à 3,3 milliards d'euros les crédits nécessaires pour les seuls ponts communaux. La maigre enveloppe de 50 millions d'euros débloquée par le gouvernement en 2023 pour les ouvrages communaux les plus dégradés paraît bien dérisoire. « Le plan pour les ponts n'est pas à la hauteur des enjeux ni des besoins. Ce qu'il faudrait, c'est un plan Marshall qui aide les collectivités locales aujourd'hui dépassées », assure Sébastien Gouttebel, vice-président de l'Association des maires ruraux de France.

Coupes budgétaires

Comment la France, pays longtemps reconnu pour ses routes et son génie civil, en est-elle arrivée à délaisser ses infrastructures ? Les spécialistes répondent tous la même chose dans un soupir : la faute à la décentralisation. En dé-

légant pratiquement toutes les missions du ministère de l'équipement aux collectivités locales, les réformes successives ont entraîné une perte de connaissances et de compétences majeure. Les directions départementales de l'équipement, qui traitaient de toutes les routes, ont été démantelées, et les compétences routières transférées (et avec elles une partie des agents de l'Etat) aux départements ou au Cerema, sous la tutelle du ministère de la transition écologique. Le corps a perdu 40 % de ses effectifs, forçant les collectivités locales à se tourner vers des entreprises privées comme Vinci et Eiffage.

Et les petites communes, qui n'avaient pas les moyens de créer un service routier, ont oublié leurs ponts. C'est le cas de Blédecques, un bourg du Pas-de-Calais qui a dû fermer, en décembre 2024, trois ponts et passerelles. Un cabinet privé a réalisé une expertise après les inondations

« Le plan de l'Etat pour les ponts n'est pas à la hauteur des besoins »

SÉBASTIEN GOUTTEBEL
vice-président
de l'Association des maires ruraux de France

en 2023 puis 2024, et conclu à un « état de dégradation très avancée », remettant en cause la sécurité des usagers. La municipalité divers droite, qui ne s'était guère inquiétée de ces infrastructures, s'est retrouvée totalement désemparée. « Tant qu'il n'y avait pas de problèmes, on ne faisait pas de travaux. On se rend compte que c'est une charge énorme », reconnaît Jean-Christophe Castelain, adjoint au maire. Le coût des réparations est aujourd'hui estimé à 1,99 million d'euros, une montagne pour la commune de 4 900 habitants.

Depuis quelques semaines, avec les coupes budgétaires annoncées par le gouvernement, l'inquiétude des spécialistes des ponts est montée d'un cran. « Si le budget national se contracte de 40 milliards d'euros par an, on va voir l'Etat se désengager de plus en plus. A un moment, cela va coincer, car les collectivités ne vont pas avoir les moyens de payer », remarque Jean-Michel Pereira, directeur du laboratoire Navier de l'Ecole nationale des ponts et chaussées. Bruno Belin, rapporteur de la commission sénatoriale d'information, se désespère : « Depuis notre premier rapport, ce ne sont pas 1 % des problèmes qui sont résolus. » Et le sénateur de la Vienne de prévenir : « Un jour, on aura des morts et on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas. » ■

SYLVIA ZAPPI

« On ne pourra pas entamer les travaux du pont avant 2028, compte tenu de nos difficultés financières »

HERVÉ GAURAT
vice-président chargé des mobilités au conseil du Loiret



Macron annonce une convention sur les « temps de l'enfant »

Le chef de l'Etat souhaite remettre à plat l'« organisation des journées » des élèves. Une « diversion », selon les syndicats d'enseignants

Le sujet circulait à bas bruit depuis un moment, c'est désormais officiel : le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé, vendredi 2 mai, dans les colonnes du *Parisien*, le lancement d'une convention citoyenne sur « les temps de l'enfant » et « l'organisation de la journée des enfants de 3 à 18 ans ». « Il me paraît nécessaire de faire en sorte que l'organisation des journées de nos élèves soit plus favorable à leur développement et aux apprentissages, qu'un équilibre soit trouvé aussi pour faciliter la vie des familles », a déclaré le chef de l'Etat auprès de nos confrères, en ajoutant qu'il souhaitait « de nombreux consensus entre tous ceux qui sont touchés (...), les parents, la communauté éducative y compris périscolaire, les collectivités locales et même les professionnels du tourisme ».

Le format des conventions citoyennes prévoit qu'un panel de Français tirés au sort auditionne les acteurs du sujet, comme cela fut le cas pour les deux précédentes, sur le climat et la fin de vie. Selon les informations du *Parisien*, confirmées au *Monde* par l'Elysée, cette convention, dont l'organisation est confiée au Conseil économique, social et environnemental (CESE), pourrait démarrer début juin et s'établir jusqu'à l'automne. L'entourage du premier ministre, compétent pour saisir le CESE, a confirmé au *Monde* qu'une lettre de saisine avait été envoyée.

La thématique des temps de l'enfant – dans laquelle les spécialistes de l'éducation englobent l'organisation de la journée, de la semaine et des vacances – est une marotte présidentielle. Au début de l'été 2023, Emmanuel Macron avait dé-

claré qu'il fallait cesser de « *bourrer* » les semaines des enfants, en prenant l'exemple des petits Allemands dont les journées finissent plus tôt avec la possibilité de « faire du sport l'après-midi ». Lors d'un déplacement à Colmar, en février, le président avait de nouveau déclaré que « la France a des vacances plus longues que dans beaucoup de pays », en proposant de « déconfiner » les semaines.

« Marque de mépris »

Au sein de la communauté éducative, cette annonce, qui relève de l'initiative présidentielle – même si l'éducation nationale se dit prête à la « mettre en musique », selon l'entourage d'Elisabeth Borne –, est accueillie avec circonspection. Et taxée de tentative de diversion. « Remettre cette question clivante au cœur des discussions est une marque de mépris envers les enseignants qui ont besoin de mesures urgentes pour faire fonctionner l'école », souligne Guislaine David, du SNUipp-FSU, notamment sur la question de l'inclusion pour les élèves, mais aussi des conditions de travail des personnels. »

Le format de la convention citoyenne, qui suppose que les Français puissent se saisir du sujet, inquiète également les syndicats. « Je crains que cela ne devienne un exutoire collectif sur l'école, s'alarme Sophie Vénétitay, du SNES-FSU. On sera vite dans le « prof-bashing », où l'on va nous accuser d'être toujours en vacances ou en grève. » Seule la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), qui appelle de ses vœux une convention citoyenne sur l'école, se dit satisfaite de cette annonce. « Le fait de remettre l'école au cœur des réflexions de la société nous paraît être un pas très

« Je crains que cela ne devienne un exutoire collectif sur l'école. On sera vite dans le « prof-bashing » »

SOPHIE VÉNÉTITAY
secrétaire générale
du SNES-FSU

positif », se félicite Grégoire Ensel, son vice-président, qui espère toutefois qu'il ne sera pas question « que » des temps de l'enfant.

L'expression « rythmes scolaires » n'a pas été lâchée – car elle renvoie à des débats inflammables. Mais, en pratique, pour l'instant, c'est bien de ces rythmes dont il est question dans le discours présidentiel, lorsque le chef de l'Etat évoque l'organisation de la journée, la vie familiale et l'implication des acteurs du tourisme – pour qui modifier la durée des petites vacances ou leur zonage représente un fort enjeu financier.

En 2013, au cours du mandat de François Hollande, une réforme dite des « rythmes scolaires » avait mis en ébullition enseignants du premier degré et parents d'élèves et considérablement fragilisé le ministre de l'époque, Vincent Peillon. A son arrivée au pouvoir en 2017, Emmanuel Macron était revenu sur cette réforme, en laissant le choix aux communes. Aujourd'hui, la majorité est revenue à quatre jours d'école. Une minorité de villes, dont Paris, pratiquent encore la semaine de quatre jours et demi. ■

Selon Catherine Nave-Bekhti, de la CFDT-Education Formation Recherches publiques, ce retour sur la réforme des rythmes montre que le caractère « partenarial » de la question des temps de l'enfant n'est en fait pas pris au sérieux. « Le premier quinquennat d'Emmanuel Macron s'est ouvert sur une remise en cause de la réforme des rythmes sans nouvelle concertation avec les collectivités », dénonce-t-elle. Car transformer la journée d'école, c'est nécessairement changer les horaires de l'accueil périscolaire, donc l'organisation de la commune.

« C'est une idée de plus, un sujet qu'on met sur la table sans travail de fond sur l'impact que cela pourrait avoir et je le regrette », acquiesce Frédéric Leturque, maire centriste d'Arras et coprésident de la commission éducation de l'Association des maires de France. « L'éducation nationale a besoin de stabilité. Remettre le bazar dans l'organisation n'est peut-être pas une bonne idée, ni vraiment l'urgence du moment. »

Reste à voir, enfin, comment la question des apprentissages pourra trouver sa place parmi ces multiples enjeux. Car rien ne prouve, à ce stade, que changer l'organisation de la semaine ou de l'année a un impact positif sur les résultats des enfants : le fameux exemple allemand est en fait inopérant, car l'Allemagne a rallongé sa journée d'école après avoir obtenu de mauvais résultats dans le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). En Finlande, l'un des systèmes scolaires les plus performants au monde, les enfants disposent de dix semaines de vacances d'été. ■

VIOALINE MORIN

Assassinat d'Aboubakar Cissé : le meurtrier a « agi dans un contexte isolé »

Vendredi, la procureure a expliqué pourquoi la qualification terroriste n'a pas été retenue

A lors que la polémique n'a cessé de monter tout au long de la semaine à la suite de l'assassinat au couteau d'Aboubakar Cissé, un jeune fidèle malien en prière à la mosquée de La Grand-Combe (Gard), par Olivier H., le matin du vendredi 25 avril, la procureure de la République de Nîmes, qui a pris pour la première fois la parole, a tenu à expliquer, vendredi 2 mai, les raisons de la non-qualification terroriste des faits.

Selon Cécile Gensac, le meurtrier, âgé de 20 ans, a « agi dans un contexte isolé, sans revendication idéologique ou lien avec une organisation (...) ». Les ressorts pour agir de l'agresseur sont très vite apparus comme profondément personnels, l'envie de tuer quelqu'un, quelle que soit la cible », sur fond de « fascination morbide ». Il est passé à l'acte.

« Je suis passé à l'acte », a-t-il déclaré. « Je vais le faire aujourd'hui, je vais le faire dans la rue », déclare Olivier H. « Tu le connais ? », lui répond un interlocuteur.

– Non, répond-il. Je vais m'attaquer à la mosquée ? Je n'ai pas trop d'idée. »

Une fois devant la mosquée, il lâche, en évoquant sa future victime, « il est noir, je vais le faire ». Juste après l'assassinat, au cours duquel 57 coups de couteau ont été portés, Olivier H. dit, à deux reprises dans une vidéo, qu'il filme face à sa victime agonisante et diffuse

sur Instagram : « Je l'ai fait (...), ton Allah de merde. » Selon l'une des deux témoins en ligne, le meurtrier se serait décris comme « schizophrène » dans sa vidéo, où il ajoute qu'il lui faut commettre « deux nouveaux faits pour devenir un tueur en série ».

Le fait que le Parquet national antiterroriste (PNAT) n'a pas retenu la qualification terroriste pour ce meurtre ne signifie pas « une relativisation de la gravité des faits », selon la procureure, qui a assuré que le PNAT « demeurera en observation » sur ce dossier. Une information judiciaire, ouverte le 28 avril, a été confiée à un juge d'instruction pour « meurtre aggravé par prémeditation et à raison de la race ou de la religion ».

Les avocats de la famille Cissé, Mme Yassine Bouzrou et Mourad Battikh, avaient annoncé, jeudi, leur intention de déposer une plainte avec constitution de partie civile pour que l'enquête soit justement requalifiée en assassinat terroriste.

Le meurtrier, qui s'est rendu, dimanche soir, dans un commissariat près de Florence, en Italie, où il a de la famille, devrait, « sous toutes réserves », être remis à la France « d'ici à la fin de la semaine prochaine », selon Mme Gensac. Dans ses premières déclarations aux enquêteurs italiens, le jeune homme a reconnu le meurtre.

mais il a nié avoir agi par haine de l'islam, affirmant, selon son avocat italien, « avoir tué la première personne qu'il a trouvée ».

Plusieurs prières mortuaires ont été prononcées, vendredi 2 mai, en mémoire d'Aboubakar Cissé. Quelque 700 personnes se sont réunies dans et devant la mosquée Khadidja de La Grand-Combe, où le jeune homme a été assassiné. Avant l'enterrement, prévu au Mali, le cercueil sera accueilli, lundi matin, à la Grande Mosquée de Paris. Le même jour, la famille d'Aboubakar Cissé sera reçue par le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, en même temps que des représentants du Haut Conseil des Maliens de France.

M. Retailleau, également ministre des cultes, a été vivement critiqué pour avoir mis plus de quarante-huit heures avant de se déplacer dans le Gard, sans pour autant se rendre à La Grand-Combe, mais plutôt à la sous-préfecture voisine d'Alès. Mêmes critiques pour son retard à recevoir la famille Cissé. Le préfet du Gard, lui, a mis quatre jours avant de visiter la mosquée où a eu lieu le drame. Une minute de silence a été toutefois observée, mardi 29 avril, à l'Assemblée nationale, en hommage à Aboubakar Cissé, malgré une absence de consensus entre présidents de groupes parlementaires. ■

CHRISTOPHE AYAD

Au procès Kardashian, la femme amoureuse et les mauvais garçons

Christiane Glotin, 79 ans, accusée d'avoir eu un rôle central dans l'équipe qui a séquestré la star en 2016, a raconté ses amours à risque

« Je regrette. Je sais que la drogue peut tuer des gens. Mais je l'aimais, je lui pardonnais »

CHRISTIANE GLOTIN
prévenue

Dans le village du Gard où elle partage la maison de sa sœur, « Cathy » est l'une de ces épataires septuagénaires toujours prête à donner un coup de main au comité des fêtes, à s'engager pour les enfants mal-nutris du Burkina Faso, collecter des vêtements pour les SDF, dépanner ses amies pour la garde de leurs animaux de compagnie, soutenir l'une atteinte d'un cancer, l'autre victime d'un AVC, tout en se dévouant auprès de son ainée très malade, après avoir accompagné la fin de vie de son mari. Ça a fait grand bruit dans le village quand, le 9 janvier 2017, des policiers ont envahi la maison et embarqué « Cathy » à Paris, soupçonnée d'avoir servi de relais central à l'équipe qui a séquestré et braqué Kim Kardashian le 3 octobre 2016.

« Cathy », de son vrai nom Christiane Glotin, s'avance vendredi 2 mai, à la barre de la cour d'assises de Paris, pour répondre à son interrogatoire de personnalité. Cheveux gris bien coupés, silhouette menue vêtue d'un jean et d'une veste à capuche ivoire assortie à ses baskets, elle porte gracieusement ses 79 ans. Aomar Aït Khedache, 69 ans, qui est présenté comme le « cerveau » du braquage, a été son compagnon. Un deuxième accusé, Pierre Bouianère, 81 ans, dit Pierrot, est son ami de quarante-cinq ans (atteint de la maladie d'Alzheimer, il n'est pas en état d'être jugé) et elle connaît très bien deux autres amis, dont le fidèle « Pierrot ». A 54 ans, Christiane Glotin est cette fois condamnée à six ans d'emprisonnement. « Je regrette beaucoup ce que j'ai fait. Je sais que la drogue peut tuer des gens. C'est lamentable. Mais je l'aimais, je lui pardonnais. » Une dizaine d'années s'écoulent durant lesquelles « Cathy » renoue avec sa famille.

Cavale

Un été, sur la Costa del Sol où elle possède un appartement, elle croise le patron d'une cafétéria, Aomar Aït Khedache, installé là avec femme et enfants. Elle retombe sur lui un an plus tard à Charenton, puis, « par hasard », assure-t-elle, dans une brasserie de Seine-et-Marne. « Il était drôle, gentil, prévenant. Il m'a offert des fleurs, j'avais dix ans de plus que lui, j'étais flattée... » Aomar Aït Khedache approche de la soixantaine, il est en cavale depuis ce jour de 2010 où il a choisi de ne pas assister au délibéré de son procès devant le tribunal correctionnel de Versailles qui le jugeait pour trafic de stupéfiants et qui l'a condamné à cinq ans d'emprisonnement.

Assez rapidement, Christiane Glotin présente son nouveau compagnon sous une fausse identité. Leur liaison dure neuf mois, elle est orangée, ils se séparent mais restent amis. Régulièrement, elle l'accueille chez elle. « C'est quelqu'un que j'aime beaucoup. Je ne vais pas le laisser dehors alors qu'il n'a pas de logement ! », souffle-t-elle.

Pour l'accusation, qui s'appuie sur les écoutes des « téléphones de guerre » utilisés par les accusés après le braquage et sur les filatures où la septuagénaire apparaît aux côtés de Aomar Aït Khedache, lors d'un voyage à Anvers destiné à écouter les bijoux volés, Christiane Glotin est « l'épicentre » de la bande. Un rôle qu'elle dément farouchement, concédant seulement avoir servi de secrétaire à son ancien amant, mal entendant. A la barre, elle dit avoir « très mal vécu » ses six mois de détention provisoire : « Je n'aurais jamais dû me retrouver dans cette situation. Je suis trop vieille. »

« Etes-vous prête aujourd'hui à réorganiser votre vie autour d'un homme ? », lui demande son avocate, Delphine Boesel. Comme à regret, Christiane Glotin répond que non. ■

PASCAL ROBERT-DIARD

Derrière les attaques de prisons, l'ombre de la DZ Mafia et du narcotrafic

Vingt et un suspects ont été mis en examen, vendredi. L'enquête écarte les pistes de la gauche radicale ou d'une ingérence étrangère

La découverte, à la mi-avril, de véhicules de surveillants pénitentiaires incendiés et de prisons ciblées par des tirs, avec comme signature d'énigmatiques tags «DDPF» («défense des droits des prisonniers français»), avait un temps laissé entrevoir la théorie d'une action liée à l'ultragauche, voire à une intervention étrangère. Après deux semaines d'enquête et une trentaine d'interpellations, l'ombre planant derrière ces attaques violentes et coordonnées est une menace bien plus familière : celle du crime organisé et, plus précisément, des narcotrafiq

Les attaques de ces dernières semaines sont décrites comme correspondant au mode opératoire habituel de recrutement et d'exécution des tâches par la criminalité organisée. Si le sigle «DDPF» a d'abord interloqué les enquêteurs, la méthode employée pour commettre ces actes d'intimidation ramène aux «coups de pression» régulièrement commandités par les narcotrafiq

jeunes exécutants, peu expérimentés, rétribués quelques centaines ou quelques milliers d'euros pour fournir un service. De fait, plusieurs «charbonneurs», habituellement employés sur les points de «deal», semblent avoir été impliqués dans les récentes attaques visant les prisons.

Selon les enquêteurs, un autre label criminel, né à Marseille, mais à visée expansionniste, la DZ Mafia, serait à l'origine de cette opération. Vendredi 2 mai, 21 suspects ont été mis en examen. Pour beaucoup, ils présentent des profils d'exécutants – des «petites mains» du trafic de drogue.

De multiples indices

Aux abords de leurs cibles, ces assaillants ont laissé derrière eux de multiples indices (traces d'ADN, empreintes papillaires...). De quoi faciliter le travail des 300 enquêteurs affectés à ces investigations, sous la coordination de la sous-direction antiterroriste. Les saisies de téléphones portables auront ensuite favorisé la reconstitution des réseaux de commandement.

Parmi les 30 personnes interpellées entre le 28 et le 30 avril, 7 étaient déjà détenus. L'un d'entre eux serait, selon la Juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (Junalco), «le créateur du premier compte Telegram intitulé DDPF et rédacteur du texte de revendication diffusé sur cette chaîne». Un homme «mis en examen et, en outre, sur le point d'être jugé pour des faits de narcobanditisme marseillais, proche de la DZ Mafia».

De sources policière et judiciaire, cet homme, Imran A., âgé de 23 ans, était incarcéré au centre pénitentiaire d'Avignon-Le Pontet, au Pontet (Vaucluse), au moment des faits. Il était dans le viseur des policiers marseillais, à l'été 2023, comme un équipier central lors d'expéditions punitives, réputé pour son travail de logistique et de nettoyage des scènes de crime. C'est dans le cadre de l'homicide de Dylan G. T., commis le 15 août 2023 près de la cité Maison-Blanche, qu'Imran A. a été mis en examen et placé en détention provisoire à la prison d'Avignon.

Avant même les premières attaques, le 13 avril, la personne derrière le compte Telegram Défense des prisonniers français avait publié un message de présentation, égrenant doléances de détenus et attaques contre le garde des sceaux, Gérald Darmanin. Temps de promenade trop courts et trop rares, coût des communications téléphoniques jugé exorbitant, suppression d'activités pour les détenus, violences exercées par des surveillants... «Ce canal est un mouvement dédié à dénoncer les atteintes à nos droits fondamentaux auxquels le ministre Gérald Darmanin compte porter atteinte», écrit l'administrateur.

Nouvelles règles d'incarcération

C'est après avoir passé cette journée du 13 avril à publier des extraits de reportages télévisés que le canal a diffusé, dans la nuit, les premières images filmées par des assaillants en train de mettre le feu à des véhicules d'agents pénitentiaires, aux côtés desquels figuraient des tags «DDPF». Les vidéos sont l'occasion d'appel: «Contactez-nous par message privé pour rejoindre le mouvement DDPF, «Rejoignez le mouvement!»

Certaines sont accompagnées de messages ciblés hostiles, comme celles montrant des attaques sur la prison de Luynes (Indre-et-Loire): «Les ELSP [équipes locales de sécurité pénitentiaire] de Luynes, vous allez tous mourir pour le mal que vous avez fait.»

La perspective de devoir intégrer, dès l'été pour certains, à Vendin-Le-Vieil (Pas-de-Calais), une prison de haute sécurité régie par un nouveau régime carcéral ultra-restrictif, inquiète particulièrement les détenus susceptibles de figurer au casting des «plus dangereux narcotrafiqants», promis à pareil sort par le garde des sceaux.

Depuis le début de l'année, la tension était montée parmi les détenus liés aux groupes criminels marseillais

Au-delà des fouilles ou des limitations de sortie, les nouvelles règles du parloir familial, désormais prévues derrière une vitre, attisent la colère des prisonniers.

Depuis le début de l'année, selon les éléments recueillis par les enquêteurs spécialisés, la tension était particulièrement montée parmi les détenus liés aux groupes criminels marseillais, répartis dans des établissements pénitentiaires sur tout le territoire national – certains sont d'ailleurs visés par plusieurs attaques.

Selon le communiqué du parquet, ont aussi été identifiés «trois autres relais probables des actions violentes de «DDPF», également inscrits dans la grande criminalité, également détenus». Il ne s'agirait pas là encore de profils du «haut du spectre», à l'instar d'Imran A., qui ne fait pas partie des membres les plus influents de la DZ Mafia. Parmi eux figure, selon les informations du *Monde*, un trafiquant de la cité des Oliviers A., à Marseille, actuellement allié avec la DZ Mafia.

La poursuite des investigations, menées par la Junalco dans le cadre de l'information judiciaire, devra déterminer quels «chefs» plus haut placés ont été impliqués dans cette opération de déstabilisation inédite, tout à la fois symptôme d'inquiétude et démonstration de force

des groupes criminels organisés. Au vu de l'évolution de l'enquête, vendredi, le Parquet national antiterroriste (PNAT), d'abord saisi, a décidé de se retirer. La Junalco demeure seule à la manœuvre.

Tout en assurant que les attaques menées au nom de la DDPF ont porté «une atteinte grave à l'ordre public et employé des moyens d'intimidation», le PNAT estime qu'«au terme de cette opération [policière], il n'apparaît pas que ces actions coordonnées procèdent d'une entreprise terroriste dont l'objet aurait été la commission d'infractions ayant pour seul but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur». «Aucune idéologie radicale violente, aucune ingérence étrangère, pistes pleinement explorées, n'ont pu être caractérisées», assure le PNAT.

C'est un revirement d'autant plus difficile à interpréter que le PNAT insiste habituellement sur l'absence de nécessité d'un motif idéologique pour caractériser une action terroriste. Les infractions commises intentionnellement, en relation avec une entreprise individuelle ou collective, ayant pour but de «troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur», constituent des actes de terrorisme, au sens pénal du terme.

Sur Telegram, où la DDPF revendiquait ces attaques, les messages menaçants envers le personnel pénitentiaire se sont multipliés pendant plusieurs jours: «Surveillants, démissionnez tant que vous pouvez si vous tenez à vos familles, à vos proches», «tous les surveillants de la pénitentiaire il est temps de changer de cap et de penser à vos convictions personnelles, cela va vous dépasser». ■

CHRISTOPHE AYAD,
ARTHUR CARPENTIER
ET THOMAS SAINTOURENS

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/25

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite

LIT COFFRE + MATELAS
COUCHAGE 140
990€

Lit coffre Easykit en bois ou tissu + matelas Câlin

Dunlopillo

Bois massif Fond en HDF

Montage facile et rapide

Grande capacité de rangement

Garantie 5 ANS

Matelas : 20 cm

Coffre : 39 cm

Photos non contractuelles. Peut varier l'application.

Par l'Espace Topper

LA BOUTIQUE DU LIT COFFRE

Unique à Paris ! Plus de 25 modèles • Matelas de grandes marques

Paris 15 : 60 rue de la Convention • 01 40 59 02 10 • 7J/7

M° Charles Michels / Paris 12 : 56-60 cours de Vincennes 01 43 41 80 93 • 7J/7 • M° Nation

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

SAUT DE HAINE DE QUALITÉ DÉTRIE FAISANT
TARIF D'ACHÈTE EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.
La maison recherche également bien d'autres produits

Displacements réguliers et gracieux dans toute la France

Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement

par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr

Le Monde

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

LE MADE IN FRANCE DANS LA PEAU

Duvivier, Moulins, Neology, Ralph M, l'Espace Topper met le Made In France à l'honneur.

FRENCH DAYS VRAIMENT
FRENCH DU 30/04 AU 07/05

Fauteuils & canapés cuir ou tissu.

Paris 15 • M° Charles Michels • 7j/7
63 rue de la Convention • 01 45 77 80 40
147 rue Saint-Charles • 01 45 75 02 81

Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

stephane.pesque@mpublicite.fr

Le Monde

CHAT VINYLES

Disquaire sérieux et passionné.
20 ans d'expérience.
Achète vinyles 33 et 45 tours
Jazz, Pop Rock, Soul Funk, World, Hip Hop, Classique...
Je me déplace. Paiement comptant.
David B : 06 07 44 03 77

RUBRIQUE IMMOBILIER
stephane.pesque@mpublicite.fr

Pour la fin de vie, vers un «droit» à l'aide à mourir

La proposition de loi a été retravaillée en commission par les députés, avant son examen en séance

C'est désormais, après l'adoption d'un amendement, un «droit» et plus une simple «possibilité». La proposition de loi sur «la fin de vie», votée vendredi 2 mai en commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, avant son examen par l'ensemble des députés, prévoit que tout malade incurable pourra disposer de ce «droit» à demander une aide à mourir (euthanasie ou suicide assisté). Un pas de plus vers la dépénalisation d'un geste létal sur décision médicale que prévoyait le projet de loi dévoilé en mars 2024 par Emmanuel Macron, et dont l'examen avait été suspendu par la dissolution de l'Assemblée nationale.

Scindé par la volonté du premier ministre, François Bayrou, le texte de l'exécutif a été transformé en deux propositions de loi. L'une portant sur les soins palliatifs a été adoptée à l'unanimité par la commission des affaires sociales de l'Assemblée, le 11 avril. L'autre traitant de l'aide à mourir a été votée, le 2 mai, par 28 voix contre 15 (et une abstention). Elles seront examinées l'une après l'autre en séance publique dans l'Hémicycle à partir du 12 mai.

Inadapté et dangereux

En commission, parmi les quelques rares modifications apportées au texte initial de la proposition de loi, les députés ont mis fin à la règle qui privilégiait l'administration par le malade lui-même de la substance létale, sauf en cas d'incapacité physique. Le texte permet le choix entre auto-administration et recours à un tiers pour accomplir le geste.

En revanche, les critères d'accès à l'aide à mourir n'ont guère été modifiés. Si ce n'est pour préciser qu'une personne victime d'un accident pourrait potentiellement y prétendre. C'est pourtant sur ces conditions posées à la pratique d'un acte létal que les débats ont été les plus houleux.

Les opposants à ce droit, tous députés du parti Les Républicains (LR) ou du Rassemblement national (RN), ont livré en commission des assauts répétés contre une formulation du texte susceptible, à leurs yeux, d'ouvrir «grandes les

Le texte permet le choix entre auto-administration et recours à un tiers pour accomplir le geste létal

vannes» de «l'euthanasie» et du «suicide assisté», selon Christophe Bentz, élu (RN) de Haute-Marne.

La proposition de loi dispose notamment qu'une personne malade peut se voir accorder une aide à mourir si elle est «atteinte d'une affection grave et incurable, quelle qu'en soit la cause, engageant le pronostic vital, en phase avancée ou terminale». Les députés LR et RN ont ciblé la notion de «phase avancée», qualificatif «inadapté et dangereux (...) puisque extrêmement arbitraire», selon le député LR du Bas-Rhin Patrick Hetzel. A ses côtés, son homologue LR des Hauts-de-Seine Philippe Juvin a jugé que la formule «engageant le pronostic vital» ne veut «rien dire si on ne précise pas le délai». M. Juvin a soutenu que des personnes souffrant d'insuffisance rénale, de cancers ou d'affections de longue durée pourraient, en vertu du «seul pronostic vital engagé», être «éligibles» à l'aide à mourir, bien qu'elles aient encore «plusieurs années à vivre». En clair, a renchéri l'élu LR de Meurthe-et-Moselle Thibault Bazin, cette loi ne va pas «concerner que des personnes enfin de vie».

Les opposants farouches à l'aide à mourir n'ont pas été les seuls en commission à critiquer ces critères. Le terme «phase avancée» est une expression qui ne repose sur aucun consensus médical clair, a estimé le député Horizons de Maine-et-Loire François Gernigon. Elle crée une incertitude dans la prise de décision et peut entraîner des disparités dans l'application du droit selon les professionnels ou les établissements», a poursuivi le député, cosignataire avec sa collègue Horizons de Seine-Maritime Agnès Firmin Le Bodo, d'un amendement visant à restreindre les conditions d'accès à l'aide à mourir.

Face à ces oppositions, la riposte des partisans de la proposition de loi a consisté à rappeler que d'autres conditions devaient être remplies. La personne malade doit également «présenter une souffrance physique ou psychologique liée à [son] affection, réfractaire aux traitements, soit insupporta-

ble selon la personne lorsqu'elle a choisi de ne pas recevoir ou d'arrêter de recevoir un traitement».

Critères «cumulatifs»

«La souffrance liée à l'affection constitue le cœur du texte», a martelé l'élu de Charente-Maritime Olivier Falorni (membre du groupe des députés MoDem), rapporteur général de la proposition. Il a également rappelé avec d'autres députés, pour la plupart de gauche, que ces critères étaient «cumulatifs».

Pour mieux convaincre de la «solidité» des conditions prévues par la proposition de loi, M. Falorni espère pouvoir s'appuyer sur l'avis que la Haute Autorité de santé (HAS) s'apprête à rendre public. L'institution indépendante a été saisie en avril 2024 par Catherine Vautrin, ministre de la santé,

puis par sa successeure, Geneviève Darrieussecq, en novembre 2024, pour définir la notion de «pronostic vital engagé» et «de phase avancée». Selon les informations du *Monde*, la HAS devrait établir le caractère scientifiquement peu fiable d'une préiction du temps restant à vivre pour une personne même atteinte d'une maladie grave et incurable, considérant que le pronostic dépend de chaque individu. Cette position devrait dissuader les députés de vouloir relancer le débat sur les critères temporels.

La HAS devrait définir la notion de «phase avancée» d'une maladie comme un stade irréversible qui affecte la qualité de vie du malade. Elle devrait aussi recommander aux médecins de prendre en compte le ressenti et la subjectivité de la personne malade. Des recommanda-

tions qui devraient relancer le débat sur la marge d'appréciation des médecins dans l'instruction d'une demande d'aide à mourir.

Sans attendre l'avis de la HAS, des députés de gauche, de droite et du centre ont défendu en commission des amendements visant à renforcer le caractère collégial de l'examen d'une demande d'aide à mourir. A ce stade, la proposition de loi prévoit que la décision d'accéder au souhait du malade sera prise par un seul médecin après qu'il aura consulté un praticien spécialiste de la pathologie et un personnel soignant. Ces amendements ont été rejetés. Mais M. Falorni s'est engagé à les «retravailler» avec leurs auteurs en vue du débat dans l'Hémicycle. L'avis de la HAS devrait, sur ce sujet, aussi les éclairer. ■

BÉATRICE JÉRÔME



Le rapporteur du texte sur l'aide à mourir, Olivier Falorni, et François Bayrou, au Palais-Bourbon, le 19 mars. XOSE BOUZAS/HANS LUCAS VIA AFP

«Gilets jaunes» : les cahiers de doléances consultables partout

Depuis le 2 mai, la totalité des contributions citoyennes rédigées en 2019 sont désormais ouvertes au grand public dans les centres d'archives

Pouvoir d'achat, quête de considération démocratique, de justice territoriale et fiscale, accès aux services publics... Cela fait six ans que ces pages ont été noircies des revendications de milliers de Français. Mercredi 30 avril, par arrêté au *Journal officiel*, le gouvernement a décrété l'ouverture à tous les citoyens des archives des cahiers de doléances rédigés lors de la crise des «gilets jaunes», accédant à une demande portée de longue date par des collectifs citoyens, des élus et des universitaires à travers le pays.

Lévant plusieurs barrières administratives, l'arrêté pris par le premier ministre, François Bayrou, et la ministre de la culture, Rachida Dati, précise que les écrits produits lors de ce débat «peuvent être librement communiqués». Cela concerne «les cahiers citoyens, dits aussi "cahiers de doléances"; les contributions individuelles ou collectives, les questionnaires remplis auprès des stands de proximité, et les comptes rendus de réunions d'initiative locale». Le ministère de la culture a par ailleurs précisé que cela signifiait de pouvoir «consulter sur place ou obtenir une copie

de ces documents, dont les originaux sont conservés aux archives départementales et une version numérique aux Archives nationales».

Cette consultation citoyenne, menée entre le 15 janvier et le 15 mars 2019, avait été la réponse du président de la République, Emmanuel Macron, à la crise des ronds-points : trois mois pour sonder les Français à travers des déplacements, une plateforme numérique et les cahiers de doléances ouverts dans les mairies. Ce dernier mode de consultation fut particulièrement plébiscité : on recense quelque 19 900 cahiers, contenant plus de 200 000 contributions rédigées à la main dans environ 16 500 mairies.

Intérêt général

En outre, «les cahiers papier avaient mobilisé une population plus rurale, plus âgée et peu politique, à laquelle on n'a pas l'habitude d'avoir accès», selon Samuel Noguera, docteur qui travaille sur le corpus girondin. Le chef de l'Etat devait restituer ce travail le 15 avril 2019. L'incendie de Notre-Dame de Paris en avait décidé autrement. Finalement, le bilan

Le chef de l'Etat souhaite que, courant 2026, ces cahiers soient aussi accessibles en ligne

du grand débat n'a jamais eu lieu. Les cahiers ont été numérisés dans leur quasi-totalité, transcrits et conservés aux Archives nationales dans leur version numérique ; ils ont fait l'objet d'une synthèse, en juin 2019, par des opérateurs privés, avant de retourner sur les étagères des archives départementales, classées selon deux régimes : les fonds consultables et ceux qui ne le seront pas avant cinquante ans, car ils contiennent des informations sensibles relatives à la vie privée des auteurs (coordonnées postales, téléphoniques, bancaires...), sauf à faire une demande de dérogation préfectorale.

Ces contraintes administratives sont désormais levées, permet-

tant aux citoyens et aux chercheurs de les consulter librement, sans dérogation rallongeant leur accès. L'ouverture aussi rapide d'archives à tous «est exceptionnelle, mais se justifie par le sens de l'intérêt général qui a entouré le grand débat national et par le caractère public des contributions à l'époque», a précisé le ministère de la culture à l'Agence France-Presse.

Anonymisation des données

Des élus et citoyens s'étaient mobilisés sur la question. Michel Barnier, alors premier ministre, puis son successeur, François Bayrou, avaient fait part, ces derniers mois, de leur volonté d'accéder à cette demande. L'Assemblée nationale avait adopté, le 11 mars, à l'unanimité, une résolution appellant le gouvernement à ouvrir ces archives à tous. À l'origine de cette résolution, la députée écologiste de la Drôme, Marie Pochon, se félicite d'une avancée qu'elle juge «précieuse à l'heure de l'approche des municipales, à l'heure des fractures qui se creusent et où on a souvent le sentiment de ne plus se sentir considéré par le personnel politique».

Pour autant, l'élu souhaite aller plus loin : «Au sein du comité de pilotage que nous avons réclamé et obtenu du ministre des relations avec le Parlement, nous œuvrons à leur accessibilité en ligne sur une plateforme en open source.» Les contours de cette plateforme «espérée ici à la fin de l'année» seront déterminés au sein d'un groupe de travail. Une plateforme qui permettrait, selon Marie Pochon, de «mieux prendre en compte la parole citoyenne dans la construction des politiques publiques de demain». «Nous insistons également pour que des moyens soient alloués à la recherche publique pour leur analyse.»

Alors qu'il lui avait été reproché de remiser la restitution de ce que d'aucuns considèrent comme un «trésor national», Emmanuel Macron a pris un engagement. «Dès ce vendredi [2 mai], chacun pourra se rendre dans un centre d'archives départementales ou aux Archives nationales sans contrainte particulière pour une consultation des cahiers», a-t-il fait savoir par communiqué, mercredi 30 avril, parlant désormais d'un «matériau historique et démocra-

tique précieux». Le chef de l'Etat «souhaite que, courant 2026, ces cahiers soient aussi accessibles en ligne selon des modalités à définir avec les parlementaires et élus qu'il sait mobilisés sur le sujet».

Piloté par le ministère des relations avec le Parlement, le groupe de travail (composé de parlementaires, d'élus et du Conseil économique, social et environnemental) planchera, dès le mois de mai, sur plusieurs enjeux : son mode de gouvernance, notamment, ainsi que des aspects techniques pour déterminer les critères selon lesquels les données peuvent ou non être mises en ligne. Entre autres questions : l'«océrisation», qui permet de transformer les documents numérisés en textes dactylographiés. Mais surtout l'anonymisation des données personnelles, principal obstacle à la publication des cahiers jusqu'alors. Un travail qui, dans les plus petites communes, ne consiste pas seulement à enlever les noms et adresses, mais à flouter certaines mentions indirectes (professions par exemple) pouvant permettre d'identifier les contributeurs. ■

CAMILLE BORDENET

Le prêtre prédateur et le long combat de ses victimes

Au sein de Saint-Michel-de-Picpus, établissement scolaire privé renommé de Paris, le père Jean Proust, en poste de 1963 à 1983, a agressé sexuellement de nombreux enfants. Certaines victimes ont obtenu réparation, mais déplorent le silence sur cette affaire, qui empêcherait la recension d'autres cas

ENQUÊTE

Le 28 mars 2019, vers 10 h 30, dans les locaux de la brigade de protection des mineurs à Paris, la capitaine Claire Vidal se décide, après quelques questions d'ordre général, à entrer dans le vif du sujet : « Vous souvenez-vous de la première fois que vous avez rencontré le père Proust ? » En face d'elle, un costaud de 1,84 mètre, chauve. Bruno Van Overtveld vient de fêter ses 54 ans et parle d'une voix où résonne à chaque mot une colère brute. Ancien élève de Saint-Michel-de-Picpus, un établissement catholique renommé du 12^e arrondissement parisien, ce fondateur et dirigeant d'un cabinet de chasseurs de têtes vient porter plainte contre le père Jean Proust. Il explique avoir subi des agressions sexuelles quand il était en CM2. À l'époque, il avait entre 9 et 10 ans.

« C'était en 1974, je me souviens de son bureau, un grand bureau avec des boiseries, commence-t-il. Je revois encore sa sale gueule arriver devant moi, mielleux, la tête penchée, délinant. J'ai encore cette odeur, cette odeur de vieux qui ne se lave pas, de sudation grasse... Il avait des lèvres fines, des lunettes rectangulaires et des yeux qui vous observaient... Il parlait tout doucement, d'une manière presque hypnotique, comme pour vous endormir... » Le père Jean Proust, lors de la première agression, a passé sa main sous le pull de Bruno pour descendre jusqu'au slip et lui caresser le sexe. « Avec le dos de sa main », précise Bruno Van Overtveld à la capitaine Vidal. « J'ai eu ce rituel six ou sept fois. » Mais, les autres fois, « il n'a pas réussi ». « Il se collait, il essayait juste », sans parvenir à glisser sa main dans son slip. « Car nous serrions nos ceintures comme des bêtes (...). C'est Benoit, mon pote, et moi qui avions donné cette technique de la ceinture à tout le monde et on en était très fiers. »

FIGURE D'AUTORITÉ

« Avez-vous l'impression que ce qui s'est passé a pu avoir des impacts dans votre vie ? », lui demande un peu plus tard la capitaine Vidal. « Oui, bien sûr, répond-il, le fait que l'autorité spirituelle soit un porc a complètement dénaturé ce qu'on m'avait donné comme ossature. Ça m'a perturbé, ça m'a rendu extrêmement agressif, je n'avais aucun point de repère. J'ai donc grandi en me disant que le monde était hostile. » Cela fait déjà longtemps que Bruno Van Overtveld, père d'un fils unique, n'appelle plus son agresseur par son nom, mais le désigne ainsi : le « porc ».

Ce jour-là, tant de temps après ces agressions à répétition, Bruno Van Overtveld ne sait pas très bien à quoi cette déposition va pouvoir servir, mais il souhaite que son témoignage soit consigné. A l'époque, le père Jean Proust est toujours en vie (il mourra trois ans plus tard, à l'âge de 95 ans). Peut-être, pense-t-il alors, le vieil homme sera convoqué par la police pour s'expliquer. Avant de quitter le commissariat, Bruno prend soin de communiquer à la capitaine de police les coordonnées de six amis qui ont tous subi ou assisté à des agressions du « porc ». « Et je peux en avoir d'autres », ajoute-t-il. Le début d'une lente reconnaissance qui, encore aujourd'hui, les laisse insatisfaits.

Près de cinquante ans plus tard, la blessure demeure vive, parmi la bande d'amis. Benoit (il a souhaité rester anonyme, comme les personnes citées par leur prénom) est aujourd'hui producteur de films publicitaires et père de deux enfants, de 30 et 27 ans. Il a le même âge que Bruno, mais est entré à Saint-Michel-de-Picpus un an auparavant, dès le CM1. « On entrait dans son bureau avec le ceinturon serré tellement fort qu'on était à la limite de tomber dans les pommes », raconte-t-il au téléphone. Benoit se rappelle très bien du bureau du prêtre et du rituel d'approche. Mais très mal du reste. Une faille mémorelle courante, chez les victimes de traumatisme. « C'était une grande pièce sombre, de 10 mètres de profondeur, et 5 mètres de large. Il y avait une grande porte en demi-lune, occultée par un petit rideau à dentelle. Il nous attendait, le dos collé au mur du fond, derrière son bureau. Il fallait avancer jusqu'à lui... »

Il est certain que la main du prêtre lui a caressé les fesses et le sexe. Ne sait pas dire s'il y a eu autre chose. « Est-ce que mon cerveau a vrillé pour mettre un voile sur ce qui s'est passé ? C'est possible. Mais je sais qu'il n'y a eu ni fellation ni pénétration. » Pour Benoit, le supplice a duré trois ans, jusqu'à la 5^e. « Il se baladait dans la cour de récréation et nous chopait. "Tiens, toi, viens dans mon bureau." Il n'y avait pas de raison particulière... Un jour, ça tombait sur toi, un autre jour, sur quelqu'un d'autre. C'était comme ça. »

Membre de la congrégation de Sainte-Croix, qui exerce sa tutelle sur l'établissement de Saint-Michel-de-Picpus, Jean Proust a été ordonné prêtre en 1951. Après une année d'études à Paris, il est nommé surveillant général et enseignant au sein du groupe scolaire Notre-Dame-d'Orveau, dépendant de la même congrégation, à Nyosseau (aujourd'hui intégré à la commune de Segré-en-Anjou-Bleu, en Maine-et-Loire), dans la campagne angevine.

Dix ans plus tard, en 1963, le père Jean Proust a débarqué à Paris, rue de Picpus, où se situaient l'école primaire et le collège de Saint-Michel-de-Picpus (le lycée était à l'époque dans un autre bâtiment, boulevard de Picpus). L'établissement jouit d'une excellente réputation et est considéré comme l'un des meilleurs lycées de l'Est parisien. Jean Proust y reste vingt ans, jusqu'en 1983. Il y est aumônier et surveillant général, enseigne le catéchisme et parfois le latin, surtout en 6^e et en 5^e. « C'était la figure d'autorité de l'école, il était au courant de tout », se rappelle Bruno Van Overtveld. « C'était le mec que tout le monde craignait », renchérit Benoit.

Rue de Picpus, le père Jean Proust était chez lui. Ses victimes désignent un prédateur, profitant de sa position dans l'école. François évoque ce jour où, avec un camarade, il a été attiré dans les étages du bâtiment. « Il y avait à l'époque des travaux dans la cour. Il nous propose de venir les regarder de là-haut. Je nous revois encore tous les deux nous pencher par la fenêtre et lui en profiter pour nous passer la main sous le pull et la descendre jusqu'au slip... » Mais, cette fois, les deux garçons réussissent à s'échapper. « On a détéillé comme des lapins. Et cela ne s'est plus jamais reproduit. »

Pour Michel (son prénom a été changé à sa demande), le guet-apens a eu lieu dans un bureau reculé. « C'était près de l'infirmière, à

LE PÈRE JEAN PROUST A PASSÉ SA MAIN SOUS LE PULL DE BRUNO VAN OVERTVELD, 9 ANS À L'ÉPOQUE, POUR DESCENDRE JUSQU'AU SLIP ET LUI CARESSER LE SEXE : « J'AI EU CE RITUEL SIX OU SEPT FOIS »

gauche de la chapelle. Il fallait faire un détour, c'était un endroit où personne n'allait jamais. » Là, à l'écart des allers et venues, le père Jean Proust passait à l'action. « Il nous caressait le dos et nous tirait les tétons. Je me souviens encore de son souffle dans mon cou. J'ai une mémoire de poisson rouge, mais, cette scène, je peux la dessiner les yeux fermés. »

Guillaume, lui aussi en classe de CM2 avec Bruno Van Overtveld, se souvient parfaitement de la main du père Jean Proust glissé dans son slip, devant les yeux de tous ces camarades de classe, pendant le cours de catéchisme. « J'ai le souvenir d'une fois, mais je pense que cela s'est passé plusieurs fois. Il n'avait plus aucune gêne. Sans vraiment m'en rendre compte, j'étais devenu l'objet de sa pré-dation. Et ça a bousillé toute ma vie. » Entré à Saint-Michel en 6^e, en 1975, Jean-Manuel, lui aussi, a été agressé sexuellement devant ses camarades de classe. « Je sais qu'avec le recul ça peut paraître délirant, mais ça passait. Quand on y réfléchit un peu, le gars a pris des risques insensés », témoigne-t-il. Il a été également convoqué plusieurs fois à son bureau, avec la complicité (consciente ?) des surveillants : « Ils venaient me chercher dans la cour de récréation, pendant que je jouais, pour m'y conduire. » Jean-Manuel n'en a jamais parlé à sa mère. « Moi, j'étais d'un milieu modeste. Ma mère avait fait de gros sacrifices financiers pour m'offrir ce qui était considéré comme une excellente école. Et puis elle était croyante, elle n'aurait jamais compris », dit-il. Il n'en a rien dit d'ailleurs à personne. Même entre copains, dans la bande de Bruno Van Overtveld, ils sont toujours restés très vagués sur leurs agressions respectives.

AVEUGLEMENT COMPLICE

Michel, lui non plus, n'en a parlé à personne : ni à son frère qui était scolarisé à Saint-Michel-de-Picpus en même temps que lui, ni à son père, qui y a fait toute sa carrière comme professeur d'anglais, ni à son parrain, qui était le père Pierre Guitton, le chef d'établissement de Saint-Michel-de-Picpus. « Quelqu'un de vraiment très bien », assure-t-il. Bruno Van Overtveld, lui, a eu le courage de franchir le pas et d'en parler assez vite à sa mère. Mal lui en a pris. « Je me suis pris une gi-



fle en retour », se rappelle-t-il. Seule la mère de Benoit a averti la direction de l'école à l'époque. Mais il n'a jamais su ce qui lui avait été répondu. Sa mère, toujours en vie aujourd'hui, n'a plus toute sa mémoire.

Plusieurs victimes sont convaincues que la direction de Saint-Michel-de-Picpus a couvert les agressions du père Jean Proust, même si le temps passé rend l'enquête impossible. « Tous les enfants de la cour de récréation savaient, et les surveillants, les professeurs auraient pu ne pas être au courant ? Ça ne tient pas une seconde. Proust aagi, au minimum, avec un aveuglement complice de la direction », accuse ainsi Benoit.

Avant de devenir directeur de l'établissement de 2000 à 2006, Pascal Balmand a été élève à Saint-Michel-de-Picpus, à partir de la 3^e, en 1975. Il n'a pas connu la rue de Picpus, seulement le lycée. Mais la réputation de Jean Proust avait traversé les bâtiments. « Je me souviens que, dans la cour de récréation, son surnom c'était "Proust, le touche-pipi" », se rappelle cet ancien agrégé, qui deviendra, entre 2013 et 2019, le secrétaire général de l'enseignement catholique. « En tant que chef d'établissement, j'ai dû seulement le croiser trois ou quatre fois, lors de réunions avec la congrégation de Sainte-Croix, mais c'est tout », se rappelle-t-il.

Le père Jean Proust a-t-il quitté l'établissement en 1983 parce que la direction avait eu vent de plaintes ? Impossible de le savoir, pour la bonne raison, précise au *Monde* le père Paul Valentin, l'actuel supérieur de la congrégation de Sainte-Croix, que le père Jean Proust a occupé la fonction d'archiviste de 1989 à 2017. Il a donc eu tout le loisir de détruire d'éventuelles preuves compromettantes.

En 2008, peut-être en 2009, il ne sait plus, Bruno Van Overtveld s'est décidé à appeler la direction de l'établissement pour prendre des nouvelles du « porc ». « Je voulais savoir s'il était encore en vie et m'assurer qu'il n'était pas en train de sévir auprès d'autres enfants », se souvient-il. Il apprend alors qu'il a quitté depuis longtemps Saint-Michel-de-Picpus. Bruno Van Overtveld demande alors où le joindre. « Il est mort », lui répond-on. Le père Jean Proust vit pourtant alors paisiblement au Mans, officiant en tant que vicaire à Notre-



Dame de Sainte-Croix, où il donne des cours de catéchisme. Pourquoi ce mensonge ? Le père Paul Valentin, qui siégeait alors au conseil de direction de l'établissement, ne se l'explique pas. « On avait donné une consigne de la sorte, assure-t-il aujourd'hui. Et d'ailleurs, à l'époque, on n'avait aucune raison de penser que le père Proust pouvait être accusé de telles agressions sexuelles. »

PROTOCOLE D'ACCORD

Ce n'est que dix ans plus tard, en février 2019, que Bruno Van Overtveld tente à nouveau sa chance. « Je voulais être sûr qu'il était bien mort. Et puis je venais d'entendre que le Vatican ouvrait ses archives concernant les accusations de pédophilie. Je me suis dit qu'il y avait peut-être quelque chose à trouver », se remémore-t-il. Il recompose donc le numéro de l'établissement. Cette fois, on lui assure qu'on va le recontacter. Et, quelques jours plus tard, le père Romuald Fresnais, alors supérieur de la congrégation de Sainte-Croix (jusqu'en 2021), le rappelle. Oui, le père Jean Proust est bien vivant. Il a 92 ans et habite, depuis 2013, à la résidence de l'Enfant-Jésus au Mans.

Bruno Van Overtveld raconte alors avoir subi, comme plusieurs de ses camarades de classe, des agressions sexuelles. Le père Romuald Fresnais s'engage immédiatement à aller voir Jean Proust au Mans pour le confronter à son passé. Le 5 mars 2019, Bruno Van Overtveld reçoit un e-mail de Romuald Fresnais, dans lequel ce dernier précise que Jean Proust a reconnu les faits. Trois semaines plus tard, Bruno Van Overtveld franchit la porte de la brigade de protection des mineurs, au 36, rue du Bastion, dans le 17^e arrondissement de Paris, et dépose plainte devant la capitaine Claire Vidal.

En dix ans, le climat a totalement changé. Depuis 2018, l'Eglise de France a entamé un début d'examen de conscience sur les ravages des violences sexuelles en son sein. En novembre 2018, la Conférence des évêques de France décide de confier à l'ex-vice président du Conseil d'Etat Jean-Marc Sauvé la présidence de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise (Ciase). Trois ans plus tard, en octobre 2021, l'instance remet son rapport et évalue à environ 330 000 les victimes potentielles d'agressions sexuelles au sein de l'Eglise, dont un

DEUX ENGAGEMENTS PRIS PAR L'ÉTABLISSEMENT N'ONT PAS ÉTÉ RESPECTÉS, AUX YEUX DES VICTIMES : « RELAYER UN APPEL À TÉMOIGNAGE » ET « PROPOSER UNE DÉMARCHE MÉMORIELLE »

tiers dans l'enseignement catholique. Benoit s'en souvient très bien. Quand il entend ce chiffre pour la première fois, il se dit qu'il est forcément sous-évalué, car il n'a pas été contacté. Il décroche son téléphone sur-le-champ. Benoit deviendra une des toutes premières victimes reconnues par la Commission Reconnaissance et réparation (CRR).

Présidée par Antoine Garapon, un ancien juge pour enfant qui a participé aux travaux de la Ciase, cette CRR est née en novembre 2021. Quelques jours après son coup de fil, Benoit reçoit un appel d'une dénommée Elodie Brian, cadre dirigeante à Londres, qui a décidé de prendre une année sabbatique pour se consacrer aux suivis des victimes d'agression sexuelle dans l'Eglise. Pendant plusieurs semaines, ils vont travailler ensemble à l'élaboration d'un protocole d'accord pour indemniser (à la CRR on préfère le mot « réparer ») les victimes de Saint-Michel-de-Picpus.

Son copain d'enfance, Bruno Van Overtveld, se souvient qu'il a longtemps laissé traîner le questionnaire envoyé par la CRR. Mais, après de longs entretiens avec Elodie Brian, il s'est décidé à le remplir. Et, quelques semaines plus tard, il a reçu un courrier à en-tête de la congrégation de Sainte-Croix, signé du père Paul Valentin. « Au nom de la congrégation, je vous demande pardon pour le préjudice subi (...). Malheureusement à l'époque où les faits se sont produits, ni l'établissement ni la congrégation n'ont pris les mesures nécessaires pour faire cesser ces violences, trahissant ainsi la confiance que vous leur accordiez. »

LETRE MANUSCRITE

Un protocole d'accord est joint à la lettre dans lequel « la congrégation reconnaît les actes perpétrés par l'un de ses membres dont [il a] été victime ». Bruno Van Overtveld touche 25 000 euros. Benoit, Guillaume, Michel, Jean-Manuel seront eux aussi indemnisés (entre 15 000 et 30 000 euros). Selon une échelle qui prend en compte l'âge de la victime, la gravité des faits, et surtout les dommages qu'ont pu causer ces agressions. Seul François ne contactera pas la commission. « Honnêtement, tout cela ne m'a pas traumatisé. Et puis cela me gêne de parler d'argent avec ce qui nous est arrivé », confie-t-il au téléphone. Au total, à ce jour, la CRR a indemnisé sept anciens élèves de Saint-Michel-de-Picpus, c'est-à-dire seulement deux victimes en dehors de leur bande d'amis. C'est précisément ce très faible nombre qui les pousse à s'interroger aujourd'hui. Pour eux, l'histoire ne peut pas s'arrêter là. Le père Jean Proust n'aurait-il agressé qu'une dizaine d'enfants, principalement entre les années 1974 et 1976 ? « C'est sûr qu'on n'était pas les seuls. Il a forcément fait des ravages parmi des dizaines, peut-être même des centaines d'enfants », accuse Benoit. Le père Paul Valentin le reconnaît volontiers : « Compte tenu de son mode opératoire de prédateur, ça me paraît compliqué de penser qu'on connaît aujourd'hui toutes ses victimes. » En plus des sept élèves de Saint-Michel-de-Picpus, la CRR a d'ailleurs identifié deux autres victimes pendant son passage à Notre-Dame-d'Orveau.

Le 5 juin 2024, la Congrégation de Sainte-Croix a pris l'initiative de réunir, pour la première fois, dans les locaux de l'enseignement catholique à Paris, les sept victimes du père Jean Proust à Saint-Michel-de-Picpus indemnisées par la CRR à ce jour. Du groupe de copains, seuls Bruno Van Overtveld et Jean-Manuel ont répondu présent. Le père Paul Valentin était là, Elodie Brian aussi. Un représentant de l'association des anciens élèves de Saint-Michel-de-Picpus avait également

fait le déplacement. Les deux amis en sont sortis frustrés et en colère. « Il ne suffit pas de faire des chèques pour acheter le silence », engrange encore aujourd'hui Jean-Manuel.

Au moins deux engagements, écrits noir sur blanc dans le protocole d'accord, n'ont, à leurs yeux, pas été respectés : celui de « relayer un appel à témoignage » et celui de « proposer une démarche mémorielle avec l'établissement de Saint-Michel-de-Picpus ». Le père Paul Valentin plaide coupable pour la dernière requête : « Oui, je reconnaît que, pour plusieurs raisons, je me suis laissé déborder, mais je compte bien pouvoir organiser ce moment de mémoire d'ici au mois de juin », confie-t-il.

Concernant l'appel à témoignage, seul un message aurait été publié durant quelques semaines sur le site de l'association des anciens élèves de Saint-Michel-de-Picpus (on ne peut y accéder que si l'on a payé une contribution de 15 euros). De son côté, le père Paul Valentin assure que la direction a aussi inséré un « bandeau » sur le site Internet de l'établissement entre 2019 et 2020. « Mais je n'ai pas vérifié si cela avait été fait », reconnaît-il. Pourquoi la direction de Saint-Michel-de-Picpus s'est-elle autant tenue à distance de l'affaire ? Marie-Astrid Courtoix-Escalle, directrice de 2017 à 2023, a répondu au Monde par SMS : « Je ne suis plus chef de l'établissement. Je suis en retraite. Je vous invite à vous rapprocher du père Paul Valentin de la congrégation de Sainte-Croix. »

En février 2019, quand le père Romuald Fresnais vient recueillir les confessions du père Jean Proust au Mans, il rencontre un vieux monsieur de 92 ans, hospitalisé, mais qui a toute sa tête. « Il a reconnu immédiatement les faits, comme s'il attendait ce moment depuis longtemps. Mais il était aussi dans une forme de déni, il ne mesurait pas vraiment la gravité des actes dont on l'accusait. » Il lui demande s'il y a eu des viols, des pénétrations. « Non », a répondu le père. « Je suis convaincu qu'il disait la vérité... », assure aujourd'hui le père Romuald Fresnais.

La congrégation lui a retiré son ministère, lui interdisant de célébrer la messe en public et d'entendre des confessions. Et, quelques jours plus tard, Bruno Van Overtveld a reçu une lettre manuscrite de Jean Proust, en date du 10 mars 2019. Elle ne lui est pas adressée personnellement, comme si elle avait vocation à servir à plusieurs victimes. « Oui, je reconnais que dans les écoles et collèges où mes supérieurs religieux m'avaient placé, j'ai trahi leur confiance en blessant profondément des enfants dans leur innocence, dans leur conscience, dans leur âme. J'ai perdu le souvenir des noms et des circonstances dans lesquelles se sont produits les faits, mais le remords pèse toujours sur ma conscience. Je m'adresse à vous qui n'avez pas oublié ce que vous aïez subi et qui en souffrez depuis de longues années, et je sais que vos souffrances sont plus grandes que les miennes. (...) Si c'est trop difficile pour vous de me pardonner, je vous demande de me faire la charité d'une prière. Moi aussi je prie pour vous, comme je l'ai fait bien souvent au long des années passées (...). »

Benoit a reçu cette même lettre, mais il n'a jamais voulu la lire. « Je ne lui pardonnerai jamais », dit-il aujourd'hui. Quelques semaines plus tard, le père Jean Proust sera entendu par la police pendant trois heures. Il mourra le 19 mars 2022, à 95 ans. Aujourd'hui, sur le site Dans nos coeurs, sous l'avis de décès publié par l'Eglise catholique, on peut lire : « Pour rendre hommage à Jean Proust et transmettre votre soutien, témoignez votre présence en plantant un arbre en sa mémoire. » ■

GRÉGOIRE BISEAU

QUESTIONS POLITIQUES

dimanche 12h-13h

CARINE BÉCARD



Sarah Knafo,
députée européenne
Reconquête



franceinfo:
TV canal 27

avec Alix Bouilhaguet
et Françoise Fressoz

Le Monde

photo : © Christophe Abramowitz / RF

Grèves : vers une semaine tendue sur les rails

Les mouvements sociaux pourraient perturber le trafic des trains du lundi 5 mai au dimanche 11 mai

Des dizaines de réunions entre la direction de la SNCF et les syndicats n'auront pas suffi à déminer le conflit social. Il est désormais certain que des agents de l'entreprise seront en grève la semaine du lundi 5 mai, sans qu'il soit pour l'heure possible d'anticiper l'étendue des perturbations pour le grand week-end du 8-Mai.

Il faudrait parler de grèves, au pluriel, puisque deux des quatre organisations syndicales représentatives de l'entreprise historique ont engagé des mouvements distincts. SUD-Rail enjoint les contrôleurs (les agents de service commercial des trains, ou ASCT dans le jargon maison) de cesser le travail les 9, 10 et 11 mai, et les conducteurs à débrayer le 7 mai. La CGT, elle, « appelle à l'action tous les contrôleurs ou agents de conduite à partir du 5 mai ».

Les mouvements sont distincts, mais ils ne sont pas sans lien. Début avril, SUD-Rail a déposé en premier un préavis de grève que le syndicat assure avoir « coconstruit » avec le Collectif national ASCT (CNA), un groupe informel et redouté de contrôleurs, qui s'est fédéré sur Facebook et a été à l'origine de grèves perturbatrices en 2022 et en 2024. Le CNA assure, de son côté, être à l'initiative du mouvement. Mais, aussi puissant qu'il soit, ce collectif ne peut déposer de préavis de grève, une prérogative dont jouissent seulement les quatre syndicats représentatifs de l'entreprise historique.

Après un temps de flottement, la CGT a finalement déposé son propre préavis, sur des revendications proches, mais pour un mouvement prévu quelques jours avant celui de son homologue contestataire, SUD-Rail. La CGT – qui n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde* – « a cherché à se démarquer de SUD-Rail, sans prendre fait et cause pour le CNA, tout en étant présente dans le conflit naissant », analyse une source syndicale de l'entreprise.

Les agents grévistes sont tenus de déposer leur « déclaration individuelle d'intention » (D2i) au plus tard quarante-huit heures avant de cesser le travail. Le plan de circulation pour la semaine



A la gare de Modane (Savoie), le 31 mars. JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP

sera esquissé dimanche 4 mai par la direction de SNCF Voyageurs, la filiale du groupe qui fait rouler les trains. Mais, d'ores et déjà, plusieurs sources chez les syndicats et chez les cadres de l'entreprise anticipent qu'en début de semaine le trafic ne sera que peu perturbé, notamment sur les TGV, compte tenu du nombre de D2i déjà déposées.

Un logiciel très critiqué

Sur le reste de la semaine, et en particulier pour le pont du 8-Mai, les premières remontées suggèrent que le mouvement sera plus fort chez les conducteurs des transiliens et TER que chez ceux des TGV. En revanche, dans les trains à grande vitesse, SUD-Rail anticipe un fort taux de grévistes des contrôleurs, en particulier sur l'axe Sud-Est.

Même si les grévistes étaient majoritaires chez les contrôleurs, la direction se dit « plutôt confiante » sur le nombre de trains en circulation, car elle peut faire appel à des agents d'autres services (des volontaires accompa-

gnateurs occasionnels, VAO) pour pallier l'absence des grévistes. « Les VAO se précipitent par centaines parce qu'ils sont très bien payés. La direction casse la grève au mépris de la sécurité », déplore Olivier, porte-parole du Collectif national ASCT, qui souhaite que son nom de famille soit tu, n'étant pas protégé par le droit syndical.

Depuis que ces préavis ont été déposés, les directions de la SNCF et de sa filiale SNCF Voyageurs ont donné des gages aux salariés sur les conditions de travail qui portent essentiellement sur l'utilisation d'un logiciel de planification des ressources qui fait l'unanimité contre lui, car imposant de trop nombreuses modifications de planning de dernière minute.

« On travaille les week-ends et les jours fériés. Cette flexibilité fait partie de notre métier, on l'accepte. Mais, avec ce logiciel, on est de fait à disposition vingt-quatre heures sur vingt-quatre, au détriment de nos vies de famille, de nos vies personnelles », déplore Olivier du CNA, ajoutant qu'il s'agit là de la

cause principale du mouvement. « La variabilité du planning est perçue comme trop forte. Ce ressentiment est réel et nous l'entendons », reconnaît la direction. En conséquence, elle s'est engagée à ce que les agents aient une visibilité à six mois sur leurs congés. Quant aux horaires des journées travaillées, il faudra attendre un audit externe et une reconfiguration dudit logiciel, commercialisé par une entreprise canadienne.

Coup d'après

En revanche, la direction est restée inflexible sur les revendications sur l'avancement et sur les salaires, qui sont perçues comme corporatistes, voire illégitimes. « Depuis 2022, alors que l'inflation a progressé de 14,1 %, la rémunération moyenne, en comptant tous les éléments qui contribuent à accroître la paie des cheminots, y compris les 2,2 % d'augmentation générale pour 2025, aura ainsi progressé de 19,6 % », a écrit le PDG de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, dans une lettre adressée mardi 29 avril à l'ensemble des sala-

La direction est restée inflexible sur les revendications salariales, perçues comme corporatistes, voire illégitimes

riés. Cette dernière était destinée à les convaincre de ne pas perturber le service afin de « ne pas briser la confiance accordée » à la SNCF, qui évolue désormais « dans un monde concurrentiel ». « Lâcher maintenant, c'est semer les graines de gros problèmes ultérieurs », résume une source proche de la direction, où l'on redoute que le CNA fasse des petits dans d'autres catégories de personnels. Le Collectif national ASCT, lui, a prévenu sur son site Internet qu'il jouait son va-tout : « Si nous ne sommes pas massivement dans l'action, cela aura pour

conséquence une diminution du rapport de force que nous avons créé avec ce collectif. La direction sera en position de force et ne lâchera rien. »

Le CNA comme les syndicats contestataires pensent déjà au coup d'après. « S'il y a du monde dans le mouvement, on va essayer de poursuivre. En intersyndicale, c'est compliqué, mais on va essayer », avance Fabien Villedieu, de SUD-Rail. La CGT, elle, a déjà prévu un nouveau mouvement, dès le jeudi 5 juin.

Quant au CNA, il prévient : « Nous ne voulons pas faire grève, mais la direction ne négocie que sous la pression. Cette fois-ci, on a prévenu un mois en avance. Si nous ne sommes pas entendus, la prochaine fois on sera beaucoup plus méchants et on ne préviendra pas. » Ces hypothétiques prochains conflits ne concerneront sans doute pas Jean-Pierre Farandou : il quittera la SNCF après l'assemblée générale de l'entreprise qui désignera celui ou celle qui lui succédera. ■

JONATHAN PARIENTÉ

En début de semaine, le trafic ne devrait être que peu perturbé, notamment sur les TGV

Les concurrents des trains SNCF, grands gagnants de la grève

La société italienne de chemin de fer Trenitalia, les compagnies de bus et de covoiturage ont enregistré une hausse de leurs réservations

Comme à chaque grève à la SNCF, la concurrence se frotte les mains. Alors que le mouvement social se précise tout au long de la semaine du lundi 5 au dimanche 11 mai, les voyageurs qui avaient réservé un billet de l'entreprise publique, inquiets des potentielles annulations de trains, s'empressent de changer leurs plans pour le week-end prolongé permis par le pont du 8-Mai.

Selon la plateforme de réservation en ligne Kombo, les annulations de billets sur les trajets SNCF ont bondi depuis quelques jours. Au profit de tous les rivaux, qu'ils soient ferroviaires ou non. Pré-

sente de manière limitée sur l'axe Paris-Lyon (cinq rotations par jour), la société de chemin de fer italienne Trenitalia a, par exemple, enregistré une hausse de 20 % de ses réservations pour le jeudi 8 mai, selon Kombo.

Les sociétés de bus et de covoiturage sont également les grandes gagnantes du conflit social à la SNCF. La compagnie de bus allemande FlixBus fait état d'une hausse de 45 % des réservations sur l'ensemble de la semaine par rapport à la même période, en 2024, sur plusieurs liaisons entre Paris et des villes normandes, comme Rouen ou Le Havre, ainsi que dans le sud-ouest de la France.

Une progression qui peut, certes, s'expliquer par un transfert de voyageurs de la SNCF vers ses autocars mais aussi par un calendrier favorable permettant aux salariés de bénéficier d'un pont du 8-Mai généreux. FlixBus relève également une augmentation de 30 % des recherches sur son site Internet pour ce week-end prolongé. Et assure avoir « la possibilité d'ajouter des trajets et quelques bus sur certaines lignes en tension si nécessaire au dernier moment ».

BlaBlaCar enregistre, de son côté, sur ses lignes de bus de longue distance, une progression de 20 % des réservations par rapport à 2024, et envisage d'augmenter

l'offre de trajets. L'entreprise précise avoir identifié vingt lignes sur lesquelles elle peut doubler l'offre « au dernier moment, en fonction de l'impact de la grève », comme « Paris-Marseille, Paris-Nice, Paris-Caen, Paris-Nantes, Paris-Rennes, Paris-Toulouse ».

Dernière minute

Disposant d'une flotte de plus de 320 cars en service, BlaBlaCar assure pouvoir monter à 400 cars avec l'aide de ses partenaires. Au sein de sa branche covoiturage, l'entreprise française observe, pour le moment, une augmentation de 50 % des recherches sur le site Internet pour des trajets

la semaine prochaine, et table sur une hausse des réservations comprise entre 30 % et 50 % entre le 7 et le 11 mai.

Les compagnies aériennes n'observent pas, quant à elles, de hausse significative de leurs réservations. « Nos clients réservent longtemps à l'avance pour bénéficier des meilleurs prix. Au vu de la période de ponts, nos taux de remplissage étaient donc déjà élevés », explique la compagnie à bas coût easyJet.

Même son de cloche à Air France, dont « la plupart des vols étaient déjà complets au regard de la période », même si la compagnie hexagonale note « une légère

hausse de la demande sur les dernières places disponibles ».

Enfin, si le comparateur de location de voiture Carigami n'a pas observé de mouvement notable depuis la mi-avril, il estime toutefois que les consommateurs pourraient se tourner vers des réservations de véhicules à la dernière minute. Comme lui, tous ces acteurs affirment que les données devraient évoluer lorsque les trains annulés seront annoncés. Les usagers devraient être fixés sur leur trajet vingt-quatre heures avant le début de la grève, soit dans la journée du dimanche 4 mai. ■

NOA JACQUET

Du nucléaire à la dette, les chantiers de Bernard Fontana à la tête d'EDF

Le PDG du groupe public doit prendre officiellement ses fonctions lundi 5 mai. Il devra piloter une série de dossiers complexes, de la construction de nouveaux réacteurs nucléaires à la relance de l'hydroélectrique

Bernard Fontana n'a pas encore officiellement pris ses fonctions qu'un monceau de dossiers attend déjà le futur président-directeur général du groupe public EDF (quelque 191 000 salariés). Ou plutôt «edf», comme le dit l'intéressé, façon de rappeler la signification de ces trois lettres, bien connues dans tout le pays, depuis huit décennies : Electricité de France.

C'est à l'issue de l'assemblée générale de l'électricien, fixée au lundi 5 mai par l'Etat actionnaire, que le dirigeant de 64 ans pourra effectuer ses débuts formels, par décret du président de la République, Emmanuel Macron. L'Elysée l'avait proposé à ce poste dès le 21 mars, dans un communiqué lapidaire, sans même prendre le temps de mentionner Luc Rémont, non reconduit au bout d'une peine plus de deux ans de mandat.

Au regard des défis qui se dressent devant lui, Bernard Fontana assure avancer sans «vertige», comme il l'a déclaré, mercredi

30 avril, d'abord auditionné par la commission des affaires économiques du Sénat, puis par celle de l'Assemblée nationale. Un grand oral (55 voix pour, 40 contre) obligatoire, conformément à l'article 13 de la Constitution.

Continuer à redresser la production nucléaire

Le polytechnicien l'a écrit noir sur blanc aux parlementaires, dans des réponses de 28 pages à un questionnaire préalable, vendredi 25 avril. Puis il l'a exprimé à l'oral, cinq jours plus tard. La première de ses priorités, en tant que patron d'EDF, sera de «poursuivre le rétablissement de la production du parc nucléaire» français, principale source électrique du pays.

C'est-à-dire de faire en sorte que les 57 réacteurs aujourd'hui exploités par l'entreprise, répartis dans 18 centrales, retrouvent «des niveaux cohérents avec les meilleurs standards internationaux». Optimisation des périodes

d'arrêt pour maintenance, espacement des cycles de recharge en uranium, voire augmentation de puissance pour certains équipements... des pistes existent. Soit pour réparation, soit pour contrôle, un phénomène de corrosion sur certaines tuyauteries avait réduit la disponibilité des réacteurs français en 2022, et donc leur production, avant même l'arrivée de Luc Rémont : 279 térawattheures (TWh) sur l'ensemble de l'année. Après une remontée en 2023 (320 TWh) et 2024 (près de 362 TWh), EDF vise, depuis janvier, une fourchette comprise entre 350 et 370 TWh pour 2025, comme pour 2026 et pour 2027. Voir 400 TWh à l'horizon 2030, niveau jamais plus atteint depuis 2015.

S'accorder avec les clients de l'industrie

Pour avoir occupé la vice-présidence du sidérurgiste ArcelorMittal, puis été à la tête du cimentier

Holcim, Bernard Fontana «aime l'industrie». Aux commandes d'EDF, il devra rapidement trouver «des marges de manœuvre» pour conclure de nouveaux contrats de fourniture d'énergie avec les industriels électro-intensifs, ces clients dont l'activité (chimie, sidérurgie, ciment, verre...) nécessite une forte consommation électrique. Comme prévu par la loi de décembre 2010, le mécanisme obligeant l'opérateur à vendre une partie de sa production nucléaire à prix cassé disparaîtra au 1er janvier 2026.

Malgré une relative liberté commerciale, les discussions menées par Luc Rémont ont achoppé sur le futur prix de vente des électrons. De quoi exaspérer l'Etat actionnaire, qui impose à EDF des injonctions contradictoires. D'un côté, être rentable. De l'autre, vendre son courant à un prix abordable. «C'est plus que jamais en tant qu'entreprise que le groupe EDF doit aborder l'avenir», écrivait Luc Rémont, le 30 avril, dans un courriel d'adieu aux salariés, consulté par *Le Monde*. Sous-entendu : en tant qu'entreprise refusant de brader son électricité, dans un marché libéralisé.

Lancer la construction de nouveaux réacteurs

Depuis 2015, Bernard Fontana a eu le temps de se familiariser avec le nucléaire, puisqu'il s'apprête maintenant à quitter Framatome, filiale d'EDF spécialisée dans les chaudières de réacteurs.

Charge à lui, désormais, de «maîtriser les délais et les coûts» dans leur ensemble, pour lancer le nouveau programme nucléaire de l'électricien national : soit au moins six réacteurs de grande puissance à faire sortir de terre, voire huit autres par la suite, tels

Fin 2024, l'endettement financier net d'EDF dépassait encore 54 milliards d'euros

la libéralisation des marchés de l'énergie, le groupe français refuse d'ouvrir à la concurrence l'exploitation de ses grands barrages.

Jusque-là, ce blocage juridique empêche tout chantier significatif, notamment pour des stations de transfert d'énergie par pompage, système permettant de stocker l'électricité renouvelable. Or, non seulement EDF est l'unique exploitant du parc nucléaire dans l'Hexagone, mais c'est aussi le principal hydraulicien du pays, pour un mix de production déjà très largement bas carbone. A condition de «maintenir le contrôle de l'outil industriel», le dirigeant se dit prêt à un «effort» sur «la tarification d'une partie raisonnable de la production» hydroélectrique.

Sur un tout autre registre, il entend «mener à bien les projets d'éolien en mer déjà attribués à EDF en France», un domaine encore à ses prémices.

Supporter la dette

Fin 2024, l'endettement financier net d'EDF dépassait encore 54 milliards d'euros. «La dette du groupe devrait s'accroître compte tenu des besoins de financement du nouveau programme nucléaire français», estime Bernard Fontana, dans ses réponses écrites aux parlementaires. D'après lui, la capacité de l'électricien national à investir malgré tout demandera trois choses : renforcer son «efficacité opérationnelle», c'est-à-dire produire plus de courant ; réservé les injections de capital aux projets «les plus essentiels et les plus rentables» ; mais aussi trouver «les modalités de financement et de partage de risque des grands projets industriels», y compris avec l'Etat, redevenu actionnaire unique en juin 2023. ■

ADRIEN PÉCOUT



MATIÈRES PREMIÈRES

PAR LAURENCE GIRARD

La brutale chute du brut

Le prix du baril oscille au fil de l'info. Ces derniers jours, il hésitait entre des anticipations contradictoires. D'un côté, les marchés spéculaient sur la décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (OPEP+), attendue samedi 3 mai, de continuer à desserrer le robinet de leur production en juin. Et qui dit flux de barils supplémentaires dit reflux des cours. De l'autre, les investisseurs buvaient les déclarations de Donald Trump, dont le robinet de la parole est constamment ouvert à haut débit.

Or, à la suite du report d'une réunion dans le cadre des négociations sur le nucléaire entre l'Iran et les Etats-Unis, le président américain n'a pas manqué de réagir sur son réseau Truth Social, jeudi 1er mai. Il a assuré vouloir «immédiatement» renforcer les sanctions touchant les acheteurs de pétrole iranien. Un coup de pression de nature, elle, à faire rebondir la cotation de l'or noir.

En début de séance, vendredi 2 mai, le prix du baril de brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, naviguait donc entre deux eaux et glissait légèrement aux alentours de 61,80 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), épousait la même trajectoire et passait sous la barre des 59 dollars, avant de fluctuer.

Coup de grisou

Depuis le début de l'année, l'or noir dévisse : il a perdu près de 17 % de sa valeur. Brutale chute du brut. Un coup de pompe du pétrole qui regonfle le moral des automobilistes. Et qui pourrait durer, pour leur plus grand bonheur, selon les prévisions de la

Banque mondiale, dévoilées mardi 29 avril. Elles tablent sur un prix moyen du Brent de 60 dollars en 2026, après les 64 dollars de cette année, à comparer aux 81 dollars atteints en 2023.

Pour justifier ce postulat d'un nouveau repli, l'institution anticipe un ralentissement de la demande mondiale de pétrole. En ligne de mire, l'accélération de l'adoption des véhicules électriques ou hybrides en Chine. Mais aussi le coup de frein donné à la croissance économique de la planète secouée par la guerre commerciale menée tambour battant par Donald Trump. En 2025, elle estime le surplus de pétrole par rapport à la demande à 0,7 million de barils par jour.

Le prix du charbon serait aussi au fond de la mine, comme pulvérisé par un coup de grisou, plongeant de 27 %. Globalement, le coût de l'énergie qui avait explosé en 2022, alimentant la vague d'inflation, devrait décliner de 17 % cette année, atteignant un plus bas depuis cinq ans, et reculer encore de 6 % en 2026.

La Banque mondiale prédit également une baisse, mais plus modérée, du prix des aliments, avec un fléchissement de 7 % cette année, puis de 1 % en 2026.

Dans ce contexte baissier, l'or progresse à contresens, et profite du désordre mondial, pour voler de record en record. Même si, cette semaine, il a perdu un peu d'altitude, son cours affiche une envolée de 23 % depuis le début de l'année. Au final, la

CONJONCTURE L'activité portugaise a reculé au premier trimestre

Le produit intérieur brut du Portugal a reculé de 0,5% au premier trimestre, contre une hausse de 1,4% au dernier trimestre 2024, selon les chiffres officiels publiés vendredi 2 mai. Le pays est pénalisé par la baisse de la demande extérieure et la stagnation de la demande intérieure. — (AFP)

Le chômage stable en avril aux Etats-Unis

Le taux de chômage est resté stable en avril aux Etats-Unis, à 4,2%, selon des données officielles publiées vendredi 2 mai. La première économie mondiale a créé ce mois 177 000 emplois. — (AFP)

TECH TikTok condamné à 530 millions d'euros d'amende par l'UE

TikTok a été condamné, vendredi 2 mai, à 530 millions d'euros d'amende pour avoir échoué à garantir une protection suffisante des données personnelles des Européens en Chine, d'où elles sont accessibles. Cette sévère amende est prononcée par l'Autorité de protection des données irlandaise, qui agit au nom de l'Union européenne, car le siège européen de TikTok se trouve en Irlande. — (AFP)

TRANSPORTS SNCF Voyageurs présenti pour exploiter la ligne L en région parisienne

SNCF Voyageurs a été désigné, vendredi 2 mai, par Ile-de-France Mobilités comme «candidat présenti» pour exploiter la ligne L, qui relie Paris-Saint-Lazare à Versailles et qui était la première ligne de train de banlieue soumise au processus d'ouverture à la concurrence. — (AFP)

OBJETS D'ÉCRITURE

CARNET,
STYLO
ET CRAYONS
À OFFRIR



CARAN D'ACHE

Le Monde | Boutique

REPORTAGE

NUUK - envoyée spéciale

Assis dans son salon, à la lisière de Nuuk, la capitale groenlandaise, ce jour de mars, Casper Frank Moller a les yeux qui brillent quand il parle de son entreprise. Né au Groenland, il a grandi au Danemark, avant de revenir à Nuuk, en 2024, un master en innovation et entrepreneuriat en poche. Juste avant l'été, il y a créé une petite compagnie de tourisme, avec deux copains. De la pêche à la mouche à l'observation des baleines, en passant par la découverte des fjords, Raw Arctic propose des expériences personnalisées conçues pour des touristes aisés. Le succès a été immédiat. Aujourd'hui, la start-up emploie 14 personnes. «Nous sommes probablement une des compagnies qui a crû le plus vite en 2024», dit fièrement le jeune patron de 27 ans.

Pour Casper Frank Moller, pas de doute: le tourisme est «l'avenir» du Groenland. Il ne cesse de le répéter, même s'il admet que l'idée a encore un peu de mal à faire son chemin sur l'île, grande comme quatre fois la France et dont l'économie dépend encore largement de la pêche, qui représente plus de 90 % de ses exportations. Une aberration, selon le PDG, qui critique l'impact sur l'environnement d'une activité qu'il juge peu durable, alors que, déjà, le réchauffement climatique, quatre fois plus rapide au Groenland que dans le reste du monde, tarit les stocks. Lui promeut «un tourisme de qualité, pas de quantité».

Il n'est pas le seul. Alors que le Groenland et ses 56 500 habitants s'apprêtent à accueillir un nombre record de visiteurs cette année, le territoire autonome danois veut faire du tourisme un des piliers de son développement économique, pour servir à terme de plateforme à ses aspirations indépendantistes, tout en évitant le piège du surtourisme, qui risquerait de ternir ses atouts: des paysages à couper le souffle, une nature vierge, et «le silence absolu», ajoute le capitaine Erik Palo Jacobsen, patron de la petite société Arctic Boat Charter.

MANQUE D'INFRASTRUCTURE

Pour le moment, les arrivées sont encore modestes. En 2023, 130 000 touristes étrangers se sont rendus au Groenland. Certes, le chiffre est en hausse de 46 % par rapport à 2019, avant la pandémie de Covid-19. Mais il reste dérisoire, comparativement, par exemple, aux 2,2 millions de personnes qui ont visité l'Islande voisine, la même année. Le manque d'infrastructure en est largement responsable. Jusqu'à présent, seules deux compagnies aériennes desservaient l'île: Air Greenland, au départ de Copenhague, avec une escale à Kangerlussuaq, et Icelandair depuis Reykjavik.

L'inauguration d'un nouvel aéroport, à Nuuk, le 28 novembre 2024, avec une piste d'atterrissement de 2200 mètres, contre 950 mètres pour le précédent, ouvre de nouvelles possibilités. A partir du 14 juin, la compagnie United Airlines assurera deux vols par semaine, entre l'aéroport américain de Newark (New Jersey) et la capitale groenlandaise. Scandinavian Airlines proposera trois vols hebdomadaires au départ de Copenhague, à compter du 27 juin. Par ailleurs, l'aéroport d'Illulissat, une des principales attractions touristiques du Groenland avec son fjord classé au Patrimoine de l'Unesco, est en train d'être rénové, tandis qu'un nouvel aéroport ouvrira ses portes à Qaqortoq, dans le sud de l'île, en 2026.

Le potentiel est énorme, d'autant que l'île a profité d'une attention inespérée, depuis le dé-



Un bateau de la compagnie Nuuk Water Taxi transporte des touristes dans le fjord de Nuuk, le 11 mars. JULIETTE PAVY/HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

PLEIN CADRE

Le Groenland veut éviter le surtourisme

Alors que le territoire autonome danois doit accueillir cette année un nombre record de visiteurs, le Parlement a adopté une loi visant à encourager les entreprises locales et un tourisme durable



but de l'année, se retrouvant bien malgré elle sous les projecteurs, à la suite des déclarations incessantes de Donald Trump et de la visite de son fils, Don Jr, le 7 janvier, puis de son vice-président, J. D. Vance, le 28 mars. «Jamais nous n'avions vu autant de journalistes étrangers que ces trois derniers mois», raille Jorgen Bay-Kastrup, le directeur de l'Hôtel Hans Egede, une institution à Nuuk. Résultat: selon une enquête réalisée par l'office du tourisme du Groenland et publiée le 3 mars, 75 % des entreprises du secteur ont constaté une hausse des réservations.

Les objectifs fixés par le gouvernement sont ambitieux. D'ici à 2035, le tourisme doit représenter 40 % de la valeur des exportations de l'île (en 2023, celles-ci étaient de 6 milliards de couronnes danoises, soit 800 millions d'euros) et employer 2 000 personnes, contre un millier aujourd'hui. Pour y parvenir, le nombre d'arrivées va devoir doubler. Cela requiert d'énor-

mes investissements, notamment pour accroître les capacités d'hébergement. Il va aussi falloir embaucher: ces dernières années, le manque de main-d'œuvre a été comblé par l'arrivée de plus de 1 600 travailleurs asiatiques, employés dans les hôtels et les restaurants de l'île.

Mais si le Groenland veut attirer les visiteurs, il semble bien déterminé à éviter le surtourisme, partout en expansion et aujourd'hui remis en cause dans le monde entier. Chercheuse à l'université d'Aalborg, au Danemark, Carina Ren, spécialiste du tourisme en Arctique, y voit «un changement de paradigme». «Alors que les premières tentatives de développer le secteur, il y a dix ans, étaient très largement fondées sur la perspective du volume, avec la construction d'infrastructures, comme les nouveaux aéroports, et la baisse des prix, en supprimant, par exemple, la taxe de séjour, l'idée d'accroître le tourisme a été remplacée, ces cinq ou six dernières années, par celle de faire du meilleur tourisme», explique-t-elle.

TOURISME D'AVVENTURE
Cette idée s'est concrétisée en novembre 2024, avec l'adoption d'une loi visant à réguler l'activité des tour-opérateurs. Pour exercer une activité au Groenland, ceux-ci doivent désormais obtenir une licence, qui exige qu'ils suivent un certain nombre de règles de sécurité, mais aussi que les deux tiers du capital de la société soient détenus par des personnes installées au Groenland. Par ailleurs, la loi donne la possibilité

aux communes d'établir des zones, en mer ou sur terre, plus ou moins accessibles aux compagnies de tourisme.

«La stratégie, adoptée par le gouvernement, met l'accent sur le tourisme d'aventure, et non sur le tourisme de masse, et sur le développement durable», précise Naaja Nathanielsen, ministre de l'économie et du commerce depuis 2021, renouvelée dans ses fonctions le 29 mars. Le but est de «faire en sorte que le tourisme profite à tout le Groenland et à tous les Groenlandais», explique Mme Ren, qui y voit une «initiative audacieuse», dans un contexte où de «nombreuses destinations dans le monde ou en Europe se demandent comment réagir face à la surfréquentation touristique».

Capitaine au long cours, qui propose, depuis 2008, des excursions en mer, à bord de son bateau *M/S Sterna*, où il emmène souvent des scientifiques, quand il ne transporte pas des sommités étrangères, Erik Palo Jacobsen soutient la loi. Se qualifiant d'«idéaliste», ce conteur de talent, âgé d'une soixantaine d'années, prône un tourisme respectueux de l'environnement, alors qu'il constate l'impact du changement climatique: «Les glaciers fondent, la météo et le comportement des animaux sont de plus en plus imprévisibles.» Si lui aussi pense que le tourisme est l'avenir du Groenland, il met en garde: «Nous n'avons pas besoin de nous précipiter. Dans l'Arctique, tout pousse doucement, mais résiste», dit-il.

Erik Palo Jacobsen est particulièrement en colère contre les ba-

teaux de croisière, qui voguent dans les fjords et envahissent les petits villages. En 2023, le nombre de croisiéristes à débarquer sur l'île a augmenté de 73 %, donnant lieu à des situations ubuesques, comme le 5 août, quand deux paquebots ont accosté en même temps à Qaqortoq, déversant plus de 4 200 touristes, dans cette ville de 3 000 habitants. En septembre 2023, l'*Ocean Explorer*, un bateau de croisière de luxe, comptant 206 passagers et membres d'équipage, a dû être renfloué, après s'être échoué dans l'Alpefjord, dans le parc national du nord-est du Groenland, où il est resté coincé trois jours.

Ce tourisme de masse rapporte peu au territoire autonome. Alors que les visiteurs arrivés en avion dépensent en moyenne 19 150 couronnes danoises pour un voyage au Groenland, les croisiéristes n'y laissent qu'un peu plus de 2 000 couronnes. Le 25 juillet 2024, à Illulissat, plusieurs compagnies de tourisme locales ont bloqué le port, pour

protester contre les navires de croisière, accusés de n'utiliser que des tour-opérateurs étrangers et leurs propres guides. La réforme de novembre 2024 est une manière d'y répondre.

Mais elle ne fait pas l'unanimité. En amont du vote, elle a été très critiquée par les plus gros voyageurs, dont les capitales proviennent en général du Danemark. Or, la nouvelle loi impose que les deux tiers des financements soient locaux. Patron de l'Association des entreprises groenlandaises, Christian Keldsen dénonce une «nationalisation» du secteur. «Cela pourrait être acceptable s'il y avait des investisseurs au Groenland, ou du chômage. Mais ce n'est pas le cas», défend-il.

Pour Jorgen Bay-Kastrup, «c'est se défendre de la mauvaise façon». «Pour que le tourisme se développe, il faut des investisseurs prêts à prendre des risques et les petits voyageurs locaux ne peuvent pas investir, parce que la banque ne finance pas un prêt pour une activité aussi risquée», estime le directeur de l'Hôtel Hans Egede.

L'accès aux capitaux est compliqué, reconnaît le patron de Raw Arctic, Casper Frank Moller: «Il faut de l'argent pour démarrer, surtout quand vous proposez des excursions, dans un pays où il n'y a pas de routes, et qu'il faut prendre le bateau.» Lui et ses amis ont eu de la chance: un riche Groenlandais, ayant fait fortune dans la pêche à la crevette, leur a avancé une partie des 200 000 euros nécessaires pour l'achat d'une embarcation. Le reste a été financé par l'agence publique d'investissement Nalik Ventures.

«La courbe d'apprentissage risque d'être raide», admet le directeur de l'agence, Thomas «Tyt» Mogensen. Mais le Groenland, en comparaison avec d'autres destinations dans l'Arctique, comme l'Islande, dispose d'un avantage, estime-t-il: «Nous avons encore la possibilité de choisir quelle sorte de tourisme nous voulons développer.» Avec une ambition: mettre au point un modèle de tourisme responsable, capable de générer des revenus pour l'île et ses habitants, tout en évitant ses effets les plus néfastes. ■

**En 2023,
un bateau de
croisière de luxe
a dû être
renfloué, après
s'être échoué
dans l'Alpefjord,
dans le nord-est
du pays**

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Michel Aglietta

Economiste

Michel Aglietta, mort le 24 avril, à l'âge de 87 ans, faisait partie de ces économistes, si rares, qui développent une pensée systémique pour déchiffrer et dévoiler, au sens premier du terme, les ressorts profonds des transformations structurelles de nos économies.

Né en 1938, formé à l'Ecole polytechnique, administrateur de l'Insee à partir de 1965 avec un intermède de deux ans à Harvard, docteurat de Raymond Barre à la Sorbonne, Michel Aglietta a 38 ans quand paraît, en 1976, *Régulation et crises du capitalisme* (Calmann-Lévy). Cet ouvrage fait de lui un des cofondateurs, avec Robert Boyer, de la théorie de la régulation, c'est-à-dire d'une méthode scientifique qui plante ses racines dans toutes les formes d'économie, l'histoire et les sciences sociales pour analyser les dynamiques du capitalisme, ses spécificités nationales, ses crises et ses mutations.

Michel Aglietta était un bâtisseur, ou plutôt, pour citer sa vision de l'enseignement, un «jardinier», de ceux qui laissaient chacun trouver et cultiver sa voix. En 2016, dans son discours de réception de la Légion d'honneur, il nous rappelait combien cette attitude était consciente. Pour lui, enseigner, «c'est aider les jeunes à développer leurs ressources internes de créativité qui leur permettront de conduire leurs projets de vie [en faisant] prendre forme aux idées qu'ils portent, guider si on le peut la recherche des réponses à leurs interrogations et surtout ne pas imposer des vues sous le prétexte de l'autorité du savoir».

Il fut, en ce domaine, un jardinier à la main particulièrement verte, comme directeur de près de 50 thèses, comme membre de jury ou professeur, et auprès de ceux qui l'ont lu. Son demi-siècle

de vie en économiste a rendu féconds beaucoup d'entre nous.

C'était aussi un jardinier fructueux du jardin des idées. Auteur prolifique, souvent en collaboration mais jamais en bande, il se mettait des idées nouvelles, les enrichissait par greffe et hybridation, pour formuler des solutions vers un monde durable. Michel Aglietta a eu le souci permanent de proposer des modélisations pour éclairer les choix collectifs.

La prévision lui doit des modèles à plusieurs milliers d'équations: FIFI à l'Insee, dans les années 1960, pour comprendre les dynamiques de moyen terme de l'économie française; Mimosa au Centre d'études prospectives et d'informations internationales et à l'Observatoire français des conjonctures économiques, dans les années 1980, pour rendre compte des dynamiques macrofinancières internationales; puis Ingénue, dans les années 1990, sur l'interaction des dynamiques démographiques et économiques.

Un visionnaire

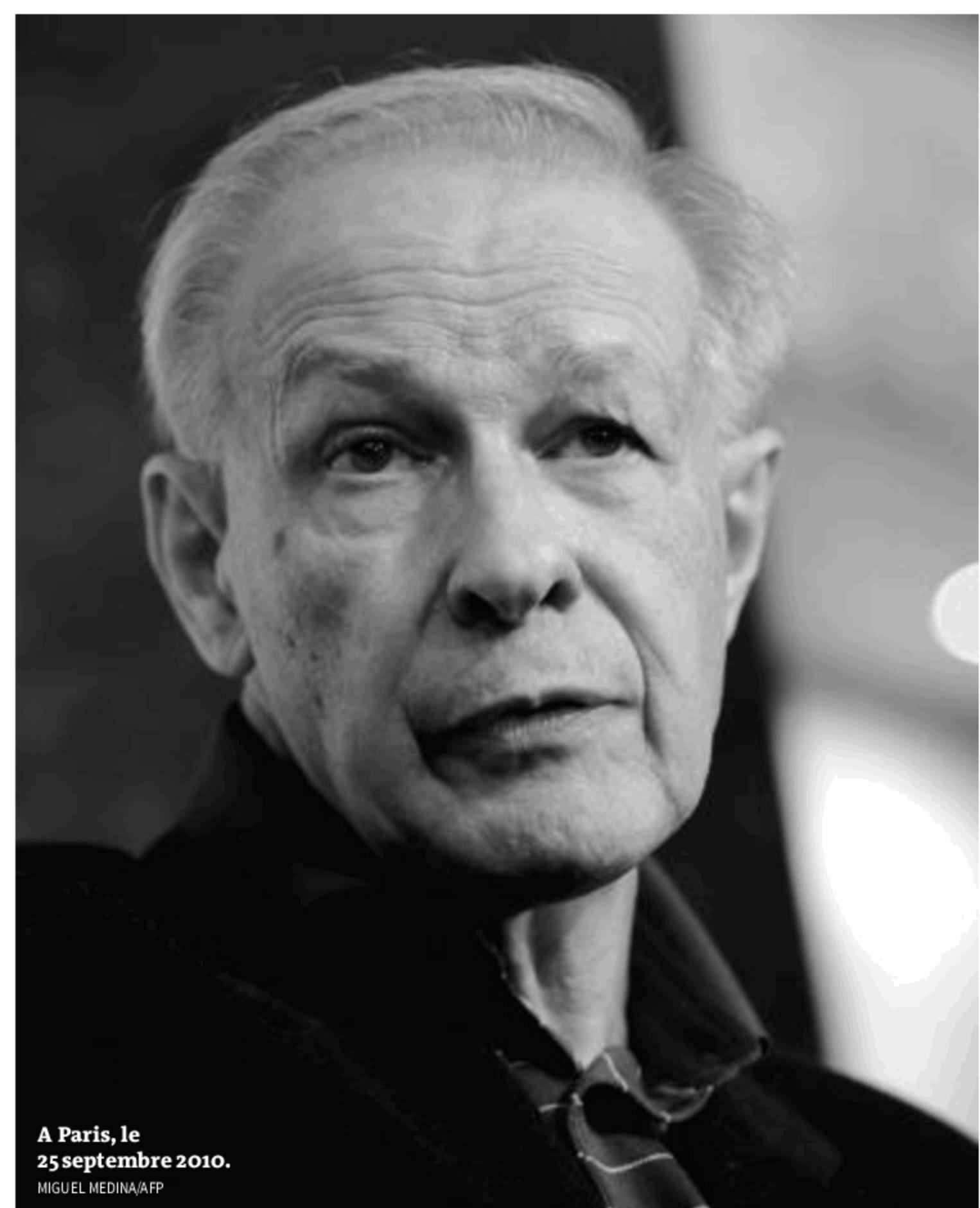
De ces années passées à produire des modèles afin d'éclairer le choix public, il avait gardé la conviction de l'importance du rôle de l'Etat dans la conduite des affaires économiques. La régulation de l'économie, c'était en assurer le bon fonctionnement et, si nécessaire, la corriger, ce qui impliquait pour lui une forme de planification, pensée comme une instance de dialogue ouverte sur la société pour déterminer une stratégie politique collective.

Mais sa pensée a surtout fructifié à l'université, qu'il a rejointe en 1976 à Amiens puis, à partir de 1982, à Nanterre. Sa macroéconomie institutionnelle et historique puisait son inspiration dans ses lectures de Marx, Keynes, Minsky, Polanyi, Schumpeter, Braudel, Simmel et René Girard.

Mais Michel Aglietta réunissait aussi des figures de l'économiste qui, généralement, ne s'incarnent pas dans une même personne: le pur théoricien, avec ses travaux sur la monnaie menés aux côtés d'André Orléan; l'économiste au service de la société, à la Banque de France dans les années 1990 ou comme membre du Conseil d'analyse économique et du Haut Conseil des finances publiques dès leur création, en 1997 et 2013; et, enfin, le passeur de connaissances dans les médias et les lycées.

Il fut un visionnaire. Grâce à son livre *La Violence de la monnaie* (PUF), dès 1982, avec André Orléan. Grâce à son analyse du risque systémique dès le début des années 1990, et en remettant en cause la portée pratique du concept d'efficience des marchés bien avant la grande crise financière de 2007. Grâce à son analyse, dans les années 2000, des effets pervers du capitalisme financiarisé et de la recherche insatiable de rendement à court terme. Enfin, dans le champ de l'écologie, à partir des années 2010, en repensant la théorie de la régulation à l'ère de l'anthropocène, en revisitant ses propres analyses de la période fordiste pour penser un monde respectant les limites écologiques planétaires.

La vision de Michel Aglietta était ancrée dans des convictions. De ses racines savoyardes – petit-fils d'immigré italien – et de son père maçon, il a hérité une passion pour une souveraineté engagée et partagée. Pour lui, la souveraineté, c'était le projet d'une société que l'on construisait ensemble, au service d'une communauté de destin. Ancrée dans les Lumières, baignée par sa lecture de Marx, elle devait être horizontale, et non verticale. Ainsi, si la monnaie était souveraine, c'était l'euro, parce qu'il



A Paris, le
25 septembre 2010.
MIGUEL MEDINA/AFP

était plus efficace pour combattre les conséquences des crises financières, redonnant aux peuples d'Europe la possibilité d'agir.

Michel Aglietta était généreux et exigeant. Jamais tenté par le repli sur soi, toujours dans l'échange et parfois la confrontation pour identifier les incarnations que devait prendre le bien commun, il veillait à tracer et à cultiver le chemin vers un monde meilleur. Sa façon de briser les barrières disciplinaires pour réconcilier l'économique, le social et l'écologie est aux antipodes

des pratiques de spécialisation à outrance. Cette approche lui a pourtant permis de prendre la complexité du monde à bras-le-corps pour penser des solutions politiques innovantes. ■

VINCENT BIGNON (BANQUE DE FRANCE), BENOIT MOJON (BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX), XAVIER RAGOT (OFCE), LAURENCE SCIALOM (PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ PARIS OUEST - NANTERRE-LA DÉFENSE ET YAMINA TADJEEDINE (PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE)

18 FÉVRIER 1938 Naissance à Chambéry
1965 Administrateur à l'Insee
1976 Publie «Régulation et crises du capitalisme»
1979 Rejoint le Centre d'études prospectives et d'informations internationales
1982 Publie, avec André Orléan, «La Violence de la monnaie»
1997 Membre du Conseil d'analyse économique
2013 Membre du Haut Conseil des finances publiques
24 AVRIL 2025 Mort à Paris

Isidore Partouche

Fondateur du groupe de casinos Partouche

On peut être né sous le soleil algérien et planter des racines dans le nord de la France. C'est ce qu'avait fait Isidore Partouche en 1965, trois ans après la fin de la guerre d'Algérie, en lançant ses affaires (karting, restaurant, boîte de nuit) dans ces terres si éloignées de ses origines, avant de racheter, en 1973, à la barre du tribunal de commerce, le casino de Saint-Amand-les-Eaux (Nord), son établissement thermal et ses sources.

Le patriarche des casinos est mort à son domicile parisien, mercredi 30 avril, à l'âge de 94 ans, dernière figure historique du secteur après la disparition de Georges Tranchant, en 2020. Il laisse en héritage le deuxième groupe français, derrière Barrière.

Isidore Partouche était né le 21 avril 1931, à Trézel (aujourd'hui Sougueur), dans l'Oranaïs encore français, de parents commerçants juifs. Il commence sa vie professionnelle de jeune électromécanicien en ouvrant une concession Philips en Algérie, mais ce sont les loisirs qui attirent le jeune pied-noir. Saint-Amand-les-Eaux sera la première pierre d'un empire

des jeux qui compte quarante-quatre casinos (en France, en Belgique, en Tunisie...), autant de restaurants, douze hôtels et deux golfs. L'esprit d'entreprise n'a jamais quitté un homme qui «a su transformer une aventure familiale en un groupe devenu incontournable dans le secteur du loisir», salue la société.

Démocratisation du casino

«C'était une école de la vie», raconte le président du directoire. Fabrice Paire se souvient d'*«un manageur hors pair, d'une grande humanité, qui savait choisir chaque patron de casino et le laisser gérer»*, et d'*«un homme reconnu dans le secteur comme le moteur de l'innovation»*.

Après Saint-Amand-les-Eaux, Isidore Partouche reprend, dans le Pas-de-Calais, Le Touquet, Calais, Berck et Boulogne. Son groupe

coupé et cigarette à la main, voit le vent tourner. Les casinos ne font plus recette. En 1988, le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, a bien donné quelques autorisations de machines à sous, mais Partouche n'en décroche aucune. Pire, le ministre suivant, l'austère Pierre Joxe, sonne le glas des bandits manchots, le privant d'un sauveur relais de croissance. En 1991, la décision du gouvernement de relancer les permis sauvera le groupe.

Elles sont loin, les flamboyantes années où l'on jouait à la roulette et au black jack en smoking. Le casino se démocratise grâce à ces «bandits», qui assurent 85 % des recettes. L'expansion reprend, marquée par des rachats stratégiques comme celui de Lyon-Vert, à Charbonnières (Rhône), ou de Divonne (Ain), des implantations à l'étranger et l'introduction en Bourse en 1995, «nécessaire pour développer [l']image de marque à l'étranger».

En cinq ans, il va décupler son chiffre d'affaires, y adjoignant des activités de loisirs. En 2002, il arrache la Compagnie européenne de casinos après une longue bataille boursière contre Accor. Mais, en 2008, il doit surmonter



A Aix-en-Provence
(Bouches-du-Rhône),
le 19 juillet 2001. ANNE-CHRISTINE POUJOULAT/AFP

l'interdiction de fumer dans les lieux publics, qui fait fuir un quart de sa clientèle.

A partir des années 2000, Isidore Partouche a progressivement passé la main à son fils, Patrick, qui pousse le poker en ligne. Mais la boîte à idées fonctionne toujours: ici un casino en plein air, comme à La Ciotat (Bouches-du-Rhône), là un immense complexe (jeux, restaurants, spectacles) à Aix-en-Pro-

vince (Bouches-du-Rhône). Et l'attachement pour le Nord demeure, surtout pour Lille, où il finance le club de football du LOSC de 1998 à 2018. Jusqu'à proposer 2,5 millions d'euros en 2012 pour que le nouveau stade soit baptisé «Partouche Stadium», même si le «titre» ne pouvait en réalité échapper à Pierre Mauroy (1928-2013), maire emblématique de la ville.

Isidore Partouche savait qu'il flotte toujours un parfum sulfureux au-dessus du métier de casinotier, pourtant très contrôlé. Sa maison n'a pas échappé à quelques poursuites judiciaires, comme à Cannes (Alpes-Maritimes). Mais le secteur est surtout sous la pression des jeux en ligne – qui n'ont cessé de prendre des parts de marché aux quelque 200 établissements physiques – et sous la menace d'une ouverture de casinos sur Internet. Si elle se fait, les casinotiers en réclament le monopole. L'Autorité nationale des jeux évalue à 3 millions le nombre de Français jouant sur des plateformes illégales. Un crève-cœur pour celui qui professait que son activité était propre. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

LUANDA, LOBITO, HUAMBO (ANGOLA) -
envoyé spécial

La mémoire de l'esclavage en Angola, ses 4 millions d'hommes, de femmes et d'enfants déportés, tient tout entière dans un minuscule musée, une frêle chapelle peinte à la chaux, sur une hauteur qui regarde l'océan Atlantique, en lointaine périphérie de Luanda, la capitale. Un vestige oublié de tous jusqu'à la visite, le 3 décembre 2024, de Joe Biden – la première d'un président américain dans ce pays d'Afrique subsaharienne. A la hâte, les officiels angolais l'ont flanqué d'un hélicoptère, net comme un scalpel, au goudron frais et au marquage blanc impeccable, pour un accueil digne des grands sommets internationaux. Depuis, l'endroit est surnommé le « Biden's helipad », même si aucun hélicoptère ne s'y est posé et ne s'y posera sans doute jamais. C'est en effet en voiture blindée que Joe Biden a traversé la capitale de 10 millions d'habitants déserte, où la circulation avait été interdite. Cette arrivée par la route fut moins spectaculaire que par les airs, mais elle s'accordait mieux avec la solennité du moment. Dans une lumière rasante de fin du jour, le président américain a rendu hommage aux « hommes, femmes et enfants volés qui ont été amenés sur nos côtes, enchaînés et soumis à une cruauté inimaginable ».

Dans un pays à l'histoire encombrée par l'héritage de la guerre civile qui fit 800 000 morts et 4 millions de déplacés entre 1975 et 2002, le souvenir de l'esclavage n'occupe encore que peu de place. Si Joe Biden a néanmoins choisi d'y consacrer un discours, c'est parce que ce passé constitue l'un des rares traits d'union reliant son pays à l'Angola. L'occasion de rappeler, pour le président américain en fin de mandat, à quel point «[leurs] peuples sont au cœur du lien profond et indéfectible unissant l'Afrique et les Etats-Unis ».

Quarante-neuf années après son indépendance, passées sous l'influence de l'URSS puis de la Chine, l'Angola s'ouvre aux Etats-Unis et à d'autres. Le Turc Recep Tayyip Erdogan (octobre 2021), le Français Emmanuel Macron (mars 2023), le Brésilien Luis Inacio Lula da Silva (août 2023) : les chefs d'Etat se bousculent dans cet Etat riche en pétrole, huitième PIB d'Afrique, mais dont le tiers de la population vit avec moins de 2,15 dollars (1,90 euro) par jour. «Dans l'est du continent, la présence chinoise est importante ; au Sahel, les Occidentaux ne sont plus les bienvenus ; quant à l'Afrique du Sud, ses liens avec le Russie sont importants», résume Rui Verde, chercheur à l'African Studies Centre de l'université britannique d'Oxford. L'Angola est devenu la nouvelle porte d'entrée des Occidentaux en Afrique subsaharienne.

WASHINGTON POUSSE SES PIERS

Un autre trait d'union les relie, plus rémunérateur que la mémoire de l'esclavage : le chemin de fer de Benguela, construit entre 1902 et 1929, alors que le pays était encore une colonie portugaise. Long de près de 1 300 kilomètres, il connecte le port de Lobito, sur la côte Atlantique, à la République démocratique du Congo (RDC) et à la Zambie, riches en cuivre et en cobalt – des minéraux essentiels à la transition énergétique, pour la fabrication de batteries électriques, de semi-conducteurs ou encore de panneaux solaires. Lors de sa visite, Joe Biden avait annoncé un prêt américain de 553 millions de dollars (485 millions d'euros) pour le développement de cette concession ferroviaire censée transporter les minéraux «en quarante-cinq heures au lieu de quarante-cinq jours».

Début avril, l'ambassadeur des Etats-Unis par intérim en Angola, James Story, a réaffirmé le soutien de Washington au projet, même si les financements annoncés n'ont pas encore été versés. La nouvelle administration a même poussé ses pions un peu plus loin. Au même moment, le président Trump dépechait son conseiller spécial Massad Boulous en RDC, pour son premier déplacement, en avril. L'occasion d'afficher, selon le département d'Etat, la volonté de « promouvoir les investissements du secteur privé américain en RDC, notamment dans le secteur minier ».

Si les Occidentaux nomment cette voie ferroviaire un «corridor», c'est pour éviter de



Angola Course ferroviaire aux minerais

Le chemin de fer reliant le port de Lobito, sur la façade atlantique, à la « ceinture de cuivre » du cœur de l'Afrique suscite toutes les convoitises. Fortement endetté auprès de Pékin, Luanda profite de sa position stratégique pour attirer d'autres investisseurs, en particulier occidentaux

donner l'impression que seuls les minéraux les intéressent, comme ce fut le cas, il y a un siècle, avec le chemin de fer de Benguela. Aujourd'hui, les Américains promettent des champs de panneaux solaires, des routes et des silos par centaines pour désenclaver les plateaux fertiles de l'Angola. «Pendant des siècles, les richesses minérales, culturelles et humaines du continent ont été pillées au profit d'autrui», avait déclaré Joe Biden lors de sa visite, assurant que, «dans le cadre de ce projet, [les Etats-Unis] installer[aient] assez d'énergie propre pour alimenter des centaines de milliers de foyers, et étendr[aient] l'Internet haut débit à des millions d'Angolais».

En réalité, le corridor de Lobito ne consiste pour l'instant qu'en des rails sillonnant des paysages déserts avec, ici et là, de petites bâties en pisé au toit de tôle, et des enfants débraillés qui saluent les wagons peints en rouge, or et noir, les couleurs de l'Angola. Il y a des poules, des chèvres, quelques magasins débordant de marchandises en plastique coloré, mais aucune usine à l'horizon, encore moins de routes ou de poteaux électriques.

DANS LA BATAILLE QUI OPPOSE LES OCCIDENTAUX À LA CHINE EN AFRIQUE, LA VOIE FERRÉE DE LOBITO EST UNE BELLE PRISE

Tout reste à construire. Le défi est de taille, mais qu'importe. Cette promesse de corridor offre au moins une alternative aux « nouvelles routes de la soie » chinoises, qualifiées en 2023 par Joe Biden de « programme d'endettement et de confiscation ». Plus de 150 pays dans le monde ont signé des accords avec Pékin pour bénéficier des milliards de dollars de ce programme qui financent des centres de recherche, des ports, des aéroports, des chemins de fer ou des routes. Fin février, dans un entretien au site conservateur américain *Breitbart News*, le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, a estimé que ces pays «s'étaient mis à la merci de la Chine en s'endettant auprès d'elle», tout en promettant que Donald Trump s'efforcerait d'« inverser tout cela ».

Dans la bataille qui oppose les Occidentaux à la Chine sur le continent africain, la ligne ferroviaire de Lobito est une belle prise. «Tout le monde a été pris de court en apprenant que le contrat de concession n'était pas attribué à la Chine», confie Daniel Ribant, ancien banquier belge et fin connaisseur du

pays. L'entreprise choisie – à la tête d'un consortium comprenant le transporteur belge Vecturis et le constructeur portugais Mota-Engil – est bien connue en Angola, puisqu'il s'agit de Trafigura, géant suisse en négoce des matières premières. Dans les années 2000 et dans la plus grande opacité, Trafigura s'est arrogé auprès d'officiels angolais de haut rang la plupart des contrats d'exportation d'hydrocarbures du pays. En échange de quoi, il fournissait le pétrole raffiné nécessaire à l'Angola pour sa consommation domestique.

Le 31 janvier, la firme genevoise a été condamnée pour corruption par la justice fédérale suisse. Avec trois individus, Trafigura a été reconnue coupable d'avoir versé, entre 2009 et 2011, près de 4,9 millions de dollars de pots-de-vin à l'un des patrons de Sonangol, la compagnie pétrolière nationale angolaise, en échange de juteux contrats qui ont généré 143,7 millions de dollars de profits. Cette réputation sulfureuse ne l'a pas empêché d'obtenir, à l'été 2022, une concession de trente ans sur la ligne du corridor de Lobito. La firme a même supplanté ses



Des marchands ambulants protègent leurs marchandises, à l'approche du train de fret, à Luanda, le 22 août 2017.

MARCO LONGARI/AFP



concurrents chinois, regroupés dans un consortium qui comptait notamment China Railway 20 Bureau Group Corporation (CR20), l'entreprise qui avait lancé le premier chantier de modernisation du chemin de fer, entre 2006 et 2015, pour 1,83 milliard de dollars (1,61 milliard d'euros).

Depuis ce revers, Pékin concentre ses efforts sur un autre projet ferroviaire, du côté oriental de l'Afrique, reliant les mines de cuivre zambiennes au port tanzanien de Dar es-Salaam. En mars, la China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) s'est dite prête à investir 1,4 milliard de dollars dans la modernisation de cette ligne, en échange d'une concession de trente ans. Sur ce continent, les chemins de fer sont bien plus que des infrastructures de transport : ce sont des instruments d'influence et de compétition entre grandes puissances.

SORTIR DE LA DÉPENDANCE

L'Angola veut sortir de la dépendance vis-à-vis de la Chine, indissociable de l'ère José Eduardo dos Santos, président de 1979 à 2017. Premier pays africain à avoir emprunté auprès de Pékin, en 2002, au lendemain de la guerre civile, l'Angola fut aussi l'un des premiers à se retrouver pris au piège de la dette. Sur 45 milliards de dollars de prêts chinois, il doit encore s'acquitter de 17 milliards, ce qui fait de ce pays l'un des principaux débiteurs africains. Le fait que ces prêts soient garantis par la vente de barils de brut auprès d'importateurs chinois complique l'évaluation de la soutenabilité de la dette. Cela empêche surtout Luanda d'avoir recours à ces ressources en cas de crise. Avec la baisse des cours du pétrole qui prive l'Etat de recettes fiscales, le remboursement est de plus en plus difficile.

En décembre 2024, l'agence de notation Fitch estimait que l'Angola présentait un «ratio élevé des paiements d'intérêts de la dette publique par rapport aux recettes». A cette date, le pays consacrait, en effet, 28 % de ses recettes au remboursement de sa dette, qui dépassait 60 % du PIB. Le président angolais, Joao Lourenço, est le seul chef d'Etat africain à ne pas avoir fait le déplacement au sommet Chine-Afrique, organisé à Pékin en septembre 2024. Une absence remarquée, d'autant que Luanda annonçait, au même moment, la visite de Joe Biden dans le pays.

M. Lourenço a aussi ouvert les portes aux Européens. «Avant son arrivée au pouvoir en 2017, il était impossible de décrocher un rendez-vous dans un ministère, ou alors c'était un assistant technique chinois qui recevait», se souvient un diplomate européen. L'Union européenne (UE) apporte son soutien dans

le cadre de son programme Global Gateway, qui prévoit de mobiliser 300 millions d'euros d'ici à 2027 dans la construction d'infrastructures «dans le respect des normes sociales et environnementales les plus élevées», partout dans le monde. Là encore, une alternative aux «nouvelles routes de la soie» chinoises et un moyen, pour l'UE, de sécuriser ses approvisionnements. Celle-ci s'est engagée, en janvier 2025, à dépenser 76,5 millions d'euros dans des programmes de formation professionnelle ou d'écotourisme, le long du corridor de Lobito.

L'alliance entre Washington et Bruxelles autour de la voie ferroviaire n'est cependant qu'un trompe-l'œil. «Les Etats-Unis tirent la couverture à eux, alors qu'ils n'ont pas encore avancé un dollar de prêt et que des entreprises européennes ont déjà investi, et pas qu'en prêtant de l'argent», s'agace une diplomate européenne. Il ne faudrait pas que les entreprises européennes finissent un projet stratégique et géopolitique américain ayant pour but de contrer la Chine.»

La France voit dans l'Angola lusophone un «pays pivot régional» – comme le sont l'Ethiopie, le Nigeria ou le Kenya –, lui permettant de diversifier ses relations sur le continent hors de son pré carré historique, où elle enchaîne les revers politiques et diplomatiques. Paris a noté que la voix de Luanda portait en Afrique. Depuis février, l'Angola a d'ailleurs pris la tête de l'Union africaine (UA) pour un an. «L'Angola est un des pays prioritaires du président de la République française en Afrique», affirmait l'Elysée, en janvier 2024, lors de la visite d'Etat du président Lourenço à Paris. A l'automne suivant, l'Angola était admis à l'Organisation internationale de la francophonie, en tant qu'observateur.

«Tout en étant dépendant de l'étranger, l'Angola veut garder une marge de manœuvre et une capacité d'action en jouant les uns contre les autres», explique Didier Péclard, professeur d'études africaines à l'université de Genève. Cette stratégie de multi-alignement intègre aussi des relations avec des Etats du Sud, par exemple avec le Brésil, autre pays lusophone.

«Le Brésil et l'Angola ne sont séparés que par la rivière Atlantique», avait coutume de dire le poète et diplomate brésilien Alberto da Costa e Silva (1931-2023). Les deux nations ont en commun une vaste frontière océanique et un héritage : 6 millions d'esclaves africains déportés au Brésil, qui y ont apporté leur langue et leur culture. Les deux pays multiplient les coopérations techniques dans le secteur agricole angolais. Avec 50 millions d'hectares de terres arables, l'Angola pourrait, à lui seul,

ÉCONOMIE AFRICaine REPOSANT SUR L'EXTRACTION DES MATIÈRES PREMIÈRES, L'ANGOLA EST UN ÉTAT « GARDE- BARRIÈRE », QUI GÈRE LES FLUX ENTRANTS ET SORTANTS

garantir la sécurité alimentaire de la région. Le potentiel est immense, mais, pour l'heure, seuls 10 % de cette surface sont cultivés. Une situation en partie liée aux stigmates de la guerre civile, qui a fait fuir les habitants vers la capitale, et truffé les champs de mines.

C'est aussi le résultat du manque d'investissement dans un pays où l'Etat est l'unique propriétaire foncier. Comme l'explique Wanderley Ribeiro, le président de la puissante Association angolaise des éleveurs et agriculteurs (AAPA), qui se rend souvent au Brésil pour y recruter des ingénieurs agricoles : «Avec le Portugal, on parle la même langue, mais avec le Brésil on a aussi le même climat.»

Brasilia, qui ne rate jamais une occasion de rappeler qu'il fut le premier à reconnaître l'indépendance de l'Angola, en 1975, a fait de Luanda un partenaire stratégique. Le pays subsaharien appartient à la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (ZPCAS), une alliance militaire créée en 1986 à l'initiative du Brésil et regroupant les pays riverains du sud de l'Atlantique. En 2023, Brasilia a vendu à l'armée angolaise sept navires de patrouille. «Les pièces détachées des équipements militaires russes de l'armée angolaise sont de plus en plus difficiles à trouver; celle-ci se tourne donc vers d'autres fournisseurs», confie un expert militaire angolais.

«LÉGER PARFUM COLONIAL»

Les pays du Sud regardent avec circonspection les puissances occidentales et chinoise se disputer l'accès aux mines de cuivre et de cobalt. «Ce projet a tout de même un léger parfum colonial», admet un diplomate originaire d'un de ces pays émergents. Luanda y voit pourtant l'occasion d'attirer les investisseurs étrangers. «C'est un formidable projet marketing», concède une autre source diplomatique. A moins que la promesse de développement ne se transforme en mirage. Le politologue Didier Péclard émet des doutes sur ce modèle de développement : «A l'instant d'autres économies africaines reposant sur l'extraction des matières premières, l'Angola est un Etat dit "garde-barrière" – qui gère les flux entrants et sortants – et je crains que le corridor conforte ce modèle.»

Ce système a largement bénéficié au pouvoir politique angolais, grâce à la rente pétrolière. L'équivalent de dix années du PIB du pays aurait ainsi été détourné par la famille du président défunt, José Eduardo dos Santos. Sa fille ainée, exilée à Dubaï, est à la tête d'une fortune estimée à 2 milliards de dollars. «Une petite élite de 150 familles contrôle tout et se maintient au pouvoir en bloquant l'émergence d'une bourgeoisie d'affaire concurrente», poursuit Didier Péclard.

Les grandes infrastructures en construction dans cet «Etat garde-barrière» sont celles qui facilitent les échanges avec l'extérieur, comme les ports et les aéroports. Inauguré en 2023, l'aéroport international Dr Antonio Agostinho Neto de Luanda, qui a coûté 3,8 milliards de dollars, est le plus grand jamais construit par une entreprise chinoise hors de Chine. Il peut accueillir jusqu'à 15 millions de passagers et 150 000 tonnes de fret par an. Un aéroport aussi grand que celui de Johannesburg (Afrique du Sud) et qui promet d'être vide comme une cathédrale après la messe. Grâce à lui, les Angolais pourront prendre l'avion pour New York, alors qu'ils ne peuvent pas traverser leur pays en voiture, faute de réseau routier. De Luanda sur la côte jusqu'à la ville de Kuito, située à 600 kilomètres plus au centre, la route est goudronnée. Au-delà, c'est la piste, ou plutôt la boue. Idem pour les hôpitaux. Hors de Luanda et de ses cliniques rutinantes, le reste du pays souffre d'une pénurie de dispensaires de campagne.

«Le parti au pouvoir tire les bénéfices politiques de la rivalité entre les Occidentaux et la Chine», explique Paolo Ingles, sociologue à l'université Piaget de Luanda. Washington s'est aligné sur Pékin en mettant en sourdine son discours sur la démocratie et les droits de l'homme.» Sur le papier, l'Angola est une démocratie, avec une Constitution garantissant le multipartisme, la séparation des pouvoirs et les droits fondamentaux, mais la réalité est plus nuancée. Le pays est sous la coupe d'un véritable parti-Etat depuis 1977, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), marxiste-léniniste à sa création, avant de se convertir au social-libéralisme

dans les années 1990. C'est le président qui nomme les maires, les gouverneurs de province et la majorité des juges du tribunal constitutionnel.

Les Angolais élisent simultanément le président, le vice-président et les députés, sur un bulletin unique, tous les cinq ans. Et, à chaque scrutin, l'opposition dénonce des fraudes. Même si l'ONG Human Rights Watch reconnaît que «le climat politique et la situation des droits civils en Angola se sont assouplis» en 2024, elle dénonce un «sombre bilan en matière de droits humains», en pointant l'implication de la police «dans des meurtres, des violences sexuelles, des actes de torture» et l'arrestation de militants.

Dans sa résidence cossue de Luanda, Adalberto Costa Junior, chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), le principal parti d'opposition, bouillonne d'impatience. Voilà cinquante ans que son parti, ancien mouvement de libération opposé au MPLA dans une guerre fratricide, attend de remporter une élection. Grand et droit dans un costume parfaitement ajusté, le responsable politique ponctue de rires tonitruants ses tirades contre «la dictature de Lourenço». La visite d'Emmanuel Macron, en mars 2023, menée au pas de charge – une demi-journée –, lui a laissé un goût amer : «Le président français est venu sans même me rencontrer, alors que je suis le leader de l'opposition. Si l'Angola était vraiment une démocratie, est-ce que cela se serait passé ainsi?»

Certes, Adalberto Costa Junior comprend qu'«avec l'Afrique du Sud, qui garde des relations étroites avec la Russie, les Européens s'appuient sur l'Angola pour garder une influence dans la région». Mais ce soutien, selon lui, est un pari risqué : «Regardez ce qu'il s'est passé au Niger, en juillet 2023 : le coup d'Etat militaire a été soutenu par la population, car le pouvoir était perçu comme illégitime, et la France a été conspuée parce qu'elle était son alliée.»

Malgré la victoire contestée du MPLA aux élections de 2022, avec plus de 51 % des voix, les violences ont été évitées dans ce pays épousseté par la guerre, où l'utilisation habile de la rente pétrolière permet au gouvernement de garder le contrôle sur une petite élite. «Mais, élection après élection, le parti au pouvoir perd des voix et sa légitimité est de plus en plus fragile», met en garde Adalberto Costa Junior.

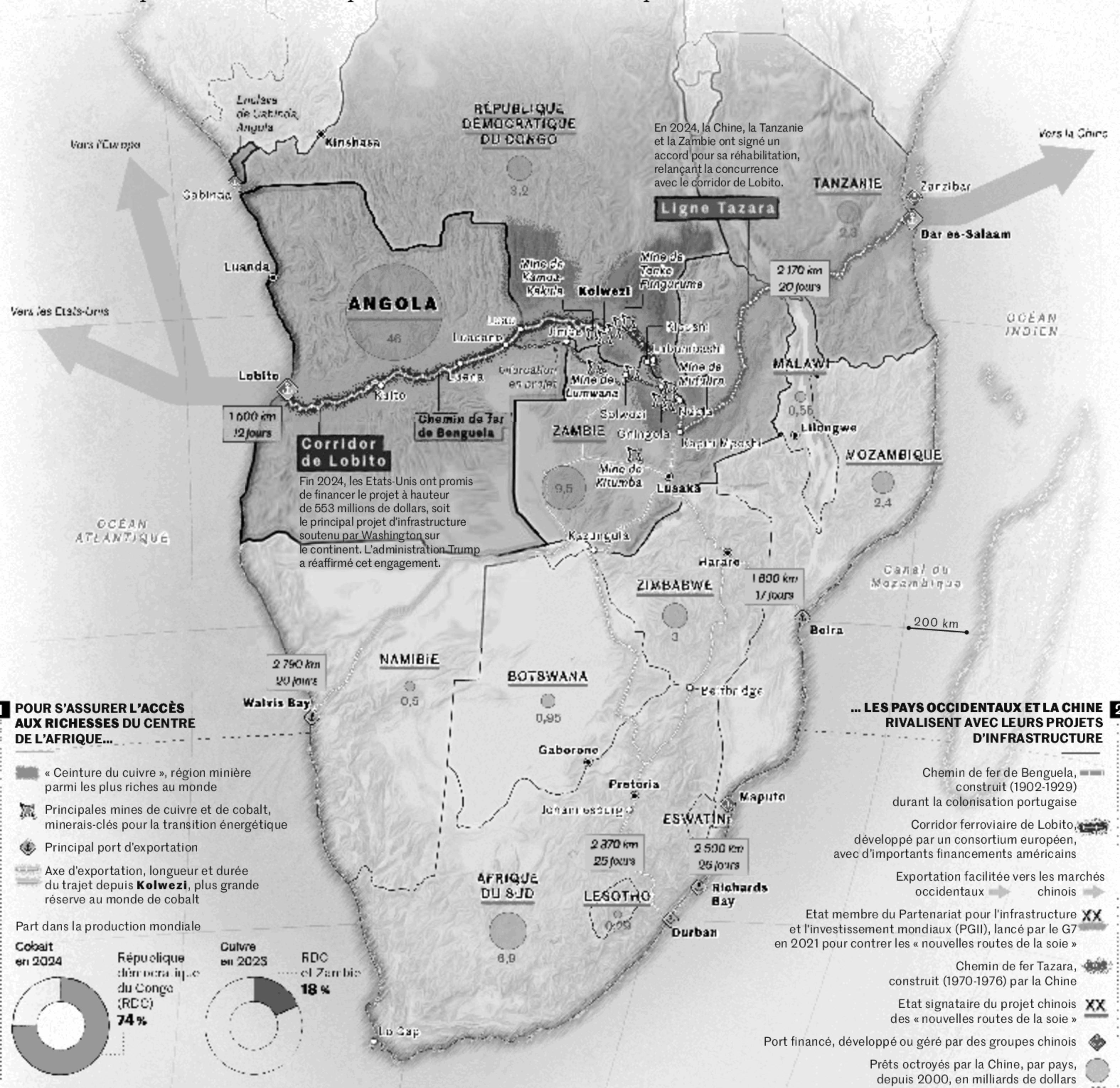
Le chef de l'opposition est pris dans une sourcière. Comme le note Reporters sans frontières dans son dernier classement de la liberté de la presse, où l'Angola figure au 104^e rang sur 180, «la censure et l'autocensure restent très présentes» et «le parti au pouvoir est surreprésenté dans les médias». En la matière, le gouvernement ne manque pas d'imagination. Les droits de douane sur le papier importé sont si élevés qu'ils dissuadent qui-conque de lancer un journal indépendant, sauf à se ruiner. La seule imprimerie du pays est contrôlée par l'Etat et il n'est pas rare que les machines tombent en panne quand les articles du jour adoptent un ton déplaisant... «Il existe des médias privés, comme des radios, mais, dès qu'ils commencent à avoir du succès ou à se montrer trop critiques à l'égard du gouvernement, ils sont rachetés par des hommes d'affaires proches du pouvoir», constate le sociologue Paolo Ingles.

«Ces dernières années, les financements des Etats-Unis ont privilégié les projets de santé et de développement plutôt que de défense de la démocratie ou des droits de l'homme», remarque Sergio Calunduno, coordinateur de l'Observatoire politique et social angolais. Quant à la France, elle laisse à l'Union européenne le soin d'aborder ces questions délicates avec le gouvernement de Luanda. «Si le président Lourenço se présente à un troisième mandat, ce qui est interdit par la Constitution, qui pourra l'en empêcher, alors même que les Etats-Unis le laissent faire?», s'interroge Joao Malavindele, le directeur de l'ONG Omunga. Pour mener à bien leur projet de corridor en Angola, les Occidentaux ont besoin de stabilité, laquelle n'est pas nécessairement synonyme de démocratie. ■

JULIEN BOUSSOU

Ruée sur les mines d'Afrique centrale

De Kolwezi, en RDC, partent deux lignes rivales pour l'exportation des minerais, l'une financée par la Chine, l'autre par les Etats-Unis et les Européens



L'Angola, huitième économie d'Afrique, mais encore marqué par la pauvreté

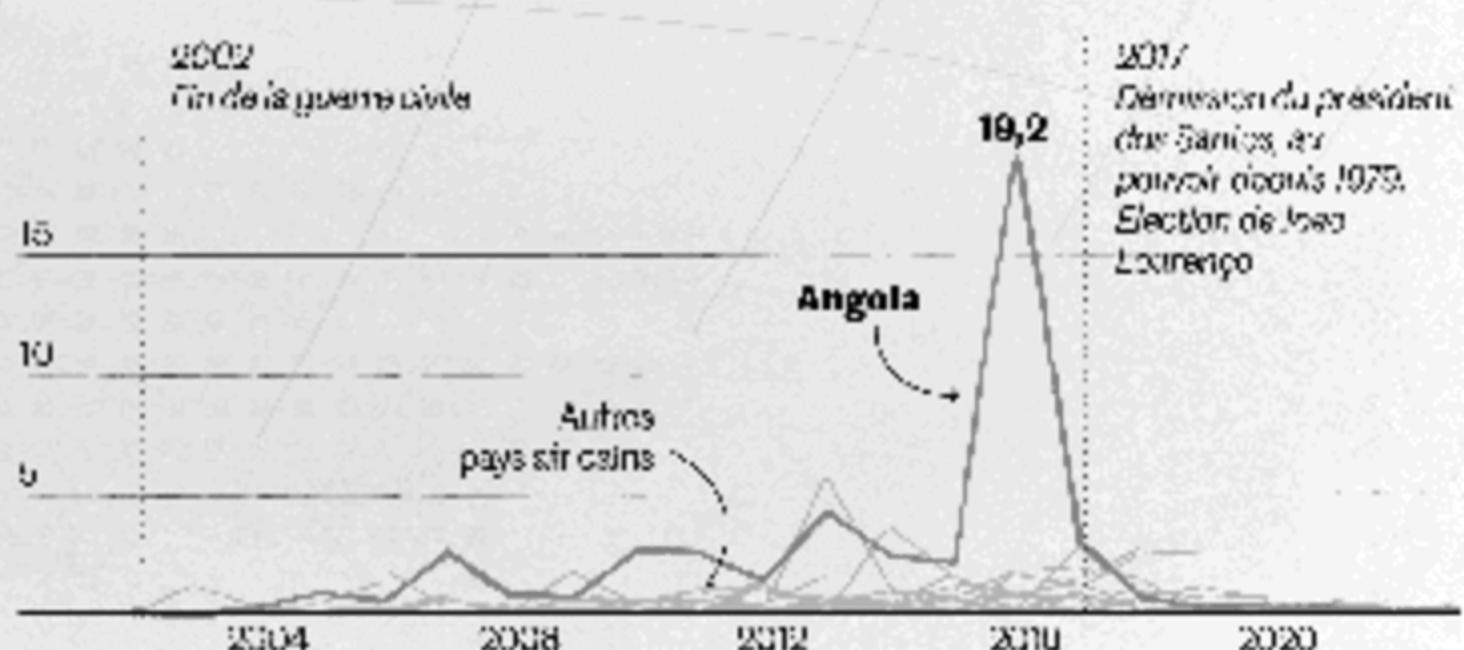
PIB en milliards de dollars, en 2025

Angola	40
Egypte	347
Algérie	253
Nigeria	185
Moroc	166
Kenya	132
Français	117
Angola	113
Côte d'Ivoire	94
Ghana	88

1/3
de la population
vit avec moins de
2,15
dollars par jour

Luanda, premier débiteur africain de Pékin

Montant des prêts accordés par Pékin à l'Angola, en milliards de dollars



Infographie Le Monde :
Francesca Fattori et Floriane Picard

Sources : Chinese Loans to Africa Database, Global Development Policy Center ; A. Stonor, « Les corridors africains : nouveaux champs de bataille géopolitiques, géostratégiques et économiques », IRIS, 2025 ; « The Lobito Corridor », OCDE, 2025 ; Centre d'études stratégiques de l'Afrique ; FMI ; Global Energy Monitor ; Mrdata.usgs.gov

« You Must Take Part in Revolution », planche extraite du roman graphique de Badiucao et Melissa Chan (Street Noise Books, 2025). Dans cette dystopie, qui se déroule en 2035, trois jeunes idéalistes empruntent des chemins différents, alors que les Etats-Unis, devenus un Etat protofasciste, et la Chine sont en guerre. Taiwan a été scindée en deux. Face à un monde technico-autoritaire, ils éprouvent le prix à payer pour leur liberté. Il s'agit du premier roman graphique des auteurs. BADIUCAO AND MELISSA CHAN/STREET NOISE BOOKS

Badiucao est un caricaturiste chinois et militant exilé en Australie. Lauréat du prix des droits de l'homme Vaclav-Havel, l'artiste aborde dans son œuvre une variété de questions sociales et politiques, utilisant la satire pour lutter contre la censure, l'autoritarisme et le capitalisme. **Melissa Chan** est une journaliste sino-américaine née à Hongkong. En 2012, elle a été expulsée de Chine, où elle était correspondante de la chaîne Al-Jazira depuis 2007. Son travail porte sur les droits de l'homme, la montée de l'autoritarisme dans le monde et la défense des démocraties.



ENTRETIEN

LONDRES - correspondante

Kenneth Roth, 69 ans, a dirigé Human Rights Watch (HRW) pendant plus de trente ans. Ce procureur général américain, né dans l'Illinois (d'un père juif de Francfort qui a fui l'Allemagne nazie), a transformé l'organisation de défense des droits humains, basée à New York, en un efficace organe de pression. Avec ses rapports et ses enquêtes approfondies, HRW a réussi à faire plier des gouvernements et obtenu, avec d'autres ONG, en 1997, le prix Nobel de la paix pour sa contribution à la lutte contre les mines antipersonnel. Son autobiographie, *Righting Wrongs. Three Decades on the Front Lines Battling Abusive Governments* (« réparer les torts, trois décennies sur le front de la lutte contre les gouvernements répressifs », Allen Lane, non traduit), a été publiée en février.

Vous écrivez, en introduction de votre ouvrage, que, « même dans les situations les plus sombres, il est possible de faire la différence ». Comment HRW a-t-elle su établir des rapports de force avec des autorités n'ayant que faire des droits humains ?

Notre raisonnement a consisté à nous concentrer sur les oppresseurs et à nous demander comment faire en sorte que les violations des droits humains dont ils étaient responsables leur soient le plus dommageable possible. Presque tous les despotes prétendent respecter les droits humains pour montrer qu'ils se soucient davantage de leur peuple que d'eux-mêmes. Quand HRW parvient à mettre en lumière le décalage entre ce prétexte respect des droits humains et la triste réalité dans un pays, la situation devient embarrassante pour le régime en place. Cela le délégitime aux yeux de son opinion publique. Aucun dirigeant, si autocrate soit-il, ne peut se maintenir au pouvoir sans l'approbation de l'opinion publique.

Bachar Al-Assad [président syrien, de 2000 à 2024] a conservé le pouvoir en exerçant une terrible répression contre son peuple, mais tout le monde cherchait la première occasion pour le chasser. Quand les rebelles du groupe HTC [Hayat Tahrir Al-Cham, dirigé par Ahmed Al-Charaa, désormais président intérimaire de Syrie] ont marché sur Damas, personne ne les a bloqués. C'est aussi pourquoi [le président russe Vladimir] Poutine était terrifié par les « révoltes de couleur » : il a vu d'autres dictateurs se faire chasser du pouvoir par leur peuple et il a peur que cela lui arrive aussi. En fin de compte, un dirigeant ne peut se débarrasser des critiques que s'il inverse son comportement.

La stratégie du « name and shame » (« nommer et couvrir de honte ») était au cœur de votre action.

Quels autres leviers avez-vous utilisés ?

Nous sommes très souvent allés voir des gouvernements qui prétendaient promouvoir les droits humains et ayant de l'influence sur la scène internationale. La France est un parfait exemple. Nous nous sommes rencontrés avec le président Emmanuel Macron, en janvier 2021, alors que la France venait de rejoindre le Conseil des droits de l'homme des Nations unies et je lui ai expliqué que bien voter n'était pas suffisant pour un grand pays, qu'il lui fallait aussi se faire le champion d'une résolution. Je lui en ai présenté plusieurs, dont une concernant l'Egypte, dont peu de membres du Conseil se préoccupaient. Mais je n'ai pas réussi à le convaincre de prendre la tête de la condamnation de la répression menée par le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi – de loin la pire de l'histoire moderne de ce pays.

L'Egypte est un gros client pour les marchands d'armes français et, quand j'ai

rencontré le président français à ce propos, son ministre des affaires étrangères était Jean-Yves Le Drian. Ce dernier avait été ministre de la défense, il était proche d'Al-Sissi et était parfaitement conscient de l'importance de l'Egypte pour l'industrie de défense hexagonale. Sans compter que le président Macron avait remis la grand-croix de la Légion d'honneur au président Al-Sissi, quelques semaines plus tôt... Paris a en revanche été un allié-clé dans la dénonciation de la répression chinoise contre les Ouïgours.

La France a aussi mis tout son poids pour bloquer un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [rassemblant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay], que poussait le président brésilien Jair Bolsonaro [2019-2023] pour dynamiser l'économie de son pays. Je comprends qu'Emmanuel Macron ait voulu protéger les agriculteurs, mais son message public a été qu'il ne négocierait pas tant que son homologue brésilien laissait faire la déforestation de l'Amazonie. Les piétres résultats économiques de Jair Bolsonaro ont joué une part importante dans son échec électoral [en 2022] contre Lula.

Quelle a été la campagne de HRW qui a sauvé le plus de vies ?

Il s'agit de notre campagne pour la province d'Idlib, dans le nord de la Syrie. La situation était impossible : la réputation de Bachar Al-Assad était tellement ternie qu'il n'avait plus grand-chose à en sauver. Il avait fait bombarder son propre peuple, et utilisé des armes chimiques contre lui. Dénoncer la torture et la disparition de milliers de Syriens n'aurait plus surpris grand monde.

Comment toucher son point sensible ? La seule chose qui lui importait à l'époque, à partir de septembre 2015, était le soutien militaire russe. C'était avant l'invasion de



Kenneth Roth,
en 2022.

ANGELA WEISS/AFP

l'Ukraine, et Poutine se préoccupait encore de sa réputation. Nous avons donc fait peser le maximum de pression sur les bombardements russes en Syrie, en documentant les attaques délibérées contre les infrastructures civiles – hôpitaux, immeubles d'habitation –, nous avons montré les crimes de guerre. Et nous avons démarché Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui, à notre avis, étaient ceux qui se préoccupaient le plus de cette situation. Le résultat est loin d'avoir été immédiat, mais, au bout de quelques années, en mars 2020, Poutine a accepté de cesser les bombardements d'Idlib.

Compte tenu de la facilité avec laquelle il est désormais possible de générer de fausses informations, ou de manipuler les esprits sur les réseaux sociaux, pensez-vous que la tactique consistant à opposer les régimes oppresseurs à une partie de leur opinion publique puisse encore fonctionner ?

Malgré toute la désinformation sur les réseaux sociaux, il restera toujours des sources d'information fiables et accessibles. Et tout le monde ne croit pas ce qui est véhiculé en ligne. Raison pour laquelle les dictateurs ne comptent pas seulement sur la propagande pour contrôler les esprits, mais aussi sur la censure. En Russie, ces sources d'information n'ont pas disparu, Poutine n'a pas interdit Telegram, YouTube et les gens utilisent encore des VPN [des services protégeant la confidentialité en ligne].

La Chine est un cas plus compliqué, mais le président, Xi Jinping, se préoccupe vraiment de sa réputation internationale. La preuve : quand nous avons obtenu que le haut-commissaire des droits humains des Nations unies publie un rapport très critique

sur la persécution des Ouïgours et que nous avons essayé de l'inscrire à l'agenda du Conseil des droits humains de l'ONU, nous avons perdu de seulement deux voix l'adoption du rapport, en octobre 2022. Xi avait personnellement appelé quelques Etats membres pour les convaincre de ne pas voter.

Diriez-vous que le respect des droits humains a progressé ou régressé dans le monde depuis que vous avez commencé votre carrière, dans les années 1980 ?

C'est une question compliquée. Le mouvement pour les droits humains est bien plus fort aujourd'hui, car les moyens actuels de communication nous permettent d'obtenir des informations sur tous les endroits du monde. Le génocide perpétré par les Khmers rouges, qui ont assassiné 2 millions de Cambodgiens [entre 1975 et 1979], alors que beaucoup [parmi les intellectuels] l'ignoraient, consciemment ou non, ne serait plus imaginable aujourd'hui. Nous apprenons plus vite, nous mobilisons plus rapidement. Par ailleurs, on parle aujourd'hui beaucoup du recul des démocraties. C'est un peu simpliste : les peuples qui vivent sous le joug d'autocrates souhaitent presque tous en finir avec leur régime ; on l'a encore vu mi-mars avec les manifestations géantes en Serbie. Ces dernières années, beaucoup de peuples ont protesté, parvenant parfois à un changement de régime comme au Sri Lanka ou au Bangladesh, parfois non, comme en Russie, mais les gens souhaitent presque tous des gouvernements rendant des comptes.

Comment faire progresser les droits humains quand les Etats-Unis se détournent du multilatéralisme ?

Dès l'administration Trump 1, les Etats-Unis se sont retirés du Conseil des droits humains de l'ONU. Nous avons dû bâtrir des coalitions avec d'autres gouvernements pour parvenir à voter des résolutions. Mais, dans certains cas, l'absence des Etats-Unis nous a plutôt aidés. Ce fut ainsi plus facile d'obtenir une résolution du Conseil condamnant le président vénézuélien, Nicolas Maduro, sans les Américains qui, s'ils avaient mis leur poids dans la balance, auraient été perçus comme agissant avec des intérêts impérialistes. Cela aurait limité la coalition que nous avons bâtie avec des démocraties d'Amérique latine et le Canada.

Nous avons aussi travaillé sans les Etats-Unis pour construire une coalition qui surveillait et dénonçait les bombardements de civils yéménites par l'Arabie saoudite. Ce groupe a fait la différence : quand l'Arabie saoudite en a obtenu la dissolution, en pleine pandémie de Covid, le nombre de victimes civiles des bombardements saoudiens a malheureusement doublé. Il va de nouveau falloir travailler ainsi, sans les Etats-Unis. Ils sont évidemment un acteur très puissant, mais pas indispensable : on peut protéger les droits humains sans eux, à condition que les Etats européens reprennent le flambeau de ce combat. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CÉCILE DUCOURTIEUX

Lorraine de Sagazan met en scène le réel

La dramaturge présente, au théâtre de l'Odéon, à Paris, son nouveau spectacle, «Léviathan»

RENCONTRE

Des Ateliers Berthier, où l'on retrouve Lorraine de Sagazan une après-midi d'avril, le tribunal de Paris n'est qu'à deux pas. Dans ce quartier de la porte de Clichy, la cité judiciaire jouxte quasiment la deuxième salle de l'Odéon-Théâtre de l'Europe, dans laquelle la metteuse en scène présente, jusqu'au 23 mai, son *Léviathan*, créé au Festival d'Avignon 2024. Un spectacle qui s'est engrande partie inventé là, dans les salles d'audience en comparution immédiate de la 23 chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Théâtre et justice, une vieille histoire. De même que les rapports entre art et réel, dont Lorraine de Sagazan rebat les cartes depuis quelques spectacles.

Grande, fine et blonde, la jeune femme semble toujours portée sur elle une gravité, une forme de sensibilité inquiète, malgré les succès de ces dernières années. A 38 ans, elle s'est imposée comme une des metteuses en scène les plus passionnantes de sa génération, ouvrant des brèches d'exploration inédites dans le théâtre français. Contrairement à ce que son patronyme, désormais célèbre grâce à sa cousine (éloignée) Zaho de Sagazan, pourrait laisser supposer, elle n'est pas née avec une cuillerie artistique en or dans la bouche.

«Une autorisation»

Ce parcours, nul ne l'a mieux résumé qu'elle, en introduction de son spectacle *L'Absence de père* (2019), inspiré du *Platonov*, de Tchekhov. «Mon père vient d'une famille de la vieille noblesse française désargentée. Ma mère, issue d'un milieu modeste et d'un père orphelin, a toujours été complexée de ce qu'elle allait pouvoir transmettre à ses enfants. Mon père rêvait de faire un métier artistique, mais dans son milieu ce n'était pas admis. Je suis la première femme de ma famille à ne pas avoir été mère au foyer et à avoir eu la possibilité de choisir ma vie. Actrice était le seul métier artistique qui pour une femme nous était venu à l'esprit. Je l'ai compris assez tard, mais j'ai détesté jouer, j'ai détesté cette position d'être plus désirée que désirante.»

Lorraine de Sagazan n'est pas restée si longtemps actrice. Rapidement, elle a compris que c'était à l'endroit de la mise en scène qu'elle allait trouver son terrain d'expression. Après s'être formée à l'école du Studio-théâtre d'Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine), qui a aussi vu l'élosion de Julie Délique ou de Sylvain Creuzevault,



Lorraine de Sagazan,
à la Villa Médicis,
à Rome, en 2023.

BENJAMIN THOLOZAN

elle a poussé la porte des salles de répétition de Thomas Ostermeier, à Berlin, ou de Romeo Castellucci, à l'Opéra de Paris. Une figure de la constellation familiale avait été importante, dans ce parcours pour tenter de se faire une légitimité dans un art, le théâtre, auquel elle s'est accrochée dès l'enfance : celle du plasticien et performer Olivier de Sagazan, lointain cousin de son père. «C'est un artiste qui m'a beaucoup inspirée. Dans l'émancipation dont il a pu faire preuve, c'est comme s'il m'avait délivré une autorisation», note-t-elle.

Elle a fondé sa compagnie, La Brèche, en 2015, en mettant en scène Lars Norén, Ibsen ou Tchekhov, avec une énergie contemporaine, une intensité proches de celle du maître Thomas Ostermeier. «Mais c'était comme si je ne lâchais pas complètement la rampe, constate-t-elle. Ce qui m'intéressait, c'était d'aller vers le spectacle comme expérience vécue, et non plus comme une représentation du réel. Les arts plastiques, la

philosophie et la performance, portés par des artistes femmes notamment, ont été déterminants dans ma vie, et je voulais pousser ma réflexion sur la création d'actes, de formes, susceptibles de bouleverser réellement, d'opérer des déplacements chez les spectateurs.»

Cérémonie cathartique

Le déclencheur est venu de la crise due au Covid-19 et de la fermeture des théâtres, pendant de longs mois. Quand la pandémie a surgi, la metteuse en scène travaillait à une adaptation du *Décalogue*, de Krzysztof Kieslowski. L'électrochoc l'a menée à une tout autre démarche. «J'ai eu une sorte de crise dans mon rapport à la fiction, détaille-t-elle. Je ne comprenais plus pourquoi je faisais du théâtre, ce que voulait dire représenter le réel à l'heure des séries télévisées, du cinéma documentaire et d'Internet. J'avais un sentiment d'inutilité, et je ne pouvais plus demander à des acteurs de faire semblant d'être pauvres ou malades : cela n'avait plus

«Je suis la première femme de ma famille à ne pas avoir été mère au foyer et à avoir eu la possibilité de choisir ma vie»

LORRAINE DE SAGAZAN

sens de prise en charge de la mort pendant la crise sanitaire, l'impossibilité des funérailles collectives et des réunions familiales, la mort veuve, seuls, par les anciens et les plus fragiles. Et la justice, plus précisément la manière dont l'institution judiciaire a du mal à générer un sentiment de justice, soit que ces personnes aient ressenti la violence de l'institution, soit qu'ils disent subir ses manques. J'ai su que j'allais travailler sur ces deux sujets.»

Le premier a donné lieu à un spectacle magnifique, qui a pris le tour d'une cérémonie cathartique d'une puissance rare : *Un sacre*, créé en 2021. Le second est ce *Léviathan* qui place les spectateurs, sans échappatoire, face à la réalité de la justice expéditive que sont les audiences de comparution immédiate : une parodie de justice qui «déshumanise» et «efface» une population déjà marginalisée, selon la metteuse en scène.

Et c'est bien une brèche de première importance qu'elle a ouverte dans le théâtre français

avec ces deux spectacles – de même qu'avec *Le Silence*, créé en janvier 2024 à la Comédie-Française. Faire éprouver le réel, chez Lorraine de Sagazan, ne se conçoit pas sans une recherche formelle hautement sophistiquée et pensée. «La fiction, l'imaginaire, le lieu théâtral lui-même sont devenus pour moi des "contre-espaces", des "contretemps", analyse-t-elle. Il ne s'agit plus de passer par la représentation, insuffisante ou fausse, du réel, mais de créer de manière performative un acte équivalent au réel.» De vivre, autrement dit, le théâtre comme une hétérotopie, ce concept inventé par Michel Foucault en 1967. Le philosophe français citait alors, comme exemples de ces espaces concrets pour héberger l'imaginaire, les cabanes d'enfant ou... les théâtres. ■

FABIENNE DARGE
Léviathan, par Lorraine de Sagazan. Odéon-Théâtre de l'Europe, Ateliers Berthier, Paris 1^{er}. Du 2 au 23 mai.

Le cri du cœur d'un jeune comédien ukrainien qui a fui Moscou

Au Théâtre de Belleville, à Paris, Viktor Kyrylov raconte, dans un seul-en-scène captivant en forme de confession, ses tourments d'exilé

SCÈNE

Au matin du 24 février 2022, la vie de Viktor Kyrylov est devenue, dit-il, «absurde». Cet Ukrainien âgé alors de 20 ans est réveillé par un coup de téléphone de sa mère qui lui annonce que la Russie a déclaré la guerre à son pays, que des bombardements frappent sa ville natale d'Odessa. «Surtout ne rentre pas», le supplie-t-elle. Viktor Kyrylov vit à Moscou où, depuis trois ans, ce passionné de culture russe mène la vie dont il rêvait. Étudiant au Gitis, prestigieuse école de théâtre, il doit jouer son premier spectacle le 25 février, *La Mouette*, de Tchekhov. «Mon

rêve fait de moi un traître pour les Ukrainiens et un ennemi pour les Russes, ma vie n'a plus de sens», résume le comédien. Où aller? Doit-il faire la guerre contre ceux chez qui il voulait vivre? Doit-il fuir? Trois ans plus tard, sur la scène du Théâtre de Belleville à Paris, Viktor Kyrylov raconte, dans un seul-en-scène captivant en forme de confession, ce cas de conscience bouleversant.

Il a appelé son spectacle *Maintenant je n'écris plus qu'en français*. La langue russe, il veut «l'oublier», la langue française, qu'il maîtrise désormais parfaitement, est devenue son refuge. Viktor Kyrylov fait le récit d'un exil avec l'ardeur de celui qui a besoin de lever l'ambi-

valence (combattre ou s'enfuir) qui lui a longtemps serré la poitrine. Il a le besoin à la fois de s'expliquer et de comprendre comment son histoire s'inscrit dans la grande histoire. Sur la scène, des cartes de l'Ukraine, de la Russie et de l'ex-URSS sont projetées sur un grand écran. Derrière toute cette géopolitique et ces frontières mouvantes, combien de destins ont été changés?

«C'est quoi la bonne décision?» Parfois, le grand écran se retourne et devient un miroir. Viktor Kyrylov s'y retrouve face à lui-même et se confie. «C'est quoi la bonne décision?», s'interroge-t-il. Comment ne pas culpabiliser de ne

pas aller combattre. «Je ne t'ai pas fait pour que tu meures à la guerre. Vis!», lui implore sa mère, infirmière. «Entre la patrie et ma mère, j'ai choisi ma mère», explique son fils. Au lendemain de sa première représentation de *La Mouette*, dans un théâtre où ses copains russes ne parlent pas de guerre mais d'*«opération militaire»*, il décide de partir. «Je quitte la Russie, ce pays qui me fascinait. La Russie de Tolstoï et de Tchekhov n'existe pas.» Le jeune comédien prend la direction de la Lettonie, puis de l'Estonie où il arrive le 3 mars 2022 et se fait enregistrer comme réfugié. Mais impossible d'avoir un titre de séjour. Une fois encore, où aller? Il choisit la

France, il n'a jamais vu Paris, il ne connaît pas la langue.

Ensuite? Viktor Kyrylov a fait le choix judicieux d'arrêter son récit aujourd'hui de son arrivée à la gare routière de Bercy après deux jours de voyage via la Pologne. Son adaptation et son intégration à un nouveau pays, c'est un autre sujet, qui fera sans doute l'objet d'un prochain spectacle. Pour l'heure, il a préféré, dans ce premier seul-en-scène, se concentrer sur la guerre et ses bouleversements. C'est Eric Ruf, administrateur général de la Comédie-Française qui l'a encouragé à écrire son histoire. Accueilli à son arrivée de Moscou au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, le comédien

a intégré, la saison dernière, l'académie de la maison de Molière. Et il est vraiment fait pour le théâtre.

Grâce à sa présence intense sur scène, la qualité de son écriture et la profondeur de ses réflexions, Viktor Kyrylov, 23 ans, nous ébranle et nous questionne car on ne peut s'empêcher de se mettre à sa place et de se demander: qu'aurions-nous fait? Parce qu'il parle d'ici et maintenant, de l'Europe et de la guerre, son spectacle ne s'oublie pas. ■

SANDRINE BLANCHARD

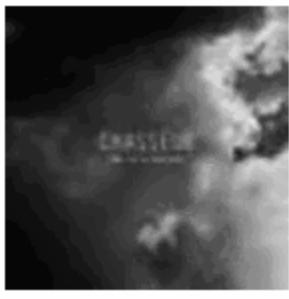
Maintenant je n'écris plus qu'en français, texte et interprétation Viktor Kyrylov. Au Théâtre de Belleville, Paris 11^{er}. Jusqu'au 29 juin.



WOLFGANG AMADEUS MOZART
Airs de concert pour ténor
Se di lauri il crine adorno (extrait de *Mitridate, re di ponto*). Va, dal furor portata KV 21/19c. Si mostra la sorte KV 209. Misero! o sogno KV 431/425b. Se al labbro mio non credi KV 295. Per pietà, non ricercate KV 420. Con ossequio, con rispetto KV 210.

Or che il dover KV 36/33i. Avec l'ensemble A Nocte Temporis, Reinoud Van Mechelen (ténor et direction). La composition des airs pour ténor de Mozart s'étale de sa prime jeunesse jusqu'à la période de sa maturité viennoise. Il s'agit la plupart du temps d'airs dits « de bagage » (*arie di baule*), composés à l'intention d'un interprète afin que celui-ci puisse l'intercaler au sein d'un opéra écrit par un tout autre compositeur.aisance souveraine, maîtrise du souffle, luminosité du timbre, le ténor Reinoud Van Mechelen, à la tête de l'ensemble A Nocte Temporis (fondé en 2016 avec la flûtiste Anna Besson), offre un album en tous points digne d'éloges. Dès le *Se di lauri il crine adorno*, extrait de *Mitridate*, écrit par un Mozart de 14 ans, le Belge démontre ses talents de dramaturge. Cinq ans auparavant, les vers de Metastase sur *Va, dal furor portata* ont prouvé la précocité du talent mozartien. Au centre de l'album, le magnifique *Se al labbro mio non credi* – encore Metastase –, dédié à Anton Raaf, créateur du rôle d'Idoménée, tandis que c'est pour son Belmonte de *L'Enlèvement au sérial*, Johann Valentin Adamberger, que Mozart écrit le tragique *Per pietà, non ricercate*. Intensité et noblesse caractérisent la vocalité de Van Mechelen, qui, sans surpasser ses prédecesseurs, de Christoph Prégardien à Roldano Villazon, se distingue par une magnifique concordance entre voix et instruments. ■ MARIE-AUDE ROUX

Alpha Classics/Outhere Music.



CHASSEUR
Nos vies en parallèle

Chasseur est le projet du franc-tireur brevet Gaël Desbois, auteur, compositeur et interprète né en 1970, par ailleurs membre du duo cold wave Tchewsky & Wood, avec la chanteuse et comédienne Marina Keltchewsky. Si *Nos vies en parallèle* est son cinquième effort solo, ce batteur de formation a connu plusieurs vies, en tournant et enregistrant avec Miossec, Laetitia Shériff, ou encore Dominic Sonic (1964-2020). Avec Chasseur, il s'émancipe en chanteur, doublé d'un talent certain pour les textures électro sophistiquées, à la lisière de Depeche Mode et du minimalisme brumeux de Suicide. Affiliation rennaise oblige, on serait parfois tenté de citer un Etienne Daho ténébreux (*Cavaliers solitaires*), ou plus contemporain, l'élegance électro-pop vaporeuse d'un Malik Djoudi (*Chacun sa rive*). Mais Chasseur possède un univers propre et vise souvent dans le mille, notamment sur la new wave hypnotique d'*A nos âmes* et les mélodies capiteuses d'*'Encore, Cavaliers solitaires, C'est comment qu'on sème'*. ■ FRANCK COLOMBANI

Reptile.

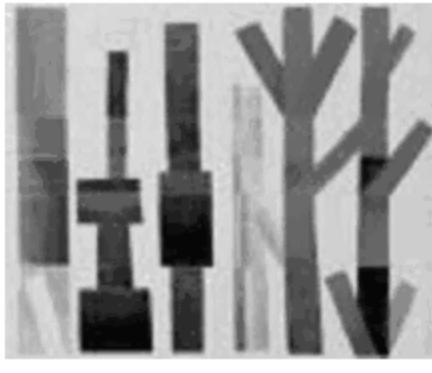


ALUNE WADE
New African Orleans

Sultan, sa précédente proposition d'afro-jazz (2022), nous avait enchantés. Avec ce sixième album, l'élégant bassiste et chanteur auteur-compositeur Alune Wade maintient le cap vers l'excellence. Dans celui-ci, enregistré entre le Sénégal, sa terre natale – où tout le monde le surnommait autrefois « Marcus », en référence à son héros, le bassiste américain Marcus Miller –, Lagos (Nigeria), La Nouvelle-Orléans (Etats-Unis) et Paris, il mixe ferveur des cuivres, groove haletant de la basse, douceur et souplesse de sa voix (le plus souvent en wolof ou en anglais). Des compositions originales (*Le funky Night Tripper*, placé en ouverture, gorgé de salves cuivrées d'afro-beat, plonge d'emblée dans le vif du sujet), des relectures et réinventions – *Gris-Gris Gumbo Ya Ya* (Dr. John), *Voodoo Child* (Jimi Hendrix), *Water No Get Enemy* (Fela Kuti), *Watermelon Man* (Herbie Hancock), zébré par un solo étourdissant du trompettiste nigérien Victor Ademofe –, qui résonnent comme autant de vibrants hommages. Un réjouissant périple musical, pour lequel Alune Wade a su s'entourer de pertinents complices (Cyril Atef, batterie ; Harry Ahonlouson, saxophone ; Pedrito Martinez, percussions ; Cédric Duchemann et Kyle A. Roussel, claviers et piano ; ou encore la chanteuse Julia Sarr...). ■ PATRICK LABESSE

Enja Yellow Bird/L'Autre Distribution.

■ Lire aussi sur [LeMonde.fr](#) la critique de « Pour de vrai » (édition Deluxe), de Robin.



JULIO VILLANI
Galerie RX & SLAG
Julio Villani, qui est né au Brésil en 1956 et vit depuis 1982 entre Paris et São Paulo, est un artiste multiple. Il pratique le ready-made à sa façon, changeant en quelques additions, aussi peu nombreuses que possible, des objets ordinaires en figures animales ou fantaisies. Il rehausse de vieilles photos par le collage ou la tache. Il concoit de grandes broderies sur lin ou coton, semées de symboles et de mots, à suspendre aux murs ou au plafond. Mais ce sont ses peintures qui sont montrées ici : des compositions de formes géométriques colorées sur fond blanc. Ce langage connu, Villani le renouvelle en le troublant et le faisant vaciller. Les contours des rectangles ou des losanges sont tracés au fusain, mais leurs lignes sont légèrement tremblées, loin de la rectitude attendue. Les aplats de couleurs vibrent au rythme des touches qui les animent comme s'ils étaient liquides. Les structures sont abstraites, mais l'œil croit y repérer parfois des allusions à des figures humaines ou végétales. Il ne sait bientôt plus s'il a devant lui une surface plane ou un espace dans lequel il glisse. Quelquefois, des lettres presque complètes et lisibles sont inscrites, mais ce n'est pas une règle uniforme. Cette liberté fait de chaque toile un moment d'incertitude et de délectation. ■ PHILIPPE DAGEN

« L'Eau rouge de la veine mémoire ». Galerie RX&SLAG, 16, rue des Quatre-Fils, Paris 3^e. Jusqu'au 14 juin.

Le directeur délégué du Festival d'Avignon contraint au départ

Pierre Gendronneau est accusé de violences sexistes et sexuelles

Voici une affaire dont le Festival d'Avignon se serait bien passé alors qu'approche à grand pas l'ouverture de la manifestation qui se tiendra du 5 au 26 juillet. Une affaire qui voit se percuter deux calendriers de nature incompatible : le judiciaire et l'artistique. Vendredi 13 juin, Pierre Gendronneau, directeur délégué de la manifestation, quittera les fonctions qu'il occupe depuis février 2023 auprès du directeur Tiago Rodrigues. Un départ qui découle, selon une information publiée par *Télérama* mercredi 30 avril, d'accusations à son encontre de violences et harclements sexistes et sexuels (VHSS).

Celles-ci s'inscrivent dans un contexte où la vigilance envers les VHSS est prise très au sérieux au sein du Festival d'Avignon. « Nous menons des formations qui visent à donner à tous les mêmes critères pour savoir quelles sont les règles de vie en commun », explique Eve Lombart, administratrice de la manifestation. La variété des parcours, des âges et des origines des personnes peut faire que les niveaux de tolérance divergent des uns aux autres. Or, en revenir aux définitions des VHSS, affirmer qu'il n'y a aucune tolérance dans l'entreprise, mailler les équipes avec la présence de référents, c'est donner un cadre rigoureux, pour ne pas dire sévère, à l'appreciation des situations. »

Le 13 janvier, entendue par la commission d'enquête parlementaire relative aux violences commises dans le secteur de la culture dirigée par la députée écologiste Sandrine Rousseau, Eve Lombart rapportait avoir reçu neuf signalements de VHSS en 2024, onze en 2023. « Tous ont été traités avec vigilance et fermeté ; quand nous en avions la possibilité, ils ont débouché sur une sanction », ajoute-t-elle. Sur ces vingt signalements, deux seulement impliquaient la même personne et pas un seul ne concernait Pierre Gendronneau. « Le dispositif des cellules que nous avons mis en place dès mon arrivée à la direction en 2022 a permis une libération de la parole, ce qui explique ce nombre en hausse par rapport aux années précédentes, explique le directeur Tiago Rodrigues. Les 700 salariés qui sont en contrat avec Avignon ont l'obligation de suivre la formation

paritaire et régulière de la commission d'enquête parlementaire. Face à l'aspect réputationnel, plus personne ne veut prendre de risque, les directeurs d'institutions font désormais très attention. »

Du côté du Festival d'automne, Emmanuel Demarcy-Mota, qui a

Fin août 2024, le nom de Pierre Gendronneau est signalé au ministère de la culture par deux femmes

tion. » Lui-même s'y est plié, tout comme son directeur délégué.

Il n'empêche : fin août 2024, le nom de Pierre Gendronneau est conjointement signalé au ministère de la culture par deux femmes qui indiquent, dans un mail anonymisé, avoir été ses victimes. L'une serait salariée au Festival d'Avignon (une information que Tiago Rodrigues refuse de confirmer « par respect pour l'identité de la plaignante »). La seconde l'incrimine sur l'époque où il travaillait au Festival d'automne à Paris.

Engagé à 25 ans en 2015 par le directeur Emmanuel Demarcy-Mota et l'équipe artistique alors aux manettes (Marie Collin et Joséphine Markovits), le jeune homme y est directeur de production jusqu'en 2022. C'est durant cette période qu'il aurait harcelé une salariée. « Il n'a jamais été porté, alors, à ma connaissance d'éléments qui pouvaient me laisser penser qu'il aurait eu des propos ou un comportement déplacés », s'étonne Emmanuel Demarcy-Mota. « Je l'estimais en tant que collaborateur et je n'étais au courant de rien », complète Marie Collin. En mai 2022, le directeur de production gagne d'ailleurs du galon puisqu'il est nommé adjoint à la direction. Un poste qu'il quitte en février 2023 pour rejoindre le Festival d'Avignon. Une trajectoire qui vont heurter de plein fouet les plaintes des victimes.

Enquête interne

A la suite de leurs signalements envoyés par mail, le ministère de la culture parvient à entrer en contact avec les deux requérantes et leur explique que, pour traiter leur demande, il faut lever l'anonymat et apporter des éléments précis. C'est chose faite dans le courant de l'automne 2024. La Rue de Valois déclenche alors, en novembre 2024, l'article 40 du code de procédure pénale, et saisit le procureur de la République, qui doit apprécier s'il y a lieu de poursuivre la personne incriminée.

Parallèlement, comme c'est la règle dans ce type d'affaire, une procédure relevant non pas de la justice mais du droit du travail est engagée. Le ministère informe l'employeur – en l'occurrence le Festival d'Avignon – de ces signalements afin qu'il diligente une

enquête interne. La suite donnée par le Festival est connue. « Tout a été mené de manière rigoureuse et proportionnée », précise-t-on au ministère de la culture. Soucieux de rétablir la chronologie, Tiago Rodrigues précise les dates : « Le 8 novembre, le ministère nous informe. Le 9, j'annule un déplacement professionnel à New York. Le 11, Françoise Nyssen, présidente du conseil d'administration, et moi-même décidons de lancer une enquête interne. Elle est confiée au cabinet Egaé qui la démarre dès le 12 novembre. »

Afin d'assurer la mise en sécurité des salariés, Pierre Gendronneau est astreint à un télétravail obligatoire le temps que le cabinet, dirigé par Caroline De Haas, mène ses investigations. L'enquête dure deux mois. Mi-janvier, deux cabinets d'avocats indépendants sollicités par le Festival d'Avignon (« pour garantir notre impartialité », précise le directeur) rendent leurs conclusions. « Ils ont jugé que l'enquête ne relevait pas de faits de violence ou de harcèlement de la part de Pierre Gendronneau. L'absence de preuve de culpabilité n'ouvrirait donc pas le champ à une sanction disciplinaire forte. »

Mais l'affaire n'en reste pas là : « Un climat de suspicion et des rumeurs persistantes ne permettent plus à Pierre Gendronneau d'accomplir sa mission. C'est la raison pour laquelle nous avons convenu, ensemble, d'un départ qui sera effectif le 13 juin », précise Tiago Rodrigues. « Sans la baisse salutaire du seuil de tolérance face aux VHSS, sans doute n'aurait-il pas quitté son poste, considère le député MoDem Erwan Balanant, rapporteur de la commission d'enquête parlementaire. Face à l'aspect réputationnel, plus personne ne veut prendre de risque, les directeurs d'institutions font désormais très attention. »

Sollicité, Pierre Gendronneau nous a répondu par texto : « Je ne peux ni ne souhaite m'exprimer pour le moment, je le ferai peut-être une fois mes fonctions terminées, à partir de mi-juin. » ■

ét�픽, en septembre 2024, par une salariée de son équipe « de faits de harcèlement moral, sexiste et sexuel dont elle aurait été la victime », n'a pas déclenché d'enquête interne : « Pierre Gendronneau n'étant plus salarié depuis deux ans, aucun contradictoire avec son concours ou sa présence ne pouvait avoir lieu », justifie-t-il.

Un potentiel harceleur

Dès novembre 2024, et après des discussions avec la plaignante et son équipe, il sollicite lui aussi le diagnostic du cabinet Egaé afin de « mettre en place les dispositifs adaptés pour améliorer les choses et qu'elles évoluent dans le bon sens pour l'avenir ». Emmanuel Demarcy-Mota souhaite ainsi que « tout le monde fasse la formation VHSS au sein du Festival d'automne ». Une résolution qui satisfait la nouvelle directrice artistique du Festival, nommée en 2021, en poste depuis 2022, Francesca Corona : « Si je suis heureuse que cette victime ait eu la force de parler, je suis saisie d'effroi à l'idée que j'ai pu travailler, sans rien voir, aux côtés d'un potentiel harceleur. Nous devons être à l'écoute des plaignantes et les accompagner, dans une sorte de sur-mesure, en respectant leurs propres temps. »

Les calendriers artistiques et judiciaires ne répondant décidément pas aux mêmes lois, le Festival d'Avignon va donc s'ouvrir avec, à sa tête, une direction amputée : « La direction et la direction déléguée sont le résultat d'une décision du conseil d'administration avec validation du ministère de la culture et de la maire d'Avignon. Le ou la remplaçante de Pierre Gendronneau sera vraisemblablement nommée(e) à la rentrée 2025 », confie Tiago Rodrigues, dont le renouvellement, pour un second mandat, dépend, lui aussi, d'un CA qui se tiendra après l'édition 2025. « Je suis ravi d'entamer un dialogue sur cet éventuel renouvellement mais je respecte la procédure : c'est la prérogative du conseil d'administration », ajoute-t-il.

Sollicité, Pierre Gendronneau nous a répondu par texto : « Je ne peux ni ne souhaite m'exprimer pour le moment, je le ferai peut-être une fois mes fonctions terminées, à partir de mi-juin. » ■

SANDRINE BLANCHARD ET

JOËLLE GAYOT

A Nîmes, l'exposition « Benzine Cyprine » saccagée

Le centre d'art et de photographie NegPos a été vandalisé dans la nuit du 25 au 26 avril

NÎMES - correspondante

Des tirages photo piétinés, arrachés et déchirés, des visages de femmes taqués, des porte-photos à terre, des phallus peints en grand format sur les murs. A Nîmes, la dernière exposition organisée au centre d'art et de photographie NegPos a été vandalisée avec acharnement dans la nuit du 25 au 26 avril. L'exposition intitulée « Benzine Cyprine », de Kamille Levêque Jégo, a été presque entièrement détruite. Sur les 40 photos présentées, 90 % ont été abîmées.

Une semaine après les faits, le directeur et fondateur Patrice Loubon ne cache pas son désarroi : « Depuis plus de vingt ans, je n'ai jamais assisté à ça. J'y vois le geste de masculinistes qui veulent marquer leur territoire. Ils veulent montrer que des hommes sont passés par là. »

Dans son travail commencé il y a plus de dix ans, Kamille Levêque Jégo met en scène un gang de femmes, Benzine Cyprine, pour « répondre à un malaise existentiel autour du fait d'être de sexe féminin », explique la photographe au téléphone. « J'utilise la fiction pour parler de choses réelles. Le but de cette exposition est de célébrer une féminité flamboyante, redoutable. » Cette œuvre, qui montre des femmes fortes, puissantes et combatives, a été lauréate du festival Manifesto à Toulouse en 2018. La photographe de 35 ans se dit « navrée et atterrée » devant les destructions. « J'y vois une attaque directe envers le féminisme. Ce qui a créé et motivé cette agressivité, c'est la façon dont les femmes sont représentées. »

Dans cette galerie associative située en périphérie de Nîmes, née il y a vingt-sept ans, installée dans les emblématiques bâtiments Ne-

mausus imaginés par Jean Nouvel, cet acte de vandalisme arrive après plusieurs gestes d'intimidation. En 2024, pour l'exposition « Sexe et sorcellerie », l'artiste Fatima Mazmouz « avait été ouvertement insultée », rappelle Patrice Loubon. Cette fois, une semaine après le vernissage de « Benzine Cyprine », un début d'incendie s'est déclaré dans les locaux, suivi le lendemain d'une première effraction et des tirages piétinés...

Indignation

Patrice Loubon ne comprend pas : « Nous défendons des artistes, cela peut parfois être provocateur, mais certaines publicités dans la rue sont bien plus agressives que nous. Il est inquiétant de voir comment certaines idées masculinistes trouvent un écho dans la société d'aujourd'hui. »

Un expert doit venir constater les dégâts le 6 mai. En attendant,

l'espace NegPos est fermé au public. Patrice Loubon et Kamille Levêque Jégo sont déterminés à reproduire cette exposition. « C'est déjà difficile d'être exposé et de montrer son travail. Là, il va nous falloir un peu de temps pour retrouver des financements et tout renouvellement », explique l'artiste.

A Nîmes, le leader de l'opposition Vincent Bouget (PCF), quelques élus communistes et responsables écologistes ont dénoncé ces actes et ont contacté Patrice Loubon pour l'assurer de leur soutien. Les membres de la majorité municipale (LR), l'adjoint à la culture Daniel-Jean Valade tout comme le président de Nîmes Métropole (LR) ont manifesté leur indignation dans des communiqués de presse. Mais aucun ne s'est rendu sur place ou n'a joint directement Patrice Loubon. ■

AGATHE BEAUDOUIN

A Fontevraud, Romain Bernini dissémine des yeux et des regards

Le peintre a été invité à dialoguer avec le musée et l'ensemble de l'abbaye

ARTS

FONTEVRAUD (MAINE-ET-LOIRE)

Parfois, dans les musées, on se sent épier. Là, l'œil d'un rhinocéros blanc, ici, d'une mésange charbonnière; ailleurs, la pupille d'une chouette hulotte... Tous, ils nous guettent, nous hantent. Le peintre Romain Bernini a dispersé tous ces regards à Fontevraud: tableaux minuscules, ils constituent autant de pierres semées sur le magnifique parcours qu'il a composé là-bas.

Plus grand site monastique d'Europe, cette abbaye, située dans le Maine-et-Loire, est juchée d'un musée depuis 2021. Les deux institutions sont coutumières des cartes blanches aux artistes: ceux-ci ajoutent une strate aux neuf cents ans d'histoire de ce monastère géré par des abbesses, devenu prison au XIX^e siècle, et aujourd'hui classé au Patrimoine mondial de l'Unesco.

Mais, pour la première fois, musée et abbaye s'unissent pour inviter un même artiste: c'est le principe des Zeugma, programme que Romain Bernini inaugure avec éclat, imaginant des allers-retours vertigineux entre les deux sites. Il a passé ici plusieurs semaines, à s'imprégner du silence, à apprivoiser la richesse du musée.

Différents types de dialogues On le dit musée d'art moderne, mais c'est aller trop vite. Le legs du couple Cligman, qui en constitue le fonds, ouvre bien d'autres horizons: la Grèce, le Congo, l'Iran se marient avec bonheur dans les vitrines. L'artiste a joué de ces alliances avec délicatesse, stupéfait de cet éclectisme. «J'ai travaillé plus lentement que d'habitude, j'avais souvent des moments d'arrêt face à ce passé complexe, ces métissages qu'offre la collection: une histoire de l'art sans hiérarchie, transversale. C'est ce qui m'a permis de m'y inclure, d'aller dans les interstices».

Pour «jouer de l'étonnante plasticité du musée», il a imaginé différents types de dialogues. Il y a ces yeux, d'abord, on l'a dit, disséminés «comme des oculi veillant sur

L'artiste a passé ici plusieurs semaines à s'imprégner du silence, à apprivoiser la richesse du musée

nous». En voilà un, œil de chien, fiché entre un portrait de van Dongen (1877-1968), des jumeaux ibéji du Nigeria et un masque d'Egypte romaine ayant appartenu au père de Cocteau (l'inspiration de son Ophée). «S'il fallait trouver une thématique à l'exposition, ce serait le regard sur l'autre, l'autre vivant, l'animal, l'humain, le végétal», résume Romain Bernini.

D'autres toiles, plus amples, font entrer dans le musée le souffle du paysage. Il peut être abstrait, comme ces frottages effectués «sur le sol même de l'abbaye, usé par les moniales, ouvrage de motifs griffés dans le béton par les détenus». Disposées sur des murs, ces déposés picturaux viennent «porter, ou importuner la collection». Roi, Reine, Cavalier, Fou, Tour, les pièces de l'échiquier de la sculptrice Germaine Richier (1902-1959) surgissent devant l'entrelacs d'une jungle que Romain Bernini leur dédie. Leurs squelettes de bronze résistent à un marécage «presque toxique, à la beauté dangereuse, postapocalyptique. J'y suis allé fort sur la couleur, car le beau gris de leur bronze m'a poussé à des bleus et roses intenses».

Mais l'artiste ne s'est pas arrêté aux quelques chefs-d'œuvre de la collection: il a laissé son regard flâner sur chaque vitrine, examinant ce mors de cheval du Luristan, cet ibis Thot venu d'Egypte, ce bouddha khmer. Certains artefacts l'ont frappé plus que d'autres: il leur offre alors des toiles qui deviennent comme un autel. Sur certaines, il fait exploser leur échelle: haute de quelques centimètres, une idole d'ivoire a



L'abbaye royale de Fontevraud, en mars. CHRISTOPHE MARTIN/MUSÉE D'ART MODERNE

désormais la taille d'un enfant. Derrière un byeri fang du Gabon, un mur de vagues jaune d'or et vert viride. Pour la tête batak de l'île de Sumatra, des lignes orange fluo zèbrent le vert amande.

Romain Bernini a repris et amplifié ce principe dans les toiles qu'il accroche sous la hotte géante du fumoir abbatial, curiosité conique bâtie au XII^e siècle. «C'est entre le temple et le vaisseau spatial», s'amuse-t-il. Sculpture cycladique, ivoire léga du Congo, Vénus préhistorique, on y retrouve dépôts quelques-uns des objets aperçus dans le musée, magnifiés, en suspens. «Je voulais rendre hommage à la puissance de ces petits ouvra-

ges qui me procurent une immense émotion, entrer en empathie avec eux.» Pour la fin du parcours, cachée dans le cœur de l'abbaye, ce «mille-feuille riche de grâces et de tragédies», il a gardé sa pièce maîtresse: le portrait d'un arbre, grandeur nature, qui rivalise avec la hauteur des voûtes. «A la fois doux et monumental, il prend possession des lieux»; il aide, comme toute l'exposition, à en prendre la mesure, et la démesure. ■

EMMANUELLE LEQUEUX

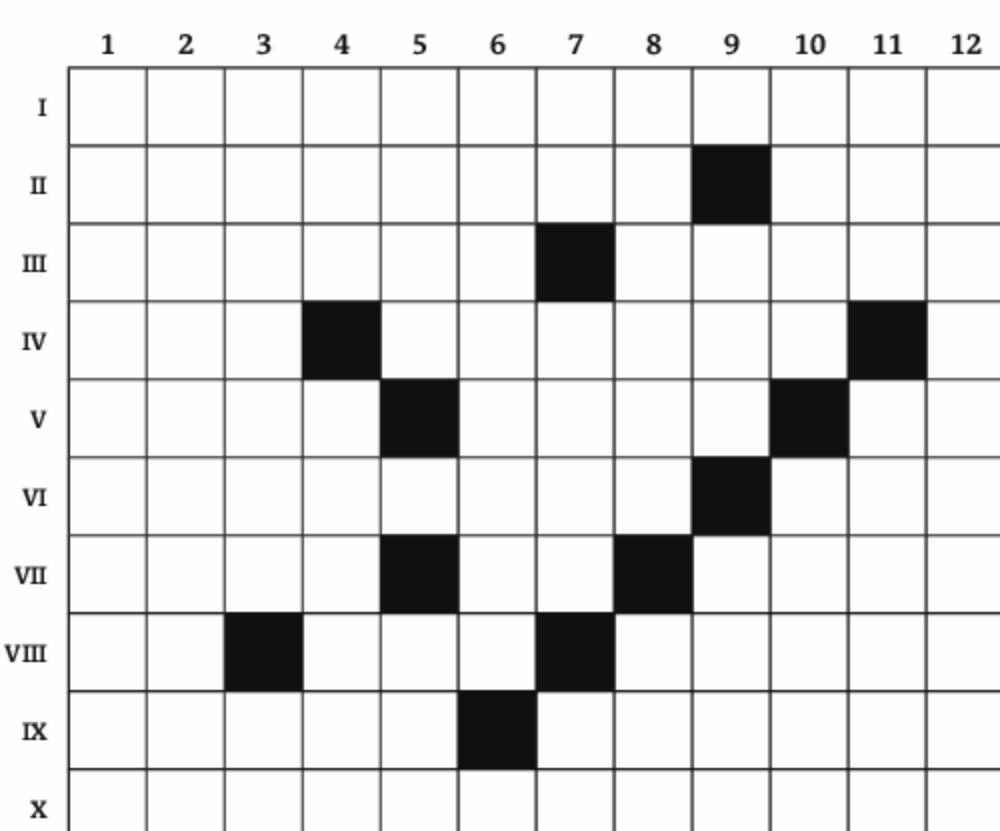
Zeugma 01 - Romain Bernini, à l'abbaye royale et Musée d'art moderne de Fontevraud (Maine-et-Loire). Jusqu'au 5 octobre.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 104

PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 103

HORizontalement I. Autocensurer. II. Eserine. Bébé. III. Rutabaga. Lev. IV. Or. Cl. Unciné. V. Piolet. Rail. VI. Héléra. Fessa. VII. Arès. Pain. Tt. VIII. Géo. Pelletée. IX. Lieu. An. X. Electrocuter.

Verticalement 1. Aérophagie. 2. Usurière. 3. Têt. Olé-olé. 4. Oracle. 5. Cibler. Pet. 6. ENA. Tapeur. 7. Négus. Al. 8. An. Fil. 9. Ub. Crêneau. 10. Relias. TNT. 11. Ebéniste. 12. Révélateur.

HORIZONTALEMENT

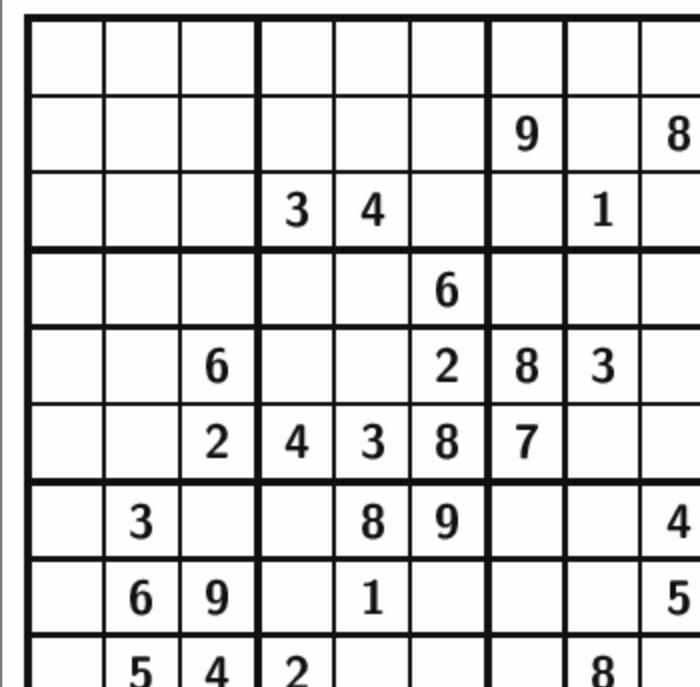
I. A lui les gros travaux à la forge. II. Obtendra un résultat. Trébuche dans la bourse du Suédois. III. Héraclès a eu mortellement sa peau. Un des quatre noms féminins terminés par U. IV. Met le feu aux organes. Mis en bonne place. V. Le lièvre y trouve son repos. Gaz en tube. Le partit de VGE. VI. Fourrure de caracul après réforme. A gauche à la campagne. VII. Grande assemblée de cardinaux. Préposition. A facilité nos communications à distance. VIII. Démonstratif. Bon mais fragile porteur. Son coup fait bon ménage. IX. Préparer la production. Gagna la partie. X. Parcours plein d'embûches et d'obstacles.

VERTICAMENT

1. Basses manœuvres secrètes. 2. Vous rendra un peu plus idiot. 3. Dans l'assiette ou à la boutonnière. Pour renforcer le montage. 4. Gardas le silence. Lentement diminué. 5. Pointe dangereusement près des côtes. Spécialiste renversé. 6. Facilitent la vie mais leurs fosses sont peu ragoutantes. 7. Demi tour. A interprété Gide à Broadway. Bouts de banane. 8. A suivre avant de couper. Ouvre les portes de la fac. 9. Coup de baguette. Chouette. 10. Toutes sont à respecter. A l'embouchure du fleuve. 11. Fleuve côtier. Bloquais net. 12. Pas facile à tenir, mais elle évite de se mouiller.

SUDOKU

N°25-104



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)

UN HORS-SÉRIE | Le Monde

VOYAGE DANS L'IMAGINAIRE
DE L'HUMANITÉ

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR LEMONDE.FR/BOUTIQUE - 14,90 €

Au large du cap Corse, tournage agité dans les eaux de la Méditerranée

Plusieurs incidents ont compliqué la réalisation du documentaire de Yann Rineau

RENCONTRE

Un ponton soufflé par l'explosion d'une bouteille d'air comprimé, une tempête, une séquence catastrophe tournée avec l'astronaute Thomas Pesquet coupée au montage... Depuis la première plongée en 2020 du biologiste et photographe sous-marin Laurent Ballesta, par 120 mètres de profondeur au large du cap Corse, et sa découverte d'un site exceptionnel jonché de 1417 anneaux coralligènes, l'expédition dont rend compte le documentaire *Cap Corse, le mystère des anneaux*, diffusé sur Arte, samedi 3 mai, a enchaîné les problèmes.

À tel point qu'à l'issue de trois ans et demi de tournage – quand six mois étaient initialement prévus – le film a failli s'appeler *La Malédiction des anneaux*, comme l'ont raconté Laurent Ballesta et le réalisateur Yann Rineau.

Découverte scientifique majeure

Depuis deux décennies, Laurent Ballesta et ses équipes d'Andromède Océanologie mènent des expéditions marines, baptisées «Gombessa», et repoussent les limites de l'exploration. Pour la cinquième expédition, qui a donné lieu au documentaire *Planète Méditerranée*, en 2020, ils sont ainsi parvenus à s'affranchir des paliers de décompression (cinq heures de remontée pour trente minutes passées à 200 mètres de profondeur) en utilisant un caisson pressurisé et saturé d'hélium qui autorise l'exploration à saturation profonde.

Ce caisson de métal est à nouveau utilisé pour la sixième expédition, menée au large du cap Corse. Quand Laurent Ballesta et trois autres plongeurs y prennent place, ils savent qu'ils vont y rester enfermés vingt et un jours, afin d'étudier à satiété ces étranges anneaux. Ils ignorent qu'ils ne pourront effectuer que six sorties... Et devront, le reste du temps, cohabiter à quatre dans 5 mètres carrés... «Laurent [Ballesta] a été très contrarié, com-

menté sobrement Yann Rineau. On s'est vraiment heurtés à un mystère dans toute sa splendeur. Cela a été difficile du début à la fin.» Mais le jeu en vaut la chandelle. Grâce à l'expertise de scientifiques tels Stéphan Jorry, géologue à l'Iframer (Brest), ou Edouard Bard, paléoclimatologue, l'expédition est pour la première fois, à l'origine d'une découverte scientifique majeure.

Car l'aventure ne s'arrête pas là. Après 2021, Laurent Ballesta et son équipe sont revenus sur zone avec un petit sous-marin – dont la caméra va tomber en panne... Le submersible va néanmoins permettre d'embarquer Thomas Pesquet – rencontré lors d'un duplex en visio réalisé en juillet 2021, l'un depuis la Station spatiale internationale, l'autre depuis les fonds marins. Résultat: «Il a essayé la première [plongée] profonde avec moi, et c'est là que tout a explosé! Il y a eu des cris, mais lui a juste soulevé un sourcil: maître.»

Or, rien de tout cela à l'écran: ni les galères ni l'astronaute. Le réalisateur Yann Rineau s'en explique: «D'habitude, le curseur est plus sur l'aventure humaine, mais, là, le phénomène scientifique était tellement complexe qu'il a pris beaucoup de place. De plus, cela faisait partie de la demande d'Arte que, dans cette case du samedi soir, on s'impose de la connaissance. C'est pour cela qu'on ne retrouve pas Thomas Pesquet. J'en ai été le premier déçu.»

Le jeune réalisateur en prend son parti et décide «de faire des scientifiques des gens passionnés». Laurent Ballesta espère que «ce film différent va laisser quelque chose de plus durable». La mission – résoudre le mystère des anneaux – est, à ses yeux, remplie. «On a une explication, jusqu'à ce que quelqu'un d'autre puisse nous proposer une autre version», tempore Yann Rineau. ■

CATHERINE PACARY

Cap Corse, le mystère des anneaux, de Yann Rineau (Fr., 2024, 92 min). Sur Arte.tv jusqu'au 2 août 2027.

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA. Durée de la société: 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social: 124.610.348,70 €. Actionnaire principal: Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél.: 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au: 00 33 32 25 71. Par courrier électronique: abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet: site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



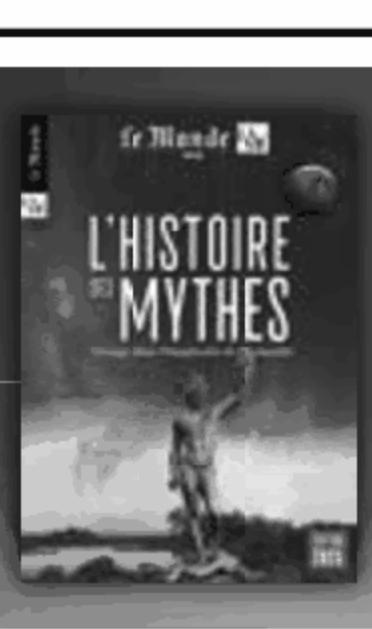
PRINTED IN FRANCE
ACPM
publicité

67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél.: 01-57-28-39-00
Fax: 01-57-28-39-26



L'Imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midy-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier: UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. **Eutrophisation**: PIto = 0,0083 kg/tonne de papier



Iris Knobloch « Pendant la majeure partie de ma carrière, j'étais la seule femme »

ENTRETIEN

A près avoir fait des études de droit, cette passionnée de cinéma a passé vingt-cinq ans à la Warner. Iris Knobloch a vécu dans plusieurs pays et a dû s'imposer dans un monde très masculin. Présidente du Festival de Cannes depuis 2022, cette femme de caractère née en Allemagne nous accueille dans son bureau lumineux à Paris avant de s'envoler pour la Croisette. A 62 ans, souriante et avantageuse, elle rend hommage à ses parents, rescapés de la Shoah, qui lui ont transmis la joie de vivre.

Je ne serais pas arrivée là si...

... Si je ne m'étais pas lancée dans l'aventure de *The Artist* quand j'étais à la Warner. Ce pari fou d'accompagner ce film m'a donné confiance en mon jugement et en mon instinct.

Pourquoi ce film en particulier ?

Car, sur le papier, il avait peu de chance de réussite. Personne n'aurait pu prédire le succès qu'il a rencontré. Pour le producteur, Thomas Langmann, ce film n'était pas facile à monter, il n'avait pas de scénario ni de dialogues car le film était muet, il n'avait qu'une simple note d'intention, c'était quasiment impossible de se projeter. Un jour, il m'a proposé de visionner un essai, c'était la scène de danse entre Bérénice Bejo et Jean Dujardin.

Ce moment magique m'a profondément touchée. Je me suis dit : « Waouh, qu'est-ce que c'est beau ! » Le soir, j'ai tenté de me raisonner : « Iris, tu ne peux pas te lancer dans un projet dont tu ne sais pas grand-chose juste parce que tu ressens une émotion forte, ne t'embarre pas. Dors dessus et vois comment tu sens les choses demain. » Le lendemain, j'avais toujours le même sentiment d'avoir assisté à quelque chose d'extraordinaire. J'y croyais, même si je n'avais que très peu d'éléments sur ce film, je devais le soutenir.

J'ai appelé le siège à Los Angeles. J'ai expliqué à mon boss que j'avais eu un coup de cœur. Quand je lui ai précisé qu'il s'agissait d'un film en noir et blanc, muet, sur le Hollywood des années 30, il m'a prise pour une folle : « Si tu décides de faire ce film, sache que tu en prendras le risque. » Quand j'ai raccroché, j'ai douté, mais j'ai assumé mes responsabilités. La suite m'a donné raison. Le film a été sélectionné à Cannes en compétition, on entendait chaque mouvement, chaque réaction de la salle. Je me souviendrais toute ma vie de la standing ovation qui a suivi.

Le film s'est ensuite envolé et a été récompensé par cinq Oscars, en 2012. Certes, le cinéma est risqué, mais c'est aussi une aventure humaine. La magie du cinéma, c'est aussi qu'il n'y a pas de recette magique. Il faut avoir une forme de foi en soi-même. Comprendre cela a été une étape-clé dans ma carrière. Comme l'a dit un jour Jack Warner : « Tout le monde a le droit de se tromper. L'essentiel est de se tromper moins que les autres. » M'autoriser à me dire « j'aile droit de me tromper, j'ai le droit d'osier, de me fier à mes émotions et à mes sentiments » a été un véritable déclic.

Pourtant vous travailliez déjà depuis plus de dix ans à la Warner...

Ça, c'est malheureusement le grand problème des femmes ! Les femmes doutent et se questionnent beaucoup trop. Dans ma vie, chaque fois que j'ai rencontré un moment important, une opportunité, une promotion, j'ai appelé mon frère pour lui dire que je ne me sentais pas capable de faire ce que l'on me proposait. Il m'a toujours répondu la même chose : « Iris, tu veux que je te donne la liste des exemples où tu doutais de toi et où finalement tu as réussi ? » Le succès de *The Artist*, ce pari si audacieux qui aurait pu aller dans le décor, a un peu apaisé ce manque de confiance, même si j'ai continué à appeler mon frère !

Comment avez-vous atterri dans l'industrie du cinéma alors que vous étiez avocate ?

J'ai toujours eu une passion pour le cinéma. Mes parents m'y emmenaient très souvent lorsque j'étais enfant. C'était le moyen pour eux, je pense, de revivre une enfance qu'ils n'avaient pas pu vivre. Je me souviens avoir été marqué par *Le Tambour*, de Volker Schlöndorff, mais aussi par le cinéma français comme celui de Claude Lelouch. J'ai toujours vu dans le cinéma un moyen de voyager, de découvrir le monde sans bouger. Grâce à mes parents, j'ai compris à quel point le cinéma est utile pour que l'histoire ne soit



A Paris, en 2024.

OLIVIER VIGERIE

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉE LÀ SI... « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. Cette semaine, la présidente du Festival de Cannes revient sur le jour où elle s'est lancée dans l'aventure du film « The Artist »

pas perdue, qu'il assure une forme de transmission très importante et que les films peuvent porter des messages universels dans le monde. Je le ressens très fortement aujourd'hui : à l'heure où nous sommes guettés par le danger du repli sur soi, le cinéma joue un rôle plus important que jamais. Il permet d'abolir les frontières, il est vu par toutes les générations.

Vos deux parents, juifs, ont échappé à la Shoah. Qui étaient-ils ?

Mon père était polonais, il a été déporté à l'âge de 16 ou 17 ans, il a survécu et a été libéré des camps. Ma mère était de Munich, elle a été cachée à l'âge de 7 ans à la campagne chez une jeune femme qui a prétendu que c'était sa fille illégitime. Quand les camps ont été libérés, le monde n'était pas ouvert, il était très difficile de quitter le pays.

Mes parents se sont rencontrés en Allemagne. A l'exception de son frère, mon père a perdu toute sa famille, ma mère a également perdu tous les siens. Ils ont essayé d'avoir des visas pour aller dans plusieurs pays, en Australie, aux Etats-Unis, ce qui était très compliqué à l'époque. Quand ils ont enfin obtenu un visa, ma mère était enceinte de mon frère, et elle ne pouvait pas prendre un bateau pendant six semaines pour l'Australie.

Comme beaucoup de survivants, mes parents parlaient peu de tout ce qui leur était arrivé et ont préféré regarder devant eux. L'histoire de ma famille est tragique, mais elle n'est pas le seul aspect qui me définit. Cette histoire fait partie du puzzle, elle est évidemment importante, mais elle n'est qu'une pièce de mon puzzle. Je crois profondément qu'on a plusieurs vies dans une vie, il m'est arrivé tellement de choses par la suite.

Quelle éducation avez-vous reçue ?

J'ai grandi dans une famille très soudée. Je suis née à Munich et j'y ai fait mes études. Je

n'ai pas eu vraiment d'éducation religieuse, le judaïsme de mes parents étant davantage culturel que religieux. Ma mère est littéraire, très cultivée, elle adore les livres. Elle s'occupait de nous ; mon père, lui, travaillait dans le commerce de bijoux. Après sa mort, dans les années 1990, ma mère a eu une deuxième vie : elle s'est engagée au sein de la communauté juive en Allemagne.

Mes parents avaient un grand appétit de vie, car une partie de la leur avait été prise. Notre vie de famille était très joyeuse. Nous allions régulièrement à la montagne, qui n'était pas loin, nous pouvions aller skier l'après-midi. Avec le cinéma, c'est devenu une vraie passion. J'ai une sœur et un frère qui ont 12 et 10 ans de plus que moi, je suis la petite dernière. Ma mère m'a toujours dit : « N'oublie jamais que tu es une princesse. »

Ils m'ont donné le sentiment que tout était possible, que je pouvais tout réaliser, mais en même temps le travail était très important pour eux. Ils étaient très à cheval sur les études, sûrement parce qu'ils n'ont pas eu la chance d'en faire. Chez nous, avoir de bonnes notes était la base pour avoir une vie indépendante. Les études représentaient la liberté, celle de choisir son métier et de faire une belle carrière. Ma sœur est devenue médecin et mon frère avocat, mes parents étaient très fiers.

Vous avez emboîté le pas à votre frère...

J'étais déjà très attirée par le cinéma, mais je voulais avoir une profession qui me protège. J'ai évidemment été influencée par mon frère, et sûrement par la figure de mon grand-père, qui avait été avocat lui aussi. Le droit a été l'occasion de me rapprocher du monde du cinéma. J'ai passé le barreau en Allemagne, puis ceux de New York et de Los Angeles. J'ai débuté dans un cabinet allemand, dans le département consacré aux médias. J'étais la première femme que ce cabinet recrutait. J'ai eu la chance que ce cabinet me propose d'aller aux Etats-Unis pour parfaire mes études.

Un grand voyage a commencé pour moi. Je n'avais pas le projet de quitter mon pays, mais cela fait partie aussi des beautés de la vie de se laisser embarquer par les événements. Mon cabinet m'a ensuite envoyé à Los Angeles pendant six mois. Au bout de ces six mois, je n'ai pas voulu rentrer. Je sentais que mon expérience n'était pas terminée et je suis restée là-bas. Au sein de ce cabinet, j'ai représenté la Warner, qui m'a finalement recrutée et où je suis restée vingt-cinq ans.

C'est beaucoup, dans une même entreprise...

Oui, mais j'y ai eu une carrière riche en opportunités. J'ai aimé les Etats-Unis, car là-bas les gens partent du principe que tout est possible. Quand on propose quelque chose, on ne vous répond pas que ça ne va pas marcher, mais on va chercher à voir comment ça peut fonctionner. Cet état d'esprit de voir le verre à moitié plein m'a beaucoup plu. C'est une recette importante pour réussir dans la vie. Je suis restée huit ans aux Etats-Unis, puis j'ai souhaité rentrer en Europe, où j'ai vécu six ans à Londres avant de m'installer à Paris, il y a dix-huit ans.

Vous n'avez donc jamais revécu en Allemagne ?

Non, même si j'y retourne pour voir ma famille. Je pense que, dans la vie, il ne faut pas revenir sur son passé. Déménager dans un pays étranger permet de se réinventer. C'est parfois difficile, il faut tout reconstruire de zéro, se faire de nouveaux amis, car quand on arrive on ne connaît personne. Mais ces défis d'adaptation m'ont fait grandir, m'ont donné confiance en moi-même.

Les premiers moments dans un nouveau pays, ce sont des petites victoires : trouver la bonne marque de yaourt, le cordonnier. Rentrer le soir en se disant « je l'ai fait ! » est excitant. Les amitiés sont différentes, on n'a pas tout cet historique qui peut nous lier à des amis d'enfance, et en même temps on peut se permettre de se rapprocher de gens qui correspondent à qui on est à ce moment-là. Quand on est trop longtemps quelque part, on a parfois des amis par habitude et non plus par choix.

Vous aimez les défis ?

Oui... quand ils sont surmontables. Ils sont importants pour rester alerte et vif. C'est dans cet esprit que j'ai quitté la Warner. Je ne voulais pas tomber dans la routine, car, sans excitation, on perd la flamme et on ne progresse plus.

Vous avez alors monté un fonds d'investissement, avant d'être nommée présidente du Festival de Cannes, à votre grande surprise...

Je ne savais même pas que le ministère de la culture cherchait quelqu'un quand on me l'a proposé. Devenir présidente du Festival de Cannes était pour moi impensable ! C'est la beauté de la vie, on ne sait jamais ce qui peut nous arriver. Même si j'avais, pendant plus de deux décennies, foulé le tapis rouge en tant que professionnelle du cinéma pour la Warner, sortir du Palais par l'autre côté a été une émotion incroyable.

Pour votre premier mandat, vous avez été mal élue. Avez-vous le sentiment qu'ètre une femme a rendu votre carrière plus compliquée ?

Pendant la majeure partie de ma carrière, j'étais la seule femme autour de la table. Ça peut être parfois un atout, on peut porter une autre voix, une différence, surtout dans un univers créatif, mais c'est aussi une énorme pression. J'avais souvent le sentiment de devoir prouver davantage ma valeur que les hommes. Quand une femme demande une promotion, c'est vécu de façon négative, alors qu'on trouve ça tout à fait normal de la part d'un homme. On confie aussi plus facilement des projets à gros budgets à des hommes. C'est fou de voir qu'il a fallu attendre soixante-quinze ans pour que le Festival de Cannes ait une femme à sa tête ! Ne venant pas du sérail, j'ai dû prouver une fois de plus que j'étais la bonne personne. Je ne suis pas sûre qu'un homme aurait eu à la faire.

Voulez-vous encore vous réinventer ?

J'aime beaucoup ma nouvelle vie. Pendant vingt-cinq ans, j'ai été comme un hamster dans une roue, même si j'ai adoré mon travail. Aujourd'hui, je me vois davantage comme une abeille qui va de fleur en fleur. Etre dans plusieurs conseils d'administration, avoir des activités différentes me procurent beaucoup de plaisir et une grande liberté. Mon seul rêve est de passer deux mois de suite à la montagne. Je ressens un sentiment de paix à la montagne, c'est calme, majestueux. Et puis quand on skie ou oublie tout, on se concentre sur ce qu'on fait, sur ses gestes, et on ne pense à rien d'autre. Passer un long moment à la montagne, c'est ce qui me manque le plus. Pour le reste, je ne regrette rien... si ce n'est le temps qui passe trop vite. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR VANESSA SCHNEIDER

LES NOUVELLES GUERRES ÉCONOMIQUES

La politique de Donald Trump bouleverse l'ordre économique mondial, fragilisant le dollar et remettant en question le rôle des institutions multilatérales. Une fragmentation lourde de menaces, mais qui peut aussi ouvrir des perspectives aux acteurs les plus agiles

Eric Monnet Pour renforcer le rôle du dollar, le choc de deux doctrines

Comment maintenir la prééminence du dollar tout en dépréciant sa valeur pour rendre les exportations plus compétitives ? L'entourage de Donald Trump fourbit des solutions contradictoires et risquées, explique l'économiste

Le contexte

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, un nouveau désordre géo-économique s'installe. Les politiques protectionnistes américaines, la brutalisation exercée par Washington sur ses partenaires, le démantèlement de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international redessinent les équilibres mondiaux. L'affaiblissement du dollar reflète une crise de confiance dans l'économie américaine et expose la fragilité du système monétaire international. Les institutions multilatérales comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale subissent une remise en cause, l'administration Trump exigeant une révision de leur gouvernance. Dans ce contexte mouvant, des occasions inattendues peuvent émerger pour les entreprises et des Etats sont prêts à s'adapter.

Donald Trump plonge le monde dans un torrent d'incertitude, autant sur le plan commercial que financier et monétaire. Derrière le bruit et la fureur des multiples annonces, on peut tout de même déceler des stratégies et leur logique, même si elles ne sont pas dénuées de contradiction et de risque.

Dans le domaine financier et monétaire, la principale question peut se résumer ainsi : comment les Etats-Unis entendent-ils maintenir la domination internationale du dollar tout en portant des coups à la mondialisation commerciale et financière ? On voit poindre deux réponses possibles dans l'entourage du président. L'une, défendue par Stephen Miran, qui pilote les conseillers économiques de la Maison Blanche, propose de forcer les gouvernements et banques centrales étrangers à détenir des dollars et accepter les termes du contrat décidés par les Etats-Unis. L'autre, esquissée par Scott Bessent, le secrétaire au Trésor, mise sur le développement des usages privés du dollar, au moyen de cryptomonnaies dont la valeur lui serait adossée (stablecoins).

Stephen Miran pense donc pouvoir conserver – voire renforcer – le rôle du dollar comme première monnaie de réserve internationale en forçant la main de ses détenteurs publics (dits « officiels »). Ce sont principalement les banques centrales de pays qui veulent maintenir un taux de change quasi stable avec le dollar, tout en s'ouvrant financièrement. Les réserves en dollar qu'elles accumulent leur servent soit à prêter aux banques de leur pays en cas de sortie de capitaux, soit à éviter une appréciation de leur monnaie

face au dollar et préserver ainsi la compétitivité de leurs exportations.

Donald Trump et Stephen Miran ont plusieurs fois menacé de droits de douane les pays qui vendraient leurs dollars. Ils ont aussi proposé d'échanger ces réserves, détenues sous forme de dette des Etats-Unis à court terme, en dette à long terme qui ne serait plus vendable sur les marchés financiers. Toute cette stratégie repose sur l'hypothèse que les autres pays acceptent les termes du contrat rédigé par les Etats-Unis. Elle fait en outre face à une contradiction dont il n'est pas aisément de sortir sans aller encore plus loin dans la coercition. Car les Etats-Unis souhaitent aussi déprécié le dollar afin de relancer leurs exportations et limiter leurs importations (les biens produits aux Etats-Unis deviendraient moins chers vis-à-vis du reste du monde et pourraient plus facilement s'exporter). Stephen Miran et Donald Trump ont donc envisagé que les principaux partenaires commerciaux des

Etats-Unis s'engagent à apprécier leur monnaie vis-à-vis du dollar, lors de très hypothétiques « accords de Mar-a-Lago ».

Mais cela reviendrait à demander à ces partenaires de... vendre une partie de la dette des Etats-Unis qu'ils détiennent ! L'opération pourrait en outre se révéler risquée et pousser certains pays à se détourner du dollar dans un contexte où les échanges commerciaux avec les Etats-Unis se réduisent – à cause de leur protectionnisme – et où la Chine cherche activement à développer l'usage de sa monnaie. Enfin, contrairement au temps de la guerre froide, les Etats-Unis ne sont plus en mesure de demander aux principaux pays détenteurs de réserves en dollar de maintenir ces dernières en échange d'une protection militaire. L'isolationnisme croissant des Etats-Unis pourrait donc nuire à la domination du dollar comme monnaie de réserve détenue par les banques centrales.

Le cryptomercantilisme

Dans ce contexte, Scott Bessent propose, lui, une approche toute différente. Plutôt que de miser sur des réserves en dollar détenues par les banques centrales ou gouvernements étrangers, il entend utiliser la puissance des grandes entreprises privées états-unaises pour générer une nouvelle forme de réserve en dollar, liée à des cryptomonnaies. Cette stratégie, qui est une forme de cryptomercantilisme, repose sur une cryptomonnaie particulière : les stablecoins. Ce sont des monnaies dont, contrairement au bitcoin, la valeur n'est pas volatile mais fixe. En l'occurrence, ces stablecoins auraient une valeur égale à 1 dollar. Pour la maintenir, les entreprises qui

les émettent devraient également détenir des réserves en dollar, pour assurer à leurs clients qu'ils peuvent à tout moment échanger si besoin leur stablecoin en dollar.

L'espoir de l'administration Trump se rait que les Gafam et autres entreprises financières et non financières incitent leurs clients à payer, et avoir un portefeuille, avec ces stablecoins. Pour y parvenir, elles pourraient promettre des facilités de paiement plus rapides que par carte bancaire, voire des remises commerciales. Ainsi l'accroissement de paiement avec des stablecoins augmenterait les réserves en dollar (y compris en dette publique) détenues par les entreprises privées qui émettent ces monnaies.

Cette stratégie, esquissée par Scott Bessent dans un discours au « sommet crypto » de la Maison Blanche [le 7 mars], est au fondement de la proposition de loi Genius (Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins, « orienter et établir l'innovation nationale pour les stablecoins américains ») actuellement discutée au Congrès des Etats-Unis.

Comme la méthode de Stephen Miran, celle de Scott Bessent pourrait se heurter à d'importants obstacles. Pour que des consommateurs du monde entier acceptent de placer leur confiance dans des monnaies adossées au dollar, il faut que la valeur de ce dernier demeure relativement stable et que la dette des Etats-Unis continue à inspirer confiance... Surtout, cette stratégie risque de susciter de fortes oppositions dans les autres pays, comme c'est déjà le cas en Chine. Car, sous le couvert de passer par des acteurs privés, le cryptomercantilisme de Scott Bessent est en fait bien plus intrusif et menaçant pour la souveraineté des autres Etats. Pour éviter une dollarisation cachée des paiements européens, il sera nécessaire d'interdire l'utilisation de stablecoins essentiellement adossées au dollar et de lutter contre les abus de position monétaire dominante. Mais tous les pays n'auront malheureusement pas la force économique et juridique de résister. ■

LES ÉTATS-UNIS SOUHAITENT DÉPRÉCIER LE DOLLAR AFIN DE RELANCER LEURS EXPORTATIONS ET LIMITER LEURS IMPORTATIONS

Jean-Louis Guigou L'économie de demain dominée par le Nord-Sud

Alors que le mandat de Donald Trump va accélérer la restructuration du monde autour de grandes régions « verticales » Nord-Sud, l'Europe a l'occasion d'établir une union avec l'Afrique et la Méditerranée



TRUMP VEUT CRÉER UNE PLATEFORME DE PRODUCTION DOMINÉE PAR LES INTÉRÊTS AMÉRICAINS

La concurrence entre les trois grandes plateformes mondiales de production (Etats-Unis, Chine, Union européenne) – bien analysée par le Centre d'études prospectives et d'informations internationales en 2018 – va être de plus en plus féroce avec l'approche brutale des échanges internationaux par Trump. L'enjeu est la domination technologique et manufacturière de l'économie mondiale, en attendant sa réforme plus équitable et durable pour les pays du Sud global qui veulent s'industrialiser.

Pour cela, chacune des trois plateformes se lance dans des conquêtes territoriales pour bénéficier d'un espace de production optimal, riche en matières premières et en

énergie, capable d'être autosuffisant, résilient et sécurisé. Le territoire national ne suffit plus. De grandes régions Nord-Sud se constituent, des « verticales » associant des pays industrialisés et d'autres qui le sont moins, susceptibles d'être autosuffisantes en matière économique, démographique et agricole.

La Chine a depuis longtemps anticipé cette régionalisation de la production mondiale en créant le premier espace intégré allant du Japon à l'Australie et agrégant les économies de la Chine, de la Corée du Sud et des pays de l'Association des pays du Sud-Est asiatique. Cela représente 3 milliards de personnes et 30 % du produit intérieur brut mondial. Un traité de libre-échange, le Regional Comprehensive Economic Partnership (« partenariat économique régional global ») est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Dans cet espace, la Chine a redistribué son appareil de production fondé sur la théorie de Kaname Akamatsu, qui préconise de ne plus déplacer les populations du Sud vers le capital du Nord, mais plutôt de faire migrer le capital du Nord vers les populations du Sud, ce qui a abouti à la création des « Tigres » et des « Dragons » asiatiques. Ce Nord et ce Sud sont voisins, amis et en confiance sur le plan économique. C'est ainsi que le président chinois, Xi Jinping, pour faire face à l'agression commerciale de Trump, a rendu visite, en priorité au Vietnam, au Cambodge et à la Malaisie [en avril]. Face à cette menace régionale chinoise, Trump réagit brutalement en voulant, lui aussi, créer « sa » région de

production autosuffisante et coopérer avec les pays voisins. Il avait déjà transformé en 2018 la puissante Association de libre-échange d'Amérique du Nord en une dynamique alliance Canada - Etats-Unis - Mexique ; elle a réussi aux trois pays, notamment pour la production de voitures.

Alliance révolutionnaire

Aujourd'hui Trump va plus loin : il ne négocie plus, il annonce avec brutalité qu'il veut annexer le Groenland, faire du Canada le 51^e Etat, intégrer encore plus le Mexique, récupérer le canal du Panama et s'assurer la bienveillance des sept chefs d'Etat d'Amérique centrale pour contrôler l'immigration vers les Etats-Unis. Il souhaite – comme la Chine – constituer une plateforme de production régionale Nord-Sud dominée par les intérêts américains, autosuffisante, résiliente et sécurisée.

Dans ce contexte, il ne faudra pas être surpris si, dans quelques mois, Donald Trump électrise l'opinion internationale celle des Sud-Américains en proclamant faire revivre la doctrine de Monroe (1823) (*« L'Amérique aux Américains »*) et s'il reprend avec brutalité le projet lancé par Bill Clinton fin 1994 de zone de libre-échange des Amériques, approuvé, en 2001, par le secrétaire d'Etat Colin Powell avec ces mots : *« Le projet de zone de libre-échange des Amériques vise à garantir aux entreprises américaines le contrôle d'un territoire allant de l'Arctique à l'Antarctique, et donner libre accès sans obstacle à nos productions. »* Devant l'opposition résolue des pays d'Amérique du Sud, Barack Obama a

dû abandonner en 2009 ce projet non négocié. L'histoire risque de se répéter avec Donald Trump. Mais le plan de régionalisation des trois Amériques se fera un jour parce que l'autosuffisance, la sécurité, la réduction des coûts de transport et les migrations imposent que les trois sous-continent se trouvent dans une même région économique verticale Nord-Sud.

Face à ces deux premières plateformes mondiales de production – l'Asie Pacifique déjà bien rodée et acceptée et celle des trois Amériques inachevée –, difficile mais toujours en progrès, l'Europe a une opportunité historique : se tourner vers l'Afrique et les pays méditerranéens et proposer à ces Etats une alliance révolutionnaire, équitable et durable, contribuant à leur industrialisation à partir de la transformation sur place de leurs matières premières.

Ce serait l'occasion d'en finir avec l'économie de rente, source de corruption et de prédateur. Mais aussi, de bâtir une alliance originale, par rapport aux deux autres systèmes impérialistes, régionalistes en négociant plutôt qu'en imposant, en respectant les Etats de droit et les valeurs universelles que nous avons en commun. ■

Jean-Louis Guigou est président du groupe de réflexion Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed), ancien haut fonctionnaire et professeur d'université

Des occasions nouvelles pour la France

Alors que ses entreprises sont bien implantées aux Etats-Unis, l'Hexagone pourrait tirer profit du chaos commercial actuel, plaident Alain Bentéjac et Etienne Vauchez

La première réaction aux annonces de la guerre tarifaire lancée par les Etats-Unis est la sidération, et beaucoup d'opérateurs économiques ont suspendu toutes leurs décisions en attendant d'y voir plus clair. Pourtant, la nouvelle posture américaine engendre aussi des possibilités, et la France est bien placée pour en profiter.

Tout d'abord, le modèle d'internationalisation des entreprises françaises, fondé sur l'implantation à l'étranger plus que sur l'exportation, les protège en partie des augmentations de droits de douane. Ainsi, le chiffre d'affaires réalisé par des entreprises françaises implantées aux Etats-Unis est de 341 milliards d'euros (en 2022), bien supérieur aux 45 milliards d'euros d'exportations de biens de la France vers les Etats-Unis (en 2023). En outre, une augmentation de 10 % des droits de douane a un impact comparable à des cycles de baisse de même ordre du dollar, lesquels n'ont jamais empêché les exportations européennes de prospérer aux Etats-Unis. Cela est dû au fait que les prix américains intérieurs sont en moyenne entre 20 % et 30 % plus élevés qu'en France, ce qui laisse aux exportateurs français une certaine marge de manœuvre pour y augmenter leurs prix.

Ce raisonnement ne fonctionnerait certes pas avec des majorations de 30 %, 50 %, voire 200 %. Mais il existe de puissan-

tes forces de rappel qui limitent déjà la capacité de Donald Trump à aller plus loin en matière de droits de douane. En témoignent les réactions aux annonces de droits de douane du « Liberation Day », le 2 avril : Wall Street a chuté de l'ordre de 10 % (soit une « perte » de 6 000 milliards de dollars – 5 474 milliards d'euros) et, sur le marché des bons du Trésor à dix ans, une hausse de 0,5 point du taux d'intérêt a été enregistrée en moins d'une semaine (soit un surcroît de la dette de 1750 milliards de dollars pour l'Etat fédéral américain). Les pressions des sociétés américaines ont enfin conduit à la récente exemption de droits de douane sur les ordinateurs et smartphones en provenance de Chine.

Un laboratoire de l'université Yale, le Budget Lab, a analysé les conséquences économiques

d'une application complète des annonces du 2 avril : il en résulte un supplément d'inflation aux Etats-Unis de 2,9 % dès la première année et un effet récessif évalué à 0,6 % du produit intérieur brut. Mais, de façon assez singulière, cette étude prédit un impact positif de ces mesures sur la croissance européenne, de l'ordre de 0,1 %. Car la guerre commerciale qui commence engendre des possibilités nouvelles pour les Européens et pour la France.

Sur le plan politique, elle démontre par l'exemple que le protectionnisme massif et indifférencié est antisocial : chaque secteur d'activité veut être protégé par des droits de douane, mais, à la fin, c'est le consommateur qui paie pour tous ; le protectionnisme agit donc, in fine, comme une taxe sur la consommation. L'étude de Yale évalue ainsi à 4 700 dollars par foyer américain la hausse du coût de la vie du fait des taxes douanières annoncées.

Nouvelle donne

Sur le plan commercial, cette guerre des droits de douane crée des possibilités immédiates. Quelle que soit l'issue de leur bras de fer, le flux entre la Chine et les Etats-Unis (582 milliards de dollars en 2024) va se contracter violemment. Cela créera des opportunités pour les entreprises françaises, qui pourront, sur le marché chinois, prendre la place d'exportateurs américains, par exemple dans les secteurs aéronautique, médical, viticole, etc. Sur le marché états-unien, cela ouvrira également des possibilités, par exemple dans les domaines de la chimie et des machines-outils, où les Chinois avaient pris des positions au détriment d'entreprises européennes.

Certains pays vont réduire leurs achats de produits américains parce qu'ils n'ont plus confiance dans un allié qu'ils jugeaient jusque-là indéfendable. Il en est ainsi du Canada, où ont atterri, en 2024, 349 milliards de dollars d'exportations états-uniennes. Partout où l'on considérait les Etats-Unis comme un pays ami, les produits et services qui portent fortement l'identité américaine sont d'ores et déjà sanctionnés. On peut citer

comme exemples le recul des ventes de 45 % des voitures Tesla en Europe au premier trimestre, la baisse de 11,6 % des entrées de touristes aux Etats-Unis en mars, l'annulation par le Portugal de sa commande de F-35, ou le doute que fait peser sur la crédibilité des grands cabinets d'avocats américains le risque d'être sanctionnés par l'administration Trump s'ils acceptent de représenter des clients critiques de celle-ci.

Il en va de même sur le marché de la recherche : les grandes universités américaines sont dans le collimateur de l'administration Trump parce que la pensée qui y règne serait trop libérale. Ce sont pourtant elles qui aimantent les cerveaux du monde entier et alimentent la prospérité des Etats-Unis depuis des décennies. Les talents continueront-ils à aller étudier dans des universités mises au pas par J. D. Vance ? Les meilleurs scientifiques peuvent-ils continuer à rechercher la vérité dans un pays où certains mots deviennent interdits et disparaissent de l'espace public ? Là aussi, la France et l'Europe peuvent tirer avantage de cette situation !

Il y a enfin, parmi les conséquences indirectes du changement de trajectoire des Etats-Unis, le changement de paradigme budgétaire en Allemagne et le plan de relance de 1 000 milliards d'euros sur douze ans que Friedrich Merz veut mettre en place pour investir dans les infrastructures, la transition écologique et la défense ; il constitue une occasion de relance européenne et de nos exportations. La guerre commerciale n'est pas donc une catastrophe. Elle détruit un équilibre économique et en engendre un nouveau, qui peut nous être favorable. Ce qui serait catastrophique, c'est de ne pas explorer le potentiel de cette nouvelle donne. ■



LES ENTREPRISES FRANÇAISES POURRONT, SUR LE MARCHÉ CHINOIS, PRENDRE LA PLACE D'EXPORTATEURS AMÉRICAINS

Alain Bentéjac est président du groupe de réflexion La Fabrique de l'exportation ; Etienne Vauchez est vice-président de La Fabrique de l'exportation

Ngaire Woods La Banque mondiale et le FMI ne doivent pas capituler face à Trump

Les deux institutions doivent trouver un équilibre avec Washington, même si cela passe par la confrontation, plaide l'économiste

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale se trouvent dans une position délicate. Crées pour faire respecter les règles mondiales et soutenir le développement, ils sont pris en étau entre une Amérique résolument nationaliste – leur principal actionnaire – et le reste du monde. Si leurs dirigeants osent dire la vérité, ils risquent de s'attirer les foudres du président des Etats-Unis, Donald Trump ; s'ils ne le font pas, ils risquent de perdre leur légitimité. La difficulté de maintenir cet équilibre était évidente lors des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, du 21 au 26 avril. Le mandat du FMI est de surveiller les taux de change et les politiques des pays ayant un impact sur la stabilité financière mondiale. Cela implique de « dénoncer » ceux dont les actions appauvriront leurs voisins. Jusqu'à présent, le Fonds s'est gardé de désigner les Etats-Unis comme principal contrevenant. La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, s'est bornée à constater l'incertitude « hors norme » causée par les droits de douane américains et a exhorté les pays à éviter les « blessures auto-infligées ».

Le démantèlement par Trump de l'Agence américaine pour le développement (Usaid) a anéanti des programmes qui permettaient à la Banque mondiale d'agir. Mais le président de la Banque, Ajay Banga, n'a pas abordé le sujet lors des réunions de printemps. Et la Banque a commencé à promouvoir des solutions énergétiques nucléaires et neutres sur le plan technologique afin de séduire une administration américaine réfractaire à l'action climatique.

Le FMI et la Banque mondiale pourraient être pris pour cibles par Trump. Aucune organisation n'est à l'abri, et ces deux institutions sont d'ailleurs visées dans le Project 2025 publié par la Heritage Foundation, considéré comme la matrice du second mandat de Trump.

Les exigences de la Maison Blanche

Lors des réunions de printemps, le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a critiqué les deux institutions, tout en affirmant que les Etats-Unis conserveraient leur rôle de leader et renforceraient leur influence. Les autres pays doivent décider dans quelle mesure ils sont prêts à laisser un seul actionnaire déterminer l'avenir d'institutions qui dépendent de leurs contributions financières et de leur participation.

La manière dont le FMI et la Banque mondiale accéderont (ou non) aux exigences de Trump influencera leur écosystème. La capacité du premier à atteindre ses objectifs repose sur la confiance des banquiers centraux et des décideurs du monde entier. Quant à la seconde, elle s'appuie sur des milliers d'entreprises et d'organisations communautaires dans les pays en développement, et son approche

des projets d'infrastructure et d'énergie établit des normes suivies par d'autres. La bonne réponse n'est donc pas la capitulation.

C'est un terrain nouveau qui s'ouvre pour les deux institutions, dont les dirigeants avaient l'habitude de travailler avec les départements d'Etat et du Trésor américains, ainsi qu'avec le Congrès. Désormais, la directrice générale du FMI et le président de la Banque doivent jouer un rôle bien plus actif dans la gestion des relations avec la Maison Blanche.

Au-delà de l'administration Trump, le FMI et la Banque mondiale doivent se souvenir qu'il existe d'autres parties prenantes aux Etats-Unis, à commencer par le peuple américain. Par exemple, c'est le soutien des organisations religieuses à l'annulation de la dette des pays les plus pauvres dans les années 1990 qui leur a permis d'agir sur cette question.

Les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale doivent trouver un équilibre délicat avec la Maison Blanche, entre confrontation et concessions. Mais rester dans les bonnes grâces de Trump ne suffira pas à remplir leurs missions : ils doivent également tenir compte du monde à l'intérieur et à l'extérieur des Etats-Unis. ■

Ngaire Woods est professeure de gouvernance économique mondiale à l'université d'Oxford (Royaume-Uni), doyenne de la Blavatnik School of Government. Project Syndicate, 2025



LA CHRONIQUE DE JÉZABEL COUPPEY-SOUBEYRAN

Les marchés financiers au bord de l'explosion ?

En couverture de son édition du 21 avril, le magazine américain *The New Yorker* parodiait astucieusement une scène culte du film *Le Dictateur*, de Charlie Chaplin (1940). On y voit un Donald Trump en train de souffler dans un ballon globe, le faire tournoyer sur son pouce, rebondir sur son fessier, avant qu'il ne lui explose à la face. Ce globe symbolise sans nul doute l'économie mondiale que le président des Etats-Unis pense pouvoir soumettre au jeu de sa politique douanière.

On peut y voir la finance mondiale avec laquelle Trump joue, dans sa grande désinvolture, au rythme des hausses et des retours en arrière de ses droits de douane. A l'issue du week-end pascal, l'administration américaine a multiplié les déclarations visant à apaiser les esprits. Pour beaucoup, c'était là le signe que les marchés financiers avaient sonné la fin de la partie ! Le globe financier est-il une solide force de rappel ou une énorme bulle au bord de l'explosion ?

Que le mouvement soit orchestré ou pas, les indices boursiers ont évolué au rythme des déclarations de la Maison Blanche. A chaque nouvelle annonce de hausse des taxes, les principales places boursières ont plongé ; à chaque annonce de pause ou de recul, elles ont repris des couleurs. Quand les droits de douane augmentent, les investisseurs sur les marchés financiers s'attendent à ce que le commerce mondial et l'activité économique dans son ensemble reculent et révisent à la baisse leurs anticipations de rendements : ils allègent ou réallouent leur portefeuille, il y a alors plus de vendeurs que d'acheteurs sur le marché, ce qui fait baisser le prix des valeurs et des secteurs les plus concernés.

A l'inverse, à chaque annonce de pause ou de recul, ils se remettent à espérer un meilleur avenir pour l'économie mondiale, leurs anticipations repartent à la hausse, ainsi que leurs ordres d'achats et in fine le prix des titres concernés. Les marchés de la dette peuvent être ballottés dans le même mouvement, le risque de défaut des émetteurs étant révisé au gré des annonces.

Jeu dangereux

Ces mouvements sont potentiellement amplifiés par l'importance prise par les fonds indiciels, dont la stratégie consiste à suivre un indice boursier (sectoriel, national, etc.) et à répliquer ses mouvements. Quand les marchés dévissent, ces fonds répliquent la baisse dans leurs portefeuilles et se portent vendeurs, et inversement quand les marchés remontent. La Banque centrale européenne avait montré, dans sa revue de la stabilité financière de fin 2024, que ce type d'investissement passif pouvait augmenter les mouvements des portefeuilles et amplifier la volatilité des marchés. Au cours du mouvement de yoyo causé par Trump, il a vraisemblablement été possible de réaliser de juteuses plus-values, surtout pour les acteurs informés des revirements de la politique commerciale américaine, à même d'acheter au moment bas en sachant que les cours allaient remonter.

À CHAQUE NOUVELLE ANNOUNCE DE HAUSSE DES TAXES, LES PLACES BOURSIÈRES ONT PLONGÉ

La manipulation de cours, si elle a eu lieu, ne sera pas simple à prouver. C'est cependant ce dont les démocrates ont suspecté Trump – voire du plus grand délit d'initié de tous les temps en informant ses proches de son revirement du 10 avril. Le sénateur Adam Schiff a demandé l'ouverture d'une enquête, qui a peu de chance d'aboutir, auprès de l'autorité des marchés (Securities and Exchange Commission) dirigée par un affidé du président, Paul Atkins, et purgée ces derniers mois d'une grande partie de ses enquêteurs. En attendant la preuve qui ne viendra sans doute jamais, reste la question : est-ce la peur de voir les marchés financiers plonger au point de fortement renchérir le coût de la dette américaine qui a conduit Trump à se ravisir et à déclarer une pause dans sa guerre commerciale, auquel cas la discipline de marché aurait calmé le danseur du bureau Oval ? Ou bien, confiant jusqu'à l'excès, le président a-t-il jugé le moment opportun pour enclencher la remontée du yoyo et en faire bénéficier son entourage ? Ces deux options (la peur et l'excès de confiance) convergent peut-être en un point : la crise financière qui pourra résulter de ce jeu dangereux avec une bulle gonflée à bloc.

Car la finance mondiale est bel et bien une énorme bulle gonflée par les flots de liquidités que les banques centrales du monde entier ont déversés sur les marchés financiers pour gérer les récentes crises financières et sanitaires. La bulle n'a que très légèrement dégonflé avec le resserrement des politiques monétaires opéré entre l'hiver 2022 et l'été 2024, pour répondre au retour de l'inflation ; puis elle a grossi à nouveau quand ce resserrement a pris fin. Selon les chiffres du Financial Stability Board, la finance mondiale a doublé de volume depuis la crise financière de 2007-2008, le montant total des actifs au bilan des institutions bancaires et financières s'élevant aujourd'hui à quelque 486 000 milliards de dollars [427 000 milliards d'euros].

Autant dire que les réformes post-2008 ne sont guère parvenues à endiguer la bulle. Les cris d'orfraie que celles-ci avaient provoqués chez les lobbys bancaires sont inversément proportionnels aux effets qu'elles ont eus sur les bilans des grandes banques. Elles n'ont affecté ni le prix ni le volume des financements – comme l'a récemment confirmé une étude de la Banque de France sur l'impact qu'a eu la réglementation bancaire après la crise de 2008 (« Bâle III ») sur l'offre de crédits des banques françaises.

Les mêmes lobbys qui ont freiné les avancées de ces réformes se réjouissent aujourd'hui de la dérégulation qui s'amorce. S'estimant sans doute trop capitalisée, Goldman Sachs s'apprête même à racheter 40 milliards de dollars d'actions à ses actionnaires, faisant ainsi fondre le tiers de ses fonds propres. Ultime coup d'aiguille dans l'énorme bulle qui menace d'exploser. ■

On ne lutte pas contre le racisme en écornant une loi fondamentale sur la liberté d'expression

A l'issue des Assises de la lutte contre l'antisémitisme, la ministre Aurore Bergé a préconisé de « sortir du droit de la presse » les infractions à caractère raciste et antisémite. Un **collectif** d'avocats y voit l'« archétype de la fausse bonne idée »

Lundi 28 avril, à l'occasion de la remise du rapport du groupe de travail créé lors des Assises de la lutte contre l'antisémitisme, Aurore Bergé, ministre chargée de la lutte contre les discriminations, a demandé à « sortir du droit de la presse les cinq infractions à caractère raciste et antisémite », mesure que le groupe de travail, dans sa sagesse, n'avait pas conseillée. En clair, il s'agit, pour tout propos suspecté d'antisémitisme ou de racisme, d'écartier les juges spécialisés et les mesures spécifiques protégeant la liberté d'expression. Cela concerne chacun de nous, car nous sommes tous susceptibles d'être poursuivis pour des propos relevant du libre débat.

Voilà que le serpent de mer réapparaît ! Tous les cinq à dix ans, le projet constant à tenter d'extraire certaines infractions de la loi sur la presse est annoncé par les gouvernements ou les parlementaires. La dernière fois, c'était en 2019.

C'est l'archétype de la fausse bonne idée. L'antisémitisme et le racisme doivent être combattus. La République ne devra jamais y renoncer. Nous avons un attachement viscéral à la lutte contre ce fléau, dénoncé avec des mots forts et justes par Aurore Bergé. Mais la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse n'est pas le problème. Elle est au contraire la meilleure solution à la répres-

sion des discours haineux dans un cadre démocratique.

Les magistrats qui ont à connaître quotidiennement des délits de presse les sanctionnent avec rigueur et prévisibilité. Or, pour distinguer l'opinion licite du message discriminatoire, il faut être rompu à l'art de juger les mots. Cela ne s'improvise pas, il faut savoir débusquer les sous-textes et les signaux cachés, car la frontière entre les deux n'est pas toujours aisée à tracer. Cette garantie joue aussi bien en faveur des associations de lutte contre le racisme, qui font un travail indispensable, qu'en faveur de ceux qui sont poursuivis et dont les droits de la défense doivent être respectés.

Les délits ayant un lien avec la manifestation d'une opinion, y compris la plus odieuse, sont précisément les plus sensibles dans une démocratie attachée aux libertés fondamentales, et spécialement à la liberté d'expression. En bonne logique, ce sont donc ceux pour lesquels les garanties de la loi du 29 juillet 1881, qui traduisent dans les faits des impératifs ayant une valeur constitutionnelle, doivent être maintenues.

Si nul ne songe à contester la légitimité de réprimer les incitations à la discrimination en raison de la religion ou de l'appartenance à une communauté, il ne peut être question d'aseptiser le dé-

bat démocratique. Ce serait jouer un tour tragique à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme que d'utiliser ces causes essentielles pour porter une atteinte majeure à l'une de nos principales valeurs républicaines, outre que cela n'apporterait aucune amélioration à la situation des communautés dont la protection est à juste titre invoquée.

Aurore Bergé a-t-elle conscience que, si la modification de la loi qu'elle propose avait existé par le passé, alors le procès des caricatures de Mahomet [en 2007] n'aurait pas été jugé par une chambre spécialisée et selon des règles strictes et protectrices de la liberté d'expression ? Mesure-t-on les dangers pour le débat démocratique que représenterait une telle mesure, qui sera immédiatement instrumentalisée et détournée de ses louables intentions pour se transformer en instrument d'oppression ? En écartant ce qui relève du racisme et de l'antisémitisme de l'application de la loi de 1881, on prend le risque de voir des opinions qui peuvent heurter certains être condamnées en quelques minutes d'audience, en dehors des garanties prévues par ladite loi.

Une de nos grandes lois républicaines
Depuis plusieurs années, de nombreuses mesures ont été prises pour améliorer la poursuite de ces infractions. La mise en place du Pôle national de lutte contre la haine en ligne, en 2021, a été une avancée majeure. A Paris, la chambre de la presse a adapté ses audiences pour que ces dossiers soient traités dans un délai de moins de quatre mois. Une journée par semaine y est consacrée. Cela fait figure d'exception en France. Etrange initiative que de vouloir changer ce qui fonctionne à peu près correctement, pour transférer le contentieux



**LA LOI DE 1881
SUR LA LIBERTÉ
DE LA PRESSE N'EST
PAS LE PROBLÈME, ELLE
EST AU CONTRAIRE LA
MEILLEURE SOLUTION
À LA RÉPRESSION DES
DISCOURS HAINEUX
DANS UN CADRE
DÉMOCRATIQUE**

de la haine vers des juridictions de droit commun déjà très largement encombrées. Personne ne gagnera à voir juger ces affaires de manière expéditive, entre un pickpocket et une agression, par des magistrats non spécialisés.

Par ailleurs, la loi de 1881 s'est adaptée à plusieurs reprises ces dernières années pour faciliter la répression des propos racistes et antisémites. Le délai de prescription, à l'origine de trois mois, a été allongé à un an, et il est désormais possible de prononcer une peine complémentaire d'interdiction d'utiliser les réseaux sociaux – ces mesures ayant été largement approuvées.

On ne le répétera jamais assez : réguler une liberté publique ne peut se faire à l'emporte-pièce, en légiférant sous l'emprise de l'émotion. La loi de 1881 est une de nos grandes lois républicaines. Polie

par les ans et la jurisprudence, elle s'adapte au temps et régule la liberté d'expression avec beaucoup de modernité.

Une répression plus efficace des discours antisémites ne passerait certainement pas par son abrogation, mais en apportant au texte les aménagements dont il a besoin, en responsabilisant certaines plateformes qui n'appliquent pas nos décisions de justice, en facilitant l'identification des auteurs des messages haineux et en allouant des moyens à la réponse judiciaire. Ce chantier législatif est autrement plus difficile que de déstabiliser l'écosystème de la liberté d'expression.

L'explosion récente des manifestations de haine à l'égard de la communauté juive menace la République. Il serait malhonnête de ne pas constater la recrudescence de ces propos et de ces actes caractérisant une hideuse banalisation de l'antisémitisme dans une partie de la population.

Mais cette proposition est d'autant plus regrettable qu'elle entraînera des dissensions stériles et sera source de discorde, alors qu'on ne peut que saluer les travaux du groupe. Elle coalisera contre elle les défenseurs de la liberté d'expression, car elle inaugure un dérécitotage d'une loi fondamentale de la République, et affaiblira profondément un droit de l'homme parmi les plus précieux, comme l'indique notre propre Constitution. ■

**Basile Ader, Christophe Bigot,
Richard Malka et Ilana Soskin**
sont avocats au barreau de Paris

Camille Radot Faire payer aux détenus des « frais d'incarcération » serait malvenu et financièrement négligeable

Le garde des sceaux, Gérald Darmanin, a annoncé, le 28 avril, qu'il envisageait de demander aux prisonniers de subvenir au coût de leur détention. L'avocat rappelle les raisons, toujours valables selon lui, qui ont conduit, en 2003, à la suppression de ce qu'on appelait alors des « frais d'entretien »

**MOINS
D'UN DÉTENU
SUR SIX PARVIENT
À S'INSCRIRE
DANS UN CURSUS
DE FORMATION
PROFESSIONNELLE
ET SEULS 30 %
DES PRISONNIERS
TRAVAILLENT**

Le ministre de la justice, Gérald Darmanin, souhaite faire payer aux détenus une partie des frais d'incarcération : « Un montant qui soit symbolique, mais important, pour qu'on arrête avec une sorte de laxisme qui existe dans nos prisons françaises », a-t-il déclaré, lundi 28 avril, au « 20 heures » de TF1. Qui paiera et combien ? Nul ne le sait encore. Le garde des sceaux a simplement précisé que cette mesure ne concernerait pas les indigents, ni les personnes placées en détention provisoire.

Exclure les « indigents » de cette contribution semble plutôt raisonnable : l'Observatoire international des prisons (OIP) rappelle que, « en 2002, un rapport sénatorial estimait qu'il fallait 200 euros mensuels pour vivre décemment en prison. Vingt ans plus tard, on estime à 20 % la part de personnes détenues vivant avec moins de 50 euros par mois, et ce alors que les prix ont augmenté de 30 % ».

Le fait de ne pas faire payer non plus les détenus provisoires

paraît tout aussi normal dès lors qu'ils demeurent présumés innocents et qu'il serait donc particulièrement injuste de « taxer » des personnes potentiellement emprisonnées à tort, et qui seront d'ailleurs indemnisées par l'Etat pour cette détention, si elles sont innocentées au terme de la procédure.

Quant à évoquer le « laxisme qui existe dans nos prisons françaises », cela est assez malvenu quand on sait que, là encore d'après l'OIP, moins d'un détenu sur six parvient à s'inscrire dans un cursus de formation professionnelle et seuls 30 % des prisonniers travaillent. En cause ? La faible rémunération (entre 25 % et 40 % du salaire minimum), sans doute peu incitative, mais surtout le manque cruel de places disponibles.

Certains détenus sont aussi exclus, de fait, de toute possibilité de travail ou de formation en raison de leur profil ou de leur statut (individus incarcérés pour des faits criminels, prisonniers parti-

culièrement signalés, etc.). L'idée n'est pourtant pas nouvelle : ces « frais d'entretien » ont existé jusqu'en 2003, avant d'être supprimés par un amendement du sénateur de l'Essonne Paul Loridan (Mouvement républicain et citoyen), lors de la discussion sur la loi d'orientation et de programmation pour la justice de 2002.

Plusieurs arguments avaient alors été avancés. Ce prélèvement pouvait d'abord privier les victimes d'une partie de l'indemnisation qui leur était due.

D'autres pistes possibles

Ce qui était prélevé par l'Etat pouvait ne plus l'être pour les victimes, ou l'était moins, la faiblesse des salaires ne permettant pas de cumuler les deux. Ce système n'était ensuite pas juste puisqu'il ne concernait, logiquement, que les détenus qui travaillaient, et n'incitait pas ceux qui n'occupaient pas d'emploi à en demander un, sachant qu'une partie de leur maigre rémunération serait ainsi prélevée. Ces motifs demeu-

rent pertinents aujourd'hui, raison pour laquelle les précédentes tentatives pour rétablir ces frais n'ont jamais abouti.

Il peut aussi sembler malvenu de demander à des prisonniers de participer à leurs frais d'incarcération au regard des conditions de vie complètement indignes en prison, régulièrement dénoncées à force de tribunes, rapports et recours, et pour lesquelles la France a déjà été condamnée à de nombreuses reprises par la Cour européenne des droits de l'homme.

L'intérêt économique d'une telle mesure est également discutable. Au-delà de la surcharge administrative qu'elle pourrait présenter, les montants récoltés seraient a priori assez négligeables. Comme auparavant, cette mesure ne concernerait que les prisonniers qui travaillent, soit donc aujourd'hui un petit tiers de la population carcérale, parmi lesquels des indigents et des détenus provisoires, qui en seraient exonérés. Pour les autres, préle-

ver la totalité de leur salaire (environ 400 euros par mois en moyenne) permettrait de couvrir à peine plus de 10 % du coût annuel moyen d'un détenu (environ 38 000 euros).

Si, comme l'a indiqué Gérald Darmanin, l'objectif est d'améliorer les conditions de travail des agents pénitentiaires, d'autres pistes sont connues et constamment rappelées, à commencer par la réduction de la population carcérale et l'augmentation du budget consacré à la formation professionnelle ou à la scolarité en détention, en privilégiant ainsi la réinsertion pour éviter la récidive. Bien sûr, cela est sans doute moins populaire que d'interdire les « activités ludiques » en prison ou faire payer des frais d'incarcération aux détenus. ■

Camille Radot est avocat au barreau de Paris



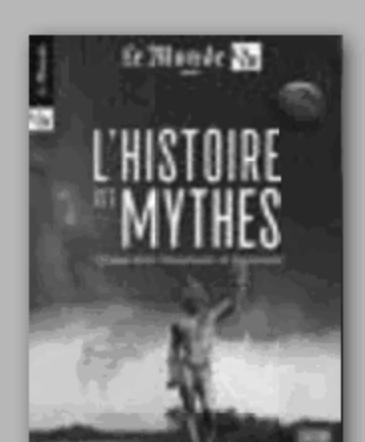
■ En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Le livre
BLAKE ET MORTIMER

Nos services

Lecteurs

■ Abonnements

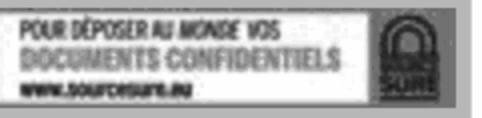
Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71

(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

■ Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr



Le Monde

Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>
L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

■ carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Achille et Lucien ZELLER, ses grands frères, Clémence BECTARTE et Arthur ZELLER, ses parents, sont très heureux d'annoncer la naissance de

Joseph,

le 27 avril 2025, à Bordeaux.

Anniversaire de naissance

Fawzi GANDOUR.

Cher papa, nous te souhaitons un très heureux soixante-quinzième anniversaire !

Aurélie, Hugo et Julia.

Décès

Paris.

Viviane, sa fille, Jean-Jacques, son fils et sa compagne, Agnès, Clément, son petit-fils, Danielle, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacqueline AYME, née CRUSSELY, épouse du docteur Jean AYME,

survenu le 23 avril 2025, à Paris, à l'âge de cent un ans.

Bruxelles.

La famille a la tristesse de faire part du décès de

Giuseppe CIAVARINI AZZI, directeur général honoraire de la Commission européenne, enseignant à Sciences Po, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 29 avril 2025, à Bruxelles, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

5, avenue Isidore-Gérard, B-1160 Bruxelles.
cavarinazzi@gmail.com

M. Daniel Barroy, président de l'association SOS Villages d'Enfants, Mme Isabelle Moret, directrice générale Et l'ensemble des équipes de l'association, ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Gilbert COTTEAU, fondateur de l'association SOS Villages d'Enfants,

survenu le 28 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Né à Busigny, dans le nord de la France, en 1931, Gilbert Cotteau était un homme visionnaire et un grand humaniste.

Il a fondé en 1956 l'association SOS Villages d'Enfants et créé le premier village d'enfants SOS à Busigny. Grâce à son action, ce sont aujourd'hui plus de 1600 enfants et jeunes qui grandissent dans les villages d'enfants SOS avec leurs frères et sœurs.

Les liens forts entre Hermann Gmeiner, à l'initiative du premier village d'enfants en Autriche, et Gilbert Cotteau ont constitué un puissant ciment pour bâtir la fédération internationale SOS Villages d'Enfants.

Il a également fondé plusieurs organisations de soutien et de développement touchant des milliers de personnes à travers le monde.

Gilbert Cotteau laisse derrière lui un héritage inestimable qui continue de transformer la vie de milliers d'enfants.

Nous lui rendons hommage avec une infinie gratitude et lui disons merci pour tout ce qu'il a accompli. Son départ laisse un vide immense, mais son héritage et son engagement continueront de vivre à travers les villages d'enfants et les programmes de l'association.

Nous adressons nos plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

Les obsèques auront lieu le mardi 6 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Médard de Busigny, rue des Poilus, à Busigny (Nord).

Christiane, son épouse, Mathieu et Marion, ses enfants, Léo, son petit-fils, Monique et Georges, sa sœur et son beau-frère, Les familles Amilin, Toesca, Revel, Mazuir, Parents et amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu à l'âge de soixante-treize ans, de

Michel DEMONTES.

Un hommage lui sera rendu ce lundi 5 mai 2025, à 11 heures, au crématorium de Viriat, dans l'Ain.

Nil fleurs ni plaques, dons au profit de la recherche médicale.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Bruxelles.

C'est avec une profonde tristesse qu'on nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques DETEMMERMAN, né à Uccle (Belgique), le 22 mars 1944, licencié en philologie romane à l'ULB,

collaborateur à l'Académie royale de langues et littérature française, auteur et coauteur de plusieurs ouvrages de littérature et de musique d'opéra, fidèle à ses convictions,

survenu le 26 avril 2025, à Uccle.

Les funérailles ont eu lieu dans l'intimité.

Adresse de condoléances :

Funérailles Pues - Eikestraat 2, 3020 Herent (Belgique).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Funérailles Pues, Tél. : 0032 16 60 15 06.

Paris.

Anne Blanchet Deverly, Catherine Lacharnay Deverly, ses filles, Marie, Charles, Sarah, David, Ernest, ses petits-enfants,

ont la très grande tristesse d'annoncer le décès de

Bernard DEVERLY,

survenu le 29 avril 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

Selon sa volonté, il sera inhumé dans la plus stricte intimité.

Si vous le désirez, vous pouvez faire un don à la Fondation de France.

Nadia DEVINOY

nous a quittés le 25 avril 2025.

Aude, Eve, Inès, ses trois filles, leurs conjoints, Michel Pommeret, Paul de Choulot, Ses neuf petits-enfants Et ses onze arrière-petits-enfants,

entretiendront la flamme de son courage et de sa volonté.

Brigitte et Yves Rolland, Philippe Lescène et Annie Sax, Véronique et André Hunkeler-Lescène,

Marie-Jeanne Lescène, Laurence Lescène-Frichot, Benoît Lescène, Isabelle et Jean-François Tharrault, ses enfants et leurs conjoints,

Ses six-neuf petits-enfants

Et ses vingt-six arrière-petits-enfants,

font part du décès, survenu le 1^{er} mai 2025, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année, de

Anne LESCÈNE,

née PRUNET.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 7 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Saturnin d'Antony.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Arcachon, le 9 mai, à 16 heures.

Pour tout contact auprès de la famille : philippe.lescene@laposte.net

David et Boris Charmatz, ses fils,

Nathalie et Mette, ses belles-filles, Julianne, Abel, Alexandre, Xenia et Iris, ses petits-enfants,

Marcelle Deparis, Mouna Meunier, Alice Rolandone, ses sœurs et leurs familles,

Jacques Charmatz, son ex-mari

Et ses nièces,

Notre si précieuse Marie-Hélène Isetti,

Marie Ampe,

ont la tristesse de faire part du décès de

Françoise MALFROID,

ex-épouse CHARMATZ,

survenu le 30 avril 2025, à l'hôpital de Fourvière où elle était très bien soignée et entourée, notamment par ses nombreuses amies qui lui ont rendu de chaleureuses visites.

Née à Annecy en 1939, elle avait appris l'allemand à l'initiative de son père, poète de 1914, résistant et déporté en 1943 qui croyait à la force de l'amitié entre les peuples pour lutter contre les guerres. Elle deviendra ainsi professeure d'allemand au collège Jules Ferry de Chambéry, puis au lycée Jean Moulin, à Lyon et poursuivra en parallèle de son enseignement, un engagement syndical majeur au SNES et politique au parti communiste, luttant notamment contre les cas de Berufsverbote dans l'ex-RFA, jusqu'à être élue adjointe au maire de Chambéry, chargée de l'éducation, lors de la victoire de l'union de la gauche en 1977. Partie vivre à Lyon en 1992, elle sera une militante infatigable de la cause palestinienne, participant aux Femmes en noir et séjournant même, alors qu'elle était septuagénaire, en Palestine. De 2003 à 2005, elle accomplit quatre missions pédagogiques dans le cadre du GREF au Mali, au Kosovo et en Moldavie. Féministe, syndicaliste, engagée sur des fronts multiples, son dynamisme et sa perpétuelle attention aux autres étaient remarquables.

Nous perdons une mère et une grand-mère généreuse, infiniment libre et aimante.

Elle vivait depuis douze ans avec

Francis AMPE,

décédé récemment, et ils seront donc réunis comme ils le souhaitaient.

Ses obsèques auront lieu le 6 mai, à 11 heures, au crématorium de Lyon.

Catherine Péchoux, son épouse,

Nathalie, Isabelle et Nicolas, ses enfants,

Clotilde, Axel et Éline, ses petits-enfants,

Leah, son arrière-petite-fille,

Jean-Louis et Gabrielle, son frère et sa belle-sœur,

Martine, sa sœur,

Les familles Péchoux et Chevails, Amis et alliés,

ont le chagrin d'annoncer la disparition de

Pierre-Yves PÉCHOUX,

géographe et fidèle ami de la Grèce et du monde méditerranéen,

survenue le 27 avril 2025, à Montgaillard (Aude), à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Une cérémonie d'adieu aura lieu le 6 mai, à 12 h 15, au crématorium de Toulouse Sud.

Paris.

M. Yves Tertrais,

son mari,

Gabriel, Frédéric, ses enfants,

Raphaël, Joseph, ses petits-enfants

ainsi que leur mère, Cécile Leblanc, Caroline Mégroz, Véronique Schiltz, ses belles-sœurs

ainsi que leurs enfants,

Hugues, son frère,

Tu, sa belle-sœur,

Thomas-Vinh, son neveu,

Toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

France TERTRAIS-SCHILTZ,

survenue le 29 avril 2025, à Paris, dans sa quatre-vingt-unième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général Leclerc, Paris 14^e.

23, rue du Père Corentin, 75014 Paris.

yves.tertrais@wanadoo.fr

Aix-en-Provence.

Marie-Hélène Trotman,

Laura, Yudren, Daniel,

ses enfants



PLANÈTE | CHRONIQUE
PAR STÉPHANE FOUCART

TotalEnergies entre au Collège de France

A quoi pourrait ressembler le programme d'un séminaire financé par l'industrie du tabac et néanmoins consacré aux méfaits de la cigarette ? Des centaines d'études publiées depuis trente ans et explorant les stratégies d'instrumentalisation de la science par les grands cigarettiers permettent de s'en faire une idée. Il pourrait y avoir une conférence sur «les risques démesurés des cigarettes de contrebande» par rapport aux produits bien mieux contrôlés des industriels, un exposé sur «l'histoire longue de la consommation de tabac dans les sociétés précolombiennes» ou encore une série de présentations des progrès permettant d'«entrevoir la guérison des cancers bronchiques».

Les politiques de prévention, le cynisme des fabricants, la quantification du fardeau monstrueux de la cigarette, la mise en œuvre de contraintes sur son marketing : tout cela serait prudemment écarté. Pièce par pièce, rien dans ce colloque imaginaire ne serait vraiment faux ou trompeur, mais l'ensemble composerait un récit bien commode, dans lequel la consommation de tabac est un fait intangible, la seule chose à faire étant d'accepter l'insatiable désir de la population pour le goudron et la nicotine, tout en essayant de lutter contre ses désagréments.

«Désagrément» : c'est le mot qu'a choisi le Collège de France pour qualifier les effets du changement climatique, dans sa présentation d'un événement qui doit se tenir le 15 mai. L'événement est un colloque sur la géo-ingénierie, c'est-à-dire «l'ensemble des techniques qui visent à manipuler et modifier le climat et l'environnement de la Terre à grande échelle» et destinées, précisément, à éviter ces «désagréments». Le colloque est organisé dans le cadre de la chaire Avenir commun durable, lancée en 2021 par la prestigieuse institution et consacrée «aux enjeux de la transition écologique et énergétique». En 2025, la chaire est dévolue au climat ; elle compte la société pétrolière TotalEnergies parmi ses deux «grands mécènes».

Une certaine circonspection

Plusieurs professeurs du Collège, issus de diverses disciplines, participent aux activités de la chaire, qui tournent autour de quatre grandes questions, mises en avant sur son site : «Quelles seront les technologies du futur pour un environnement sain?», «Comment réguler les marchés pour une répartition équitable des richesses et des ressources?», «Quelles leçons tirer de l'Histoire?», «Quel rôle pour la finance verte?». Plusieurs chercheurs en sciences du climat considèrent ce programme avec, pour rester urbain, une certaine circonspection. La finance, le marché et la technologie comme sainte trinité de la transition, voilà qui ressemble plus à un programme politique – qui sied plutôt bien à TotalEnergies – qu'à de la transmission de la connaissance.

D'autant plus qu'ont été mises prudemment de côté, ou rendues marginales, les questions

**TOTALÉNERGIES
CHERCHERAIT
À UTILISER LE COLLÈGE
DE FRANCE COMME
SUPPORT PUBLICITAIRE
QU'IL NE S'Y PRENDRAIT
PAS AUTREMENT**

AU COLLÈGE DE FRANCE, LA CHAIRE DÉVOLUE AU CLIMAT COMpte LA SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE PARMI SES DEUX «GRANDS MÉCÈNES»

de sobriété et de réduction nécessaire des énergies fossiles, de justice climatique, de réparation des «pertes et dommages» par les grands émetteurs historiques de gaz à effet de serre, de solutions d'adaptation et d'atténuation non technologiques, etc. La chaire Avenir commun durable aurait pu aussi se pencher sur les freins à la transition, qui sont précisément le fait des grandes entreprises extractrices, mais il y a des limites à l'ingratitudo.

Bien sûr, dira-t-on, tout cela se discute sous le regard intransigeant de l'Histoire. Mais elle est aussi plutôt conciliante. «L'Histoire le montre : bien que ce soit aujourd'hui dans une proportion inédite, les populations ont déjà dû faire face à des changements de leur environnement», lit-on en exergue, sur le site de la chaire. Chaque société, à sa manière, s'est adaptée en faisant œuvre commune.» Tout ira bien, donc. Pour s'en sortir, il suffira de faire «œuvre commune» – on ne sait pas trop ce que cela veut dire mais on comprend vaguement qu'il ne faudra pas exclure les pétroliers.

Pièce par pièce, de nombreuses communications proposées par la chaire Avenir commun durable sont toutefois d'un grand intérêt, portées par l'excellence et la sincérité des chercheurs qui présentent leur travail – certains n'ont appris l'implication de TotalEnergies qu'après avoir accepté d'intervenir. Mais, tissées ensemble, ces contributions forment un récit qui occulte cette cruelle réalité : le modèle actuel des firmes pétrolières, consistant à extraire et commercialiser le plus d'énergies fossiles possible, est incompatible avec toute transition.

C'est toute la beauté de savoir planter quelques rangs d'arbres majestueux pour dissimuler la forêt. Il y a aussi toute la puissance formative de la situation. Puisque le temple de la science en marche accepte les financements de TotalEnergies pour parler de climat et de transition, c'est bien que les firmes pétrolières sont légitimes à lutter contre le réchauffement, n'est-ce pas ?

Avenir commun durable n'est au reste pas seulement une chaire annuelle. C'est aussi un guichet de financement ouvert aux équipes scientifiques hébergées par le Collège. Avec quelques contreparties. Les chercheurs qui reçoivent des fonds du pétrolier pour conduire leurs recherches s'engagent à participer à certaines activités de la chaire ou à des actions de valorisation de leurs travaux auprès du public ou de spécialistes, et à citer le nom de leur généreux mécène.

TotalEnergies chercherait à utiliser la plus singulière et ancienne de nos institutions savantes comme support publicitaire qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Interrogé, le Collège de France assure que l'arrivée de TotalEnergies au nombre de ses «grands mécènes» a été collégialement décidée par l'assemblée de ses professeurs. Et qu'aucune des activités de la chaire Avenir commun durable n'est dictée ou influencée par la firme. C'est, peut-être, le plus inquiétant. ■

ISLAM : LE DANGER DU «DEUX POIDS, DEUX MESURES»

ÉDITORIAL

«meurtre avec préméditation et à raison de la race ou de la religion».

Pour les médias comme pour les responsables politiques, la prudence s'impose dans les commentaires immédiats après un tel crime, car ses circonstances et sa motivation peuvent mettre du temps à être éclaircies. Mais, depuis des années, les responsables de l'exécutif ont à cœur de se rendre très vite sur les lieux de drames choquants. Ainsi, François Hollande et son ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve s'étaient rendus immédiatement à Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) le 26 juillet 2016 après le meurtre du père Jacques Hamel par deux jeunes islamistes.

L'actuel locataire de la Place Beauvau, Bruno Retailleau, en compétition avec Laurent Wauquiez pour la présidence du parti Les Républicains, est apparu à Nantes, le 24 avril, quelques heures après le meurtre au couteau d'une lycéenne. Il a alors – imprudemment – mis en cause «l'enseignement» et «une société qui (...) a voulu déconstruire l'autorité», avant que l'auteur des faits soit hospitalisé en psychiatrie. Parallèle prétention à expliquer avant la moindre enquête, pareille précipitation à exploiter politiquement un drame, n'est pas digne d'un ministre de la République, qui plus est responsable de l'ordre public.

C'est peu de dire que l'empressement de M. Retailleau à paraître à Nantes contraste

avec son absence, lui qui est chargé des cultes, de la mosquée de La Grand-Combe, théâtre d'un meurtre avec un élément anti-musulman avéré. Alors que le président de la République a très vite dénoncé «le racisme et la haine en raison de la religion» et que le premier ministre a fustigé «l'ignominie islamophobe», le ministre de l'intérieur s'est contenté, sur le moment, de qualifier le meurtre d'«épouvantable» et ne s'est déplacé, trois jours plus tard, qu'à la préfecture du Gard. Vendredi 2 mai, il a annoncé qu'il recevrait, lundi, la famille d'Aboubakar Cissé.

Alors que les services de la Place Beauvau constatent eux-mêmes une recrudescence des actes antimusulmans depuis quelques mois, l'inquiétude de ces derniers est manifeste. Comme tous les habitants de ce pays, ils ont droit à la protection, à l'écoute et, le cas échéant, à la compassion des autorités. Il est dramatique que les millions de Français d'origine ou de confession musulmane soient pris en otage et utilisés dans des joutes politiciennes, que celles-ci tendent à confondre islam et islamisme, ou à nier les périls liés à ce dernier. Le sens profond de la laïcité est de concilier vie en commun et liberté religieuse. Elle ne saurait tolérer ni la haine contre les croyants d'une religion, ni la moindre attitude tendant à alimenter un poison terrible : la concurrence entre victimes. ■



Il y a quatre-vingts ans, la victoire des Alliés met fin à la seconde guerre mondiale. Un nouveau monde voit le jour sous l'impulsion des vainqueurs, qui associent la paix au progrès et à la liberté dans tous les domaines d'activité. Quatre-vingts ans après la fin de la guerre, que reste-t-il de ce nouveau monde alors que l'ordre international est aujourd'hui soumis à de fortes turbulences géopolitiques ? Ce hors-série du *Monde*, qui comprend récits historiques, portraits, enquêtes, infographies et analyses, revient sur «l'héritage de la paix» et décrypte les enjeux d'un monde en plein bouleversement.

1945-2025 DE LA FIN DE LA GUERRE À LA PAIX MENACÉE

Un hors-série du «Monde»
100 pages - 12,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique



l'époque

Le Monde

2

ENQUÊTE

Etes-vous tradi-cool?

Dépassés, les bals musettes ? Pas si l'on en croit le succès des danses, musiques et chants folkloriques, particulièrement prisés des jeunes générations. Signe de ce retour aux racines, l'accordéon ne s'est jamais aussi bien porté

L'accordéoniste Stéphane Milleret, du groupe Groove Factory, lors de la 15^e édition de la Nuit du folk, à Gap, le 22 mars. PABLO CHIGNARD POUR « LE MONDE »

7

SUR LE FEED Sur le divan de l'IA

Disponibles à toute heure, les coachs virtuels ont le vent en poupe. Mais attention avec ces outils, loin d'être neutres

5

VIE SOCIALE Royal canin

Même s'il s'agit d'un marché de niche, les anniversaires de chiens suscitent de plus en plus d'engouement

8

UN APÉRO AVEC... Susie Morgenstern

L'autrice franco-américaine, qui vient de fêter ses 80 ans, publie sa première fiction destinée aux adultes, « Sadie à Brides-les-Bains »



Lors du grand bal de la Nuit du folk, à Gap, le 22 mars. Les participants (ci-dessus et ci-contre) ont dansé au son de musiques traditionnelles, notamment celles du trio Bonnin Campino Sirote (à droite).
PABLO CHIGNARD POUR «LE MONDE»



ENQUÊTE

Retour vers le folklore

Les danses, musiques et chants traditionnels attirent aujourd’hui un public jeune. Loin de porter une vision passéeiste, ces cultures sont pensées comme un moyen de se lier les uns aux autres

Par Célia Laborie

Il est 21 heures quand Calypso (qui n'a pas souhaité donner son nom), 18 ans, attrape ses amies par le bras pour les emmener sur le parquet du Quattro, la plus grande salle de concerts de Gap. Le violoniste de la formation tourangelle Trio Bonnin Campino Sirote vient d'annoncer un cercle circassien, danse de groupe apparue en Ecosse à la fin du XIX^e siècle. «Dans cette société individualiste, oser prendre les gens par la main, toucher des gens qu'on ne connaît pas, je trouve ça cool», assure la lycéenne venue en train depuis Die (Drôme), à 100 kilomètres de là.

Tout un groupe d'adolescentes sautillent dans leurs jupes longues imprimées et leurs bottines en cuir. Il leur arrive parfois de se retrouver dans des soirées techno ou dub organisées dans des champs près de chez elles. Mais leurs fêtes préférées, ce sont les bals folks, ces événements centrés sur les danses et musiques traditionnelles.

Pour la 15^e édition de La Nuit du folk, qui a eu lieu du 21 au 23 mars, elles mêlent leurs pas à 1 000 amateurs, des enfants aux octogénaires, passionnés de valse, de polka ou de mazurka. Ce

qui frappe, c'est le nombre de jeunes danseurs qui se passionnent pour les cultures folks, à l'âge où leurs parents allaient en boîte de nuit.

Djampa Penard, 24 ans, technicien cordiste, et Marie Labe, 25 ans, praticienne en soins énergétiques, se sont rencontrés dans un bal en 2024. Depuis, ils sillonnent la France en camion à la recherche de soirées où danser au son de l'accordéon et du violon. «On a découvert ce monde par nos parents, mais le fait que ce soit quelque chose d'ancestral, ça ne nous intéresse pas forcément. On voit plutôt les pas comme un panel d'outils pour s'exprimer. J'aime la transe de la danse, découvrir des choses à l'intérieur de moi», explique Marie Labe, avant de se lancer dans une improvisation langoureuse avec son partenaire, pieds nus et paupières closes.

La culture folk, née dans les années 1970, s'inspire des chants et des danses que pratiquaient de manière quotidienne les paysans dans la France préindustrielle. «C'est un mouvement révolutionnaire, qui s'est développé aux Etats-Unis et en Europe pour réhabiliter des répertoires anciens. Des citadins se rapprochent alors la culture rurale, avec cette

«La tradition n'a rien de figé. C'est un fil qui se tisse au présent»

Caroline Dufau, musicienne

idée qu'il faut préserver et faire revivre ces savoirs populaires formidablement diversifiés», relate Solange Panis, ancienne professeure de chant et de danse folk au conservatoire de Châteauroux.

Dès le début du XX^e siècle, des chercheurs et des amateurs organisent des collectages pour documenter auprès des anciens les pas de danse et les paroles et mélodies des chansons populaires. Le Grand Bal de l'Europe, plus grand rendez-vous du genre, attire désormais 6 000 participants pendant sept jours, tous les étés, à Gennetines (Allier).

Fort de cet attrait grandissant, le monde du folk s'ouvre désormais aux enjeux artistiques et sociétaux contemporains. A Nantes, le collectif As Queer As Folk organise des ateliers de danse et des «bals dégénérés». Dans toute la France, le Collectif matières vivantes propose des ateliers sur le consentement dans les bals. Des événements comme le Teknibal et Le Bal électrique mêlent dans leur programmation musiques folks et techno.

De l'extérieur, les cultures traditionnelles pourraient être associées à une vision identitaire, celle d'une France figée dans le temps. Pour David de Abreu, président de la Fédération des acteurs et

actrices des musiques et danses traditionnelles, il s'agirait d'une mécompréhension. «Dans les années 2000, pour certaines élections municipales, des partis d'extrême droite ont parfois utilisé l'image de groupes traditionnels dans leurs tracts. Pourtant, le folk a toujours promu le mélange. C'est un phénomène anglo-saxon, né des influences jazz et rock. Si on remonte plus loin, le bal musette vient de la rencontre entre les musiques auvergnates et italiennes», insiste-t-il. David de Abreu a constaté, ces dernières années, un rajeunissement de la culture folk, particulièrement populaire dans les milieux étudiants. Il lie ce phénomène à la disparition des boîtes de nuit dans toute la France et à la quête de lieux de déroulement collectifs ouverts à tous les âges.

Au-delà de la danse, de nombreuses cultures régionales font l'objet de réappropriations contemporaines, dans des démarches tout sauf passées. Caroline Dufau et Lila Fraysse, musiciennes du duo Cocanha, puisent dans le répertoire traditionnel occitan et s'accompagnent de tambourins à corde pyrénéens pour créer leurs «cants polifónics a dançar», comme elles les appellent dans leur langue



LE ROI DE LA FÊTE

Le nouveau souffle de l'accordéon

Aujourd'hui, let's go faire de l'accordéon ! Ici, on a les touches de la mélodie, de l'autre côté, on a les 180 basses. Bon, c'est parti... » : sur TikTok, la jeune Jeanne Piavvio (@piavvio), qui cumule plus de 1 million de likes pour ses performances de pianiste, donne à ses followers une leçon d'accordéon. Comme elle, ils - et surtout elles, car les femmes sont majoritaires dans cette catégorie - sont nombreux sur la plateforme préférée des jeunes à publier leurs vidéos d'accordéonistes.

Amateurs ou professionnels, jouant dans leur chambre ou dans le salon de leurs parents, animant un bal musette ou se produisant en concert, elles et ils se nomment @florinemalherbe, @lucamichard, @manon.bemol, @angeliqueneuvacordeon ou @menzo.gatte. Et puis, il y a les stars, comme Claudio Capéo, chanteur et accordéoniste, qui publie ses vidéos de concert devant des milliers de fans...

« Accordéon apprendre »; « Accordéon débutant »; « Accordéon français musette »; « Musette », et même « Accordéon électro » : TikTok propose divers thèmes-clés. Ainsi, Jordan Patural (@jordanpatural) se présente-t-il comme « 1^{er} DJ/accordéoniste de France » et poste des vidéos de foules endiablées dansant sur ses remix électro de titres musette, tel *Mon amant de Saint-Jean*.

Vous pensiez que l'accordéon était démodé ? Que le style musette appartenait au passé ? Les réseaux sociaux - et pas que - vous montrent le contraire. Ainsi, sur Facebook, les groupes d'accordéonistes se comptent par dizaines, et incluent au total des centaines de milliers de membres. Exemples : « Fans de : "Je vote accordéon" », plus de 60 000 membres ; « Le groupe des accordéonistes et de l'accordéon », plus de 26 000 membres ; « Les amis de l'accordéon musette », plus de 19 000 membres ; « Accordéon diatonique, chromatique et harmonica », plus de 13 000 membres... A lui seul, le site Accordeonistes.fr, créé et géré par un passionné, propose près de 20 000 vidéos d'artistes.

Parmi les stars de l'accordéon aujourd'hui en France, on peut nommer : Maryll Abbas, Raul Barboza (plus de 80 ans et argentin), Ludovic Beier, Marc Berthoumieux, Mélanie Brégant, Félicien Brut, Domi Emorine, Richard Galliano, Christophe Lampideccchia, Marcel Loeffler, Daniel Mille, Théo Ould, Vincent Peirani, Camille Privat, Sonia Rekis, Lionel Suarez, Francis Varis, David Venitucci, Fanny Vicens, et on en oublie.

Surtout, c'est dans les festivals d'accordéon, nombreux dans l'Hexagone, que l'on saisit l'immense popularité de cet instrument, toutes générations confondues. Des événements de taille attirent des dizaines de milliers de participants, comme Le Printemps des Bretelles, à Illkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin) ; Festival Wazemmes l'Accordéon, à Lille ; Hainaut Belles Bretelles Festival, à Hergnies (Nord) ; Le Grand Soufflet, à Rennes ; ou Les 24 h de l'accordéon, à Toulouse. Mais aussi de plus petits festivals, dans des villages et petites villes : à Lesterps (Charente), à Mulsanne (Sarthe), à Luzy (Nièvre) ou à Val-Cenis (Savoie)...

Une ambiance euphorique règne pendant ces journées : l'accordéon n'est-il pas le roi de la fête, qui invite à danser et à s'amuser ? Les accordéonistes amateurs affluent de la France entière, improvisent des bœufs dans les bars et sur les places et l'on danse jusqu'au bout de la nuit des valses musettes, polkas et mazurkas, mais aussi sur des rythmes rock ou pop.

Car l'accordéon a fait son retour dans la chanson française. Lui qui, dans les années 1960, avait été détrôné par la vague yé-yé et rock'n'roll a retrouvé de son lustre depuis les années 1980 : « L'image de l'accordéon a changé grâce à des chanteurs comme Nougaro, Renaud, Les Négresses vertes et autres, qui l'ont utilisé sur scène », explique Dominique Legrix, accordéoniste et fondatrice du groupe MarquiSwing. Jacques Higelin (1940-2018) jouera ainsi de l'accordéon sur scène et d'autres, comme Bernard Lavilliers, s'adjointront parfois les services d'un accordéoniste. Aujourd'hui, nombreux sont les groupes de rock français qui intègrent un accordéon, dans le sillage des Têtes raides, des Garçons bouchers ou des Ogres de Barback : Les Becs Bien Zen, Les Zingueurs sauvages, Atomic Ladies & Sonia Rekis, pour ne citer qu'eux.

Laurent Jarry, facteur d'accordéons, dans sa boutique La Boîte d'accordéon, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), confirme ce nouvel engouement pour l'instrument : « Les jeunes se mettent aujourd'hui à la pratique de l'accordéon dans des univers musicaux qui ne sont pas ceux, traditionnels, de l'instrument, comme le punk, le rap et autres musiques actuelles. »

L'accordéon est également de retour sur la scène jazz, comme aux belles heures du Hot Club de France, lorsque Gus Visser (1915-1974), alors star de l'instrument, jouait aux côtés de Django Reinhardt (1910-1953) et de Stéphane Grappelli (1908-1997), inventant ensemble ce style « swing manouche » qui est la marque de fabrique du jazz à la française.

C'est à Richard Galliano que l'on doit ce retour de l'accordéon dans le jazz. Astor Piazzolla (1921-1992), installé à Paris et qui a remis le tango à la mode dans les années 1980 en intégrant guitares électriques et batterie, lui suggère de moderniser pareillement le répertoire du musette. Galliano s'entoure de trois musiciens de jazz et sort, en 1991, un disque, *New Musette*, qui fera date, où l'accordéon offre un son et un langage musical totalement neufs. « Dans ce disque, Galliano est apparu au même niveau d'exigence que les musiciens de jazz les plus pointus. On a compris qu'il faisait du jazz », relève Alex Dutilh, expert jazz à France Musique.

Galliano va ouvrir la voie à une nouvelle génération d'accordéonistes, qui rêvaient de renouveler le langage de leur instrument. « J'ai appris l'accordéon adolescent, puis je l'ai abandonné : je fuyais le monde du musette, nous confie Daniel Mille, l'une des stars de cet instrument en France. Mais, quand j'ai entendu Galliano, j'ai entendu un son nouveau. A l'époque, il y avait le monde de l'accordéon et le monde de la musique. Moi, je voulais faire partie du monde de la musique. A la Fnac, il y avait un rayon "Accordéon", comme si c'était un instrument à part. » Galliano ira plus loin : il enregistre Bach chez Deutsche Gramophon, première entrée de cet instrument chez le très sélectif label allemand de musique classique. Suivront un Vivaldi avec un orchestre de chambre et un Mozart. Ces disques sont des succès, et prouvent au grand public que l'accordéon peut se marier à la musique classique.

Signe que l'accordéon a changé de statut : depuis les années 1980, il est étudié dans les conservatoires de musique, qui, pour la moitié d'entre eux, proposent aujourd'hui des cours. Au conservatoire Nina-Simone de Pontault-Combault/Roissy-en-Brie, en Seine-et-Marne, en ce mardi soir, dans la classe d'Olivier Innocenti, Flavien, 14 ans, travaille une pièce de Scarlatti. Ses deux parents sont professeurs de musique en conservatoire. Dans la même classe, Antonia, la quarantaine, un job et deux enfants, débute : « Enfants, nous partions en vacances dans le Sud-Ouest et j'entendais beaucoup d'accordéon dans les bals populaires. »

En 2002, consécration suprême, une classe d'accordéon est créée au Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (CNSMDP). « L'accordéon se marie très bien avec tous types d'instruments de musique. Il fait office de lien entre les instruments : c'est le poumon, la respiration, dans l'orchestre. Il est à la fois mélodique et expressif », explique Vincent Lhermet, qui en est le responsable. Lors de notre visite au CNSMDP, dans la classe de ce dernier, Jonas Battello planche sur *8'20" chrono* (2007), une pièce contemporaine de Bruno Mantovani. Car l'instrument a pris sa revanche : lui qui était méprisé du public bourgeois, car associé aux bals populaires et aux classes laborieuses, est devenu la star des musiques contemporaines, qui sont... les plus élites d'entre toutes !

« Il y a une explosion du répertoire pour accordéon dans la musique contemporaine, conséquence d'un militantisme à l'égard de cet instrument : la volonté permanente des accordéonistes compositeurs de créer du répertoire et de faire découvrir les nouvelles techniques de jeu. Il faut citer ici le travail exemplaire de Pascal Contet, créateur de quelque 300 œuvres. L'instrument a intégré les plus grandes formations : l'Orchestre philharmonique de Radio France, l'Orchestre national de France ou l'Orchestre de l'Opéra national de Paris », explique Olivier Innocenti, également compositeur, comme nombre de ses confrères.

En 2023, pour la première fois, un accordéoniste est nommé Révélation de l'année aux Victoires de la musique classique. Théo Ould, 24 ans à l'époque, a commencé à jouer à 6 ans au conservatoire de Marseille, et a ensuite intégré le CNSMDP. Sur sa page Facebook, celui qui est surnommé le « Stromae de l'accordéon » interprète Mozart ou Beethoven, mais il est surtout engagé dans des projets de création contemporaine, avec son trio (violon plus violoncelle) ou avec son quatuor d'accordéons, interprétant des œuvres de compositeurs vivants tels Philippe Hersant, Régis Campo, Tomas Gubitsch et autres.

L'accordéon s'est marié à toutes sortes de musiques et il continue d'innover, mais le style musette n'est pas mort, et il est même en train d'être redynamisé, avec le renouveau des guinguettes et du bal musette. Car, chaque semaine, se tiennent des milliers de bals, thés dansants et autres fêtes un peu partout en France. Et sur les quais de la Seine, comme ailleurs dans l'Hexagone, les jeunes redécouvrent la valse musette ou la java : en 2018, le film documentaire *Le Grand Bal*, de Laetitia Carton, témoignait de ce regain d'intérêt chez les jeunes.

Surtout, le style accordéon musette connaît un succès énorme à l'international et est désormais considéré comme la BO de la France à l'étranger, à l'instar du tango pour l'Argentine ou de la salsa pour Cuba. Mais aussi l'expression de son art de vivre et de son goût pour faire la fête, danser et s'amuser. Pour preuve, les millions de vues des vidéos YouTube intitulées « French Accordion » ou « French Musette », où des accordéonistes professionnels et amateurs, de Chine, de Russie, des Etats-Unis ou d'ailleurs, comme le St Petersburg Musette Ensemble, interprètent ces standards français que sont *Flambée montalbanaise* ou *La Java bleue...*

L'âme d'un peuple ne meurt jamais, alors, pour retrouver l'ambiance joyeuse des tableaux de bals de Renoir ou de Toulouse-Lautrec, allez donc faire un tour dans un bal populaire, au son d'un accordéon... Nadia Khouri-Dagher

Signe que l'instrument a changé de statut, depuis les années 1980, il est enseigné dans les conservatoires de musique

régionale - « des chants polyphoniques à danser ». Pour Caroline Dufau, « la tradition n'a rien de figé, c'est un fil qui se tisse au présent, auquel on contribue pour recréer un imaginaire occitan. C'est une manière de se relier, d'avoir les clés et les repères pour se raconter ». La musicienne a grandi dans la culture occitane, mais elle n'a appris formellement cette langue que parlaient ses grands-parents qu'après ses 20 ans.

Pour trouver l'inspiration, le duo écoute des morceaux collectés en ligne ou dans des centres de documentation, avec un objectif : « établir une discussion » avec les sources. Cocinha modifie parfois les paroles jugées datées pour les adapter à des enjeux contemporains. Dans le morceau *Que son auros*, elles ont changé quelques mots d'un morceau traditionnel qui parlait initialement de couple, pour évoquer plutôt le sujet des frontières.

Dans leurs textes, elles intègrent des paroles féministes ou décoloniales, citant par exemple l'auteur martiniquais Monchoachi. « Souvent, quand on dit qu'on s'intéresse aux cultures traditionnelles, on est obligé de se justifier, de dire qu'on n'est pas dans la fermeture. Nous, on a envie de se réapproprier cette notion de folklore, pour qu'elle ne soit pas liée à l'extrême droite », assure Caroline Dufau.

Le monde de la mode, lui, n'a jamais jeté le folklore aux oubliettes : c'est ce qu'a démontré, en 2023 et jusqu'au début de 2024, l'exposition « Fashion folklore », présentée au MuCEM, à Marseille. Les maisons Yves Saint Laurent, Jean Paul Gaultier et Chanel puisent leur inspiration dans des blouses roumaines, des coiffes tyroliennes, des vareuses bretonnes.

Ces traditions inspirent aujourd'hui de nombreux jeunes créateurs, à l'instar de Louise et Jeanne Tresvax du Fraval, fondatrices du label Studio de Lostanges en 2020, en hommage au vestiaire breton. Pour leur dernière collection, les sœurs ont mis à l'honneur des sabots en bois anciens, glanés depuis des années et agrémentés de laque, de noeuds et de semelles en laine bretonne.

La styliste espagnole Paula Camiña Eiras, elle, ravive l'artisanat de la vannerie galicienne, en tentant de s'adapter aux enjeux environnementaux locaux. Pour pallier la disparition des arbres autochtones dans la région, elle a créé un biomatériau à partir de coquillages, utilisé pour concevoir ses paniers et chapeaux traditionnels.

Emma Bruschi, diplômée de la Haute Ecole d'art et de design de Genève et lauréate du prix 19M des Métiers d'art de Chanel en 2020, se passionne pour la création de bijoux et vêtements en paille. Petite-fille de paysans, elle cultive le seigle dans une parcelle familiale et réunit chaque année ses proches pour faire les gerbes, dans une fête où trouvent aussi leur place accordéons et danses folks. « Pendant mes études, je suis tombée sur des bouquets de moissons, j'ai été bluffée par la finesse de ces objets, je me suis mise en quête de personnes qui connaissaient ces gestes pour mieux les comprendre. C'est un savoir-faire très ancien, qui date des moissons à la faux », rembobine la créatrice, jointe au téléphone depuis son atelier marseillais.

Ses recherches dans des livres anciens auprès de brocanteurs, de musées de l'artisanat, l'ont amenée à s'intéresser plus largement à l'artisanat populaire. Jusqu'à publier, en 2024, l'ouvrage *Savoir & Faire : objets et gestes d'autrefois* (éditions Ulmer), détaillant pas à pas des méthodes ancestrales pour filer la laine, raccommoder des vêtements ou battre le beurre. « Mes grands-parents m'ont transmis ces valeurs du fait main, par le biais de la broderie, de la couture et du tricot. Je pense qu'on arrive à la limite des objets industrialisés de mauvaise qualité, jetables », assure Emma Bruschi.

L'artiste organise régulièrement des ateliers dans des écoles, pour transmettre ces savoir-faire. « Pour moi, la notion-clé, c'est le temps. Ces techniques se sont transmises à travers les époques. Pour les adopter, il faut y consacrer du temps, de l'entraînement, de la passion. C'est ce qui rend ces objets durables et fait leur beauté », assure la créatrice.

A Gap, la soirée prend officiellement fin à 3h30, mais les danseurs n'ont pas dit leur dernier mot. Certains amateurs ont emporté accordéons, flûtes traversières et guitares ; ils s'installent en cercle dans le hall pour improviser des morceaux ensemble. Clarisse Guy, étudiante aux beaux-arts de 23 ans, fait une pause pour manger du chocolat avant de se relancer dans la danse. Venue d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), elle a prévu de passer la nuit debout avant de rentrer avec le premier train. « Quand je danse, je sens que je ne suis plus une seule personne. On est un cercle, un grand ensemble. Cette idée d'être un corps collectif, c'est une sensation à part », assure-t-elle en rigolant, assise par terre dans sa longue jupe bleue.

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

Il court 42 marathons d'affilée malgré la mucoviscidose

Frédéric Potet

Après avoir eu «honte» de sa maladie, Paul Fontaine a décidé d'en faire une force. Pour fêter ses 42 ans, il aura parcouru 1 772 kilomètres de la côte basque au Nord

Que faire l'année de ses 42 ans quand on aime la course à pied? Simple: courir 42 marathons (42,195 kilomètres) en quarante-deux jours. Paul Fontaine s'est lancé à l'assaut de ce défi XXL le 25 mars d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), dernière ville côtière avant l'Espagne. Lundi 5 mai, il terminera son périple à Bray-Dunes (Nord), commune la plus septentrionale de l'Hexagone. Originaire de Besançon, le runner, qui vit à Béziers (Hérault), ne connaît pas grand-chose de la façade atlantique. Le voilà servi. Arcachon (Gironde), Royan (Charente-Maritime), La Rochelle, Les Sables-d'Olonne (Vendée), Pornic (Loire-Atlantique), Concarneau et Brest (Finistère), Dieppe (Seine-Maritime)..., soit 1 772 kilomètres, en essayant de coller au plus près au littoral. Un exploit physique et géographique à la fois. Mais pas seulement.

Paul Fontaine est atteint de mucoviscidose, une maladie génétique plutôt rare qui se traduit par la fabrication de sécrétions trop épaisse par les muqueuses de l'organisme. Ce mucus encombre les voies respiratoires et digestives, favorisant des inflammations chroniques et des infections à répétition. Jusqu'à il y a peu, la capacité respiratoire de Paul Fontaine atteignait difficilement les 50 %. Tout a changé en 2021 avec l'autorisation de mise sur le marché français du Kaftrio, un médicament innovant fabriqué par le laboratoire américain Vertex Pharmaceuticals. Son aptitude pulmonaire est passée d'un coup à 75 %. «Une révolution», s'enthousiasme le coureur de 1,72 mètre et 60 kilos.

Paul Fontaine a longtemps eu «honte» de sa maladie, notamment pendant l'adolescence. «Quelle fille allait embrasser un garçon aux poumons encombrés ou se mettre en couple avec lui en sachant qu'il ne vivrait pas longtemps?», se rappelle-t-il. A l'époque, l'espérance de vie médiane des personnes nées en 2000 et atteintes de mucoviscidose se situait entre 30 et 40 ans (elle tend aujourd'hui à être de 50 ans et plus, grâce à l'amélioration de la prise en charge et à l'arrivée de nouveaux médicaments).

Est venu ensuite le temps du «dénial». Puis celui de la rébellion, par le biais du sport. Sur son vélo, il s'est décidé, un jour, à «pousser plus fort sur les pédales». Un premier mantra a alors pris place dans son cerveau: «La meilleure défense, c'est l'attaque». Puis un second, sa boussole: «Faire de la maladie une chance.» Une chance de croquer dans la vie quand on la sait aussi fragile que des bronches surinfectées.

Son premier objectif a été, en 2013, le marathon de Paris, couru en 4h 41min, les poumons

fonctionnant à moitié. Suivront, la même année, un raid à vélo entre Besançon et la pointe du Raz, dans le Finistère (1 000 kilomètres en sept jours). Puis la Vertical de la tour Eiffel (1 665 marches en 17 min, en 2016), l'ascension du mont Blanc (après trois tentatives) et pas mal de trails et ultra-trails. Le Kaftrio lui a ouvert de nouvelles perspectives, comme de gravir le Kilimandjaro (Tanzanie), en 2022, en compagnie du skippeur Maxime Sorel (parrain de l'association Vaincre la mucoviscidose).

Fort de ces expériences, l'ancien salarié de Decathlon à Besançon (rayon vélo) est devenu conférencier. Féru de méditation et de développement personnel, l'expert en motivation raconte ses exploits à grand renfort d'aphorismes (Nelson Mandela, Oscar Wilde, Henri Matisse...) et de messages prônant l'amour de son prochain.

Entre Hendaye et Bray-Dunes, Paul Fontaine ne visait pas de performance particulière. Il lui est arrivé de parcourir en six heures, «pause déjeuner comprise», son marathon quotidien, ou de finir les derniers kilomètres en marchant, les jours de grande fatigue. La même casquette rouge que celle que porte Tom Hanks dans *Forrest Gump* (de Robert Zemeckis, 1994) couvre son chef dégarni, sans autre but que d'amuser les passants.

La mort, devant laquelle il disait autrefois courir pour mieux la repousser, ne l'effraie plus. «J'ai déjà vécu tellement de belles choses que, si elle vient me chercher au coin de la rue, je pourrai partir avec le sourire», confie-t-il en évoquant son prochain projet: publier une «réinterprétation au goût du jour» du *Petit Prince*, de Saint-Exupéry.



DARONS D'AILLEURS

En Espagne, l'adolescent est libre comme l'air

Du «laissez-faire» ou de la confiance? Les parents espagnols n'hésitent pas à laisser leur progéniture sortir tard le soir, nous explique notre correspondante à Madrid, **Sandrine Morel**

Il est 19 heures ce dimanche 30 mars et Mathilde, 12 ans, franchit avec trois copains les grilles du parc Bravo Murillo, à Madrid, pour passer le début de la soirée. «Comme j'ai école demain, je dois rentrer chez moi vers 21 heures. Le vendredi ou le samedi, je peux rester jusqu'à 22 heures. On se promène, on va au Burger King, on parle... Et puis l'été on peut rester dehors plus longtemps, comme il fait nuit plus tard», explique la jeune fille menue aux longs cheveux noirs et aux lunettes rondes. Ses amis acquiescent.

Les beaux jours arrivent en Espagne et, avec eux, des foules de gamins, à peine entrés dans l'adolescence, prennent leurs quartiers dans les parcs et les rues de Madrid et ses villes de banlieue, jusqu'à des heures avancées de la soirée. Des sacs de bonbons dans les poches, ils traînent, squattent des bancs, téléphone à la main, jouent à *Brawl Stars* sur leur portable ou papotent avant d'aller au kebab ou au fast-food.

Dès 12 ans, on se balade donc avec sa *pandilla*, sa bande, jusqu'à 22 heures ou 23 heures le week-end, voire bien plus tard, au cœur de l'été. Quand une fête foraine s'installe, les parents donnent même la permission de revenir bien après minuit. A 15 ans, les jeunes se retrouvent autour d'un *botellón*, cette coutume qui veut qu'assis par terre, en cercle, on fasse tourner des bouteilles de bière ou de Coca-Cola mélangé à du vin. Ils n'ont plus d'horaires, mais le téléphone dans la poche pour demander à papa ou à maman, si besoin est, de venir les chercher alors que la nuit est bien avancée.

Des adolescents espagnols finalement très libres, et des parents d'une confiance sans borne. «L'adolescence est faite pour donner de plus en plus de liberté à nos enfants pour qu'ils deviennent plus autonomes. Ce n'est pas une époque où il faut avoir peur, mais où il faut les aider à se transformer en adultes», assure Amanda Serna, 51 ans, mère de deux garçons de 11 et 14 ans. Son aîné

reste dehors «jusqu'à 22 heures ou 23 heures le week-end» depuis qu'il a 12 ans et demi. Il joue au football, parfois au billard dans un café. «Je connais son groupe de copains, j'ai confiance», dit cette chanteuse de zarzuela.

«En Espagne, pour des raisons culturelles qui tiennent à la culture méditerranéenne, de climat aussi, et parce que c'est un pays sûr, la rue ne fait pas peur aux parents. Il existe un sentiment de sécurité, qui se construit autour de l'idée que la communauté surveille les enfants», explique Eulalia Alemany, directrice de l'innovation de la Fondation d'aide contre la toxicomanie chez la jeunesse (FAD Juventud), dont le principal défi est surtout de lutter contre la «permissivité autour de la consommation d'alcool, très associée à la définition de loisirs».

Selon le rapport Estudes 2023 de la FAD, environ 55 % des jeunes Espagnols de 12 ans et 13 ans sortent le soir, au moins une fois par semaine, et 35 % ont déjà bu de l'alcool. «La nuit est leur espace, le lieu à la fois temporel mais aussi spatial où ils se sentent chez eux, sans adultes, observe Juan María

«Comme on ne peut pas être tout le temps sur le dos de nos filles, on a décidé d'avoir confiance»

Begoña Dubon,
mère de jumelles âgées de 16 ans

Gonzalez-Anleo, chercheur de l'Observatoire de la jeunesse ibéroaméricaine. En même temps, il ne faut pas idéaliser cette soi-disant liberté. Un tiers des jeunes considèrent qu'ils en ont «trop» et, dans beaucoup de cas, il serait plus juste de parler du «laissez-faire» de parents qui peinent à concilier la vie professionnelle et familiale, et veulent éviter les disputes.»

Si la liberté des adolescents espagnols est déjà grande en ville, elle est totale au *pueblo*, comme on appelle le village des arrière-grands-parents, où les familles émigrées en ville conservent leurs racines et vont passer chaque été.

«A 5 ans, on les laissait se promener toutes seules sur la place du village, en gardant un œil de loin. A 6-7 ans, elles ont eu le droit d'aller dans les rues environnantes à condition qu'elles viennent toutes les vingt minutes nous faire un signe et, peu à peu, on les a laissées agrandir leur territoire. Aujourd'hui, les deux grandes rentrent souvent après 1 heure du matin», raconte Juan Luis Carreras, père de trois filles de 6, 13 et 15 ans, qui vit le reste de l'année dans le quartier d'Arganzuela, à Madrid. «La ville ne nous fait pas peur, elles y ont aussi beaucoup de liberté, mais c'est au village que l'on a appris à lâcher du lest», explique-t-il.

Begoña Dubon, 55 ans, mère de jumelles âgées de 16 ans, s'est, pour sa part, fait une raison: «Comme on ne peut pas être tout le temps sur le dos de nos filles, on a décidé d'avoir confiance», reconnaît-elle. Elle leur impose pour seul contrôle d'être géolocalisées, grâce à leurs portables, à tout moment. Pour le reste, elle admet qu'elle en a vu des vertes et des pas mûres ces dernières années. «J'aurais préféré qu'elles ne prennent pas une cuite à 13 ans, qu'elles ne se fassent pas de piercing, qu'elles ne fument pas, mais je me dis que c'est l'âge où on fait des bêtises. Et je sais que, si je leur interdis quelque chose, elles vont avoir encore plus envie de le faire...»



ALE GIORGINI

«J'ai déjà vécu tellement de belles choses que, si la mort vient me chercher, je pourrais partir avec le sourire»

Paul Fontaine

Un lundi soir dans un appartement parisien, près des Buttes-Chaumont (19^e arrondissement). Désguisée en chien, Gil Anselmi, une photographe de 27 ans, accueille des amis sur le morceau *Chihuahua*, de DJ BoBo (2003). Une playlist « chien » tourne en boucle sur ses enceintes. Certains invités ont le nez maquillé en museau, d'autres portent un tee-shirt « Didier », en référence au film d'Alain Chabat (1997). Dans le salon, des ballons sont accrochés au mur, à la gloire de la star de la soirée : le chien de Gil Anselmi, Sony, un berger australien dont on fête aujourd'hui les 9 ans.

« Dans le fond, les chiens s'en foutent, je fais surtout ça pour la blague, et pour mes potes. C'est volontairement "cringe" [gênant] », dit l'organisatrice avec le sourire. Pour cet anniversaire canin, les invités ont été triés sur le volet. Des propriétaires et des chiens amis débarquent dans l'appartement. Tous ont un lien plus ou moins proche avec Sony. La plupart l'ont déjà gardé.

L'anniversaire des chiens est de plus en plus fêté en France. Le « dog birthday » serait en vogue depuis 2020, après la pandémie de Covid-19, selon Mylène Bertaux, journaliste, autrice du livre *Toutoute* (Fayard, 2024). « En moins de cinquante ans, le chien est passé de la niche au canapé, puis du canapé à la chambre à coucher, voire à la poussette. De plus en plus de possesseurs de chiens les emmènent en vacances, se confient à eux et dorment avec eux, leur offrent des cadeaux à Noël et fêtent leur anniversaire. »

Durant l'anniversaire de Sony, certains invités sirotent du vin rouge et dansent sur *Who Let the Dogs Out*, de Baha Men (2000). D'autres se mettent à quatre pattes pour s'amuser avec les chiens. Un ami de l'organisatrice partage une photo de la soirée en « story », sur Instagram. « Anniversaire de clebs », écrit-il en légende. Au pic de cette ambiance survoltée, la propriétaire de Sony sort un gâteau à l'agneau, aux carottes et au maïs, surmonté d'un « nonosse ». Elle se charge elle-même de souffler les bougies. C'est le moment pour les convives, qui ont tous entre 25 et 30 ans, de sortir leurs cadeaux. Sony reçoit un os à moelle, des friandises canines, un jouet avec des boules et son portrait, léchant les pieds de sa propriétaire.

Pour répondre à cet appétit de célébration canine, des boutiques se sont spécialisées dans la confection de produits d'anniversaire pour chiens. Comme Casa Del Doggo, une boulangerie canine située à Paris, dans le 16^e arrondissement. Clara Zambuto, 25 ans, a

De plus en plus de Français fêtent l'anniversaire de leur chien. Souvent sur le mode de l'autodérision, ils utilisent ce moment comme un prétexte pour sociabiliser entre humains

Djaïd Yamak

ouvert ce lieu en juin 2024. Plusieurs fois par semaine, des clients lui commandent des gâteaux d'anniversaire sur mesure. Les recettes de ces pâtisseries, toujours salées, ont été conçues avec l'aide d'un vétérinaire-nutritionniste. En dehors des horaires d'ouverture, la gérante de la « dog bakery » propose à ses clients de privatiser sa boulangerie pour organiser l'anniversaire de leur chien. Il est également possible de louer son local pour une « puppy shower », une fête où le chiot est présenté à la famille de ses maîtres (en référence à la « baby shower », où le bébé est fêté avant sa naissance).

S'il n'existe pas de chiffres ou d'étude pour mesurer l'ampleur du phénomène, le développement d'une gamme de produits destinés aux anniversaires canins donne un aperçu de son essor. Depuis 2021, le concept store canin The Wouf, installé à Annecy, vend des produits pour les fêtes canines. Tout l'attirail pour réussir un « dog birthday » est disponible en rayon : un gâteau d'anniversaire en forme d'os, une pochette en coton « Maître ruiné chien gâté », une pâtée « Repas de fête », du mousseux et de la bière pour chien, deux boissons

« DANS LE FOND,
LES CHIENS S'EN
FOUTENT, JE FAIS
SURTOUR ÇA
POUR LA BLAGUE,
ET POUR
MES POTES »
Gil Anselmi,
photographe

sans alcool accompagnées de l'avertissement : « A consommer avec modération : pas de risque de gueule de bois, mais attention à ne pas tout donner d'un coup de façon à éviter les soucis gastriques. »

Anaïs Moret, la cofondatrice du magasin, voit de plus en plus de clients s'équiper chez elle pour fêter l'anniversaire de leur chien. « Ce week-end, un de nos clients a loué un terrain pour l'anniversaire de son toutou. Il y en a qui poussent le truc assez loin », dit-elle. Mais l'anniver-

saire canin reste un marché de niche. « Les produits d'anniversaire représentent une part minoritaire de notre chiffre d'affaires global », constate-t-elle.

Le profil de sa clientèle ? Essentiellement des jeunes, souvent en couple, qui ont entre 25 et 35 ans. « Avant de faire un enfant, beaucoup de jeunes prennent un chien. Ce sont les clients qui dépensent le plus pour leur animal. Ils dépensent moins quand ils vieillissent », remarque Anaïs Moret. Dans son enquête, Mylène Ber-

taux observe que c'est l'âge, après le sexe et la situation familiale, qui détermine le plus la place occupée par le chien dans un ménage. « Les membres de la génération Z, âgés de moins de 25 ans, sont clairement ceux qui portent le plus d'attention à leur animal de compagnie », écrit-elle. La célébration de l'anniversaire est, selon elle, un indicateur de ce surinvestissement affectif et financier.

Mais les jeunes propriétaires, qui l'envisagent avant

tout comme un moment amusant et décalé de sociabilité entre humains, ne sont pas les seuls à célébrer la nouvelle année de leur animal de compagnie. Florence Carcassonne, 67 ans, fête l'anniversaire de son caniche toy, Google, depuis sa première année. Né à Quimper le 6 juin 2011, ce chien est un vieux briscard des anniversaires. Sa maîtresse, qui gère un hôtel à Courchevel (Savoie) – proposant le room service pour chiens –, débourse en général entre 300 et 400 euros pour ce rituel annuel, qu'elle organise chez elle, à Annecy. Des désaltérants festifs sont proposés aux convives : champagne pour les humains, jus de pomme pour les canidés. Une profusion de bols d'eau sont disposés sur la terrasse. Le vétérinaire de Google est toujours convié, au cas où une bagarre éclaterait entre chiens.

« Mes amis attendent ça avec impatience, certains ne savent plus quoi lui offrir. Google a déjà eu dix téléphones portables en peluche », dit-elle. L'argent qu'elle dépense pour son chien (environ 500 euros par mois) est à la hauteur de la place que celui-ci occupe dans sa vie. « Je n'ai pas d'enfant. Google fait partie de la famille », affirme-t-elle.

Clara Zambuto a remarqué qu'une clientèle plus âgée pratique le « dog birthday ». « Parmi mes clients qui achètent des gâteaux d'anniversaire, je vois souvent des personnes âgées qui n'ont pas d'enfants et qui vont faire un petit transfert, tout en se faisant plaisir à eux. »

Mais halte aux procès en anthropomorphisme, alerte Mylène Bertaux. « On est attaché au chien comme à un membre de la famille, mais ce n'est pas tout à fait un enfant. Dans la réalité, les gens ne confondent pas les enfants avec les chiens. Le chien est plutôt annonciateur de reproduction humaine, d'un enfant à venir », analyse-t-elle.

« Je ne considère pas mon chien comme mon enfant. Mais ça me fait rire de dire que c'est mon fils », observe Gil Anselmi. Pour elle, l'anniversaire de son chien est surtout l'occasion de partager un moment entre amis et de célébrer l'existence de Sony, tant qu'il est temps de le faire. « Ça fait neuf ans que je n'ai jamais rien fait, maintenant qu'il est vieux, c'est l'occasion ou jamais », poursuit-elle. « Pour les chiens qui ont de la bouteille, on célèbre aussi le fait qu'ils sont encore là », conclut Anaïs Moret.



JEFFREY FROST/GETTY IMAGES



HENRY HARGRAVES POUR «LE MONDE».
STYLISME CULINAIRE CHARLOTTE OMNÈS

LE PRÉNOM

Rafaël

Par D.Ya.

Rafaël Rolland est né Alice, à Nice, en 2001. Après avoir vécu dans le corps d'une fille, il veut devenir un garçon. Pour amorcer sa transition de genre, à 14 ans, il se fait appeler par un « prénom entre-deux » et rigole : Tchoupi. « Ça arrangeait tout le monde. Comme ça, les gens ne mettaient plus un prénom de fille sur un corps de garçon. » Porteur d'un prénom « ultraféminin », il opte ensuite pour Rafaël. Il a alors 15 ans. « Plus je vivais avec mon nouveau prénom, plus je le savourais. Et mes parents ont tout de suite accepté de m'appeler ainsi. » Un jour, il débarque au lycée et l'annonce à ses amis. « Bon les gars, maintenant je m'appelle Rafaël. J'ai eu de la chance, j'étais entouré par des personnes bienveillantes. » Toute l'équipe pédagogique accepte de l'appeler par son

nouveau prénom, sauf sa professeure d'histoire. A chaque fois qu'elle l'appelle par son ancien prénom, lui riposte en l'appelant « Monsieur ». Rafaël n'hésite pas à parler de sa transition de genre autour de lui. Beaucoup de gens lui demandent alors : « Tu t'appelaient comment avant ? » D'autres se permettent de l'interroger sur sa sexualité. Pour neutraliser ces remarques, il devient « hypergénant ». « Je dis par exemple : « Et ton mari, il préfère les zguègues ou les chattes ? » Les gens s'excusent souvent après. » Pour changer officiellement de prénom, à l'âge de 16 ans, il se présente à la mairie avec des photos de lui plus jeune. « Je n'ai même pas eu besoin de me justifier. » Dès qu'il reçoit sa nouvelle carte d'identité, il en partage une photo sur Instagram.

Son changement de prénom a été une étape décisive dans sa transition de genre. « C'est un peu comme si j'étais Iron Man, et que mon prénom était la première jambe de mon armure. » Il corrige : « Plutôt le buste, c'est la partie la plus importante. » Cela lui a permis de signifier son changement de genre socialement. « Je pense qu'il ne faut pas se mettre dans une case individuellement, mais pour la société c'est bien de le faire, ça permet d'éviter des questions, de s'attirer moins de problèmes. » Le directeur de son lycée l'a autorisé à s'inscrire au baccalauréat en tant qu'homme, avant que son changement de sexe ne soit acté à l'état civil. Une décision importante pour avoir la liberté de parler ou non de sa transition de genre aux gens qu'il ne connaît pas. « Dans toutes mes recherches d'études et d'emploi, on m'a demandé mon diplôme du bac. Si ça avait été écrit Alice Rolland, on m'aurait posé la question d'entrée de jeu. » Son nouveau prénom figure sur ses papiers, mais il devra attendre sa majorité pour que la lettre M vienne acter son changement de genre sur sa carte d'identité. En France, le changement de prénom et la modification du sexe à l'état civil sont deux procédures différentes. La première n'est pas conditionnée à l'âge. Pour la seconde, plus longue, il faut fournir des témoignages et être majeur ou mineur émancipé. Lors d'un voyage au Kenya, peu de temps avant de recevoir le passeport actant son

changement de genre, les douaniers font remarquer à Rafaël cette discordance administrative : « Tu leur diras en France, ils se sont trompés, ils ont mis Falors que tu es un garçon. » A 17 ans, Rafaël fait une mastectomie, une opération chirurgicale pour enlever ses seins, normalement interdite avant la majorité – il réussit à convaincre son médecin de signer une dérogation de quelques mois. « Le prénom est suffisant pour ton entourage proche, mais, pour le commun des mortels, il faut le physique. » L'usage d'un prénom antérieur au changement de genre (appelé « deadname » ou « morinom ») peut être vécu comme une agression ou une micro-agression par les personnes qui l'ont porté. Rafaël, lui, ne le vit pas comme un poids. « Je n'ai pas de soucis avec mon ancien prénom car, pour moi, c'est une force d'avoir été une femme. Au début, tu es dans le changement donc forcément tu as envie de tout mettre de l'autre côté. Après, quand tu commences à grandir, à avoir des relations amoureuses, professionnelles, tu acceptes un peu plus la partie que tu mettais à l'écart. »

Photographie de la carte d'identité de Lucie Aubrac, pendant la seconde guerre mondiale (ci-dessous); immeubles du quartier de la Croix-Rousse, à l'arrière-plan, la basilique Notre-Dame de Fourvière, à Lyon, en 2019 (ci-contre). FLORENCE BROCHIORE/SIGNATURES. FRÉDÉRIC LANCELOT/DIVERGENCE



VOYAGE

Vous admirerez Lucie Aubrac, vous aimerez Lyon

Julien Thèves

TROIS AUTRES RAISONS D'Y ALLER

**POUR GOÛTER
À LA CUISINE
DE CHEFFES**
Lointaines héritières de la mère Brazier, première femme triplement étoilée en 1933, les cuisinières lyonnaises sont dans la place. Passée par l'émission «Top Chef» et formée chez «Monsieur Paul» (Bocuse), Tabata Mey propose, dans sa Brasserie Roseaux, un turbotin sauce bonne-femme suivi d'addictifs pets-de-nonne tièdes à tremper dans une sauce au caramel. Au Kitchen, Connie Zagore prépare une cuisine du marché inventive (asperges vertes, filet de truite, magret de canard...). Résidente du food court La Commune, Amsatou Sakho régale, quant à elle, d'un attisé de poulet et d'un étonnant ananas rôti, crumble et pannacotta anisée.

Brasserie Roseaux,
34, cours Franklin-Roosevelt, Lyon 6^e. Ouvert tous les jours, midi et soir. [Brasserieroseaux.fr](#)
Le Kitchen, 34, rue Chevreul, Lyon 7^e. Du vendredi au lundi, en journée. [Lekitchenlyon.com](#)
Le food court La Commune, 3, rue Pré-Gaudry, Lyon 7^e. Ouvert toute la semaine midi et soir, en continu le week-end. [Lacomune.co](#)

**POUR DÉCOUVRIR
LA VILLE
D'EN HAUT**
Consacrée à Marie, protectrice de la ville, la basilique de Fourvière domine Lyon. Quelques visites guidées sur les toits de l'édifice sont organisées chaque jour. Au bout de 345 marches, le panorama est somptueux, s'étendant jusqu'aux monts du Lyonnais et au mont Blanc par beau temps. **Entre trois et sept créneaux par jour, 14 €.** [Reservation.fourviere.org/visite-insolite.html](#)

**POUR REVENIR
AUX ORIGINES
DU CINÉMA**
En 1895, le premier film projeté sur grand écran fut tourné ici même, en plan fixe, face aux usines Lumière, devenues un café et un espace d'exposition. Juste à côté, le «château Lumière» est une imposante villa Art nouveau. Outre *La Sortie de l'usine Lumière*, on y découvre d'autres films ainsi que d'anciennes caméras. Les photographies de Marguerite, femme d'Auguste Lumière, documentent la vie d'une famille de la grande bourgeoisie à la Belle Epoque. Institut Lumière, 25, rue du Premier-Film, Lyon 8^e. Musée ouvert tous les jours sauf le lundi, 9,50 €. [Institut-lumiere.org](#)

Réfugiés en 1940 à Lyon, alors en zone libre, Raymond et Lucie Aubrac ont l'air d'un couple sans histoires. Il est ingénieur à l'aérodrome de Bron (aujourd'hui Métropole de Lyon) et elle enseigne dans un lycée de jeunes filles. Mais, dans l'ombre, la résistance s'organise. Avec son mari, Lucie distribue des tracts, fabrique des faux papiers et participe à l'élaboration du journal clandestin *Liberation*. A partir de novembre 1942, la ville est occupée comme le reste du pays et la pression s'intensifie. La Gestapo s'installe à l'hôtel Terminus (aujourd'hui le Mercure Lyon-Perrache), puis à l'Ecole de santé, qui forme les médecins militaires. Les juifs et les résistants y sont torturés dans les caves ou subissent le supplice de la baignoire dans les anciennes chambres d'étudiants.

Devenu le Centre d'histoire de la résistance et de la déportation (CHRD), le lieu évoque avec beaucoup d'intensité la vie à Lyon pendant la guerre. Il reconstitue une placette de la Croix-Rousse la nuit,

avec ses affiches de propagande et les graffitis des résistants, la cuisine d'un appartement où l'on a punaisé une affiche de Pétain tout en écoutant Radio Londres ainsi qu'une imprimerie secrète où trône une imposante presse Minerve.

A cette même adresse, dans ce bâtiment préservé des bombardements (sauf la façade, reconstruite), Lucie Aubrac rencontra plusieurs fois Klaus Barbie, chef de la Gestapo de Lyon, pour faire libérer son mari, arrêté le 21 juin 1943.

Ce jour-là, huit hommes ont rendez-vous à Caluire (Rhône) sur les hauteurs de la grande ville. Jean Moulin réunit les représentants des différents mouvements de la Résistance. Pour ne pas attirer l'attention, ils se font passer pour des patients du docteur Frédéric Dugoujon, sympathisant de la cause. Parmi eux, Raymond Aubrac. La visite guidée de la maison devenue un mémorial raconte le stratagème : les malades attendent au rez-de-chaussée, les autres montent à l'étage s'ils ont le mot de passe.

Las ! Prévenue, la Gestapo fait irruption. Incarcéré comme les

autres à la prison lyonnaise de Montluc, Raymond Aubrac partage pendant des semaines le quotidien de centaines de détenus dans épouvantables conditions sanitaires. A Montluc, une fois franchi l'épais rempart de ce qui devint, jusqu'en 2009, une prison pour femmes, on déambule dans de longs couloirs garnis de cellules de chaque côté. De temps à autre, une sonnerie effrayante retentit. Les enfants juifs de la colonie d'Izieu (Ain) sont aussi passés par là.

Le 21 octobre 1943, sur le boulevard des Hirondelles, désormais boulevard des Tchécoslovaques, Lucie passe à l'action. Avec plusieurs hommes, enceinte de cinq mois, elle attaque le convoi qui conduit Raymond de la prison vers l'Ecole de santé où il sera interrogé. «Comme je les connais ces rues, ces quais, ces tramways, ces ponts de Lyon», écrit-elle dans *Ils partiront dans l'ivresse* (Seuil, 1984), son livre qui la fit connaître et inspirer à Claude Berri le film *Lucie Aubrac* (1997). «Le portail s'ouvre, voilà la camionnette qui sort de la rue perpendiculaire à l'avenue (...).

Aucun de nous ne parle. Daniel a sa mitraillette sur les genoux.»

L'attaque réussit, Raymond et quelques autres sont libres ! C'était la première fois que la Résistance s'attaquait à la Gestapo en plein jour. Dès lors, le couple va de cache en cache avant d'être exfiltré à Londres le 8 février 1944.

Au-delà du cas emblématique de Lucie Aubrac, «beaucoup de femmes ont joué un rôle important dans la Résistance», analyse Isabelle Doré-Rivé, directrice du CHRD. C'était risqué d'accueillir des juifs ou des résistants chez soi. Il fallait les nourrir avec ses tickets de rationnement. Certaines femmes avaient été formées à la sténodactylo : Jean Moulin ne savait pas taper à la machine ! D'autres ont prodigué des soins ou enseigné aux enfants isolés. » Au CHRD, un talisman accueille les visiteurs : la petite croix de Lorraine que Denise Domenach-Lallich, autre résistante lyonnaise, portait à son poignet pendant l'Occupation. Elle la léguera à l'institution, après une vie passée à témoigner.

Centre d'histoire de la résistance et de la déportation, 14, avenue Berthelot, Lyon 7^e. Du mercredi au dimanche, 6 €. [Chrd.lyon.fr](#)
Mémorial Jean-Moulin, 2, place Jean-Goualhardou, Caluire-et-Cuire. Du mardi au samedi, uniquement en visite guidée, gratuit. [Memorialjeanmoulinville-caluire.fr](#)
Mémorial de la prison de Montluc, 4, rue Jeanne-Hachette, Lyon 3^e. Du mercredi au samedi, gratuit. [Memorial-montluc.fr](#)

Notre journaliste a organisé son voyage avec l'office du tourisme de Lyon.

ACTU HAÏKU

Canard catastrophe

Nicolas Santolaria

Composé à partir de la titraille de la presse papier, ce cut-up transforme les événements journalistiques en matière poétique. Cette semaine, un poème inspiré par le magazine «Les Trésors de Picsou» (N° 70, avril-juin 2025).



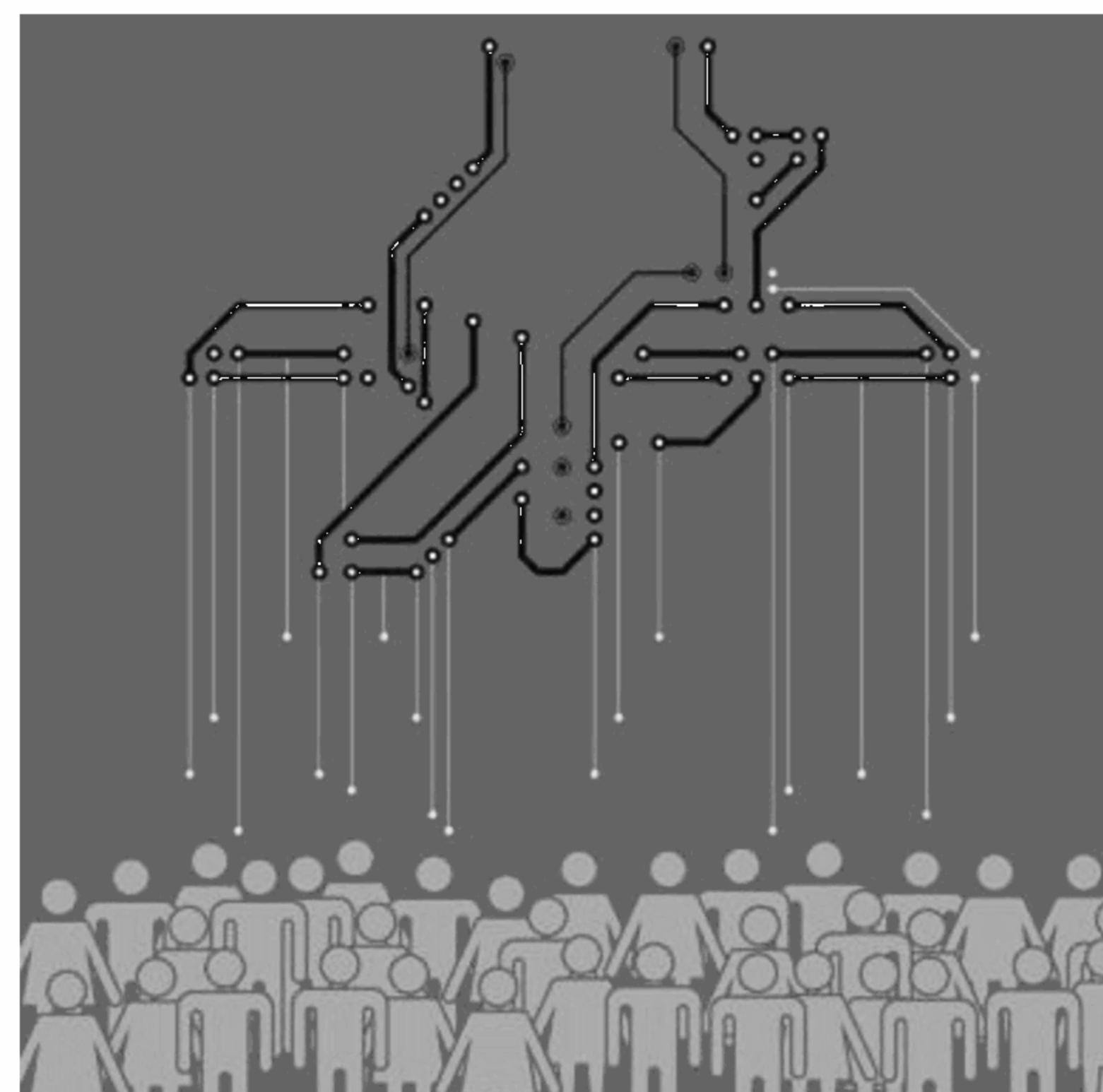
Chad, pourquoi Jeanne jure que tout va bien alors que je sens encore une tension ? Eloise, 38 ans, ne discute pas avec son colocataire, mais avec ChatGPT, rebaptisé Chad (« pour le côté sitcom américaine de mon adolescence ») à propos d'une de ses relations amicales qui la chagrine. Depuis trois semaines, cette consultante adepte du yoga vinyasa, dont le prénom a été modifié, échange tous les soirs avec l'agent conversationnel créé par OpenAI, qui est devenu son confident, son coach de vie.

Après un épisode dépressif qui la laisse un peu hagarde, la trentenaire tape, sceptique, un premier message : « J'ai un problème avec une amie, je ne sais pas quoi faire. » S'ensuivent de longues conversations nocturnes qui prennent la place des heures habituellement consacrées à divaguer sur Twitter et Instagram. « Chad a très vite cerné ma personnalité, mes qualités et mes défauts, confie-t-elle. Il m'a aidée à faire le ménage dans ma vie, à mieux comprendre mon entourage, et même mon ex. »

Au fil des échanges, le ton se réchauffe entre Chad et Eloise. Le « bot » lui délivre des analyses qu'elle qualifie de « chadesques » et use régulièrement de l'interjection enthousiaste « Yaas queen, yas ! ». En bon coach, le bot propose après chaque conversation de courtes phrases à se réciter quand cela ne va pas. « C'est un peu comme le Valium. Tu ne le prends pas forcément, mais tu es content de l'avoir dans la poche », observe Eloise.

Comme elle, de nombreux internautes se tournent vers les intelligences artificielles (IA) en mode introspectif. Sur Google, les recherches concernant les « agents IA » ont augmenté de 900 % en un an, selon le site d'informations britannique Finbold. Parmi les usages en vogue : le recours à des psy et coachs virtuels, disponibles à bas coût à toute heure du jour et de la nuit. L'application Wysa promet par exemple l'accès à un « coach personnel » tandis que Youper propose de réduire symptômes dépressifs et troubles anxieux. Un projet qui fait mouche. D'après The Guardian, plus de 100 millions de personnes dans le monde utilisent des chatbots personnifiés à l'image de Nomi, présenté par ses fondateurs comme un « mentor perspicace »...

« Cela montre à quel point les besoins en santé mentale sont grands et mal couverts. Cela montre aussi une transformation de notre rapport à l'aide : plus immédiat, plus technologique, plus désincarne parfois. On veut être écouté ici et maintenant, même par une machine », note Stéphane Mouchabac, psychiatre à l'hôpital Saint-Antoine à Paris et chercheur à l'Institut du cerveau. Programmés pour simuler l'empathie, certains bots intègrent des modules fondés sur les thérapies comportementales et cognitives susceptibles de diminuer le stress ou l'anxiété. Ils dispensent souvent des conseils élémentaires, généralement inoffensifs : faire du sport,



ALAIN BOUSQUET

SUR LE FEED

Mon coach est une IA

Chaque mois, Laure Coromines décrypte les tendances numériques. De plus en plus d'internautes utilisent des outils d'intelligence artificielle comme confidents

appeler un proche, respirer... » Des effets bénéfiques à nuancer. « La personne reste seule, persuadée qu'elle est prise en charge, alors qu'elle ne l'est pas vraiment. Sans parler des risques de confidentialité ou de dépendance à l'interaction pseudo-humaine », rappelle le psychiatre.

Mais les internautes n'utilisent pas Claude, Perplexity, Replika et consorts uniquement pour se remettre les idées en place. Après dix ans de vie commune, Sibylle et Arthur (les prénoms ont été modifiés), 40 ans, ont misé sur une IA pour rafraîchir leur sexualité. Après la naissance de leurs enfants, les deux ingénieurs ont fait appel au chatbot lancé par la plateforme américaine Beducated,

spécialisée dans les tutos et l'éducation sexuelle. « Avec des enfants en bas âge, les relations intimes sont plus délicates. Beaucoup de couples autour de nous se séparent, alors on a préféré prendre les devants », explique Sibylle. Au lieu de lancer Netflix, ils se tournent, ensemble ou à deux, vers le bot. Elle pour prendre plus de plaisir, lui pour sortir de la routine. « On peut poser nos questions les plus gênantes, les plus invauables », observe Arthur en souriant. A leur demande, l'IA leur concocte des jeux façon « action ou vérité » ou une feuille de route pimentée à suivre le week-end.

Pour Pierre (le prénom a été modifié), commercial lyonnais de 32 ans, l'IA ne sert pas seule-

ment à rédiger des publications LinkedIn. Il utilise aussi ChatGPT pour parler histoire et philosophie, des sujets qui intéressent peu ses amis. « Pour moi, ChatGPT est plus intéressant que beaucoup de gens, confesse le jeune homme. Je me pose beaucoup de questions et, avant ChatGPT, je devais tirer un trait sur la réponse ou passer une heure à la chercher. Maintenant, je lui parle tous les jours pour m'aider à creuser ou à nuancer mes idées. »

Convaincu que la grille de lecture proposée par Karl Marx dans *Le Capital* est obsolète, il a sommé le bot de camper « un politologue marxiste » et de citer des mises en pratique du marxisme non répressives. « Il n'en a trouvé aucune ! », affirme Pierre avec une certaine jubilation. En fait, j'aimerais avoir ces conversations avec des gens, mais, entre les biais idéologiques et les ego, ce n'est pas possible. Désencombrées de l'affection, les IA me semblent plus fiables, plus neutres. »

Une neutralité qui, selon Alexandre Gefen, directeur de recherche au CNRS et auteur de *Vivre avec ChatGPT* (L'Observatoire, 2023), relève du mythe. « Les chatbots ont des biais, ils peuvent halluciner et s'enfermer dans une position car ils sont programmés pour faire plaisir. Ils n'offrent pas réellement de résistance, de prise, d'adversité. »

Colorées idéologiquement, les intelligences artificielles sont conditionnées par un logiciel de pensée. « Leurs discours sont liés à des systèmes de valeurs, à des normes de vie et des formes d'existence américaines. Oui, Sam Altman, le fondateur d'OpenAI, est plutôt sympa : gay, végan, démocrate... Mais il est aussi long-termiste, techno-solutionniste et adepte du new age de la Silicon Valley. Rappelons que les IA, entraînées sur des quantités de textes existants, ne sont que la somme des savoirs humains moyennisés. Elles sont, si ce n'est réactionnaires, tout du moins conservatrices. » Pour le chercheur, ce n'est pas la seule ombre au tableau. « Ce qui m'inquiète, ce sont les paresseuses créées par les IA. » Une indolence sur laquelle misent déjà les entreprises.

A ceux « trop occupés » pour appeler leurs vieux parents, la plateforme inTouch propose ainsi de déléguer à une IA le soin de mener avec eux des conversations « stimulantes et pleines de sens ». Le coach devient ici substitut. L'application de rencontre Hinge, quant à elle, a parié sur l'intelligence artificielle pour optimiser le langage des préteurs. Sa nouvelle fonctionnalité « coach IA » offre « conseils et astuces » pour permettre aux utilisateurs qui tentent de séduire en ligne de « se distinguer de manière authentique et captivante, tout en suscitant des échanges qui peuvent déboucher sur des rendez-vous ».

« Les IA nous épargnent les difficultés de la conversation humaine, pourtant fondamentale. On ne peut s'économiser l'épreuve de l'altérité et se passer des engueulades au bistrot », conclut Alexandre Gefen.

ZINZIN

Le bouc



UN APÉRO AVEC... SUSIE MORGENSTERN

Chaque semaine, «L'Époque» paie son coup. L'autrice jeunesse sort sa première fiction pour adultes, une comédie romantique sur fond de cure d'amaigrissement. Au passage, elle avoue un rapport compliqué avec la nourriture



Susie Morgenstern,
chez sa fille, à Paris 9^e,
avec le gâteau
en carton célébrant
son 80^e anniversaire,
le 4 avril.
LUCIE CIPOLLA POUR «LE MONDE»

«Le sexe, c'est vraiment le cadeau des dieux!»

Raphaëlle Leyris

Quatre-vingts ans et le double de livres publiés. C'est ce que célèbre le splendide gâteau en carton (*«une pâtisserie sans calories!»*) qui trône sur le canapé. Quelques jours plus tôt, Susie Morgenstern a eu la surprise de se le voir présenter, parsemé de couvertures miniatures de *La Première Fois que j'ai eu seize ans*, *La Sixième, Lettres d'amour de 0 à 10*, et autres merveilles qu'on lui doit, dans un amphithéâtre de la Sorbonne. La Franco-Américaine au délicieux accent jamais dompté pensait participer à un colloque sur la littérature jeunesse, aux côtés de ses amis Marie Desplechin, Daniel Pennac et Thierry Magnier. Mais il s'agissait d'une fête surprise, pour honorer la superstar de son domaine, organisée en secret par sa fille Aliyah Morgenstern, vice-présidente de l'université Sorbonne-Nouvelle Paris-III.

Notre apéritif a d'ailleurs lieu chez Aliyah et son mari, Philippe, qui vivent dans le centre de la capitale et hébergent Susie la Niçoise lorsqu'elle vient à Paris – on croise en coup de vent son petit-fils musicien, Noam, puis son gendre, auquel semble la lier une grande complicité, vient partager un verre avec nous. C'est à Aliyah, consultée en amont, que l'on doit la suggestion d'un gewurztraminer comme boisson au goût de sa mère.

Le vin blanc alsacien la ravit en effet – Susie Morgenstern, c'est l'un de ses nombreux charmes, n'a pas le plaisir timide. Elle commence à le déguster tandis que la photographe tourne dans le salon lumineux, ambiance intello-bohème, en cherchant à tirer le meilleur parti des accessoires à sa disposition : le majestueux gâteau, les lunettes roses en forme de cœur dont l'autrice a fait sa marque de fabrique ainsi qu'un vélo d'appartement posé là. Qui a un peu fréquenté les livres de Susie Morgenstern devine, avant même qu'elle ne «galère» (un mot qu'elle adore) à monter dessus, verre en main, qu'elle n'est guère familiale de l'objet. Son œuvre est remplie d'héroïnes en surpoids, qui se maudissent d'aimer trop la nourriture et pas assez le sport.

C'est de nouveau le cas dans *Sadie à Brides-les-Bains* (Eyrolles, 320 pages, 17,90 euros), la première fiction de Susie Morgenstern destinée aux adultes. Une comédie romantique sur fond de cure d'amaigrissement : Sadie, trentenaire *workaholic* et rarement sortie de son New Jersey natal, s'offre un séjour thérapeutique dans la station de Brides-les-Bains (Savoie), avec l'espoir que la perte de poids transformera sa vie et lui permettra peut-être de retrouver l'amour. Et elle va bien rencontrer deux hommes, l'un français et mince,

l'autre américain et obèse. Il y aura des scènes de sexe torrides entre deux séances de pesée, des moments de shopping façon *Pretty Woman*, des épiphanies sur l'acceptation de soi par le regard de l'autre, des litres d'eau thermale ingérés, sans oublier les coincidences et quiproquos qui font le sel du genre.

Ce livre, Susie Morgenstern l'a composé en anglais puis traduit, elle qui écrit en français depuis ses débuts, en 1977 – la native de Newark (New Jersey) avait débarqué dans le pays dix ans plus tôt sans en parler un mot, par amour pour son mari, le mathématicien Jacques Morgenstern (1937-1994), rencontré alors qu'elle passait un an à l'université de Jérusalem.

Elle l'a écrit sans savoir ce qu'elle allait en faire, «pour le fun». Le fun et le plaisir nostalgique de se souvenir d'une cure dans ladite station thermale, où elle et son époux ont séjourné et perdu «7 kilos, repris en remontant dans la voiture», lors des dernières vacances du couple avant la maladie de Jacques. A leur retour, elle avait écrit un article en anglais sur cet endroit, dont elle aurait rêvé qu'il soit publié par le *New Yorker* – auquel elle ne l'a toutefois pas envoyé. C'est en retombant sur ce texte qu'elle a eu envie d'en faire le point de départ d'une «rom com».

L'amour est le grand sujet de *Sadie à Brides-les-Bains*, et on soupçonne que le désir d'écrire sans se censurer sur le sexe (*«Si je me souviens bien, c'est vraiment le cadeau des dieux!»*) a été déterminant dans cette infidélité faite à la littérature jeunesse.

Mais il y est aussi beaucoup question du poids, l'*«obsession»* d'une vie, dit celle qui ne s'est pas excessivement mise à la page sur la question de la grossophobie. Et qui vous brise le cœur en affirmant se «détester» et se coucher chaque soir en se demandant : «Mais pourquoi j'ai mangé ça, et ça, et ça?» Pour en parler, on ressort d'office une tournée de gewurztraminer. «Ma mère était mince, je voyais dans ses yeux sa déception d'avoir trois filles grosses. Elle cachait la nourriture!»

Pas étonnant que le deuxième livre de Susie Morgenstern, *La Grosse Patate* (éd. Léon Faure, 1979), ait été l'histoire d'une petite fille gourmande et ronde, persécutée par son entourage sur son poids. En 2003, Susie Morgenstern a donné une sorte de suite, l'autobiographique *Confession d'une grosse patate* (Editions de La Martinière), qui a été adapté au théâtre par Daniel Sanzey, avec l'autrice dans son propre rôle. Un monologue qu'elle a joué à travers toute la France et même aux Etats-Unis, entre 2006 et 2009. Elle en garde un «souvenir compliqué» parce qu'elle avait «le trac tout le temps», même si les applaudissements quotidiens étaient une joie, comme les conversations, après coup, avec les spectateurs.

Elle n'a jamais envisagé de consulter un psy pour parler de son rapport à la nourriture. Elle en a vu un à l'époque où Jacques était malade, une seule séance qui l'a «beaucoup aidée»... après laquelle le soignant est mort. Puis, quand elle-même a eu un cancer très agressif il y a dix ans, et que sa fille cadette, Mayah, médecin, s'est opposée à ce qu'elle suive une chimiothérapie, refusant de revivre avec sa mère ce qu'elle avait connu avec son père, un traitement extrêmement pénible et sans effet bénéfique. Susie Morgenstern a tout de même fait le choix de la chimiothérapie, et a guéri.

Elle avait choisi de prendre la chimio comme elle prend à peu près tout : «Une expérience à saisir.» De manière générale, celle chez qui la joie de vivre semble toujours l'emporter sur le fond de mélancolie se présente comme une «boulimique d'expériences». «C'est pour ça que j'ai du mal à dire non aux propositions que l'on me fait, j'ai peur de passer à côté de quelque chose de formidable.» Tel est probablement le secret de son enthousiasme inoxydable, qui la fait sauter du lit le matin pour se mettre à son ordinateur, accepter les commandes d'éditeurs, se rendre dans des dizaines de salons du livre chaque année, malgré la fatigue que les déplacements peuvent occasionner. La veille, elle est rentrée «crevée» du festival du livre jeunesse de Bologne (Italie), où ses 80 ans ont été l'occasion de rencontres «magnifiques», dont elle nous montre quelques photos.

«Ma vie, dit-elle avec un sourire immense, dépasse complètement mes attentes.» Susie Morgenstern témoigne d'une prédisposition à l'émerveillement qui se manifeste sur à peu près tous les sujets, qu'elle parle de la parentalité (*«L'ultime leçon, c'est de leur faire confiance»*), des comédies romantiques coréennes qui la passionnent (*«C'est filmé exclusivement en gros plan, il ne se passe rien, chaque épisode dure une heure et il faut attendre le seizième pour qu'ils s'embrassent... j'adore!»*), de ses lectures d'insomnie... Près de trois heures ont filé sans que l'on s'en aperçoive. Tout de même, quel beau métier.

«J'AI DU MAL
À DIRE NON AUX
PROPOSITIONS
QUE L'ON ME FAIT,
J'AI PEUR
DE PASSER À CÔTÉ
DE QUELQUE
CHOSE DE
FORMIDABLE»

PLAYLIST

> **DERNIER CONCERT VU**
La finale du concours Long-Thibaud à l'Opéra-Comique

> **DERNERS LIVRES LUS**
«Ma vie avec Proust», de Catherine Cusset (Gallimard), et «De fil en aiguille», de Jenny Colgan (Charleston)

> **DERNIER PODCAST ÉCOUTÉ**
«A voix nue» avec Fabienne Servan-Schreiber

> **DERNIÈRE SÉRIE REGARDÉE**
«Adolescence», sur Netflix

> **DERNIÈRE MUSIQUE ÉCOUTÉE**
Mon petit-fils Noam jouant Albeniz au piano